Comptes rendus de la 21<sup>e</sup> réunion de la Conférence générale des poids et mesures (octobre 1999)

English version

Proceedings of the 21st meeting of the General Conference on Weights and Measures (October 1999)

## Bureau international des poids et mesures

# Conférence générale des poids et mesures

21<sup>e</sup> session (octobre 1999)

Note sur l'utilisation du texte anglais (voir page 209)

Les comptes rendus de la Conférence générale sont présentés en anglais en même temps qu'en français. Il n'en demeure pas moins que la version officielle, en particulier des résolutions adoptées par la Conférence, est celle en langue française.

The proceedings of the General Conference are prepared in English as well as French. Please note, however, that the official version, particularly of the Resolutions voted by the Conference, is the French one.

Édité par le BIPM Pavillon de Breteuil F-92312 Sèvres Cedex France

Conception graphique : Monika Jost

Imprimé par : Stedi, Paris

ISSN 1016-5893 ISBN 92-822-2175-X

#### Table des matières

#### Liste des délégués et des invités 9

#### Comptes rendus des séances, 11-15 octobre 1999 17

#### Ordre du jour 18

- 1 Ouverture de la Conférence 19
- 2 Présentation des titres accréditant les délégués 21
- 3 Nomination du secrétaire de la Conférence 21
- 4 Établissement de la liste des délégués ayant pouvoir de voter 21
- 5 Approbation de l'ordre du jour **23**
- 6 Rapport de M. le président du Comité international sur les travaux accomplis depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale **23** 
  - 6.1 Les Comités consultatifs 28
  - 6.2 Le Comité international **35**
  - 6.3 Le BIPM **38**
- 7 Rapport du Comité international sur les besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie **54**
- 8 Traçabilité des étalons de mesure au niveau mondial 57
- 9 Admission d'Associés à la Conférence générale 59
- 10 Relations avec l'Organisation internationale de métrologie légale **62**
- 11 Rapports des présidents des Comités consultatifs 65
  - 11.1 Comité consultatif des longueurs **65**
  - 11.2 Comité consultatif pour la masse et les grandeurs apparentées **69**
  - 11.3 Comité consultatif du temps et des fréquences 76
  - 11.4 Comité consultatif d'électricité et magnétisme 87
  - 11.5 Comité consultatif de thermométrie 93
  - 11.6 Comité consultatif de photométrie et radiométrie 97
  - 11.7 Comité consultatif des rayonnements ionisants 102
  - 11.8 Comité consultatif pour la quantité de matière 108
  - 11.9 Comité consultatif de l'acoustique, des ultrasons et des vibrations **116**
  - 11.10 Comité consultatif des unités 118
- 12 Programme de travaux futurs au BIPM 122

- 13 Dotation annuelle du BIPM **122** 
  - 13.1 Rapport sur la réunion du Groupe de travail sur la dotation 122
  - 13.2 Projet de résolution M 122
  - 13.3 Mise à la disposition du BIPM de membres du personnel des laboratoires nationaux de métrologie **123**
  - 13.4 Projet de résolution C 123
  - 13.5 Vote du projet de résolution M **123**
- 14 Propositions des délégués 124
  - 14.1 Célébration du 125<sup>e</sup> anniversaire de la Convention du Mètre **124**
  - 14.2 Création d'une journée internationale de la métrologie **125**
  - 14.3 Recherche de candidats pour remplacer M. T.J. Quinn au poste de directeur du BIPM, lors de son départ à la retraite à la fin de l'année 2003 125
- 15 Renouvellement par moitié du Comité international 126
  - 15.1 Règles de la Convention du Mètre relatives à la composition du Comité international 126
  - 15.2 La situation actuelle **126**
- 16 Vote des résolutions 128
- 17 Questions diverses **129** 
  - 17.1 Visite du Bureau international des poids et mesures 129
  - 17.2 Visite du dépôt des prototypes métriques : Procès-verbal **129**
  - 17.3 Arrangement de reconnaissance mutuelle **130**
- 18 Clôture de la Conférence générale 130

#### Résolutions adoptées par la 21<sup>e</sup> Conférence générale 133

Métrologie : besoins à long terme (Résolution 1) 135

Reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage et de mesurage émis par les laboratoires nationaux de métrologie (Résolution 2) **136** 

Associés à la Conférence générale des poids et mesures (Résolution 3) 137

Nécessité d'utiliser les unités du SI dans les recherches sur les ressources terrestres, l'environnement, la sécurité humaine et les études connexes (Résolution 4) 138

Révision de la mise en pratique de la définition du mètre (Résolution 5) 139

Besoins en métrologie dimensionnelle (Résolution 6) 141

La définition du kilogramme (Résolution 7) 141

Étalons primaires de fréquence opérationnels (Résolution 8) 142

Extension de l'Échelle internationale de température au-dessous de 0,65 K (Résolution 9) **143** 

Métrologie en chimie (Résolution 10) 143

Métrologie en biotechnologie (Résolution 11) 144

Nom spécial donné à l'unité SI mole par seconde, le katal, pour exprimer l'activité catalytique (Résolution 12) **145** 

Dotation du BIPM (Résolution 13) 146

Annexe A. Convocation de la 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures 147

**Annexe B.** Programme de travail et budget du Bureau international des poids et mesures pour les quatre années 2001 à 2004 **183** 

Liste des sigles utilisés dans le présent volume 395

# Liste des délégués et des invités à la 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures

Réunie à Paris en octobre 1999 sous la présidence de

M. Guy Ourisson

Président de l'Académie des sciences de l'Institut de France

Président par délégation

M. Christian Bordé

Membre de l'Académie des sciences de l'Institut de France

Mesdames, Messieurs les délégués des États signataires de la Convention du Mètre. (Les noms des membres du Comité international des poids et mesures sont suivis d'un astérisque.)

#### Afrique du Sud

- T. Demana, directeur, Standards and Environment, Department of Trade and Industry, Pretoria.
- B.F. Denner, Manager, CSIR National Metrology Laboratory (CSIR-NML), Pretoria.
- J.H. Maree, directeur, Material and Manufacturing Division, CSIR-NML, Pretoria.

#### **Allemagne**

- E.O. Göbel\*, président, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Braunschweig.
- H. Kunzmann, membre du conseil présidentiel, PTB, Braunschweig.
- J.H. Gösele, conseiller scientifique, Ambassade de la République fédérale d'Allemagne, Paris.

#### **Argentine**

- J. Valdés\*, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Buenos Aires.
- E.S. Kerner, directeur du département de métrologie légale, ministère de l'Industrie et du Commerce, Buenos Aires.

#### **Australie**

- B.D. Inglis, directeur, National Measurement Laboratory (CSIRO), Lindfield.
- W.R. Blevin\*, secrétaire du CIPM, Cheltenham.
- J. Birch, directeur, National Standards Commission, North Ryde.

#### **Autriche**

- R. Dittler, Bundesministerium für wirtschaftliche Angelegenheiten (BMwA), ministère des Affaires économiques, Vienne.
- A. Leitner, directeur du département métrologie, Bundesamt für Eich- und Vermessungswesen (BEV), Vienne.

#### **Belgique**

H. Voorhof, conseiller général, Service de la métrologie, Bruxelles.

#### **Brésil**

- M.A. Albuquerque de Araújo Lima, président, Instituto Nacional de Metrologia, Normalização e Qualidade Industrial (INMETRO), Rio de Janeiro.
- J.L. Vieira, conseiller aux affaires de coopération scientifique, technique et éducative, Ambassade du Brésil, Paris.
- G. Moscati\*, professeur, Instituto de Fisica, São Paulo.

Mme L. Contier de Freitas, chef de la division métrologie mécanique, INMETRO, Rio de Janeiro.

#### **Bulgarie**

T. Štrashimirov, directeur, Centre national de métrologie, Sofia.

#### Cameroun

Non représenté.

#### Canada

J. Lusztyk, directeur général, Institut des étalons nationaux de mesure, Conseil national de recherches du Canada (NRC-CNRC), Ottawa.

A.R. Robertson, directeur, Étalons chimiques et mécaniques, NRC-CNRC, Ottawa.

R. VanKoughnett\*, NRC-CNRC, Ottawa.

#### Chili

R. Nuñez-Brantes, chef de la division métrologie, Institut national de normalisation (INN), Santiago.

O. Alcaman, premier secrétaire chargé des affaires économiques et de la coopération, Ambassade du Chili, Paris.

#### Chine

Gao Jie\*, directeur général adjoint, National Institute of Measurement and Testing Technology (NIMTT), Sichuan.

#### Corée (République de)

Myung Sai Chung\*, président, Korea Research Institute of Standards and Science (KRISS), Taejon.

Chang-Suk Kim, KRISS, Taejon.

#### Corée (République populaire démocratique de)

Non représentée.

#### **Danemark**

K. Carneiro, directeur, Danish Institute of Fundamental Metrology (DFM), Lyngby.

P.C. Johansen, chef de la division métrologie, Danish Agency for Trade and Industry, Copenhague.

#### Dominicaine (République)

Non représentée.

#### Égypte (République arabe d')

Non représentée.

#### **Espagne**

- Á. García San Román, directeur, Centro Español de Metrología (CEM), Madrid.
- J. M. Balmisa, chef de la division électrique, CEM, Madrid.

#### États-Unis

Mme K.H. Brown, directeur adjoint, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg.

J.M. Garner, International Relations Officer, Bureau of International Organizations Affairs, Washington DC.

B.S. Carpenter, directeur, International and Academic Affairs, NIST, Gaithersburg.

Mme K. Gebbie\*, vice-présidente du CIPM, directeur, Physics Laboratory, NIST, Gaithersburg.

#### **Finlande**

Mme U. Lähteenmäki, directeur, Centre for Metrology and Accreditation (CMA), Helsinki.

A. Pusa, président, Conseil national de métrologie, Raute Precision Oy, Lahti.

O.V. Lounasmaa\*, Helsinki University of Technology (HUT), Espoo.

#### **France**

A. Keller, directeur, Bureau national de métrologie (BNM), Paris.

Mme C. Serre, chargée de mission à la Direction des Nations unies et des Organisations internationales, ministère des Affaires étrangères, Paris.

C. Bordé, conseiller scientifique, BNM, Paris.

- L. Érard, directeur, Bureau national de métrologie Laboratoire central des industries électriques (BNM-LCIE), Fontenay-aux-Roses.
- J. Kovalevsky\*, membre de l'Institut, président du CIPM, président du BNM, Paris.
- L. Hennekinne, secrétaire général, ministère des Affaires étrangères, Paris.

#### Hongrie

- P. Pákay, président, National Office of Measures/Országos Mérésügyi Hivatal (OMH), Budapest.
- P. Pataki, vice-président, OMH, Budapest.

#### Inde

A.K. Raychaudhuri, directeur, National Physical Laboratory of India (NPLI), New Delhi.

E.S.R. Gopal\*, Emeritus scientist, NPLI, New Delhi.

#### Indonésie

Non représentée.

#### Iran (République islamique d')

Non représenté.

#### Irlande

Non représentée.

#### Israël

Non représenté.

#### Italie

- P. Soardo, président du comité pour le système d'étalonnage, Istituto Elettrotecnico Nazionale Galileo Ferraris (IEN), Turin.
- R.F. Laitano, directeur, Istituto Nazionale di Metrologia delle Radiazioni Ionizzanti (ENEA-INMRI), Rome.
- G. Molinar, directeur, Consiglio Nazionale delle Ricerche Istituto di Metrologia G. Colonnetti (CNR-IMGC), Turin.
- S. Leschiutta\*, président, IEN, Turin.

#### **Japon**

- H. Imai, directeur général, National Research Laboratory of Metrology (NRLM), Tsukuba.
- K. Iizuka\*, vice-président du CIPM, conseiller, Agency of Industrial Science and Technology (AIST), c/o NRLM, Tsukuba.
- T. Yano, directeur adjoint de la Division infrastructure des techniques et des normes de mesures, AIST, Tokyo.
- R. Ichikawa, conseiller chargé des affaires commerciales, Ambassade du Japon, Paris.
- S. Itakura, premier secrétaire chargé des affaires scientifiques, Ambassade du Japon, Paris.

#### Mexique

- H. Nava-Jaimes, directeur général, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Quéretaro.
- I. Castelazo Sinencio, directeur, Technology Services, CENAM, Quéretaro.
- H. Rodríguez, premier secrétaire, Ambassade du Mexique, Paris.

#### Norvège

H. Kildal, directeur général, Norwegian Metrology and Accreditation Service, Justervesenet (JV), Kjeller.

#### Nouvelle-Zélande

C.M. Sutton, directeur, Measurement Standards Laboratory of New Zealand (MSL), Lower Hutt.

#### **Pakistan**

Non représenté.

#### Pays-Bas

T.M. Plantenga, directeur, NMi Van Swinden Laboratorium (NMi-VSL), AR Delft.

R. Kaarls\*, AR Delft.

Mme J. Van Spronssen, ministère des Affaires économiques, La Haye.

#### **Pologne**

K.A. Mordziński, président, Central Office of Measures/Glówny Urzad Miar (GUM), Varsovie.

Mme M. Klarner-Sniadowska, directeur, Bureau des affaires internationales (GUM), Varsovie.

#### **Portugal**

E.M. de Almeida Farinha, vice-président, Instituto Português da Qualidade (IPQ), Monte da Caparica.

S. Dias Antunes, assesseur, IPQ, Monte da Caparica.

#### Roumanie

P. Darvariu, directeur général adjoint, Bureau roumain de la métrologie légale (BRML), Bucarest.

#### Royaume-Uni

- S.I. Charik, directeur, Department of Trade and Industry, Londres.
- A.J. Wallard\*, directeur adjoint, National Physical Laboratory (NPL), Teddington.
- I. Mills, président du Comité consultatif des unités, University of Reading.

#### Russie (Fédération de)

- L.K. Issaev\*, directeur adjoint, All-Russian Scientific and Research Institute for Metrological Service of Gosstandart of Russia (VNIIMS), Moscou.
- V.N. Krutikov, vice-président, Gosstandart, Moscou.
- N.I. Khanov, directeur, Institut de métrologie D.I. Mendéléev (VNIIM), Gosstandart, Saint-Pétersbourg.
- A.I. Astashenkov, directeur, VNIIMS, Moscou.
- B.I. Alshin, directeur, Institut des mesures physico-techniques et radiotechniques (VNIIFTRI), Gosstandart, Moscou.
- V.S. Ivanov, directeur, Institut des mesures en optique physique (VNIIOFI), Gosstandart, Moscou.
- Mme N.P. Mouravskaya, directeur adjoint, VNIIOFI, Moscou.

#### Singapour

Lam Kong Hong, directeur, Singapore Productivity and Standards Board (PSB), Singapour.

Lee Shih Mean, chef assistant, PSB, Singapour.

#### Slovaquie

- P. Kneppo, directeur, Slovak Institute of Metrology/Slovenský Metrologický Ústav (SMU), Bratislava.
- J. Skákala, expert, SMU, Bratislava.

#### Suède

H. Andersson, directeur, Swedish National Testing and Research Institute (SP), Boräs.

#### Suisse

W. Schwitz, directeur, Office fédéral de métrologie (OFMET), Wabern.

#### Tchèque (République)

- A. Šafarik-Pštrosz, président, Czech Office for Standards, Metrology and Testing, Prague.
- P. Klenovský, directeur, Institut de la métrologie tchèque (CMI), Prague.
- V. Šindelár, président, Czech Metrology Society, Prague.

#### Thaïlande

P. Shiowattana, directeur, National Institute of Metrology of Thaïland (NIMT), Bangkok.

#### **Turquie**

- I. Çelik, directeur général, ministère de l'Industrie et du Commerce, Conseil d'administration des étalons de mesure, Ankara.
- E. Gürlük, directeur de section, Conseil d'administration des étalons de mesure, ministère de l'Industrie et du Commerce, Ankara.
- H. Ugur\*, directeur, Tubitak Ulusal Metroloji Enstitüsü (UME), Gebze-Kocaeli.

#### Uruguay

A. Navarro, directeur général, ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines, Montevideo.

#### Venezuela

Non représenté.

#### Ont assisté à la Conférence

T.J. Quinn, directeur, Bureau international des poids et mesures (BIPM), Sèvres.

Les représentants de l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML), Paris (G.J. Faber, président de l'OIML; B. Athané, directeur du Bureau international de métrologie légale).

P. Giacomo, directeur honoraire, BIPM, Sèvres.

Le personnel scientifique du BIPM.

Comptes rendus des séances de la 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures 11-15 octobre 1999

## Ordre du jour

L'ordre du jour provisoire de la 21<sup>e</sup> Conférence générale (*voir* page 151) est adopté comme ordre du jour définitif.

#### 1 Ouverture de la Conférence

M. Guy Ourisson, président de l'Académie des sciences de l'Institut de France, ouvre la séance inaugurale de la 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures (CGPM) en prononçant l'allocution suivante :

« Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs, mes chers collègues,

C'est un grand plaisir pour moi que d'avoir le privilège de vous accueillir pour la Conférence générale des poids et mesures. C'est un privilège que je dois uniquement au fait que je me trouve être le président en exercice de l'Académie des sciences de Paris au moment où vous vous réunissez, mais un privilège que je ne dois en rien à mon domaine de compétence scientifique : je ne suis que chimiste et, comme je vous le montrerai tout à l'heure, les chimistes courent aujourd'hui le risque d'être de bien modestes métrologues.

Mais tout d'abord je voudrais vous féliciter pour l'efficacité avec laquelle vous avez su monter un coup médiatique extraordinaire en faisant en sorte que, juste avant votre Conférence, le satellite qui s'apprêtait à explorer Mars s'écrase, par suite, dit-on, d'une mauvaise utilisation du Système international d'unités (SI). Même si la raison se révèle plus tard être différente, cela reste un coup médiatique exceptionnel que d'avoir pu faire écrire dans tous les journaux que si nos amis américains nous avaient écoutés et avaient adopté sans réserve le SI, cet incident grave par son coût, mais qui n'a pas fait de victime, ne se serait pas produit.

Je voudrais aussi vous remercier de m'avoir donné l'occasion d'aller rendre visite à M. Quinn dans son petit royaume du Pavillon de Breteuil. À l'école primaire, j'avais évidemment appris l'existence de ce lieu mythique, mais je n'imaginais pas un lieu de travail aussi intéressant et aussi beau. La discrétion nécessaire au travail des métrologues y est assurée, dans un cadre que nous sommes fiers d'avoir pu offrir à la communauté internationale. La République sait parfois se montrer intelligemment généreuse avec l'héritage de la Royauté.

Chimiste ayant reçu une formation à l'ancienne mode, je crois comprendre certaines de vos préoccupations. Bien sûr à un niveau élémentaire, j'ai appris à étalonner une balance d'analyse peu amortie, à mesurer des spectres optiques d'absorption avec un galvanomètre, à mesurer au micromètre la position de raies spectrales sur une plaque photographique, à mesurer la polarisation de la lumière avec un polarimètre optique, par approximations successives, à consulter un baromètre en évitant les erreurs de parallaxe, avant de mesurer un point d'ébullition, à mesurer des températures de fusion

avec correction de colonne émergente, etc. Je constate simplement que toutes ces opérations sont maintenant remplacées par la lecture d'un résultat numérique sur un affichage par diodes ou par cristaux liquides. Que la balance soit sale ou déréglée, l'électronique défaillante, les conditions de travail désastreuses ou non, un résultat s'affiche toujours, et il est lu et retranscrit quand il n'est pas simplement enregistré et inséré dans un manuscrit d'article, avec autant de chiffres qu'il y a de places sur l'affichage. En tant que rédacteur de revues primaires de chimie, j'ai constamment à lutter contre la parution de résultats stupides, notamment quand des collègues pourtant éminents rapportent des pouvoirs rotatoires avec deux décimales, voire trois, pour des solutions si diluées que même l'unité n'est pas significative. Bref, loin de ce dont vous aurez à discuter et à décider dans les jours qui viennent, et même dans des disciplines dans lesquelles les mesures sont essentielles, elles sont souvent d'une qualité qui vous affligerait, si vous le saviez. Sans compter l'invasion de données non métriques comme les psi pour les pressions, simplement parce que les manomètres industriels sont en partie fabriqués aux États-Unis. Vous ne devez donc pas seulement vous préoccuper de vos définitions, mais aussi nous donner des arguments pour assainir l'utilisation des mesures par les praticiens, malgré leur simplification qui nous facilite tellement la pratique quotidienne au laboratoire.

J'espère que le cadre du Collège de France dans lequel vous serez reçus pendant votre bref séjour à Paris vous permettra de réaliser le travail important qui est à votre programme, et vous souhaite une Conférence féconde et harmonieuse. »

M. Kovalevsky, président du Comité international des poids et mesures (CIPM), se joint à M. Ourisson pour remercier l'administrateur du Collège de France d'avoir eu l'obligeance d'offrir ses locaux au Comité international et à la Conférence générale ; il remercie aussi le ministère français des Affaires étrangères pour la traduction simultanée pendant la Conférence. Il remercie ensuite le ministère français des Affaires étrangères et l'ambassade d'Italie à Paris pour les réceptions qu'ils offrent aux délégués. C'est aussi l'occasion pour lui de témoigner sa reconnaissance aux ambassades du Canada, d'Italie et de Grande-Bretagne au sujet du courrier qu'elles ont adressé au ministère des Affaires étrangères de France pour appuyer la demande de permis de construire d'un nouveau bâtiment sur le site du Bureau international des poids et mesures (BIPM) et de remercier le ministère des Affaires étrangères pour avoir facilité l'approbation du projet.

M. Ourisson informe ensuite les délégués qu'il est retenu par d'autres obligations et est obligé de quitter la Conférence générale, mais que M. Christian Bordé, physicien, conseiller scientifique du Bureau national de métrologie et membre de l'Académie des sciences de Paris, le remplacera pour la suite de la Conférence.

### 2 Présentation des titres accréditant les délégués

Il est demandé dans la Convocation que la composition de chaque délégation soit communiquée au Bureau international au plus tard deux semaines avant l'ouverture de la Conférence. À leur arrivée, Mesdames et Messieurs les délégués sont priés de présenter les titres d'accréditation remis par les autorités concernées de leur Gouvernement.

#### 3 Nomination du secrétaire de la Conférence

M. Bordé, devenu président de la Conférence, propose que M. W.R. Blevin, secrétaire du Comité international, soit nommé secrétaire de la Conférence. Sa proposition est approuvée.

# 4 Établissement de la liste des délégués ayant pouvoir de voter

Le secrétaire, après avoir examiné les titres accréditant les délégués, procède à l'établissement de la liste, par État, des délégués chargés du vote, au nom de leur Gouvernement. Cette liste, par ordre alphabétique, s'établit comme suit :

Afrique du Sud T. Demana
Allemagne E.O. Göbel
Argentine J. Valdés
Australie B. Inglis

Autriche R. Dittler Belgique M. Vorhoof

Brésil M.A. Albuquerque de Araújo Lima

Bulgarie T. Štrashimirov
Canada J. Lusztyk
Chili R. Nuñez-Brantes

Chine Gao Jie

Corée (République de) Myung Sai Chung Danemark K. Carneiro

Espagne Á. García San Román

États-Unis K.H. Brown
Finlande U. Lähteenmäki
France A. Keller
Hongrie P. Pataki

Inde A.K. Raychaudhuri

Italie P. Soardo Japon H. Imai

Mexique H. Nava-Jaimes
Norvège H. Kildal
Nouvelle-Zélande C.M. Sutton
Pays-Bas T.M. Plantenga
Pologne K.A. Mordziński

Portugal E.M. de Almeida Farinha

République tchèque

Roumanie

P. Darvariu

Royaume-Uni

Russie (Fédération de)

Singapour

Lam Kong Hong

Slovaquie

P. Kneppo

H. Andersson

Suisse W. Schwitz
Thaïlande P. Shiowattana
Turquie I. Çelik

Uruguay

Sur les quarante-huit États signataires de la Convention du Mètre, trente-huit sont représentés.

A. Navarro

### 5 Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour provisoire proposé dans la Convocation est adopté (*voir* page 151). M. Blevin annonce que le projet de résolution N sur le katal sera discuté après le rapport de M. Kaarls, président du Comité consultatif sur la quantité de matière (CCQM), et qu'un Groupe de travail sur la dotation du BIPM sera créé à l'issue de la discussion sur le point 7 de l'ordre du jour afin de considérer le projet de résolution M.

Le président demande ensuite à M. Kovalevsky de présenter son rapport.

# Rapport de M. le président du Comité international sur les travaux accomplis depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale (octobre 1995 – septembre 1999)

M. J. Kovalevsky, président du Comité international, présente le rapport suivant.

« En conformité avec les articles 7 et 19 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, j'ai le plaisir en tant que président du Comité international de présenter mon rapport sur les travaux accomplis depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale qui s'est tenue au mois d'octobre 1995.

Il y a près de cent vingt-cinq ans que la Convention du Mètre a été signée à Paris par les délégués de dix-sept nations. Quarante-huit nations adhèrent maintenant à ce traité, qui réunit toutes les nations industrialisées du monde. Dans son rapport à la 20<sup>e</sup> Conférence générale, mon prédécesseur, le professeur Dieter Kind, a retracé le développement de la métrologie internationale de 1875 à 1995. Il a montré combien le besoin d'une métrologie internationale s'est accru et a souligné le développement des activités menées sous l'égide de la Convention du Mètre. Ces activités ne concernent pas seulement le BIPM et son programme de travail, mais également les laboratoires nationaux de métrologie (LNM) qui établissent les fondements nécessaires aux mesures exactes et fiables dans le monde entier. La 20<sup>e</sup> Conférence générale s'est poursuivie par la discussion et l'adoption de onze résolutions. Trois

d'entre elles ont incité le Comité international et le BIPM à mener, depuis 1995, des travaux importants qui figurent à l'ordre du jour de la présente Conférence. Il s'agit de la Résolution 2 (1995) sur la traçabilité des étalons au niveau mondial, de la Résolution 7 (1995) sur la métrologie en chimie et de la Résolution 11 (1995) sur les besoins à long terme dans le domaine de la métrologie. De plus, la Résolution 10 (1995) demande au président du Comité international de présenter un rapport à la présente Conférence sur les discussions avec le président de l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML).

Dans la Résolution 11 (1995), la 20<sup>e</sup> Conférence générale avait demandé au Comité international :

« d'étudier les besoins nationaux et internationaux à long terme relatifs à la métrologie, les nécessaires collaborations internationales et le rôle primordial du BIPM pour faire face à ces besoins, les engagements financiers ou autres qui seront demandés aux États membres au cours des décennies à venir, et d'en rendre compte ».

En réponse à cette Résolution, le Comité international a demandé à l'un de ses membres, Monsieur W.R. Blevin, de préparer un projet de rapport. Après de nombreuses consultations, une première version a été présentée au Comité international en septembre 1996, et une nouvelle version en septembre 1997. Le texte définitif, adopté par le Comité international à la fin de l'année 1997, a été publié par le BIPM et envoyé aux États membres en août 1998. Le titre complet est le suivant : Besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie : les collaborations internationales et le rôle du BIPM. Rapport préparé par le CIPM pour les Gouvernements des États membres de la Convention du Mètre.

Incontestablement cette description des activités internationales de la métrologie a une portée dépassant de loin ce qui a jamais été écrit et ce rapport est d'une importance capitale pour l'avenir de la Convention du Mètre. Il sera présenté et commenté par le secrétaire du Comité international au point 7 de l'ordre du jour. Plusieurs de ses conclusions ont déjà abouti à des décisions et à des actions prises par le Comité international ou le BIPM, et les autres sont présentées à cette Conférence générale comme projets de résolutions.

L'une des conclusions de ce rapport est que le Comité international doit avoir des contacts beaucoup plus étroits avec les laboratoires nationaux de métrologie et avec les organisations régionales de métrologie. Ceci l'a amené à mettre en place des réunions avec les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie des États membres de la Convention du Mètre. Deux de ces réunions ont été organisées par le BIPM et se sont déroulées à Sèvres : la première en février 1997 et la deuxième en février 1998. La troisième se déroulera jeudi au cours de la présente Conférence générale. Le succès de ces réunions a clairement démontré le besoin de rencontrer les directeurs en dehors du caractère formel d'une Conférence générale pour débattre de sujets d'intérêt commun aux membres du Comité international, aux directeurs des

laboratoires nationaux et aux responsables du BIPM. Ces réunions se poursuivront à l'avenir. C'est lors de ces deux réunions des directeurs que furent discutées les versions successives d'un projet d'accord sur la « Reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage et de mesurage émis par les laboratoires nationaux de métrologie » que je mentionnerai ici sous l'abréviation MRA.

En 1996, il devenait évident qu'un besoin croissant existait d'un accord, sous quelque forme que ce soit, sur la reconnaissance des étalons nationaux de mesure. Ceci était sous-jacent, mais non formulé explicitement, dans la Résolution 2 (1995) de la 20<sup>e</sup> Conférence générale sur la traçabilité des étalons au niveau mondial. La nécessité d'établir un accord en métrologie résulte du besoin de fournir un fondement métrologique solide au nombre croissant d'accords de reconnaissance mutuelle liés aux étalonnages, aux essais et à l'accréditation. Des discussions s'étaient déroulées lors de réunions des organisations régionales de métrologie sur la possibilité d'établir des accords régionaux qui seraient plus tard reliés entre eux. Lors de la réunion des directeurs de 1997, on a envisagé une solution plus efficace et de moindre coût, qui pourrait prendre la forme d'un accord mondial sous l'égide du Comité international. Les directeurs donnèrent un accord de principe, et d'intenses discussions furent menées au cours de l'année suivante. Les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie de trente-neuf États membres ont par la suite paraphé le projet d'accord qui a résulté de la réunion de 1998 et qui constitue la base du texte soumis à signature jeudi 14 octobre 1999. Pour des raisons légales, liées au statut formel des accords internationaux, nous avons maintenant dénommé notre document « arrangement » plutôt qu' « accord », afin qu'il soit clairement dit que ce n'est pas un document ayant force de loi. Techniquement, il repose sur un ensemble de comparaisons clés des étalons nationaux de mesure, exécutées sous les auspices des Comités consultatifs, des organisations régionales de métrologie et du BIPM. Plus de soixante-dix comparaisons clés sont actuellement en cours ; la liste complète, qui comprend les détails des grandeurs, des domaines de mesure, des dates de début et de fin des comparaisons, des laboratoires pilotes et des participants, est disponible sur le site Internet du BIPM (www.bipm.org). Lors des sessions des six Comités consultatifs qui ont eu lieu cette année, les progrès des comparaisons clés, le calcul des valeurs de référence des comparaisons clés et des degrés d'équivalence ont fourni la plupart des sujets de discussion. Un effort considérable a été accompli pour préparer un document donnant des directives pour les comparaisons clés et intitulé « Directives pour les comparaisons clés du CIPM ». Toutes les comparaisons clés du Comité international utilisent ces directives ou des documents similaires, qui les suivent de très près; ces directives sont maintenant aussi adoptées par les organisations régionales de métrologie pour leurs propres comparaisons clés. Il est important que l'incertitude de chaque mesure soit estimée de façon comparable, ceci afin de lier de manière quantitative les résultats des comparaisons clés menées par les Comités consultatifs à ceux des comparaisons clés menées par les organisations régionales de métrologie. L'importance d'une estimation correcte des incertitudes est soulignée dans le document de directives, où il est en particulier énoncé qu'une mesure ne sera pas incluse dans les résultats d'une comparaison clé si elle n'est pas accompagnée d'un bilan d'incertitude complet. L'une des conséquences les plus significatives du programme de comparaisons clés est que, plus que par le passé, on demande davantage de rigueur aux LNM dans l'évaluation et la déclaration de leurs incertitudes. Ceci est déjà un résultat tout à fait positif.

En février 1999 s'est tenue à Sèvres une réunion de discussion sur les comparaisons clés, à laquelle ont participé quelque quatre-vingts représentants des laboratoires nationaux membres de Comités consultatifs. Le but de la réunion, qui a été atteint avec succès, était d'examiner en détail comment appliquer les directives dans le contexte du MRA.

La présentation finale des résultats des comparaisons clés et des possibilités en matière de mesures et d'étalonnages des LNM se fera au moyen d'une base de données, désignée base de données du BIPM sur les comparaisons clés, qui sera gérée par le BIPM. La conception et la mise en œuvre de la base de données sont entreprises par le National Institute of Standards and Technology (NIST) en étroite collaboration avec le BIPM et devraient être achevées pour le mois de novembre 1999.

Pour chaque participant, le résultat de ces comparaisons se présente sous forme d'un « degré d'équivalence » donnant la différence avec la valeur de référence et l'incertitude associée. Il est inscrit dans une liste appelée annexe B du MRA.

Parallèlement à l'exécution des comparaisons clés par les Comités consultatifs, les organisations régionales de métrologie et le BIPM, une tâche importante est la mise en évidence et l'analyse des possibilités en matière de mesures et d'étalonnages des LNM, afin d'intégrer cette information dans l'annexe C du MRA. Ce travail est coordonné par un nouveau comité mis en place par le Comité international dans le contexte du MRA, et connu sous le nom de Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM. Ce comité joue un rôle fondamental dans le fonctionnement de l'arrangement; il s'est réuni déjà trois fois, en particulier tout récemment, en juillet 1999. Les responsabilités des organisations régionales de métrologie évoquées dans le MRA ont amené chacune d'entre elles à mettre en place des structures au sein de sa propre organisation, pour s'occuper de la réalisation des comparaisons clés et de l'évaluation des possibilités en matière de mesures et d'étalonnages de ses laboratoires membres qui figureront dans l'annexe C du MRA. Les organisations régionales de métrologie ont accepté ces nouvelles responsabilités et, pour preuve, nous avons assisté à la formation d'une nouvelle organisation, la Middle East Metrology Organization (MENAMET) au Moyen-Orient, et à un regain d'activité au sein du Sistema Interamericano de Metrologia (SIM) pour les pays du continent américain, et de la Southern African Development Community Cooperation in Measurement Traceability (SADCMET), pour les pays d'Afrique du Sud. L'obligation stipulée dans le MRA d'établir des systèmes d'assurance de qualité au sein des LNM a suscité de nombreuses discussions qui témoignent d'un changement important de l'attitude de nombreux laboratoires pour ce qui est de leur indépendance et de leurs prérogatives. Par exemple, un LNM ne peut plus affirmer que ses mesures sont par définition correctes, du fait de sa position d'institut responsable des étalons nationaux. La mise en place de systèmes d'assurance de qualité dans tant de groupes industriels et gouvernementaux a contraint la plupart des laboratoires nationaux de métrologie à faire de même. L'expérience de ceux qui l'ont déjà réalisé est que, malgré le coût initial élevé de la mise en place d'un tel système, le bénéfice en matière de confiance accordée aux travaux du laboratoire est évident. En résumé, il est clair que le MRA aura un impact considérable sur les travaux des LNM et une importance considérable pour la métrologie internationale. Il fournira un fondement métrologique solide à de nombreux accords plus étendus liés au commerce et aux réglementations et démontrera que les LNM remplissent le rôle qui leur a été assigné par leur Gouvernement. Il montrera aussi, clairement et publiquement, que l'ensemble des LNM constitue la solution la plus rentable pour garantir des mesures fiables au niveau international.

Il est apparu, à l'occasion de la mise au point du MRA, qu'il faut trouver un moyen de raccorder au SI les activités métrologiques d'un nombre d'États beaucoup plus grand que celui des États actuellement membres de la Convention du Mètre. Nous ne pouvons ignorer que le commerce international exige la traçabilité des mesures au SI pour tous les échanges commerciaux entre les nations. Nous devons cependant accepter qu'il existe de nombreux États plus petits ou moins influents qui trouveraient difficile d'acquitter la redevance annuelle, même minimale, d'un État membre de la Convention du Mètre (0,5 % de la dotation du BIPM). Le Comité international estime que la Conférence générale devrait assumer la responsabilité de mettre en œuvre un mécanisme pour établir des liens au SI de tous les systèmes de mesure de tous les États et entités économiques, y compris ceux qui ne sont pas membres de la Convention du Mètre. La participation au MRA par le biais d'organisations régionales de métrologie semble être un moyen d'y parvenir. Il est cependant nécessaire d'établir un lien formel au BIPM, et d'apporter une contribution financière pour couvrir les frais. La Convention du Mètre ne prévoit pas une catégorie d'Associés mais, par analogie avec la Convention de l'OIML, le Comité international propose à la 21<sup>e</sup> Conférence générale de créer une catégorie d'Associés à la Conférence générale. Les États ou entités économiques associés auraient le droit de participer au MRA selon des modalités à préciser. Cette proposition, qui a le soutien du Gouvernement français dépositaire de la Convention du Mètre, est traitée dans le projet de résolution C qui sera proposé à la discussion au point 9 de l'ordre du jour.

Dans sa Résolution 10 (1995), la 20<sup>e</sup> Conférence générale invitait le président du Comité international, conjointement avec le président de l'OIML, à étudier les moyens d'améliorer la coopération et l'efficacité dans la réalisation de leurs objectifs et dans l'utilisation des ressources de leurs deux organisations. Un groupe de travail commun s'est réuni plusieurs fois et des représentants de l'International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC) l'ont rejoint par la suite. Un rapport sur cette activité sera présenté au point 10 de l'ordre du jour.

#### 6.1 Les Comités consultatifs

Une des recommandations du rapport sur les besoins à long terme relatifs à la métrologie est que l'activité des Comités consultatifs doit s'étendre à tous les domaines de la métrologie où une coordination internationale est nécessaire et n'est pas déjà du ressort d'une autre instance. Le Comité international a identifié trois nouveaux domaines dans lesquels un tel besoin existe : l'acoustique, les ultrasons et les vibrations constituent le premier ; la dureté le deuxième; le débit de fluides, comprenant la viscosité, le troisième. Le besoin de coordination internationale des étalons de mesure pour le premier d'entre eux s'est révélé suffisamment urgent et important pour que le Comité international crée un nouveau Comité consultatif en ce domaine, le Comité consultatif de l'acoustique, des ultrasons et des vibrations (CCAUV). Pour la dureté, le débit de fluides et la viscosité, le Comité international a créé des groupes de travail au sein d'un Comité consultatif existant, le Comité consultatif pour la masse et les grandeurs apparentées (CCM). Lors de l'étude sur les besoins à long terme relatifs à la métrologie, le Comité international s'est rendu compte que les appellations traditionnellement données à certains de ses Comités consultatifs reflétaient mal l'étendue de leur travail. Ceci tendait à renforcer un dangereux malentendu qui circulait dans certains milieux, selon lequel le travail du BIPM était étroit, purement scientifique et avait peu de rapports avec les besoins pratiques de la métrologie. Par exemple, le nom traditionnellement donné au Comité consultatif pour la définition du mètre (CCDM) ne reflétait pas les activités plus étendues de ce Comité en matière de mesures de longueur et de métrologie dimensionnelle. C'est pour cette raison que le Comité international, en septembre 1997, a modifié les appellations (et les sigles) de quatre de ses Comités consultatifs. Outre le CCDM, qui est devenu le Comité consultatif des longueurs (CCL), le Comité consultatif d'électricité (CCE) est devenu le Comité consultatif d'électricité et magnétisme (CCEM), le Comité consultatif pour la définition de la seconde (CCDS) est devenu le Comité consultatif du temps et des fréquences (CCTF), et le Comité consultatif pour les étalons de mesure des rayonnements ionisants (CCEMRI) est devenu le Comité consultatif des rayonnements ionisants (CCRI).

La composition des Comités consultatifs a été examinée par le Comité international lors de ses réunions de 1996 et 1997. En 1996, le Comité international a énoncé ce qui suit à propos des critères pour en désigner les membres :

« La composition des Comités consultatifs est décidée par le Comité international en consultation avec les présidents des Comités consultatifs et le directeur du BIPM. Les laboratoires invités à être membres d'un Comité consultatif doivent être reconnus comme étant les plus compétents au niveau international dans le domaine couvert par ce Comité. Cela implique normalement :

- que ce soient des laboratoires nationaux chargés d'établir les étalons nationaux dans ce domaine;
- qu'ils soient actifs dans le domaine de la recherche et aient publié dans des journaux de recherche de réputation internationale;
- que leur compétence ait été démontrée par leur participation à des comparaisons internationales organisées par le Comité consultatif, le BIPM ou une organisation régionale de métrologie.

En plus des laboratoires membres, les Comités consultatifs peuvent avoir pour membres :

- des personnes nominativement désignées dont les connaissances et la compétence dans le domaine sont telles qu'elles peuvent apporter une aide précieuse au Comité consultatif, même si elles viennent d'un laboratoire qui ne répond pas aux critères pour être membre du Comité;
- des unions internationales ou d'autres organisations internationales dont l'avis ou les compétences peuvent être utiles au Comité consultatif.

Les présidents des Comités consultatifs peuvent de temps à autre inviter des observateurs à assister aux sessions, y compris des laboratoires qui pourraient répondre aux critères mais qui ne sont pas encore membres.

En général, le laboratoire national de métrologie de chaque État membre de la Convention du Mètre qui le souhaite peut être membre ou observateur d'au moins un Comité consultatif. »

L'expérience depuis 1996 a montré que les comparaisons clés et la perspective du MRA ont augmenté de manière très significative l'intérêt pour les activités des Comités consultatifs et que de plus en plus de LNM demandent à en être membre à part entière ou à titre d'observateur. Le Comité international se réjouit de cette évolution qui élargit la base des activités menées sous l'égide de la Convention du Mètre. La création de la catégorie de membre observateur a été particulièrement bien accueillie par les LNM des États où l'activité en métrologie est moins développée.

Depuis 1995, dix-neuf sessions de Comités consultatifs ont été tenues, soit pratiquement le double du nombre de sessions ayant eu lieu pendant la précédente période de quatre ans. Ceci reflète l'accroissement de l'activité des Comités consultatifs, due en grande partie aux comparaisons clés. Les membres ont aussi ressenti le besoin de réunir les Comités consultatifs plus fréquemment afin de s'adapter au besoin croissant de l'activité internationale dans le domaine de la métrologie, besoin qui est la force motrice sous-jacente au MRA.

J'en arrive maintenant à des résumés succincts du travail de chaque Comité consultatif, résumés qui seront développés plus avant dans le déroulement de l'ordre du jour, par le président de chaque Comité.

Le CCDM, renommé CCL, s'est réuni en 1997 et a proposé une révision de la mise en pratique de la définition du mètre. Cette proposition a reçu l'accord du Comité international et est l'objet du projet de résolution E (voir page 166). L'importance de la métrologie dimensionnelle pour l'industrie à haute technologie a incité le CCL à entreprendre, dans ce domaine, un programme beaucoup plus vaste que par le passé. Le Groupe de travail du CCL sur la métrologie dimensionnelle est maintenant très actif et un certain nombre de comparaisons clés sont en cours. Le projet de résolution F (voir page 167) traite de la métrologie dimensionnelle.

Le CCM s'est réuni en 1996 et à nouveau en 1999. Le CCM, avec ses groupes de travail dans les secteurs des étalons de masse, de la force et de la pression, couvre un très vaste domaine de la métrologie, domaine qui englobe presque tout ce qui relève des applications de l'industrie. Une activité particulièrement réussie menée par les groupes de travail sur la pression consiste à tenir régulièrement des conférences internationales sur la métrologie des pressions à une date proche de celle de la session du CCM. Depuis de nombreuses années, le Groupe de travail du CCM sur la force mène à bien des comparaisons considérées comme « clés » pour ce domaine, si bien que la transition vers le nouveau régime des comparaisons clés a été beaucoup facilitée. En plus des groupes de travail permanents, un groupe de travail du CCM sur la constante d'Avogadro a été formé à la demande d'un certain nombre de LNM; ceux-ci collaborent à un projet international visant à déterminer la constante d'Avogadro à l'aide de méthodes fondées sur les propriétés du silicium monocristallin. Ces études pourraient éventuellement aboutir à une nouvelle définition du kilogramme et sont l'objet du projet de résolution G (voir page 168). Afin d'étendre l'unification mondiale et la coordination des mesures à des domaines qui ne font pas encore partie des secteurs d'activité du BIPM, le Comité international a créé en 1998 deux nouveaux groupes de travail sous les auspices du CCM. L'un est le Groupe de travail ad hoc sur la dureté, dont l'International Measurement Confederation (IMEKO), l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et l'OIML sont membres. Il a pour objectif d'unifier les échelles de dureté utilisées à l'heure actuelle. L'autre groupe de travail traite du débit de fluides et de la viscosité : il s'est réuni pour la première fois en juillet cette année et a rassemblé de nombreux représentants des LNM déjà engagés dans cette voie.

Le CCDS, renommé CCTF, s'est réuni en 1996 et en 1999. Le travail du CCTF, et celui du BIPM en matière de temps et fréquences, est fortement influencé par les percées rapides de la physique, en particulier de la spectroscopie atomique. Des avancées récentes dans notre capacité à interroger les atomes froids et les ions piégés font que l'exactitude des nouveaux étalons primaires de fréquence correspond à des incertitudes d'au moins un, ou peut être de deux, ordre(s) de grandeur plus faible(s) que celles des étalons à césium classiques. Le projet de résolution H (voir page 169) traite de ce point. Ces étalons ne sont pas encore en service, mais il est clair que certains d'entre eux le seront, sous peu, dans plusieurs endroits du monde. Jusqu'à cette année, les comparaisons régulières qui fournissent au BIPM les données pour le calcul du Temps atomique international (TAI) présentaient une exactitude suffisante et on pensait ne pas avoir besoin de comparaisons clés. Cependant, en 1999 le CCTF a considéré que la mise au point de ces nouveaux étalons de fréquence, de très haute exactitude, nécessite de les comparer directement les uns aux autres. Il a donc proposé de commencer une série de comparaisons clés d'étalons primaires de fréquence. Ceci soulève le problème de trouver des méthodes adéquates pour les comparer et aussi d'améliorer les liaisons horaires régulières qui fournissent les données pour le calcul du TAI. La demande croissante de résultats toujours plus exacts pour les mesures de temps reflète l'important investissement commercial qui existe déjà pour les systèmes de navigation. En plus du Global Positioning System (GPS) et du Global Navigation Satellite System (GLONASS), un certain nombre de nouveaux systèmes de satellites à couverture mondiale sont en préparation; ils conduiront à l'adoption générale des systèmes globaux de navigation par satellite pour l'aviation civile. Tout cela demandera des échelles de temps atomiques des plus hautes exactitude et fiabilité. Lors de sa session de 1999, le CCTF a rédigé une lettre que le directeur du BIPM a envoyée aux organisations les plus importantes de navigation par satellite, attirant leur attention sur l'importance d'utiliser le TAI comme échelle de temps pour tous ces nouveaux systèmes. En 1998, un projet commun à l'IGS (Service international du GPS) et au BIPM a été instauré sur l'emploi du GPS pour des comparaisons précises d'horloges. Il s'agit d'utiliser les techniques mises au point pour la géodésie et fondées sur la mesure de la phase et du code des signaux émis par les satellites du GPS. C'est une initiative importante qui rassemble beaucoup de membres du CCTF. En 1997, un projet commun au BIPM et à l'Union astronomique internationale (UAI) a aussi été mis en place sur l'application de la relativité générale aux systèmes de référence spatio-temporels. Un nouveau Comité mixte BIPM/UAI a été créé ; il est issu du Groupe de travail du CCDS sur l'application de la relativité générale à la métrologie, dont le travail avait pris fin en 1997.

Le CCE, renommé CCEM, s'est réuni en 1997 et la prochaine session est prévue pour l'an 2000. Le domaine de l'électricité est l'un de ceux qui ont vu un changement radical des techniques employées, changement dû à l'introduction des étalons à effet quantique pour le volt et l'ohm en 1990. Depuis, le BIPM a réalisé beaucoup de comparaisons directes d'étalons nationaux du volt à effet Josephson et, plus récemment, d'étalons de résistance à effet Hall quantique. Ces comparaisons ont été réalisées en transportant les étalons du BIPM dans les LNM. De plus, le CCE a identifié une série de comparaisons clés, démarrées lors de la session de 1997, et qui devraient être terminées à temps pour la session du CCEM en l'an 2000. L'étendue du domaine couvert par les étalons électriques qui fonctionnent en courant continu et en courant alternatif, à basse et à haute fréquence, a toujours nécessité un grand nombre de comparaisons internationales. Ce fait se reflète dans le choix des comparaisons clés : environ une douzaine de comparaisons clés en courant continu et en courant alternatif à basse fréquence, et plutôt davantage en courant alternatif de haute fréquence. Ces dernières comparaisons clés sont organisées par le Groupe de travail du CCEM pour les grandeurs aux radiofréquences (GT-RF), qui existe depuis 1963. Le domaine de l'électricité et du magnétisme a une très grande importance industrielle et commerciale et le travail du CCEM consistant à conserver un réseau international exact et fiable de liens entre les LNM continuera d'être son but premier. Le Comité a créé un groupe de travail sur les comparaisons clés qui s'est réuni en juillet 1999 pour préparer la session du CCEM de l'an 2000. Il est à noter que la détermination de la constante d'Avogadro n'est pas la seule voie pouvant conduire à une nouvelle définition du kilogramme. Le CCEM dispose aussi d'un groupe de travail sur l'utilisation de mesures électriques pour contrôler la stabilité du prototype international du kilogramme ; l'une de ces mesures utilise la balance du watt qui compare une force électromagnétique à une force due à une masse pesante.

Le Comité consultatif de thermométrie (CCT) s'est réuni en 1996, et doit se réunir à nouveau en l'an 2000. Lors de la session de 1996, le Comité a sélectionné six comparaisons clés dans le but de les réaliser à temps pour la session suivante prévue alors en 1999. En fait, la session de 1999 a été reportée à l'an 2000, parce que les comparaisons n'étaient pas encore prêtes à être discutées dans une session plénière du CCT. En examinant les comparaisons passées qui pourraient être utilisées comme base provisoire d'équivalence, on a constaté que très peu de comparaisons avaient été effectuées depuis le milieu des années 1980, quand beaucoup de travail avait été réalisé pour préparer l'adoption de l'Échelle internationale de température de 1990 (EIT-90). Ceci explique que la charge de travail liée aux comparaisons maintenant en cours est relativement importante. Le CCT travaille aussi à une extension de l'EIT-90 à des températures plus basses. La limite inférieure actuelle est de 0,6 K et doit être étendue à quelques millikelvins en utilisant la pression de fusion de l'hélium comme paramètre thermométrique. Le

projet de résolution I (voir page 171) traite de ce point. Un groupe de travail commun au CCT et au Comité consultatif de photométrie et radiométrie (CCPR) compare les méthodes de détermination des hautes températures fondées soit sur la thermométrie à rayonnement, méthodes définies dans l'EIT-90, soit sur la radiométrie spectrale absolue. Les méthodes radiométriques sont récentes et utilisent un radiomètre cryogénique comme référence. Également sous l'égide du CCT, il existe un groupe de travail sur les étalons d'humidité. Ce groupe de travail a été créé en 1994 et a commencé à réaliser des comparaisons pilotes afin de préparer le choix des comparaisons clés dans cet important domaine.

Le CCPR s'est réuni en 1997 et en 1999. Lors de la session de 1997 une série de six comparaisons clés a été identifiée et démarrée. Lors de la session de 1999 trois de ces comparaisons ont été présentées comme terminées et les résultats ont été approuvés par le Comité. Elles sont maintenant prêtes à être intégrées à l'annexe B du MRA et à la base de données du BIPM sur les comparaisons clés. L'analyse des résultats de la plupart des comparaisons clés du CCPR est particulièrement complexe car il s'agit de données spectrales qui couvrent une gamme étendue de longueurs d'ondes. Comme il n'est pas facile de déterminer un moyen simple d'exprimer les degrés d'équivalence, le Comité a choisi d'inclure les données individuelles obtenues pour chaque longueur d'onde. Il appartiendra à l'utilisateur de choisir la longueur d'onde ou la gamme de longueurs d'ondes qui lui est utile pour son application particulière. L'adoption presque universelle du radiomètre cryogénique par les LNM comme référence a considérablement amélioré l'exactitude et la cohérence des échelles nationales radiométriques. Il faut cependant améliorer les mesures dans le domaine de l'ultraviolet; les comparaisons révèlent en effet des différences entre les échelles nationales beaucoup plus grandes dans ce domaine que dans les autres. Étant donné l'importance des mesures du rayonnement ultraviolet pour la santé et la sécurité humaines ainsi que pour certaines mesures liées à l'environnement, le CCPR a donné la priorité à ce domaine de longueurs d'ondes pour les travaux à venir.

Le CCRI continue de travailler par le biais de ses trois sections, la Section I sur la dosimétrie des photons, la Section II sur les radionucléides et la Section III sur la dosimétrie des neutrons. Une grande partie des activités du CCRI a toujours consisté à effectuer des comparaisons internationales, devenues maintenant comparaisons clés. Au cours de ces dernières années, on a constaté un accroissement des besoins en matière de comparaisons en dosimétrie à des énergies toujours plus élevées, car les hôpitaux utilisent de plus en plus des accélérateurs pour fournir des rayonnements de photons à des fins thérapeutiques. Pour répondre à ce besoin, sans équiper le BIPM d'un accélérateur, ce qui n'est pas une proposition envisageable, le CCRI a conçu une méthode qui utilise une série de chambres d'ionisation fonctionnant aussi bien avec des photons de basse énergie qu'avec des

photons de haute énergie. Les comparaisons utilisant les premières de ces nouvelles chambres sont maintenant en cours. Le CCRI a décidé que l'équivalence internationale en matière de mesures de radionucléides peut être déduite des résultats du Système international de référence pour les radionucléides, le SIR, que le BIPM établit depuis 1975. Le SIR a été récemment étendu aux émetteurs de rayonnement β, que l'on mesure par la méthode du comptage par scintillation liquide.

Le Comité consultatif pour la quantité de matière (CCQM) s'est réuni chaque année depuis sa création en 1993 et a très rapidement fait une percée dans le vaste sujet de la métrologie en chimie. Il n'y a maintenant aucun doute que la communauté de la chimie analytique, qui naguère ne ressentait absolument pas le besoin de relier ses mesures au SI, est maintenant tout à fait consciente du problème et commence à s'intéresser au travail du CCQM et d'autres initiatives internationales similaires. L'étendue du travail réalisé sous les auspices du CCQM est en croissante augmentation. Lors de sa session de 1999, le Comité a identifié quelque seize comparaisons clés potentielles dont neuf sont maintenant en cours de réalisation. Les résultats de trois comparaisons clés ont été présentés et approuvés par le Comité en 1999 ; ils devraient bientôt être prêts à figurer à l'annexe B du MRA et dans la base de données du BIPM sur les comparaisons clés. J'attire votre attention sur le projet de résolution J (voir page 174) qui traite de la métrologie en chimie. La métrologie en biotechnologie, un domaine très proche de celui de la chimie analytique et qui peut en être considéré comme une extension, deviendra bientôt importante; ceci est abordé dans le projet de résolution K (voir page 174).

Le nouveau CCAUV s'est réuni pour la première fois en 1999, faisant suite à une réunion préparatoire d'un groupe ad hoc en 1998. Le Comité international a décidé en 1998 de créer ce nouveau Comité consultatif après avoir pris en compte le rapport de son groupe de travail ad hoc et à la suite de demandes émanant de nombreux LNM d'une action internationale concertée dans le domaine de l'acoustique, des ultrasons et des vibrations. Le groupe de travail lui-même avait défini un certain nombre de comparaisons internationales, identifiées provisoirement comme comparaisons clés, et en a démarré certaines. Ce nouveau Comité consultatif comprend des experts non seulement des LNM mais aussi de la Commission électrotechnique internationale (CEI) et de l'ISO, deux organisations qui ont dans le passé promu activement la coordination internationale dans ces domaines et qui ont poussé à la création de ce nouveau Comité consultatif. Les Comités consultatifs voient donc leur domaine d'activité s'élargir, comme il avait été pressenti dans le rapport sur les besoins à long terme, mentionné plus haut dans mon exposé.

Le Comité consultatif des unités (CCU) s'est réuni deux fois depuis la dernière Conférence générale, en 1996 et en 1998, et a approuvé la 7<sup>e</sup> édition de la brochure sur le SI, qui a été publiée en 1998. Deux projets de résolu-

tions, issus du CCU, sont présentés à la présente Conférence générale, précisément le projet de résolution L sur le neper et le bel (voir page 176), et le projet de résolution N sur le nom spécial donné à l'unité dérivée du SI mole par seconde, le katal (voir page 177). Ce dernier projet a été élaboré en réponse à une demande de la Fédération internationale de chimie clinique et de médecine de laboratoire (IFCC). Le travail du CCU a une importance capitale pour le SI. Bien que le SI ait été principalement mis en œuvre entre les années 1960 et 1970, le besoin de le modifier ou de le mettre à jour se fait sentir de temps en temps. Les deux projets de résolutions présentés à cette Conférence générale en sont des exemples. Les discussions qui précèdent chaque proposition de changement du SI sont souvent complexes et subtiles. Il devient de plus en plus difficile de trouver des scientifiques très expérimentés qui soient qualifiés et intéressés à prendre part à ces discussions. L'attrait envers le SI n'est plus aussi fort pour les jeunes physiciens que lors de sa mise au point. Cependant, sans l'intérêt porté par de jeunes scientifiques, il est à craindre que des changements, dépourvus du fondement solide que seules l'expérience et la profonde compréhension des choses peuvent donner, risqueront d'être apportés au SI. Ceci demeurera un problème pour l'avenir, et je demande aux directeurs des LNM d'encourager leurs plus brillants jeunes scientifiques à réfléchir sur les unités. Il faut leur rappeler qu'une bonne compréhension des unités et des grandeurs physiques est un guide essentiel pour une pensée claire en physique.

#### 6.2 Le Comité international

J'en arrive maintenant à la composition du Comité international. Lors de la réunion du Comité international qui s'est déroulée à l'issue de la dernière Conférence générale en octobre 1995, un nouveau bureau fut constitué et Luigi Crovini nommé secrétaire adjoint. Il était évident pour tout le monde que le poste important qu'est celui de secrétaire du Comité international lui reviendrait peu après. Il ne devait malheureusement pas en être ainsi, car quelques semaines après la 20<sup>e</sup> Conférence générale, il mourut à l'âge peu avancé de cinquante-huit ans et le Comité international perdit en lui un de ses membres les plus respectés. Luigi Crovini était au moment de sa mort directeur de l'Istituto di Metrologia G. Colonnetti (IMGC) à Turin. Il était également président du CCT et avait pris au sein de ce Comité un rôle important dans la mise au point du texte de l'EIT-90. Afin d'honorer sa mémoire, ses collègues de la communauté de la thermométrie ont consacré un numéro spécial de *Metrologia* à la thermométrie (*Metrologia*, 1996, 33, n° 4).

En octobre 1996, à l'annonce de la démission de Dieter Kind, qui était président depuis 1984 et membre du Comité international depuis 1976, j'ai été élu président, M. William Blevin, secrétaire, et Mme Katharine Gebbie et M. Kozo Iizuka, vice-présidents. Josef Skákala avait démissionné du poste

de vice-président en 1995 et du Comité international en 1996. Dieter Kind et Josef Skákala ont été tous les deux élus membres honoraires du Comité international. Messieurs Kai Siegbahn, Jacques Vanier, Yuri Tarbéev, Rafael Steinberg et Peter Clapham ont aussi démissionné du Comité international depuis la dernière Conférence générale. Monsieur Kai Siegbahn a été élu membre honoraire du Comité international.

Afin de combler les huit postes vacants, et conformément à l'article 14 (1875) du Règlement annexé à la Convention du Mètre, le Comité international a provisoirement élu M. Ernst Göbel, président de la Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB, Braunschweig, Allemagne), M. Sigfrido Leschiutta, président de l'Istituto Elettrotecnico Nazionale Gallileo Ferraris (IEN, Turin, Italie), M. Roy VanKoughnett, directeur général de l'Institut des étalons nationaux de mesure (INMS) du Conseil national de recherches du Canada (NRC, Ottawa, Canada), M. Lev Issaev, Gosstandart (Moscou, Fédération de Russie), M. Hüseyin Ugur, directeur de l'Ulusal Metroloji Enstitüsü (UME, Gebze-Kocaeli, Turquie), M. Andrew Wallard, directeur adjoint du National Physical Laboratory (NPL, Teddington, Royaume-Uni), M. Chung Myung Sai, directeur du Korea Research Institute of Standards and Science (KRISS, Taejon, République de Corée) et M. Joaquín Valdés de l'Instituto Nacional de Metrología Industrial (INTI, Buenos Aires, Argentine). Selon les articles 7 (1875) et 8 (1921) du Règlement annexé à la Convention du Mètre, ces élections provisoires doivent être soumises à la présente Conférence générale pour confirmation, avec un autre nom tiré au sort, pour que le nombre total des membres du Comité international soumis à élection ou réélection atteigne neuf. Ces élections font l'objet du point 15 de l'ordre du jour (voir page 126).

Le Comité international, lors de sa session de 1997, a examiné les critères pour être membre du Comité international. Certains articles du Règlement annexé à la Convention du Mètre en fixent les règles : la composition du Comité international, à l'article 8 du Règlement annexé à la Convention du Mètre (1921) ; les élections au Comité international à l'article 14 (1875) ; les élections au bureau du Comité, à l'article 9 (1921) ; la ratification par la Conférence générale des élections au Comité international, à l'article 7 (1875) ; les règles de fonctionnement du Comité international, aux articles 11 (1921), 12 (1921) et 13 (1875).

Pour résumer les critères pour être membre du Comité international, la Convention stipule que les dix-huit membres doivent être de nationalité différente; lorsqu'un siège est vacant par suite du décès ou de la démission d'un membre du Comité, les membres restants sont appelés à élire par correspondance un nouveau membre. Cette élection doit être confirmée par un vote lors de la Conférence générale suivante.

En 1983, la 17<sup>e</sup> Conférence générale a approuvé le rapport du groupe de travail établi par la 16<sup>e</sup> Conférence générale en 1979 en vue d'examiner des propositions de révision de la Convention du Mètre. Une de ces propositions

consistait à augmenter le nombre de sièges au Comité international pour qu'il soit égal au nombre des États membres de la Convention, les membres étant alors délégués de leur Gouvernement. Le groupe de travail de la Conférence générale a recommandé de ne pas changer la composition du Comité international quant au nombre de sièges ou à l'indépendance des membres, qui sont élus à titre personnel et non comme délégués de leur Gouvernement. Le groupe a toutefois recommandé qu'avant l'élection, le Comité international s'assure que le candidat a l'approbation de son Gouvernement. Il est possible de se procurer une copie du rapport du groupe de travail de la 16<sup>e</sup> Conférence générale auprès du BIPM. Ce rapport n'a jamais été publié *in extenso* mais il a été envoyé à l'époque aux Gouvernements des États membres.

En 1981 le Comité international a décidé que le curriculum vitae de toutes les personnes susceptibles d'être candidates à l'élection doit être présenté et discuté lors d'une réunion du Comité international. Dans le passé de telles discussions avaient parfois eu lieu par correspondance.

Les principes suivis à présent par le bureau et par le Comité international pour les élections sont les suivants :

- Les personnes candidates à l'élection sont dans tous les cas d'un rang élevé dans leur pays et ont une expérience qui les rend capables de participer aux travaux du Comité international.
- Il y a toujours un membre du Comité international de nationalité française, afin de reconnaître le rôle joué par la France à l'origine du système métrique et le fait que la France est dépositaire de la Convention du Mètre.
- Il y a toujours un membre de chacun des États dont la contribution est au maximum.
- Il y a généralement un membre de chacun des États dont la contribution est au moins égale à 2 %.
- En général, le Comité international s'efforce de maintenir un équilibre entre les différentes régions du monde et d'assurer la présence de quelques membres des États dont la contribution est au minimum.
- La candidature de personnes appartenant à des États membres qui n'auraient pas réglé leur contribution au BIPM depuis trois ans ou plus n'est pas envisagée.

Le Comité international estime que sa composition actuelle est en harmonie avec les principes énoncés ci-dessus. Ces principes sont accessibles au public sur le site Internet du BIPM et le Comité international encourage les candidats potentiels à se faire connaître à l'un des membres du Comité international (les adresses des membres du Comité sont disponibles sur le même site).

Depuis 1980 les membres se sont succédés rapidement. Aucun des membres actuels n'appartenait au Comité international en 1980, deux (le président et le secrétaire) étaient membres en 1985, trois (dont K. Iizuka, vice-président) étaient membres en 1990, quatre étaient membres en 1992, sept en 1993 et

comme nous l'avons vu, dix en 1995 lors de la dernière Conférence générale. Ainsi près de la moitié des membres a changé depuis 1995 et pratiquement la totalité depuis 1990. Le Comité international pense que la durée d'appartenance au Comité international des membres individuels devient trop courte et qu'il sera bientôt difficile de trouver des présidents de Comités consultatifs présents à plus de deux sessions de leur Comité, ce qui n'est pas souhaitable pour la bonne marche des Comités consultatifs. Si cette tendance d'appartenance de courte durée persiste, il deviendra difficile de trouver des membres du bureau du Comité international qui serviront suffisamment longtemps pour mener une politique suivie, situation qui pourrait conduire à de sérieuses difficultés.

Avant d'en arriver aux activités du BIPM, je me dois de signaler un événement important qui se produira d'ici quatre ans. À ce moment-là, le directeur actuel, M. T.J. Quinn, atteindra l'âge de la retraite ; le Comité international a décidé de lancer un appel à candidature et a défini un processus de sélection tel que le candidat retenu puisse se familiariser avec la fonction pendant au moins un an, de préférence deux ans avant de prendre le poste de directeur. L'annonce de vacance du poste a été arrêtée par le Comité international et le texte sera distribué au cours de la présente Conférence générale.

### 6.3 Le BIPM

Lors de chaque Conférence générale, on demande aux États membres d'examiner le travail accompli par le BIPM et le programme de travail à conduire pour la période suivante de quatre années, puis d'approuver un budget correspondant. Ceci concerne les points 12 et 13 de l'ordre du jour. Un examen très approfondi du travail et des perspectives de développement du BIPM est donné dans le rapport sur les besoins à long terme que j'ai déjà fréquemment évoqué dans mon rapport. Je donne ici un bref résumé du travail effectué dans les laboratoires du BIPM depuis la dernière Conférence générale, couvrant ainsi la période d'octobre 1995 à septembre 1999. Je vous rappelle que chaque année le directeur du BIPM prépare un rapport d'activité pour le Comité international, rapport publié dans les Procès-verbaux du CIPM et envoyé aux États membres. De plus, un rapport annuel officiel est envoyé aux Gouvernements des États membres au mois de mars de chaque année, exposant en détail la gestion financière et administrative du BIPM pour l'année précédente. Les résultats financiers sont audités et le rapport d'audit est présenté à la réunion annuelle du Comité international. Selon l'article 3 (1875) de la Convention du Mètre, le BIPM fonctionne sous la direction et la surveillance exclusives du Comité international, lui-même placé sous l'autorité de la Conférence générale qui est formée de délégués de tous les États membres. Le Comité international veille particulièrement à ce que les États membres soient complètement informés des décisions liées au BIPM, et de tout le travail qui y est accompli.

Depuis 1995, le travail du BIPM a été très influencé par la mise en place des comparaisons clés identifiées par les Comités consultatifs. Ceci a induit pour le BIPM sa participation directe à certaines d'entre elles, agissant en tant que laboratoire pilote pour quelques-unes et, pour celles dans lesquelles il n'est pas directement impliqué, assurant le secrétariat central lorsque c'est nécessaire. Chaque Comité consultatif dispose d'un secrétaire exécutif qui est l'un des responsables des sections scientifiques du BIPM. J'attire votre attention une fois encore sur le site Internet du BIPM (www.bipm.org) qui comprend une description détaillée des activités menées sous l'égide de la Convention du Mètre, c'est-à-dire de la Conférence générale, du Comité international, des Comités consultatifs et du BIPM, ainsi que le texte complet de la brochure sur le SI et l'accès aux numéros les plus récents de Metrologia. Le site Internet du BIPM comprend aussi un magasin électronique où il est possible d'acheter rapidement, par carte de crédit, toutes les publications du BIPM ainsi qu'un jeu de publications choisies de l'ISO et de l'Union internationale de chimie pure et appliquée (UICPA) qui traitent des grandeurs et des unités. En plus des publications officielles, le BIPM prépare depuis 1998 des bulletins d'information occasionnels, qui décrivent les travaux les plus récents des sections scientifiques du BIPM, et un bulletin plus général consacré aux activités du BIPM et du Comité international. Certaines publications du BIPM sont disponibles pour les délégués à la présente Conférence et je vous encourage à en prendre des exemplaires.

Le BIPM a, dans le passé, largement contribué à des publications de grand intérêt général comme le Guide pour l'expression de l'incertitude de mesure (GUM) et le Vocabulaire international des termes fondamentaux et généraux de métrologie (VIM). Ces deux ouvrages ont été publiés par l'ISO pour le compte des sept organisations internationales responsables du texte, c'est-àdire le BIPM, la CEI, l'IFCC, l'ISO, l'OIML, l'UICPA et l'Union internationale de physique pure et appliquée (UIPPA). À l'époque le travail avait été accompli au sein du groupe ISO/TAG 4. Les sept organisations se sont ensuite mises d'accord pour estimer qu'un groupe de travail indépendant, formé par les sept organisations, fournirait un meilleur forum de discussion pour réviser ces deux documents et, si nécessaire, en préparer de nouveaux. En conséquence, un nouveau groupe, le Comité commun pour les guides en métrologie, a été créé en 1997. Lors de sa première réunion deux groupes de travail ont été constitués, l'un pour la révision du GUM, l'autre pour la révision du VIM. Le travail a maintenant commencé au sein de ces deux groupes. Le premier président de ce Comité commun est le directeur du BIPM. Une autre activité importante du BIPM est l'édition et la publication du journal Metrologia, qui est la revue internationale de métrologie scientifique. Au cours des années 1995-1998, 4 volumes (soit environ 2500 pages) ont été publiés, comprenant des articles soumis à un comité de lecture et des résultats de comparaisons internationales.

Le travail scientifique du BIPM se répartit en trois catégories, toutes les trois essentielles : *a*) les étalonnages pour les LNM des États membres ; *b*) les

comparaisons internationales, et désormais les comparaisons clés; et c) la recherche qui garantit le maintien des compétences scientifiques et professionnelles exigées par les premières catégories de travaux. Ce sont, bien sûr, ces recherches scientifiques qui confèrent au personnel du BIPM la compétence pour mener à bien son activité en tant que secrétaire scientifique des Comités consultatifs du Comité international. L'enjeu pour le directeur et le personnel scientifique de haut niveau du BIPM est d'identifier les axes de recherche qui peuvent être traités avec les ressources limitées dont ils disposent. Il faut remarquer que durant ces vingt dernières années le profil des recherches nécessaire aux activités a) et b) a profondément changé. La métrologie est maintenant beaucoup plus proche des frontières de la science qu'elle ne l'était naguère. Ceci signifie que la recherche en métrologie est elle-même à la pointe de la science et qu'elle nécessite par conséquent du personnel qualifié et compétent. En 1978, 17 % des membres du personnel étaient détenteurs d'un doctorat ou équivalent, alors qu'en 1999 cette proportion a atteint 34 %. Le nombre d'employés permanents du BIPM est passé de 65 au 1<sup>er</sup> janvier 1995 à 62 au 1<sup>er</sup> janvier 1999. Je vous renvoie au document « Programme de travail et budget du Bureau international des poids et mesures pour les quatre années 2001-2004 » pour des précisions quant à l'effectif et son évolution au cours des années (voir annexe B, pages 183-207). La réduction actuelle a été voulue afin de faire face au besoin de développer le travail scientifique du BIPM tout en gardant un budget pratiquement constant en valeur réelle. Seuls quelques changements d'orientation de faible ampleur ont été effectués en profitant du nombre relativement important de départs à la retraite qui se sont produits au cours de ces dernières années. Depuis le 1er janvier 1996, il y a eu quinze départs en retraite (près du quart de l'effectif total) dont huit en 1998. Ceci a permis un renouvellement considérable du personnel et nous avons recruté d'excellents jeunes candidats. Parmi les vingt-neuf scientifiques qualifiés on relève onze nationalités différentes de toutes les parties du monde. Le programme présenté au point 12 est donc équilibré : il tient compte des besoins exprimés par les LNM, des qualifications du personnel, de nos équipements et des ressources financières disponibles. En 1998, le Comité international, suivant par-là une autre des recommandations du rapport sur les besoins à long terme, a décidé la mise en place au BIPM d'un petit programme de métrologie en chimie. Après en avoir discuté lors des sessions du CCQM et après avoir longuement consulté les laboratoires spécialisés, le directeur a proposé un programme de métrologie en chimie dans le domaine de l'analyse de mélanges de gaz. Ce programme nécessitera de recruter au total quatre personnes qualifiées, ce qui amènera l'effectif total permanent au niveau qui était celui de 1995. Ce programme doit démarrer en l'an 2000, après la remise en état d'une partie du bâtiment des rayonnements ionisants, rendue disponible à la suite du déménagement d'une partie de l'atelier de mécanique dans un nouveau bâtiment en cours de construction.

En 1983, le Comité international a proposé à la Conférence générale un plan à long terme de construction de nouveaux bâtiments au BIPM. Ce projet comprenait un bâtiment de laboratoires pour le travail sur les lasers, terminé en 1984, un bâtiment pour une bibliothèque et des bureaux, terminé en 1988, et un bâtiment pour l'atelier de mécanique. Cette ultime phase du programme est maintenant entamée : le nouveau bâtiment comprendra des bureaux, des salles de réunion et l'atelier de mécanique. L'achèvement des travaux de construction est prévu pour 2001 et le BIPM aura alors enfin un atelier moderne. Jusqu'à présent les lieux réservés aux activités de l'atelier étaient cause de souci pour le Comité international parce qu'ils étaient incommodes et ne satisfaisaient pas aux normes actuelles de sécurité. L'installation d'un petit laboratoire de mesures en chimie sera possible dans l'espace libéré par le déplacement de l'atelier vers le nouveau bâtiment. À ce propos, je tiens ici à remercier publiquement les ambassades de plusieurs États membres, et le ministère des Affaires étrangères de France pour l'aide qu'ils ont apportée au BIPM afin que ce projet aboutisse dans des conditions satisfaisantes pour toutes les parties concernées.

#### Travaux du BIPM

Le point suivant, et aussi le dernier, est mon rapport sur les travaux accomplis dans les laboratoires du Bureau international pendant les quatre années d'octobre 1995 à septembre 1999, période vraiment très active et fructueuse.

### Longueurs

1995/1996 : Deux lasers à argon asservis, en faisant appel l'un à la technique de la bande latérale en modulation de fréquence et l'autre à la technique du troisième harmonique, ont été comparés. La différence de fréquence mesurée était inférieure à l'incertitude de mesure. Ce résultat est important, car il montre que le fait d'utiliser une technique d'asservissement différente n'entraîne pas de décalage de fréquence significatif. Les premiers essais sur la radiation à  $\lambda \approx 532$  nm, obtenue par doublement de fréquence du rayonnement émis par un laser à Nd:YAG, ont confirmé que celle-ci pourrait figurer à l'avenir dans la liste des radiations recommandées, et justifient la priorité donnée à ce travail cette année là. La technique de transfert de modulation a été essayée avec succès sur les lasers à He-Ne à  $\lambda \approx 543$  nm; ces lasers seront aussi comparés à d'autres lasers asservis à  $\lambda \approx 543$  nm qui font appel à la technique habituelle du troisième harmonique. La collaboration continue avec l'École normale supérieure (ENS), l'Institut national de métrologie du Bureau national de métrologie (BNM-INM) et le Laboratoire primaire du temps et des fréquences du BNM (BNM-LPTF), France : une détermination absolue de la fréquence des transitions 5S-5D à deux photons dans le rubidium à  $\lambda \approx 778$  nm a été effectuée au mois de janvier 1996 avec une incertitude-type composée de 2 kHz (soit, en valeur relative,  $5 \times 10^{-12}$ ). La priorité accordée à l'étude de lasers à YAG doublés en fréquence a conduit le BIPM à réduire son activité dans le domaine des lasers à  $CO_2$  à  $\lambda \approx 10,6~\mu m$ . L'accélération de la pesanteur a été mesurée aux diverses stations qui ont servi au BIPM lors des comparaisons internationales de gravimètres absolus, à l'aide du gravimètre absolu FG5 du BIPM; les résultats concordent mieux entre eux que ceux qui avaient été obtenus avec des gravimètres relatifs lors de la précédente comparaison internationale.

1996/1997 : Deux comparaisons importantes, effectuées sur des groupes de lasers à  $\lambda \approx 633$  nm, ont été achevées. L'une, avec les laboratoires de la North American Metrology Cooperation (NORAMET) a eu lieu au Centro Nacional de Metrología (CENAM) à Mexico : y ont pris part le CENAM (Mexique), le NIST et le Joint Institute of Laboratory Astrophysics (JILA), États-Unis, et le NRC (Canada). L'autre a eu lieu au National Institute of Metrology (NIM) à Beijing (Chine) et a concerné le KRISS (République de Corée), le NIM, le National Research Laboratory of Metrology (NRLM, Japon) et le Standards and Calibration Laboratory (SCL, Hong Kong). Ces deux comparaisons clôturent une série de comparaisons qui s'est déroulée durant les quatre dernières années et qui a relié entre eux une quarantaine de laboratoires appartenant à toutes les organisations régionales de métrologie actives dans ce domaine : l'Asia-Pacific Metrology Programme (APMP), la Cooperation in Metrology among the Central European Countries (COOMET), l'European Collaboration in Measurement Standards (EUROMET) et NORAMET. Toutes ces comparaisons ont été faites en se référant aux lasers du BIPM et ont nécessité, pour la plupart d'entre elles, le transport de nos lasers dans les laboratoires nationaux où la comparaison avait lieu. Les travaux sur de nouveaux systèmes laser se sont poursuivis, un effort particulier ayant été apporté cette année au laser à Nd:YAG doublé en fréquence à  $\lambda \approx 532$  nm.

1997/1998 : Des efforts accrus ont été consacrés aux travaux sur le laser à Nd:YAG doublé en fréquence et asservi sur l'iode à  $\lambda \approx 532$  nm. L'objectif de ces travaux est de réaliser un système portable hautement reproductible pour les comparaisons internationales. Les travaux se sont poursuivis aussi sur la mise au point d'un laser compact, avec une cavité à trois miroirs, à la longueur d'onde  $\lambda \approx 543$  nm. Bien que l'intérêt pour les comparaisons à la longueur d'onde traditionnelle  $\lambda \approx 633$  nm reste élevé, on n'a effectué aucune comparaison internationale cette année. Par contre, des comparaisons bilatérales ont été effectuées et nous nous sommes efforcés de maintenir nos lasers de référence à leurs meilleures performances. À la suite d'autres travaux effectués sur des diodes laser à cavité étendue asservies sur l'iode à  $\lambda \approx 633$  nm, une comparaison internationale de ce type de lasers, à laquelle devraient participer cinq laboratoires nationaux, avait été envisagée au début de 1999. Suite à la décision d'affecter un scientifique chargé de ce travail à la section d'électricité, nos activités dans le domaine des diodes laser ont été très réduites à partir de la fin de 1998. Nous avons maintenu nos efforts dans le domaine des lasers à infrarouge à la longueur d'onde  $\lambda \approx 3,39 \,\mu\text{m}$ , à la

suite, en particulier, de l'achat à l'Institut Lebedev (Fédération de Russie) d'un nouveau laser qui a été livré au mois de juillet 1998; les préparatifs pour les comparaisons avec la PTB (Allemagne) et le JILA sont en cours. Les activités, limitées, dans le domaine de la nanométrologie se poursuivent avec la mise au point d'un diffractomètre interférométrique à laser utilisant la méthode des trois longueurs d'onde. Cet interféromètre est conçu pour mesurer des règles périodiques de courte longueur, avec un espacement de l'ordre de 270 nm. En novembre 1997, la cinquième comparaison internationale de gravimètres absolus a eu lieu au BIPM. Quinze gravimètres absolus et quatorze gravimètres relatifs y ont pris part. L'évaluation des résultats est en cours.

1998/1999: Les comparaisons internationales ont concerné principalement les lasers fonctionnant aux longueurs d'onde recommandées,  $\lambda \approx 3.39 \, \mu m$  et  $\lambda \approx 633$  nm. Le laser du BIPM à 3,39 µm, construit par l'Institut Lebedev, a été comparé au JILA à un autre laser de l'Institut Lebedev. Le BIPM a participé, avec ce laser, à une série de comparaisons visant à étalonner de manière absolue la fréquence de systèmes transportables à (He-Ne)/CH<sub>4</sub>, principalement des lasers fabriqués à l'Institut Lebedev, et à la comparaison des chaînes de fréquence de la PTB et du BNM-LPTF. Les premières comparaisons de diodes laser à cavité étendue asservies sur l'iode à  $\lambda \approx 633$  nm, annoncées l'année précédente, ont été effectuées en janvier 1999 ; huit laboratoires nationaux y ont pris part. La stabilité de la fréquence de ces diodes laser, quand elles sont asservies sur des transitions très intenses de l'iode, est meilleure que celle obtenue habituellement avec les lasers à He-Ne. La stabilité de fréquence mesurée par battements entre nos deux lasers à YAG à infrarouge du commerce, et exprimée au moven de l'écart-type d'Allan, est de  $2 \times 10^{-13}$  pour une durée movenne de 100 ms. Cependant, les instabilités aux basses fréquences de ces lasers sont inquiétantes. Le travail dans le domaine de l'infrarouge a été suspendu puisque nos deux lasers à YAG présentent des défauts auxquels les fabricants ne sont pas encore en mesure de remédier. Dans le domaine de la nanométrologie, une comparaison internationale préliminaire d'étalons à traits très serrés a commencé entre l'Office fédéral de métrologie (OFMET, Suisse), la PTB et le BIPM. Suite à la cessation des activités au BIPM dans le domaine des étalons à traits et à bouts, nous avons fait don, avec plaisir, des deux principaux instruments que nous avions utilisés pendant de nombreuses années, c'est-à-dire le comparateur photoélectrique et interférentiel de la SIP et l'interféromètre Tsugami, respectivement au CENAM (Mexique) et au National Institute of Standards (NIS, Égypte). Les deux instruments ont été expédiés à ces laboratoires. Nous avons consacré beaucoup de temps à la préparation de la publication concernant la mise en pratique de la définition du mètre, révisée en 1997. Ce travail a été effectué en collaboration avec le tout nouveau Groupe de travail du CCL sur la mise en pratique. Le texte définitif et ses annexes sont publiés dans le rapport du CCDM (1997) et dans Metrologia (1999, **36**, 211-244).

### Masses

1995/1996: La comparaison internationale d'étalons de 1 kg en acier inoxydable, qui a été entreprise à l'instigation du CCM, s'est poursuivie, le BIPM jouant le rôle de laboratoire pilote. Quinze laboratoires ont pris part à cette comparaison. La stabilité des étalons de transfert semble avoir été correcte au cours de la première année de comparaison. En même temps, la section des masses a poursuivi des recherches approfondies pour identifier d'éventuelles erreurs dues à la balance utilisée. Les études que nous poursuivons sur l'anélasticité des métaux sont maintenant centrées sur les suspensions flexibles. Une propriété spécifique aux rubans de torsion qui pourrait être mise à profit pour mesurer la constante gravitationnelle a été redécouverte, propriété que n'ont pas les fibres de torsion employées traditionnellement pour mesurer cette constante. Un appareil d'essai spécialement conçu pour vérifier la possibilité d'en tirer parti a été construit et les résultats sont prometteurs.

1996/1997: La comparaison internationale d'étalons de masse de 1 kg en acier inoxydable a été presque achevée. La nouvelle balance à suspensions flexibles a été soumise à des essais de mise en service et, bien que l'on obtienne une répétabilité meilleure que le microgramme, elle a fait l'objet de quelques modifications simples qui devraient encore améliorer ses performances. L'expérience acquise dans l'étude de suspensions en cuivre-béryllium sous tension a été utile lors de la construction d'une nouvelle balance de torsion pour déterminer la constante newtonienne de gravitation, G. Une nouvelle balance hydrostatique destinée à la mesure de la masse volumique a été conçue et sa construction a été entreprise.

1997/1998 : La dernière étape de la comparaison internationale d'étalons de 1 kg en acier inoxydable s'est achevée cette année. Un projet de rapport a été envoyé aux participants. Les étalons prototypes de 1 kg du BIPM ont été réétalonnés par rapport au prototype n° 25. Cet exercice est renouvelé tous les cinq ans environ et sert à contrôler les variations de la masse de ces prototypes qui, pour des raisons de stabilité, ne sont pas nettoyés. La balance à suspensions flexibles, connue sous le nom FB-2, a été mise en service. L'écart-type des mesures est d'environ 0,03 µg en moyenne sur une journée. Les variations de masse observées d'un jour à l'autre entre deux étalons sont de l'ordre de 0,1 µg. On ne sait pas vraiment si ces variations, très petites, correspondent à des variations de masse ou à des imperfections de la balance. La balance de torsion prototype conçue pour mesurer G a été munie d'un asservissement. Cela nous a permis d'étudier plus en détail les sources de bruit. Suite à ce travail, la construction d'une balance de torsion de conception améliorée a été décidée et a débuté.

1998/1999 : Le projet de rapport B sur la comparaison clé d'étalons de 1 kg en acier inoxydable organisée par le BIPM a été approuvé par les participants et un résumé a été présenté au CCM à sa session de mai 1999. Le CCM a

demandé de commencer les préparatifs en vue de la répétition de cette comparaison dont le laboratoire pilote sera à nouveau le BIPM. Une nouvelle balance de portée 1 kg a été achetée pour conserver et disséminer l'unité de masse. Notre balance prototype, FB-2, continue à bien fonctionner et a été utilisée pour des études sur la masse volumique de l'air et sur la stabilité d'objets en silicium. Les mesures de G se sont régulièrement améliorées. Pour répondre à l'accroissement de la charge de travail relative aux services de base dans le domaine des masses et de la masse volumique, la section des masses a été renforcée par le transfert, en avril 1999, de M. L.F. Vitouchkine, précédemment à la section des longueurs, qui, cependant, consacre encore une partie importante de son temps à la gravimétrie. De plus, une nouvelle assistante a été recrutée et a rejoint la section des masses du BIPM en septembre 1999.

# Temps

1995/1996: Les échelles de temps de référence, TAI et le Temps universel coordonné (UTC), ont été régulièrement établies et publiées chaque mois dans la *Circulaire T*. Depuis janvier 1996, conformément à une décision du CCDS, le TAI et l'UTC sont désormais calculés tous les cinq jours au lieu de dix jours précédemment, ce qui permet de les prédire plus efficacement pour les besoins en temps réel. L'exactitude des données reçues des étalons primaires de fréquence s'est considérablement améliorée, et il est devenu plus que jamais nécessaire d'améliorer toutes les étapes du calcul du TAI, depuis la comparaison des horloges jusqu'au traitement détaillé des données au BIPM.

1996/1997: La stabilité à moyen terme du TAI, exprimée au moyen de l'écart-type d'Allan, était estimée à  $1.3 \times 10^{-15}$  pour des durées moyennes d'environ quarante jours et son amélioration est, en grande partie, due à la mise en œuvre par les laboratoires nationaux d'un plus grand nombre de nouvelles horloges à césium HP 5071A, bien meilleures que les modèles plus anciens. D'octobre 1996 à septembre 1997, notre estimation de l'exactitude du TAI a été principalement fondée sur les résultats de deux étalons primaires, PTB CS2 et NIST-7, l'étalon primaire PTB CS3 n'étant pas encore assez fiable. Nous n'avions pas reçu de mesures de la fontaine à césium du BNM-LPTF depuis mai 1996. Une part importante de notre activité de recherche a concerné l'étude des comparaisons d'horloges par observations simultanées des satellites GPS et GLONASS à l'aide de récepteurs à canaux multiples.

1997/1998 : La stabilité à moyen terme du TAI, exprimée au moyen de l'écart-type d'Allan, a continué à s'améliorer. Elle était estimée à  $1.0 \times 10^{-15}$  pour des durées moyennes d'environ quarante jours. Depuis octobre 1997, notre estimation de l'exactitude du TAI était fondée sur les résultats de sept étalons primaires de fréquence : les étalons classiques PTB CS1, CS2 et CS3,

la fontaine à césium de très haute exactitude LPTF-FO1, et les étalons à pompage optique NIST-7, CRL-01 et NRLM-4. Nos activités ont été en grande partie consacrées à l'étude des comparaisons d'horloges par observations simultanées des satellites GPS et GLONASS et des comparaisons de fréquence fondées sur des mesures de phase de la porteuse des signaux GPS. D'autres travaux de recherche ont été consacrés à la recherche de nouveaux pulsars et à l'extension du cadre relativiste pour la réalisation des temps-coordonnées.

1998/1999 : La stabilité à moyen terme du TAI, exprimée au moyen de l'écart-type d'Allan, est estimée à environ  $0.6 \times 10^{-15}$  pour des durées moyennes de vingt à quarante jours. L'exactitude du TAI est fondée sur six étalons primaires de fréquence : les trois étalons classiques PTB CS1, CS2 et CS3, qui fonctionnent en continu, et les trois étalons à pompage optique NIST-7, CRL-01 et NRLM-4. En raison de l'augmentation du nombre des étalons primaires de fréquence et de l'amélioration de leur stabilité, l'unité d'échelle de temps du TAI correspond, selon nos estimations, à la seconde du SI à  $5 \times 10^{-15}$  près depuis le début de 1998. Nos activités de recherche ont été en grande partie consacrées à l'étude des comparaisons de temps et de fréquences à l'aide de systèmes de navigation par satellite tels que GPS et GLONASS. Un intérêt tout particulier a été porté aux techniques de réception simultanée des signaux de plusieurs de ces systèmes en mode multicanal. Nous avons aussi travaillé à l'utilisation des mesures de phase de la porteuse des signaux GPS. D'autres activités de recherche furent consacrées aux systèmes de référence spatio-temporels, en particulier à la définition et à la réalisation des temps-coordonnées dans le cadre relativiste. Les autres thèmes de recherche concernent les pulsars, les projets d'utilisation d'horloges dans l'espace et l'interférométrie atomique. Suite à la nomination de Mme C. Thomas au nouveau poste de coordinatrice de la base de données du BIPM sur les comparaisons clés, en novembre 1998, le BIPM a recruté une nouvelle responsable pour la section du temps, Mme E.F. Arias; cette personne prendra ses fonctions en novembre 1999.

# Électricité

1995/1996: Deux comparaisons d'étalons de tension de 1 V fondés sur l'effet Josephson ont été effectuées à l'aide de l'appareil transportable du BIPM, au NIM (Chine) et au Statens Provningsanstalt (SP, Suède). L'appareillage qui fournit un étalon de résistance à effet Hall quantique transportable, y compris le cryostat, l'aimant et le pont de résistance, a été transporté à la PTB (Allemagne) où a eu lieu la troisième comparaison sur place d'étalons à effet Hall. Les résultats montrent que les mesures effectuées avec les deux systèmes s'accordent à quelques 10<sup>-9</sup> près, avec une incertitude-type composée relative d'une valeur à peu près équivalente. Les deux installations transportables, à effet Josephson et à effet Hall quantique, permettent d'assurer la traçabilité entre les laboratoires avec une incertitude

inférieure, d'un ordre de grandeur ou plus, à celle que fournissent les étalons voyageurs traditionnels. Le programme de comparaisons bilatérales d'étalons électriques s'est développé considérablement. Des étalons de transfert de 1  $\Omega$ , fabriqués par le National Measurement Laboratory (CSIRO-NML, Australie), et des étalons de tension à diodes de Zener ont été achetés à cet effet. Ils seront envoyés par le BIPM aux laboratoires participant à des comparaisons bilatérales. L'assemblage d'un pont d'impédance, destiné à contrôler la valeur des étalons de capacité de référence du BIPM en fonction de la résistance de Hall quantifiée, a beaucoup progressé.

1996/1997: Une réalisation majeure de cette année a été l'achèvement d'un pont d'impédance pour relier la résistance de Hall quantifiée à l'impédance de capacités étalons. Nous avons effectué des essais qui consistaient à comparer les résultats de déterminations de haute exactitude, effectuées à la PTB, du rapport de capacités dont les valeurs nominales sont dans le rapport 10, avec les résultats de mesures faites au BIPM à l'aide du nouveau pont d'impédance. Cette comparaison n'était pas encore terminée cette année-là, mais les résultats préliminaires indiquaient un accord à quelques 10<sup>-8</sup> près, ce qui est très satisfaisant. Cette année-là, nous avons aussi transporté notre équipement à l'IEN (Italie) pour une comparaison d'étalons de 1 V à effet Josephson. D'excellents résultats ont été obtenus, ils sont comparables à ceux obtenus dans les comparaisons directes précédentes d'étalons à effet Josephson.

1997/1998 : Les réalisations majeures de cette année ont été une nouvelle comparaison d'étalons de 1,018 V à effet Josephson au Centro Español de Metrología (CEM, Espagne) et une nouvelle comparaison trilatérale d'étalons de 10 V à effet Josephson à la PTB, à laquelle le SP a participé. Une comparaison d'étalons de résistance de Hall quantifiée a eu lieu au NPL (Royaume-Uni). Une chaîne d'étalonnage a été établie avec succès entre les étalons de résistance de Hall quantifiée et un ensemble d'étalons de capacité. Elle nous a permis d'étalonner des étalons de capacité de 10 pF et de 100 pF par rapport à  $R_{K-90}$  avec une incertitude-type totale relative d'environ  $4 \times 10^{-8}$ . Des études sur l'influence de la température et de la pression sur les étalons de tension fondés sur des diodes de Zener ont montré qu'on pourrait corriger certaines erreurs pouvant atteindre plusieurs  $10^{-7}$  dans les comparaisons bilatérales et les étalonnages. Les étalons voyageurs à diodes de Zener sont désormais opérationnels pour les comparaisons bilatérales. De même, cinq étalons de  $10 \text{ k}\Omega$  et deux étalons de  $1 \Omega$  appartenant au BIPM sont maintenant disponibles pour les comparaisons bilatérales. Après étude préalable, six nouveaux étalons de résistance de 1  $\Omega$  donnés par le CSIRO en février 1998 sont disponibles pour servir aux comparaisons bilatérales.

1998/1999: Les travaux de cette année se distinguent par une augmentation considérable du nombre de comparaisons. La cinquième comparaison sur place d'étalons de résistance de Hall quantifiée au plus haut niveau d'exactitude a été réalisée au NIST (Etats-Unis) et s'est révélée être un grand

succès. L'analyse préliminaire des résultats indique une différence de  $1.2 \times 10^{-9}$ , en valeur relative, entre les mesures de la résistance d'un étalon de 100 Ω par rapport à la résistance de Hall quantifiée; l'incertitude-type composée sur cette valeur est de  $2 \times 10^{-9}$ . La vingt-deuxième comparaison sur place d'étalons de Josephson a eu lieu au Slovenský Metrologický Ústav (SMU, Slovaquie) en mai 1999. Notre programme de comparaisons bilatérales au moyen d'étalons de transfert à diodes de Zener a été très chargé cette année: une demi-douzaine de comparaisons bilatérales ont été effectuées, la plupart au moyen de diodes de Zener appartenant au BIPM. Nous avons ainsi établi, durant ces deux dernières années, des liens solides avec quatre organisations régionales de métrologie, l'APMP, le COOMET, l'EUROMET et le SIM/NORAMET, dans le domaine des étalons de tension en courant continu. Nos études sur la résistance de Hall quantifiée à des fréquences de l'ordre du kilohertz ont confirmé l'existence d'une petite dépendance linéaire en fonction de la fréquence. Cependant, des travaux très récents, réalisés au BIPM en collaboration avec M. B. Kibble (chercheur invité), montrent qu'il est possible de la faire disparaître. De sérieuses améliorations ont permis de réduire les effets thermiques qui limitent l'amplitude maximale utilisable du courant alternatif pour les mesures de la résistance de Hall quantifiée de la plus haute exactitude. Des études sur le bruit et la stabilité des étalons de tension à diodes de Zener et des nanovoltmètres ont révélé la présence de corrélations, ce qui nous a incités à utiliser la variance d'Allan pour décrire la dispersion des mesures. Nous avons aussi commencé à appliquer un certain nombre de méthodes différentes d'analyse des séries temporelles, afin de déceler et d'évaluer quantitativement les corrélations entre les mesures individuelles successives ou les groupes de mesures successifs d'une série de résultats. Ces méthodes peuvent être appliquées à un vaste domaine de la métrologie.

## Radiométrie, photométrie, thermométrie et pression

1995/1996 : Suite aux décisions prises par le CCPR lors de sa session de 1994, le BIPM a joué le rôle de laboratoire pilote pour deux comparaisons internationales en radiométrie et en photométrie. L'une a porté sur des radiomètres cryogéniques, l'autre sur la sensibilité lumineuse de photomètres. Pour la comparaison de radiomètres cryogéniques, qui est une comparaison indirecte, quatorze récepteurs à piège du type « tunnel » étaient en cours de construction au BIPM pour servir d'instruments de transfert pour la comparaison, en même temps que les récepteurs à piège déjà en service. Le radiomètre cryogénique du BIPM a été transporté, pour la première fois, dans un autre laboratoire, la PTB (Allemagne), où il a été comparé avec succès à un radiomètre cryogénique de fabrication différente. Nous avons entrepris au BIPM une réalisation radiométrique de la candela fondée sur le radiomètre cryogénique. Dans le domaine de la thermométrie, la comparaison internationale de cellules à point triple de l'eau a été achevée ;

les résultats ont été présentés au CCT en septembre 1996. Bien que les résultats de la plupart des laboratoires se situent dans les limites des incertitudes-types, en général de l'ordre de 0,1 mK, on a observé quelques différences plus grandes et la stabilité des cellules était moins bonne que prévu. Suite à la décision du CCM de commencer une comparaison internationale d'étalons de pression dans le domaine de la pression atmosphérique, à laquelle le BIPM prendra part, le BIPM a fait l'acquisition d'une balance de pression à piston en céramique pour cette comparaison.

1996/1997 : La plupart des activités ont été consacrées aux comparaisons internationales approuvées par le CCPR en 1994. Pour cela, le BIPM a été le laboratoire pilote de deux comparaisons, une de sensibilité de radiomètres cryogéniques au moyen de récepteurs à piège, comparaison qui devait s'achever en 1998, et l'autre de sensibilité lumineuse de photomètres, achevée durant l'été 1997. La première réalisation directe de la candela a été faite au BIPM : quatre photomètres du commerce, modifiés afin de les adapter à des ouvertures étalonnées achetées au NPL (Royaume-Uni), ont été étalonnés comme luxmètres pour fournir une réalisation radiométrique directe de la candela. Les réalisations précédentes des unités photométriques, maintenues au BIPM, étaient fondées sur un groupe de lampes dont les débits moyens étaient liés aux comparaisons internationales passées. Le résultat de la nouvelle réalisation a été comparé à ceux obtenus au cours de la comparaison internationale de photomètres et à la candela conservée au moyen de lampes depuis 1985 : l'accord a été excellent. Cette nouvelle réalisation et les futures réalisations du même type, fondées sur le radiomètre cryogénique du BIPM, vont améliorer la stabilité de la candela conservée au BIPM.

1997/1998: Les comparaisons internationales entreprises sous l'égide du CCPR et dont le BIPM était le laboratoire pilote se sont poursuivies. La comparaison de radiomètres cryogéniques a été achevée. La comparaison de sensibilité lumineuse de photomètres a été presque terminée. Cette année, les efforts consacrés à la photométrie ont été bien plus importants que lors des années précédentes. Ces travaux ont été stimulés par la comparaison de flux lumineux mais aussi par les possibilités nouvelles offertes par l'utilisation de radiomètres cryogéniques. Une réalisation de la candela fondée sur un radiomètre cryogénique a montré un accord satisfaisant avec la candela conservée pendant de nombreuses années à l'aide d'une série de lampes. Profitant du travail de pionnier effectué par le NIST (États-Unis), et grâce à l'aide d'un chercheur associé de ce même laboratoire, M. Y. Ohno, nous avons effectué une réalisation indépendante du lumen avec une sphère intégrante. Les résultats ont montré que le facteur de réflexion du revêtement de la surface de la sphère intégrante est plutôt faible et qu'il possède un coefficient de température élevé. En collaboration avec le NPL, nous avons étudié à l'aide du manobaromètre primaire du BIPM les caractéristiques de la balance de pression destinée à être utilisée dans une comparaison clé d'étalons de pression organisée par le CCM. Dans le domaine de la thermométrie, nous avons participé, au point du gallium seulement, à une comparaison clé d'étalons de température organisée par le CCT et coordonnée par le NIST.

1998/1999: Nos activités ont été à nouveau centrées sur les comparaisons internationales. La comparaison de radiomètres cryogéniques et les deux comparaisons clés de photométrie sont achevées; les valeurs de référence des deux comparaisons clés ont été approuvées par le CCPR. Le BIPM sera le laboratoire pilote de la comparaison clé de sensibilité spectrale dans le visible, dont les préparatifs sont en cours. Un nouvel équipement de mesure utilisant le rayonnement d'un corps noir a été mis en place et ses caractéristiques déterminées, ainsi qu'un système de mesure des aires d'ouverture. Le BIPM a aussi pris part à la comparaison clé du CCT de thermomètres à résistance de platine étalons à longue tige et à la comparaison du CCM de mesures de moyennes pressions.

### Rayonnements ionisants

1995/1996: Le travail de la section a continué à être dominé par les comparaisons internationales de dosimétrie des rayons x et y et les comparaisons de mesures de radioactivité, ainsi que par la nécessité d'effectuer des étalonnages périodiques d'étalons secondaires pour des pays qui ne possèdent pas d'étalons primaires. Dans le domaine de la dosimétrie, des travaux de recherche ont été entrepris pour améliorer la détermination du facteur de correction qui compense la perte d'électrons et la diffusion des photons dans les chambres à paroi d'air, afin de déterminer le coefficient de recombinaison des ions dans les diverses chambres d'ionisation. Six comparaisons de kerma dans l'air ont été effectuées, l'une pour les faisceaux de rayons x mous, deux pour le rayonnement du <sup>137</sup>Cs et trois pour celui du <sup>60</sup>Co. Les dernières mesures pour la comparaison internationale de mesures de fluence neutronique à l'aide de sphères de Bonner comme instruments de transfert ont été effectuées au Japon. Cette comparaison devait s'achever à la fin de 1997. Dans le domaine de la radioactivité, la comparaison préliminaire, entre six laboratoires, de mesures du <sup>204</sup>Tl, est terminée, et la comparaison internationale devait commencer avant la fin de 1996. Les résultats de la comparaison préliminaire de mesures d'activité de l'<sup>192</sup>Ir ont été analysés. Le BIPM a participé à une comparaison de mesures d'activité de solutions de <sup>63</sup>Ni et de <sup>55</sup>Fe de l'EUROMET. Au cours de cette année, neuf laboratoires ont envoyé des ampoules pour étalonnage dans le SIR. Une nouvelle étude a été entreprise pour identifier et comptabiliser les radionucléides susceptibles de contaminer les ampoules utilisées dans les comparaisons internationales d'activité de radionucléides. En raison du départ à la retraite de M. J.W. Müller, la longue série d'études faite au BIPM sur les statistiques de comptage s'est achevée par une brève note sur la détermination des nombres premiers.

1996/1997: Les récentes réunions des trois Sections du CCEMRI ont mis l'accent sur le fait qu'il est toujours nécessaire d'améliorer la traçabilité des mesures de rayonnements ionisants. Dans le domaine de la dosimétrie des rayons x et  $\gamma$ , les résultats des nouvelles comparaisons, qui ont eu lieu au BIPM avec un certain nombre de laboratoires, concordent bien avec ceux des comparaisons effectuées il y a quinze ans. Les comparaisons internationales de mesures d'activité ont une fois de plus servi à révéler des problèmes insoupçonnés dans la normalisation de nucléides qui semblent pourtant assez faciles à mesurer. L'extension du SIR aux émetteurs  $\beta$  sera considérée comme étant tout à fait opérationnelle après l'achèvement de la comparaison en cours, très prometteuse, de mesures d'activité de solutions de  $^{90}$ Sr.

1997/1998 : Nous avons constaté un regain d'intérêt, de la part des laboratoires nationaux, pour de nouvelles comparaisons entre leurs étalons et ceux du BIPM dans le domaine de la dosimétrie des rayons x et  $\gamma$ , et pour de nouvelles mesures d'activité équivalente dans le SIR. Plusieurs études ont été menées au BIPM pour améliorer la mesure des grandeurs en dosimétrie et étendre certaines mesures à de plus hautes énergies. Dans le domaine de la radioactivité, l'étalonnage d'un détecteur Ge(Li), ainsi que l'analyse de l'influence de la non-uniformité des ampoules utilisées dans le SIR, a permis de déterminer avec exactitude le niveau d'impureté des solutions contenues dans les ampoules et ainsi de renforcer la cohérence des résultats du SIR.

1998/1999 : Cette année a été active dans le domaine des comparaisons de dosimétrie photonique. Une des conséquences de l'arrangement de reconnaissance mutuelle est que tous les laboratoires nationaux de métrologie, membres de la Section I du CCRI ont demandé à effectuer une comparaison bilatérale avec le BIPM. Cette année, onze comparaisons de ce type ont été achevées pour le kerma dans l'air et deux pour la dose absorbée. De plus, vingt-six étalonnages ont été réalisés pour des laboratoires conservant des étalons secondaires. Dans le domaine de la dosimétrie photonique, des calculs de Monte Carlo ont été effectués afin d'évaluer les facteurs de correction pour la perte d'électrons et pour la dispersion des photons dans les chambres à paroi d'air, dans le domaine situé entre 10 kV et 300 kV. Une grande partie des équipements pour la dosimétrie est considérée comme ancienne, aussi a-t-on commencé à la renouveler. En particulier le BIPM a fait l'acquisition d'une série de chambres d'ionisation étalons en graphite. Nous attendons toujours la livraison d'une nouvelle source de <sup>60</sup>Co ; le délai prolongé pour obtenir l'accord des autorités françaises pour le transport de la source au BIPM est un ennui majeur. Dans le domaine des radionucléides, la comparaison internationale de mesures d'activité du <sup>204</sup>Tl est terminée et ses résultats ont été présentés à la réunion de la Section II du CCRI en juin 1999. La comparaison internationale pilote de mesures d'activité du <sup>152</sup>Eu a commencé et les ampoules ont été mesurées dans le SIR avant d'être envoyées aux participants. Un grand nombre de résultats nouveaux a été ajouté au SIR cette année et nous finissons de mettre au point une monographie contenant tous les résultats du SIR enregistrés depuis sa création en 1976. Ces données seront utilisées comme source d'informations sur l'équivalence des étalons nationaux dans ce domaine dans le cadre du MRA. Diverses études ont été terminées, ou sont en voie de l'être, sur divers aspects du fonctionnement du SIR et sur son extension aux émetteurs de rayonnement  $\beta$  à l'aide de la méthode de comptage par scintillation liquide. Parmi celles-ci, nous pouvons mentionner la détection des impuretés radioactives dans les ampoules soumises au SIR et la mise en pratique de la méthode de comptage du rapport des coı̈ncidences triples aux coı̈ncidences doubles.

# Étalonnages

À côté de cet éventail très large de comparaisons internationales et des travaux de recherche qui les accompagnent, des étalonnages sont effectués pour un grand nombre de laboratoires nationaux de métrologie des États membres de la Convention du Mètre. En 1995/1996, le BIPM a établi cinquante-six Certificats d'étalonnage et deux Notes d'étude, en 1996/1997 cinquante-sept Certificats et huit Notes d'étude, en 1997/1998, cinquante-cinq Certificats et trois Notes d'étude et en 1998/1999 cinquante-sept Certificats et une Note d'étude.

## **Publications**

Depuis octobre 1995 ont été publiés :

20<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures (1995), Comptes rendus des séances, 230 p.

Comité international des poids et mesures, Procès-verbaux des séances, T. **63** (84<sup>e</sup> session, 1995), 220 p.; T. **64** (85<sup>e</sup> session, 1996), 219 p.; T. **65** (86<sup>e</sup> session, 1997), 354 p.; T. **66** (87<sup>e</sup> session, 1998), 279 p.

Rapport annuel de la section du temps du BIPM, Vol. 8 (1995), 156 p.; Vol. 9 (1996), 162 p.; Vol. 10 (1997), 143 p.; Vol. 11 (1998), 141 p.

Comité consultatif d'électricité, 20<sup>e</sup> session (1995), 76 p.; 21<sup>e</sup> session (1997), 135 p.

Comité consultatif de photométrie et radiométrie, 14<sup>e</sup> session (1997), 80 p.

Comité consultatif de thermométrie, 19<sup>e</sup> session (1996), 104 p.

Comité consultatif des unités, 12<sup>e</sup> session (1996), 68 p.; 13<sup>e</sup> session (1998), 59 p.

Comité consultatif pour la définition de la seconde, 13<sup>e</sup> session (1996), 81 p.

Comité consultatif pour la définition du mètre, 9<sup>e</sup> session (1997), 163 p.

Comité consultatif pour la masse et les grandeurs apparentées, 6<sup>e</sup> session (1996), 47 p.

Comité consultatif pour la quantité de matière, 2<sup>e</sup> session (1996), 38 p.; 3<sup>e</sup> session (1997), 47 p.; 4<sup>e</sup> session (1998), 87 p.; 5<sup>e</sup> session (1999), 95 p.

Comité consultatif pour les étalons de mesure des rayonnements ionisants, 14<sup>e</sup> session (1996), 140 p.; 15<sup>e</sup> session (1997), 227 p.

Circulaire T (mensuelle), 6 p.

Besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie : les collaborations internationales et le rôle du BIPM, 1998, 132 p.

Le BIPM et la Convention du Mètre, réimpression, 1998, 63 p.

Le Pavillon de Breteuil : Bref historique de 1672 à nos jours, réimpression, 1998, 19 p.

Le Système international d'unités (SI), 7<sup>e</sup> édition, 1998, 152 p.

À ces publications il convient d'ajouter une cinquantaine de rapports BIPM et environ 180 articles parus dans des revues scientifiques, des comptes-rendus de conférences et les volumes 33, 34, 35 et 36 de *Metrologia*. »

À l'issue du rapport de M. Kovalevsky, le président invite les délégués à faire part de leurs questions et remarques.

M. Plantenga (Pays-Bas) note que le nom de plusieurs Comités consultatifs a été changé pour mieux correspondre à l'extension de leur domaine d'activité, et se dit préoccupé de la pression de plus en plus forte exercée sur les Comités consultatifs et le Bureau international.

M. Kovalevsky répond que le Comité international est conscient de ce problème et qu'il doit être pris en considération dans l'éventualité où l'on envisagerait une réduction du budget du BIPM.

M. Quinn, directeur du BIPM, remarque que l'accroissement des activités des Comités consultatifs représente une charge supplémentaire pour les laboratoires nationaux de métrologie, de même que le nombre croissant de réunions des Comités consultatifs augmente bien évidemment la charge de travail du BIPM. Il n'y a jamais eu autant de réunions de Comités consultatifs depuis l'origine du Bureau que cette année. Depuis janvier 1999, plus de cinq cents représentants des laboratoires ont assisté aux réunions du BIPM. M. Quinn rassure M. Plantenga en disant qu'il n'est pas inquiet pour l'avenir du BIPM, mais il évoquera à nouveau cette question lors de la présentation du programme des travaux futurs du BIPM au point 12 de l'ordre du jour.

# 7 Rapport du Comité international sur les besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie

M. W.R. Blevin présente le rapport intitulé *Besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie : les collaborations internationales et le rôle du BIPM. Rapport préparé par le CIPM pour les Gouvernements des États membres de la Convention du Mètre,* rapport déjà mentionné par M. Kovalevsky au point 6 de l'ordre du jour (voir page 24).

Ce document d'une très grande importance a été largement diffusé ; il est inclus dans le volume des Comptes rendus de la 21<sup>e</sup> Conférence générale et peut être consulté sur le site Internet du BIPM (www.bipm.org). M. Blevin en résume le contenu comme suit.

De nombreuses questions incitent les gouvernements nationaux à demander sans cesse une meilleure uniformisation des mesures sur le plan international et à souligner l'importance de l'accréditation et de la reconnaissance internationale des services de mesure et d'essais. Ces questions recouvrent : une forte tendance à la globalisation du commerce mondial ; la fabrication internationale délocalisée des produits manufacturés ; une plus grande complexité technique de nombreux produits et services, et une plus grande sensibilité aux questions relatives à la santé, à la sécurité et à l'environnement. Les accords commerciaux récents conclus entre États ou entre régions demandent spécifiquement que tous les signataires acceptent les résultats des mesures et essais réalisés par les autres intervenants. L'importance de plus en plus grande que revêt pour le commerce l'équivalence des services de mesure et d'essais aura une forte incidence sur les systèmes de mesure nationaux et internationaux. C'est dans un tel contexte que s'établissent les besoins nationaux à venir dans le domaine de la métrologie et des collaborations internationales. Les aspects de la métrologie faisant appel à une collaboration internationale régulière, et souvent renforcée, sont notamment : les accords relatifs à la définition et à la mise en pratique des unités de mesure, l'établissement d'étalons nationaux de mesure dont l'équivalence internationale puisse être démontrée, l'accréditation des laboratoires, la métrologie légale et la documentation sur les étalons. Une collaboration multilatérale dans ce domaine est indispensable au niveau international et régional.

Le rapport souligne que les programmes entrepris sous les auspices de la Convention du Mètre sont précieux et conclut qu'il convient de poursuivre la majorité des programmes en cours. Cependant, il existe un sentiment largement partagé selon lequel le BIPM et les Comités consultatifs du Comité international doivent faire plus pour aider les laboratoires nationaux de métrologie des États membres à démontrer les degrés d'équivalence entre

leurs étalons nationaux de mesure. Ce pas a déjà été franchi par le BIPM et par le Comité international par la mise en œuvre des comparaisons clés d'étalons de mesure organisées par le Comité international, par la coordination de ces comparaisons avec des comparaisons similaires organisées par les organisations régionales de métrologie, et par la mise en œuvre du MRA.

Le rôle des Comités consultatifs est appelé à être considérablement renforcé, par la mise en œuvre de programmes de travail plus dynamiques entre les sessions. Les critères pour être membre des Comités consultatifs ont été réexaminés et clarifiés, et des observateurs sont maintenant admis à participer aux réunions, ce qui permet à un plus grand nombre d'États membres de prendre part aux travaux des comités. Les missions de chaque comité seront précisées, et un membre du personnel scientifique du BIPM a été chargé de servir de secrétaire exécutif pour chaque comité. Le domaine des mesures prises en charge par chaque comité sera élargi et un, voire plusieurs comités supplémentaires, seront créés, de façon à couvrir globalement les principaux domaines de la métrologie pour lesquels une collaboration entre les laboratoires nationaux de métrologie est importante pour établir l'équivalence internationale entre les étalons. Il a été proposé puis décidé d'étendre le domaine couvert par les Comités consultatifs à l'acoustique, aux ultrasons, aux vibrations, au débit de fluides et à la viscosité, mais il existe d'autres domaines pour lesquels, tôt ou tard, il sera nécessaire d'établir l'équivalence internationale des étalons et des mesures. Le BIPM occupe une place privilégiée pour identifier ces besoins naissants et mettre en œuvre la collaboration internationale appropriée.

M. Blevin revient à une question déjà évoquée au point 6 de l'ordre du jour, pour ajouter qu'il est vital de faire évoluer le domaine d'activité des Comités consultatifs et, de même que certains domaines nouveaux ont été ajoutés, d'autres verront leur priorité réduite.

De nombreux organismes internationaux et régionaux sont maintenant concernés par la métrologie fondamentale et la métrologie appliquée. Au niveau international, le BIPM a entrepris de collaborer plus activement avec l'ILAC, l'ISO, l'OIML, et avec la CEI, et au niveau régional le BIPM collabore avec les organisations régionales de métrologie. Le Comité international a déjà pris l'initiative de la création du Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM, présidé par le directeur du BIPM.

Des stratégies ont récemment été adoptées qui permettent au BIPM d'aider les pays en voie de développement à renforcer leur système national de mesure, en particulier en le plaçant au rang des composantes essentielles de leur développement économique. Certaines des stratégies en question font appel à une collaboration étroite avec l'OIML, les organisations régionales de métrologie et avec l'IMEKO.

Dans son rapport, le Comité international établit quel sera le rôle du BIPM dans les premières décennies du 21<sup>e</sup> siècle. Ce projet est accompagné d'une liste de vingt et une décisions relatives aux activités à venir du BIPM et des Comités consultatifs. Il est nécessaire que le BIPM mette en œuvre de temps à autre de nouveaux programmes, que ce soit en réponse à de nouveaux besoins des États membres ou pour bénéficier des progrès des sciences et de la technologie. L'impact de tels programmes sur le budget du BIPM dépend en grande partie de l'équilibre entre les besoins nouveaux en personnel et les économies qui peuvent être réalisées en mettant fin à certaines activités ou en les réduisant, ou en améliorant l'efficacité. Le programme à long terme pour les bâtiments mis en œuvre dans les années 1980 est presque achevé et il n'est pas envisagé de construire de nouveaux bâtiments au cours des prochaines décennies.

Le rapport se termine par une étude des implications financières de ce programme pour les États membres de la Convention du Mètre, y compris les besoins futurs relatifs au financement du BIPM, compte tenu de l'évolution prévisible de ses activités et des restrictions économiques maintenant imposées par la plupart des États membres. Cette partie du rapport est reprise au point 12 de l'ordre du jour.

M. Blevin conclut en disant que le Comité international a décidé à sa 88<sup>e</sup> session (octobre 1999) qu'il est important de poursuivre l'étude des besoins à long terme et que le présent rapport sera mis à jour à l'avenir.

Mesdames et Messieurs les délégués sont invités à faire part de leurs questions.

M. Kildal (Norvège) ouvre la discussion en demandant ce qu'il est advenu de la proposition d'héberger le secrétariat de l'ILAC au BIPM. M. Blevin répond que des discussions ont eu lieu avec de hauts responsables de l'ILAC, qui ont admis qu'il serait bon d'établir des relations étroites entre le BIPM et l'ILAC. Cependant, l'ILAC n'est pas prêt à prendre une décision quant à la domiciliation éventuelle de son secrétariat au BIPM. M. Quinn ajoute que des discussions ont eu lieu avec le ministère français des Affaires étrangères quant aux implications juridiques d'une domiciliation du secrétariat de l'ILAC au BIPM. Le Comité international attend la réponse de l'ILAC.

M. Bordé suggère qu'il serait intéressant d'établir des relations avec les agences spatiales dans le domaine du temps et des fréquences. M. Kovalevsky répond que le Comité international a déjà établi de telles relations dans le domaine de l'astronomie spatiale, et attire l'attention sur la Recommandation 1 (CI-1999) adoptée par la 88<sup>e</sup> session du Comité international, sur les futurs systèmes satellitaires de navigation à couverture globale et sur les échelles de temps UTC et TAI. Il remercie M. Bordé de ses commentaires et promet que le Comité international étudiera cette question.

M. Quinn mentionne aussi sa participation au projet STEP (Satellite Test of the Equivalence Principle), un programme de recherche dans l'espace ayant pour but d'étudier le principe d'équivalence relativiste. Depuis plusieurs années le BIPM étudie la fabrication d'étalons de masse en platine iridié et les variations de leur masse volumique. Il est actuellement proposé que les masses destinées au projet STEP soient fabriquées à la PTB (Allemagne).

Au nom du Comité international, M. Blevin donne lecture du projet de résolution A sur les besoins à long terme dans le domaine de la métrologie (*voir* page 158). M. Sutton (Nouvelle-Zélande) se demande si le concept de « degré d'équivalence » a été bien défini et suggère qu'il ne suffit pas de mettre l'accent sur l'établissement de l'arrangement de reconnaissance mutuelle. M. Kovalevsky dit que le bureau du Comité étudiera la possibilité d'une nouvelle définition de ce concept, mais il est décidé que cette résolution ne fait pas appel à une définition spécifique du « degré d'équivalence ». Finalement, après plus ample considération, le bureau du Comité ne propose aucun changement et le projet de résolution A est adopté comme Résolution 1 (*voir* page 135), avec une abstention (Nouvelle-Zélande).

M. Blevin propose ensuite une liste de douze États membres composant le Groupe de travail sur la dotation; ce groupe doit se réunir le 13 octobre au matin pour étudier le projet de résolution M (*voir* page 180) et faire des suggestions à la Conférence générale. La liste est acceptée, avec l'adjonction du Danemark, cette délégation ayant manifesté le souhait d'y participer. La liste des membres de ce groupe de travail et le rapport sur les discussions sont présentés au point 13.1 (*voir* page 122).

M. Inglis (Australie) affirme son soutien au projet de programme de travail du BIPM, notant qu'il considère le niveau de financement demandé comme absolument indispensable.

# 8 Traçabilité des étalons de mesure au niveau mondial

À l'invitation du président, M. Quinn ouvre la discussion sur la traçabilité des étalons nationaux de mesure et présente les projets de résolution B et D (*voir* pages 160 et 164 respectivement).

La Résolution 2 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale a établi les bases d'une action importante relative à la reconnaissance mutuelle, sur le plan international, des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage et de mesurage émis par les laboratoires nationaux de métrologie. La nécessité d'une

traçabilité internationale des étalons de mesure est maintenant universellement reconnue. Le problème rencontré par les laboratoires nationaux de métrologie est de savoir comment y parvenir tout en évitant de mettre en œuvre un nombre ingérable d'arrangements multilatéraux d'équivalence des étalons de mesure. Il aurait été bien sûr possible d'envisager des arrangements bilatéraux au sein d'organisations régionales qui regroupent géographiquement les laboratoires nationaux de métrologie, mais on a pensé qu'un système global pourrait être mis en place par le biais d'arrangements bilatéraux entre les groupes régionaux.

Lors de la première réunion des directeurs des laboratoires nationaux qui a eu lieu en février 1997, le directeur du BIPM avait proposé d'essayer de mettre en œuvre directement un accord au niveau international plutôt qu'un réseau d'accords régionaux. Cette proposition a engendré bien des discussions et un large consensus a été atteint par correspondance pour essayer de mettre en œuvre un accord international. Après avoir consulté largement les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie, et après discussion lors de la session du Comité international de septembre 1997, un projet d'accord a été présenté aux directeurs des laboratoires nationaux en février 1998. Après quelques changements ultérieurs, ce projet a été paraphé par les directeurs de laboratoires nationaux de métrologie de trente-neuf États membres, avant de procéder à la signature du texte final, lors d'une réunion dont la date coïnciderait avec la 21<sup>e</sup> Conférence générale. Le projet paraphé par les directeurs a été envoyé aux représentants diplomatiques des États membres à Paris en mai 1998 pour informer officiellement les gouvernements des États membres de cette proposition. Ce projet a été modifié par la suite, mais seulement sur des points de détail, après consultation des directeurs, avant de préparer le texte final en août 1999 pour le soumettre à signature en octobre 1999.

Le projet fait référence à un Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM. Ce comité a été créé par le Comité international en septembre 1997 et a tenu sa première session en février 1998 sous la présidence du directeur du BIPM.

M. Quinn présente ensuite le projet de résolution B (*voir* page 160), et met à jour le texte en remplaçant le mot « accord » par « arrangement ». M. Göbel (Allemagne) exprime son soutien à l'arrangement de reconnaissance mutuelle et remercie le directeur pour son action. M. Sutton (Nouvelle-Zélande) se joint à lui pour remercier et féliciter le directeur du BIPM pour la célérité avec laquelle cet arrangement a été mis en place.

Une discussion s'engage ensuite dans laquelle M. Quinn dit clairement que cet arrangement n'est nullement contraignant et n'a pas l'intention de l'être. Il termine en disant que les derniers amendements mineurs apportés au texte en 1999 avaient pour but de le dire clairement. M. Sutton propose ensuite de modifier le projet de résolution pour encourager tous les États, et pas seule-

ment les signataires de cet arrangement, à l'utiliser pour établir la traçabilité de leurs propres étalons nationaux de mesure.

Après un changement rédactionnel mineur pour prendre en compte les commentaires de la Nouvelle-Zélande, le projet de résolution B est approuvé à l'unanimité comme Résolution 2 (*voir* page 136).

L'arrangement de reconnaissance mutuelle a été signé à Paris le 14 octobre 1999 lors d'une réunion des directeurs des laboratoires nationaux de métrologie des États membres de la Convention du Mètre. Les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie de trente-huit États membres de la Convention du Mètre et des représentants de deux organisations internationales ont signé ce document, qui est inclus dans ce volume. La liste des signataires et le texte complet peuvent être consultés sur le site Internet du BIPM (www.bipm.org).

M. Lam (Singapour) suggère que le BIPM rédige un communiqué de presse au sujet de l'arrangement et incite les États membres à y donner suite. M. Quinn répond qu'une telle action incombe aux laboratoires nationaux de métrologie et pas au BIPM.

M. Quinn présente aussi le projet de résolution D, sur la nécessité d'utiliser les unités du SI (*voir* page 164). Cette résolution est adoptée à l'unanimité, sans changement, comme Résolution 4 (*voir* page 138).

# 9 Admission d'Associés à la Conférence générale

M. Kovalevsky présente ensuite la proposition de créer un statut d'Associé à la Conférence générale. L'établissement du MRA a mis en lumière la nécessité de trouver un moyen de raccorder au SI les activités métrologiques d'un nombre d'États beaucoup plus grand que celui des États qui sont actuellement membres de la Convention du Mètre. Le commerce international exige de plus en plus la traçabilité au SI des mesures des États qui participent au commerce mondial, mais bien des États plus modestes peuvent trouver difficile d'acquitter la contribution annuelle, même minimale, demandée pour être membre de la Convention du Mètre (0,5 % de la dotation du BIPM). Comme l'exclusion de certains pays pourrait être considérée comme une barrière technique au commerce, le Comité international estime que la Conférence générale doit prendre la responsabilité de

fournir un mécanisme permettant d'établir la liaison au SI des systèmes de mesure de tous les États et entités économiques, y compris ceux qui ne sont pas membres de la Convention du Mètre. La participation au MRA par le biais des organisations régionales de métrologie semble un moyen d'y parvenir. Il est cependant nécessaire d'établir un lien officiel au BIPM et une contribution financière doit être apportée pour en couvrir les coûts. La Convention du Mètre n'a pas prévu de statut d' « Associé », mais, à l'inspiration de l'OIML, le Comité international propose que la 21<sup>e</sup> Conférence générale crée une catégorie d'Associés à la Conférence générale, destinée en particulier aux plus petits États qui pourraient avoir des difficultés à acquitter une contribution normale à la Convention du Mètre. Cette proposition, qui a le soutien du Gouvernement français, dépositaire de la Convention du Mètre, est présentée au projet de résolution C (voir page 161).

M. Kovalevsky rappelle aux délégués que le MRA est destiné à établir l'équivalence internationale des mesures et la traçabilité des mesures au SI, lesquelles seront démontrées au niveau international par le biais de la base de données du BIPM sur les comparaisons clés. L'accès à la base de données du BIPM sera libre, mais, pour le moment, seuls les signataires de la Convention du Mètre ont le droit de participer aux comparaisons clés et de faire figurer leurs aptitudes en matière de mesures et d'étalonnages dans la base de données.

Le statut d'Associé donnerait aux États et entités économiques le droit de participer à la Conférence générale en qualité d'observateurs, sans droit de vote, celui de participer à l'arrangement de reconnaissance mutuelle et d'inclure leurs résultats dans la base de données du BIPM sur les comparaisons clés par le biais des comparaisons régionales. Toutefois, ils ne bénéficieront pas des autres avantages liés à la signature de la Convention du Mètre. Par exemple, les Associés à la Conférence générale et leurs laboratoires nationaux de métrologie ne bénéficieront pas :

- de la fourniture d'étalons par le BIPM, y compris les kilogrammes en platine iridié ;
- d'étalonnages gratuits par le BIPM d'un certain nombre d'étalons nationaux de mesure;
- de la participation aux comparaisons du Comité international ou du BIPM;
- de la participation active aux Comités consultatifs et à la Conférence générale ;
- de la possibilité pour un ressortissant national d'être élu membre du Comité international ;
- de participer aux réunions des directeurs des laboratoires nationaux de métrologie.

Il ajoute que le Comité international a décidé, lors de sa 88<sup>e</sup> session (1999), que les États membres en retard sur le paiement de leur contribution doivent commencer par payer leurs dettes aux autres États membres avant de demander à bénéficier du statut d'Associé.

M. Kovalevsky présente ensuite le projet de résolution C (*voir* page 161) et ouvre la discussion. Il accepte la suggestion de M. Carneiro (Danemark) de remplacer l'expression « système de mesure mondial » par « infrastructure de mesure mondiale ».

M. Castelazo (Mexique) soulève le problème d'un État membre en retard sur le paiement de ses contributions et dans l'incapacité de payer ses dettes dans l'immédiat. Un tel État se verrait-il exclu des Conférences générales? M. Kovalevsky répond que tel serait le cas, et ajoute que le Comité international a examiné cette éventualité avec soin et a conclu que les dettes, qui concernent tous les États membres, ne peuvent pas être tout simplement effacées par le Comité international. Au contraire, selon la décision du Comité international en 1998, des arrangements ont été recherchés avec les États débiteurs pour qu'ils puissent effectuer un paiement échelonné de leur dette, sur un certain nombre d'années. La décision d'exclure un État membre d'une Conférence générale doit être formulée à l'État en question au moins six mois avant l'ouverture de la Conférence.

M. Sutton (Nouvelle-Zélande) s'interroge quant à la proposition de donner à des unions scientifiques internationales et à d'autres organisations internationales le statut d'organisations associées. M. Kovalevsky explique que cela donnerait un caractère officiel à la coopération avec ces organisations internationales, et aiderait à améliorer l'efficacité des contacts. M. Quinn souligne l'importance d'une étroite collaboration, en particulier avec des organisations telles que l'IFCC et l'UICPA, même s'il reconnaît qu'il est difficile de choisir les organisations internationales appropriées. Mme Brown (États-Unis) demande s'il y a des restrictions relatives aux organisations et unions internationales susceptibles d'obtenir le statut d'Associé. M. Kovalevsky répond que le bureau du Comité considérera à nouveau la question de l'admission d'organisations internationales à la lumière de cette discussion.

M. Érard (France) note que l'Institut des matériaux et mesures de référence (IRMM) effectue des étalonnages et demande s'il devrait signer le MRA, dans l'éventualité où il souhaiterait participer aux activités qui y sont liées. M. Kovalevsky répond que l'IRMM est déjà membre d'un Comité consultatif, et M. Quinn souligne la distinction qui existe entre les Associés à la Conférence générale et les signataires du MRA. Les Associés à la Conférence générale seront admis à signer l'arrangement. L'IRMM et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont été invités à le signer en qualité d'organisations internationales.

M. Faber félicite le Comité international au nom de tous les États membres de l'OIML. M. Kovalevsky répond que le point suivant de l'ordre du jour

traitera des relations entre le Comité international et l'OIML, et dit que la présence de M. Faber à cette réunion démontre que l'OIML est déjà invitée à la Conférence générale!

Après quelques changements rédactionnels mineurs, le projet de résolution C est adopté comme Résolution 3 (*voir* page 137), avec une abstention (Espagne).

# 10 Relations avec l'Organisation internationale de métrologie légale

# M. Kovalevsky fait la déclaration suivante.

« Je rappelle que la Résolution 10 (1995) de la 20<sup>e</sup> Conférence générale a invité le président du Comité international des poids et mesures et le président du Comité international de métrologie légale (CIML) à créer un groupe de travail commun pour définir les moyens d'accroître leur coopération et leur efficacité dans la réalisation de leurs objectifs et l'emploi de leurs ressources, y compris, mais non exclusivement, pour étudier la possibilité de fusionner les deux organisations. La même résolution a également invité le Comité international, après avoir reçu le rapport de son président, à faire connaître aux États membres de la Convention du Mètre les résultats des discussions et son opinion au sujet de l'opportunité de poursuivre des actions dans ce sens.

Trois réunions ont ainsi été organisées entre les bureaux du CIML et du Comité international en 1996, 1997 et 1998. Lors de la première réunion, il a été décidé que l'ILAC, l'organisation internationale pour l'accréditation, serait invitée à y participer, étant donné que les problèmes de traçabilité sont au centre des relations entre la Convention du Mètre et l'OIML; une coopération étroite entre ces trois organismes serait bénéfique pour la société dans son ensemble.

Avant de vous présenter les résultats et l'état actuel des relations entre les deux organismes, il me paraît utile de rappeller comment ce rapprochement souhaité par la Conférence générale a été abordé.

À l'origine, le ministère français des Affaires étrangères avait informé M. Quinn et moi-même « que le Gouvernement français verrait d'un œil favorable une modification de la Convention du Mètre qui permettrait d'incorporer les activités actuellement prises en charge par l'OIML ». Dans le même document, figurait la phrase suivante : « La position prise par le ministère français des Affaires étrangères est que c'est une question qu'il est bon de se poser et que, après avoir considéré la situation, le ministère soutiendrait ce qui reviendrait à reprendre l'OIML par la Convention du Mètre ».

Ayant en vue cette proposition, le Comité international a constaté qu'il y avait, en principe, trois moyens d'arriver à une seule organisation intergouvernementale pour la métrologie : 1) créer une nouvelle convention intergouvernementale ; 2) maintenir une des deux conventions, mais en la modifiant ; 3) maintenir une des deux conventions, sans modification.

Le Comité international, en ayant délibéré, a pris la position suivante : compte tenu des difficultés politiques énormes qui accompagneraient la création et la signature d'une nouvelle Convention, seules les deux dernières options sont viables. Il s'est prononcé pour la troisième option, mais pourrait accepter la seconde. De plus, le Comité international a proposé, au cas où une de ces deux solutions serait adoptée, de créer, dans son sein, un Comité pour la métrologie légale, composé des représentants des institutions ou États qui sont actuellement membres à part entière de l'OIML ou membres de la Convention du Mètre, et qui travaillerait sous la responsabilité du Comité international.

Cette information ayant été transmise au ministère, la réponse de celui-ci a été plus nuancée que la première fois : « Le Gouvernement français, pour sa part, verrait favorablement le rapprochement des deux organisations créées par ces conventions en vue d'une éventuelle fusion, selon des modalités à fixer ».

Je rappelle qu'en français « éventuelle » ne signifie pas, comme en anglais, un objectif final défini, mais a le sens de « possible, contingent, liable to happen ».

On y voit apparaître l'idée de rapprochement qui a depuis fait son chemin et c'est dans ce sens que la Conférence générale a voté la Résolution 10 (1995) que j'ai citée au début de mon exposé. Lors de sa 30<sup>e</sup> réunion, une résolution analogue a été adoptée par le CIML.

Cependant, le point de vue de l'OIML était différent de celui du Comité international, en ce sens qu'il ne lui paraissait pas possible de fusionner les deux organisations sans modifier la Convention du Mètre. Le Comité international, prolongeant ses réflexions sur ce sujet, s'écartait de la deuxième option présentée tout à l'heure. Il craignait de plus en plus, non seulement les difficultés diplomatiques et la perte de temps qu'impliquerait la signature même d'une modification de la Convention, mais aussi que les diplomates ne

modifient ce que les métrologues souhaiteraient y mettre, et constatait que cela n'amènerait ni l'augmentation de l'efficacité ni la réduction de coût susceptibles de justifier les efforts pour y parvenir. Tout ceci étant en contradiction avec la position de l'OIML, cette idée de fusion a été, du moins provisoirement, abandonnée.

Il n'en demeure pas moins vrai que la troisième proposition du Comité international, consistant à créer au sein de la Convention du Mètre un Comité pour la métrologie légale, reste valable et que nous sommes prêts à en discuter les modalités. Il s'agit certes d'un problème difficile, car des pays membres de l'OIML ne souhaitent pas forcément assumer le coût d'être membre de la Convention du Mètre s'ils n'estiment pas que les avantages afférents leur sont utiles. Il y aurait pourtant des solutions possibles que la souplesse de la Convention du Mètre et la latitude laissée au Comité international pour l'interpréter nous permettent d'envisager. De même que nous envisageons de créer des Associés à la Conférence générale, on pourrait envisager, par exemple, de créer des Associés au Comité de métrologie légale, dont le nombre serait limité : dix-sept membres de l'OIML ne sont pas membres de la Convention du Mètre et neuf membres de la Convention du Mètre ne sont pas membres de l'OIML. De même, l'invitation d'installer les services de ce Comité au Pavillon de Breteuil reste valable. Ainsi, la porte n'est pas définitivement fermée et, sinon maintenant, le dossier pourrait être rouvert dans quelques années.

Ces divergences n'ont pas empêché l'OIML et le Comité international de rechercher un rapprochement par la mise en œuvre d'actions communes. D'ores et déjà, l'OIML et la Convention du Mètre ont travaillé conjointement avec d'autres organismes à la rédaction du VIM et du GUM. Le Comité commun pour les guides en métrologie, dont j'ai parlé dans le rapport du président, est actuellement en train de réviser ces ouvrages dans une action menée de concert par l'OIML et le BIPM. Une autre réalisation qui a connu un grand succès se rapporte à nos relations avec les pays en développement. Ce fut l'organisation, en juin 1998 à Braunschweig, en liaison aussi avec l'IMEKO, d'un grand séminaire sur le rôle de la métrologie dans le développement économique et social. Soixante-dix-neuf pays et dix-sept organisations internationales ou régionales y ont participé. C'est à cette occasion que le Cameroun, État membre de la Convention du Mètre, mais qui avait cessé depuis des années de participer à nos activités, a repris contact avec le BIPM et a réintégré la Convention du Mètre.

Pour en revenir à la coopération avec l'OIML, un certain nombre de points avaient été évoqués, sans qu'aucune suite n'ait jusqu'à présent été donnée. Or, il semble que les perspectives ouvertes par l'extension des domaines couverts par le Comité international, ainsi que la mise en œuvre de l'arrangement de reconnaissance mutuelle, ouvrent des voies nouvelles où la collaboration entre l'OIML et le CIPM serait fructueuse. D'ores et déjà, l'OIML participe, par son groupe TC10/SC5 au Groupe de travail du CCM sur la dureté.

L'extension de l'intérêt du Comité international vers les mesures de débits gazeux ou liquides devrait concerner l'OIML au premier chef, par suite de l'importance dans le domaine légal du commerce de fluides (essence, gaz de ville, etc..). D'autres exemples suivront, même si la politique du Comité international est de ne pas prendre l'initiative dans des domaines déjà pris en compte par d'autres organismes.

En ce qui concerne le MRA, qui assurera l'équivalence des étalons et des certificats d'étalonnage des laboratoires signataires, les conséquences sur les contrôles à l'exportation et à l'importation sont évidents, aussi bien que sur la cohérence technique des réglementations nationales.

En conclusion, en réponse à la Résolution 10 (1995) de la 20<sup>e</sup> Conférence générale, le Comité international avise les États membres de la Convention du Mètre qu'il a engagé des actions en vue d'améliorer la collaboration avec l'OIML, que les perspectives de développer dans l'avenir cette collaboration sont bonnes dans plusieurs domaines, mais qu'il n'y a pas lieu de mener, à l'heure actuelle, d'action supplémentaire quant à la proposition de fusion des deux organismes.

Suite à la déclaration de M. Kovalevsky, M. Faber dit qu'il espère que le CIPM et l'OIML continueront à étudier la possibilité d'actions communes à venir. M. Imai (Japon) ajoute que l'APMP accueille favorablement les discussions entre l'OIML, l'ILAC et le CIPM.

# 11 Rapports des présidents des Comités consultatifs

## 11.1 Comité consultatif des longueurs

M. Chung Myung Sai, président du Comité consultatif des longueurs (CCL), appelé précédemment le Comité consultatif pour la définition du mètre (CCDM), présente son rapport sur les activités de ce comité, ainsi que les projets de résolution E, sur la révision de la mise en pratique de la définition du mètre (*voir* page 166), et de résolution F, sur les besoins en métrologie dimensionnelle (*voir* page 167).

Le CCL a tenu sa 9<sup>e</sup> session au BIPM les 16, 17 et 18 septembre 1997.

Bien que le BIPM et les laboratoires nationaux de métrologie aient effectué de nombreuses comparaisons pour établir la traçabilité, le commerce international et les accords d'accréditation demandent maintenant d'élargir la portée des comparaisons entreprises pour établir de manière officielle et documentée l'équivalence des étalons nationaux de mesure et, en particulier, l'équivalence des services d'étalonnage de routine. Le CCL a tenu compte de ces nouveaux besoins pour établir la liste des comparaisons clés qui serviront de fondement technique au MRA. Les comparaisons clés, qui vérifient les aptitudes d'un laboratoire dans le domaine des mesures de longueur, ne devraient pas seulement concerner les étalons primaires mais aussi les activités de ce laboratoire en général, afin que les certificats d'étalonnage soient reconnus d'un laboratoire à l'autre. Les critères suivants ont été établis par le Groupe de travail du CCL sur la métrologie dimensionnelle pour choisir au mieux les comparaisons et veiller à leur bon déroulement :

- Une comparaison clé doit correspondre à une technique clé du domaine, être importante pour l'ensemble des laboratoires nationaux de métrologie, offrir le meilleur lien possible avec les comparaisons régionales, satisfaire aux besoins d'accréditation et être répétée à des intervalles déterminés.
- 2) Les étalons employés pour une comparaison clé doivent être faciles à se procurer (et être remplaçables s'ils sont endommagés), avoir obtenu de bons résultats lors de comparaisons précédentes, être utiles à l'industrie, être stables, et être un défi au savoir-faire des laboratoires.
- 3) Les laboratoires participants doivent effectuer ces mesures dans le cadre de leur service d'étalonnage (maintenant ou à l'avenir), ils doivent obtenir des incertitudes de mesure inférieures à un niveau donné, ils doivent avoir le plein contrôle de la traçabilité des éléments instrumentaux qui contribuent le plus à l'incertitude de mesure, et ces laboratoires doivent être volontaires pour participer aux comparaisons régionales.

Sur la base de ces critères, le groupe de travail a identifié six comparaisons clés en métrologie dimensionnelle. Elles seront toutes en cours en l'an 2000 ; les comparaisons clés, le laboratoire pilote et la date de début des mesures sont les suivants :

- CCL-K1 : cales étalons, OFMET (Suisse), mars 1998 ;
- CCL-K2: cales étalons de grande longueur, NPL (Royaume-Uni), septembre 1999;
- CCL-K3: polygones optiques, Council for Scientific and Industrial Research (CSIR, Afrique du Sud), juillet 1998;
- CCL-K4: étalons de diamètre cylindriques, NIST (États-Unis), septembre 1998;
- CCL-K5: calibres à gradins et barres à boules pour machines à mesurer,
   PTB (Allemagne) et NIST, mars 1998;
- CCL-K6: plaques à billes bi-dimensionnelles pour machines à mesurer, CENAM (Mexique), janvier 2000.

Le Groupe de travail du CCL sur la métrologie dimensionnelle s'est réuni à San Diego en juillet 1998 et au BIPM en septembre 1999.

Outre les comparaisons clés en métrologie dimensionnelle, le CCL a adopté comme comparaison clé la comparaison continue du BIPM de fréquence de lasers à He-Ne asservis sur l'iode à  $\lambda \approx 633$  nm, sous la référence provisoire BIPM.L-K1. Depuis la précédente Conférence générale, les laboratoires nationaux de métrologie d'une trentaine d'États membres ont participé à cette comparaison clé.

Le CCL a discuté des raisons qui ont motivé les modifications apportées à la mise en pratique de la définition du mètre de 1992, y compris les propositions de nouvelles radiations recommandées. Un certain nombre de points ont été discutés. De nouvelles mesures plus exactes de la radiation d'un laser à Nd:YAG à fréquence doublée asservi sur la raie d'absorption de l'iode à  $\lambda \approx 532$  nm réduiront bientôt l'incertitude relative de sa fréquence au-dessous du niveau actuel de  $7 \times 10^{-11}$ , le rapport signal-sur-bruit élevé du signal d'asservissement de ce laser l'a rendu populaire dans de nombreux laboratoires mettant au point de tels systèmes. Deux laboratoires ont fait part de mesures préliminaires de la transition à  $\lambda \approx 674 \text{ nm}$  d'ions de strontium piégés et refroidis, qui montrent les potentialités des ions piégés pour de futurs lasers de référence de haute exactitude. Le laser fondé sur la transition à deux photons dans le rubidium ( $\lambda \approx 778$  nm) est séduisant parce qu'il est fondé sur des diodes laser et qu'il est transportable. La transition 1S-2S à deux photons dans l'hydrogène constitue la référence de la plus haute exactitude pour les courtes longueurs d'onde ( $\lambda \approx 243$  nm). Le laser à CO<sub>2</sub> asservi sur le tétroxyde d'osmium ( $\lambda \approx 10 \, \mu m$ ) joue un rôle pivot dans les chaînes de fréquence puisqu'il permet de relier l'infrarouge au visible.

Le groupe de travail chargé de préparer une nouvelle liste de radiations recommandées a présenté un projet à la session du CCL. La liste de radiations recommandées est divisée en deux groupes. Toutes les radiations recommandées ont le même statut quant à la réalisation du mètre. Cette division vise à séparer les anciens étalons des nouveaux. Les anciens étalons sont de moins en moins employés, il n'est donc pas conseillé de fonder de nouveaux équipements sur ces étalons.

Le CCL a approuvé les propositions de changements à la mise en pratique qui consistent : 1) à ajouter, dans l'introduction, la définition du mètre et les trois méthodes pour sa réalisation, 2) à réviser la fréquence attribuée à la raie du calcium et 3) à ajouter cinq nouvelles radiations à la liste des radiations recommandées. Une des autres propositions de ce groupe concerne la publication des valeurs recommandées pour les lampes spectrales encore en service. La nouvelle mise en pratique de la définition du mètre, approuvée par le Comité international, a été publiée dans *Metrologia* (1999, **36**, 211-244).

Suite aux réponses favorables au questionnaire envoyé par le Bureau international, un nouveau groupe de travail sur la mise en pratique a été formé. Il est chargé d'en examiner le contenu et de proposer des changements, de présenter une liste de comparaisons clés et de préparer la création d'une base de données des fréquences de lasers asservis.

Le CCL a discuté des travaux au Bureau international. Le remplacement éventuel du laser à He-Ne asservi sur l'iode à  $\lambda \approx 633$  nm a été évoqué ; à la suite d'une discussion générale, les participants ont conclu que le laser à  $\lambda \approx 633$  nm reste utile tant que les interféromètres laser du commerce et que les étalons secondaires, de faible coût, continueront à être fondés sur cette longueur d'onde. Les systèmes rivaux sont le laser à Nd:YAG doublé en fréquence à  $\lambda \approx 532$  nm et le laser à diode asservi sur la transition à deux photons du rubidium à  $\lambda \approx 778$  nm. Une autre possibilité est la synthèse de fréquences, étudiée au Bureau international en collaboration avec d'autres laboratoires à Paris. La métrologie dimensionnelle est un domaine trop vaste pour que le Bureau s'y engage. Il est suggéré qu'il concentre ses efforts sur des étalons transportables pour la dissémination du mètre, tout en ayant une certaine activité dans le domaine de la nanométrologie.

La prochaine session du CCL devrait avoir lieu en 2001.

M. Bordé remercie M. Chung pour la présentation de son rapport et souligne la rapidité avec laquelle le domaine évolue, mentionnant aussi les liens étroits avec les travaux de la communauté du temps et des fréquences. Il souligne les récents progrès des mesures dans l'infrarouge et l'ultraviolet, avec des lasers à gaz carbonique et à hydrogène, respectivement. Il est cependant préoccupé par le fait que, bien que la radiation étalon de l'hydrogène figure dans la mise en pratique révisée, la mise en œuvre de cet étalon est très difficile et un seul laboratoire dans le monde est capable de le réaliser. Il souligne que l'on pourrait peut-être demander à M. Klepner, du Massachusetts Institute of Technology (MIT, États-Unis), qui a effectué avec succès des travaux sur la condensation de Bose-Einstein de l'hydrogène, de réaliser un étalon à cette fréquence. Il mentionne ensuite les mesures récentes de la transition <sup>1</sup>S-<sup>2</sup>S dans l'hydrogène, réalisées avec l'étalon primaire de fréquence à césium français, et demande d'explorer davantage ce domaine.

M. Chung remercie M. Bordé, et M. Quinn poursuit en disant que le Groupe de travail du CCL sur la mise en pratique a étudié très attentivement toutes les transitions mentionnées dans les directives pour la mise en pratique de la définition du mètre. Seules les longueurs d'onde bien établies peuvent y figurer. L'introduction d'un certain nombre de longueurs d'onde qui résultent de techniques de pointe est, toutefois, source d'encouragement pour les travaux à venir sur les constantes fondamentales.

Le projet de résolution E est approuvé à l'unanimité comme Résolution 5 (*voir* page 139).

M. L.K. Issaev (Fédération de Russie) propose d'ajouter « y compris la nanométrologie » à la dernière phrase (recommande...) du projet de résolution F. M. Chung pense aussi que la nanométrologie présente beaucoup d'intérêt, mais dit qu'elle n'est pas encore bien définie : il poursuit des discussions sur ce sujet avec MM. Quinn et Chartier du BIPM, et un groupe de travail sera bientôt créé.

L'opinion des délégués quant à l'opportunité d'inclure explicitement ou pas la nanométrologie est très partagée, et la discussion se poursuit lors du vote sur le projet de résolution F. M. Sutton (Nouvelle-Zélande) est d'avis que, puisque la nanométrologie est déjà mentionnée explicitement au troisième point du « considérant », il n'est pas nécessaire de la mentionner explicitement au « recommande ». M. Valdés (Argentine) argumente que, puisque de nombreux pays réalisent des étalons en réponse aux résolutions de la Conférence générale, il faut mentionner explicitement la nanométrologie. M. Carneiro (Danemark) pense aussi que le fait d'inclure la nanométrologie soulignerait qu'il est important de promouvoir ce domaine. M. Molinar (Italie) souligne le fait que la nanométrologie est un domaine technique très vaste et qu'il faut consacrer beaucoup d'efforts à la mise au point des instruments. M. Schwitz (Suisse) se demande si la mention d'un domaine spécifique ne risque pas d'exclure les autres. Mme Brown (États-Unis) suggère, plutôt que de changer le « recommande », d'ajouter le mot « inclusivement » au troisième point du « considérant ». M. Charik (Royaume-Uni) est favorable à cette proposition.

M. Blevin clôt la discussion en rappelant aux délégués qu'il incombe aux laboratoires nationaux de métrologie d'interpréter les résolutions de la Conférence générale. Il appelle ensuite au vote sur les deux propositions de changement rédactionnel : la mention explicite de la nanométrologie au « recommande », et l'adjonction du terme « inclusivement » au « considérant ». Cette dernière proposition est acceptée et la première est rejetée. Le projet de résolution F modifié est adopté comme Résolution 6 (voir page 141) avec une abstention (Espagne).

# 11.2 Comité consultatif pour la masse et les grandeurs apparentées

M. K. Iizuka, président du Comité consultatif pour la masse et les grandeurs apparentées (CCM), présente son rapport sur les activités de ce comité ainsi que le projet de résolution G sur la définition du kilogramme (*voir* page 168).

Le CCM s'est réuni deux fois depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale, à trois ans d'intervalle; il a tenu sa 6<sup>e</sup> session en mai 1996 et sa 7<sup>e</sup> session en mai 1999. Depuis sa création en 1981, le CCM s'est intéressé à l'amélioration des étalons de masse, de masse volumique, de force et de pression. Comme les techniques relatives à ces étalons sont très différentes les unes des autres, les véritables activités scientifiques du CCM sont traitées par les groupes de

travail chargés des grandeurs en question (étalons de masse, masse volumique, force, hautes pressions, moyennes pressions et basses pressions). En conséquence, le rôle du CCM est d'examiner les travaux des groupes de travail et d'étudier les problèmes nouveaux qui ne sont pas traités par les groupes de travail existants. En réponse aux propositions des États membres, le CCM a créé deux groupes de travail supplémentaires depuis 1995. Le premier d'entre eux est le Groupe de travail sur la constante d'Avogadro, dont la création avait déjà été mentionnée lors de la précédente Conférence générale. Le second est le Groupe de travail *ad hoc* sur la dureté, qui a débuté ses activités en 1998. Dans la suite de ce rapport, les activités de chaque groupe de travail, depuis la précédente Conférence générale, sont résumées et accompagnées de remarques complémentaires sur les décisions prises par le CCM lui-même.

### Étalons de masse

Après l'achèvement de la troisième vérification périodique des prototypes nationaux du kilogramme par le Bureau international en 1992, le Groupe de travail sur les étalons de masse a organisé une comparaison internationale d'étalons secondaires de 1 kg en acier inoxydable, comparaison préparée par le Bureau international qui en est le laboratoire pilote. Deux étalons en acier inoxydable ont circulé dans quatorze laboratoires nationaux et les mesures sont terminées. Le rapport est en préparation, conformément aux « Directives sur les comparaisons clés du CIPM ». À ce moment-là, le groupe a discuté des comparaisons nécessaires pour assurer l'accord mutuel des étalons de masse dans un domaine plus large et a choisi six valeurs de masses (100 mg, 2 g, 20 g, 500 g, 1 kg et 10 kg) définissant ainsi des comparaisons clés d'étalons de masse. La comparaison clé d'étalons de 1 kg avait déjà commencé sous l'égide du Bureau international, si bien que la comparaison des cinq autres a été organisée par la PTB (Allemagne) qui en est le laboratoire pilote. Cette comparaison clé touche à sa fin. Lors de la 7<sup>e</sup> session du CCM en 1999, il a été décidé d'effectuer une comparaison clé d'étalons de 50 kg. On ajoutera aux résultats des comparaisons clés mentionnées cidessus ceux des comparaisons régionales dont on dresse actuellement la liste.

En plus des comparaisons clés, le Groupe de travail sur les étalons de masse poursuit ses études sur les effets de la méthode de nettoyage, sur la stabilité des kilogrammes prototypes en platine iridié et des étalons en acier inoxydable, sur la détermination de la masse volumique de l'air ambiant, et sur l'évaluation des propriétés magnétiques des masses.

Le Club sur les balances, dont l'existence n'est pas officielle, a organisé à l'occasion de chaque session du CCM des réunions pour échanger des informations sur les activités en cours dans les laboratoires de métrologie à propos de la mise au point de nouvelles balances. Lors de la dernière réunion, il a traité de la balance prototype à suspensions flexibles du Bureau

international, de l'expérience sur la balance du watt en cours à l'OFMET (Suisse) et d'un certain nombre de recherches menées dans d'autres laboratoires.

### Masse volumique

Le travail principal effectué par le Groupe de travail sur la masse volumique a été la préparation de la nouvelle table sur la masse volumique de l'eau pure. Après de longues recherches sur la détermination absolue de la masse volumique et sur le coefficient de dilatation thermique de l'eau pure, le groupe a terminé la rédaction d'une nouvelle table dans le domaine de température situé entre 0 °C et 40 °C. Les autres questions à l'étude ont concerné par exemple une comparaison régionale de mesure de la masse volumique de l'air, la mesure hydrostatique du volume d'objets solides et la détermination absolue de la masse volumique du mercure. En ce qui concerne la comparaison clé d'étalons de masse volumique, il a été décidé de faire circuler des objets en silicium et un groupe de trois laboratoires en prépare le protocole.

### Force

Le Groupe de travail sur la force a effectué de nombreuses comparaisons internationales par le passé et il a décidé que les résultats des comparaisons effectuées depuis 1986 soient entrés dans la base de données du BIPM sur les comparaisons clés mise en œuvre dans le cadre du MRA. En ce qui concerne les comparaisons clés du Comité international, le groupe de travail a décidé d'organiser de nouvelles comparaisons de mesures de force dans des domaines allant jusqu'à 10 kN, 100 kN, 1 MN et 4 MN, selon les possibilités des machines étalons de mesure de force des laboratoires participants. Ceuxci seront divisés en deux groupes. Chaque groupe étalonnera deux capteurs selon un mode opératoire spécifié, mais le premier groupe les étalonnera pour deux valeurs de force alors que le second les étalonnera à une seule. On espère que le nombre de laboratoires participants sera inférieur à dix. La comparaison devrait s'achever en 2003.

En dehors des comparaisons, le groupe échange des informations sur la méthode d'évaluation des incertitudes lors des étalonnages, en particulier pour ceux concernant les systèmes à pyramides de capteurs.

# Basses pressions

Depuis sa création en 1991, qui résulte de la fusion des groupes de travail sur les basses et les très basses pressions, ce groupe de travail a préparé des comparaisons dans les domaines situés entre  $10^{-7}$  Pa et  $10^{-3}$  Pa et entre 1 Pa et 1 kPa. Celles-ci ont été identifiées comme comparaisons clés lors de la  $6^{e}$  session du CCM en 1996. La première de ces comparaisons a débuté en janvier 1999 et consiste à faire circuler trois jauges à ionisation Bayard-

Alpert et deux jauges à rotor tournant entre six laboratoires; elle devrait s'achever en septembre 2000. La seconde comparaison s'effectue en deux groupes, un groupe de laboratoires européens et un groupe de laboratoires asiatiques; deux jauges à diaphragme à condensateurs et deux jauges à diaphragme à résonance en silicium fabriquées par micro-usinage sont utilisées en mode absolu ou relatif. Elle devrait s'achever en septembre 1999. En fait, le groupe de travail avait effectué auparavant des comparaisons dans les domaines situés entre 10<sup>-7</sup> Pa et 10<sup>-3</sup> Pa et entre 10<sup>-4</sup> Pa et 1 Pa et en a déjà publié les résultats. Le groupe n'a cependant l'intention d'intégrer à la base de données du BIPM sur les comparaisons clés que les résultats correspondant au second domaine de pression.

### Moyennes pressions

En ce qui concerne les moyennes pressions, un certain nombre de laboratoires ont participé aux comparaisons de mesure de pressions dans le domaine situé entre 10 kPa et 140 kPa qui se sont déroulées entre 1983 et 1995. Les résultats ont maintenant été confirmés par chaque laboratoire afin d'être intégrés à la base de données du BIPM sur les comparaisons clés. Le groupe envisage aussi de relier les résultats des comparaisons régionales effectuées sous l'égide de l'APMP et de l'EUROMET aux comparaisons clés mentionnées ci-dessus. En attendant, une nouvelle comparaison clé dans le domaine situé entre 10 kPa et 120 kPa en modes absolu et relatif et où l'on fait circuler une jauge à piston à gaz est en cours. On pense que les mesures seront terminées vers juillet 2000.

### Hautes pressions

Ce groupe de travail a aussi effectué une série de comparaisons depuis sa création. Ses activités récentes ont porté principalement sur les deux comparaisons suivantes: 1) comparaison de surfaces effectives calculées en mesurant le diamètre de deux ensembles piston-cylindre et comparaison de mesure de pressions en milieu gazeux et en mode relatif avec les mêmes dispositifs, dans le domaine situé entre 50 kPa et 1 MPa, 2) comparaison en milieu gazeux et en mode relatif dans le domaine situé entre 80 kPa et 7 MPa. Le rapport final de la première comparaison est presque terminé ; le second ne sera disponible qu'au début de l'an 2000. Le groupe de travail a aussi examiné les anciennes comparaisons internationales et régionales ; il a conclu que les résultats de la comparaison de pressions en milieu liquide jusqu'à 100 MPa, qui ont été publiés dans Metrologia (1991, 28, 419-424), pourraient figurer dans la base de données du BIPM sur les comparaisons clés, ainsi que les comparaisons régionales de mesure de pressions en milieu liquide de 0,5 GPa à 1 GPa, si on peut les relier entre elles. Le groupe a aussi confirmé qu'il devrait centrer ses activités sur la nouvelle comparaison clé de mesure de pressions en milieu liquide à 100 MPa.

#### Activités communes aux groupes de travail sur les pressions

Les trois groupes de travail sur les pressions ont organisé en commun la troisième conférence sur les pressions qui s'est tenue en mai 1999 à Turin. Ils ont aussi organisé des réunions communes à l'occasion des sessions du CCM et discuté du programme à venir de comparaisons clés d'étalons de pressions. En conséquence, ils ont décidé de conserver pour le moment les six comparaisons clés choisies précédemment et d'y ajouter une comparaison de mesure de pressions en milieu gazeux en mode relatif entre 10 kPa et 120 MPa et une comparaison de mesure de pressions en milieu huileux en mode relatif entre 10 MPa et 100 MPa; les deux ont été approuvées par le CCM.

En dehors des activités liées aux comparaisons clés, le CCM a adopté une déclaration mettant en garde contre l'utilisation de facteurs de conversion d'une précision excessive pour les unités de pression, compte tenu des incertitudes sur la masse volumique des liquides utilisés pour les manomètres et de la valeur de l'accélération due à la pesanteur.

#### La constante d'Avogadro et une éventuelle redéfinition du kilogramme

La détermination de la constante d'Avogadro est nécessaire pour améliorer l'exactitude de la table des constantes fondamentales. Elle pourrait aussi contribuer à une nouvelle définition du kilogramme, qui ne serait plus à l'avenir fondée sur un kilogramme prototype. Le Groupe de travail sur la constante d'Avogadro, créé en tant que Groupe de travail *ad hoc* en 1994, se réunit maintenant chaque année en qualité de groupe de travail du CCM.

Depuis la précédente Conférence générale, le groupe a fait de gros efforts pour identifier les problèmes à résoudre afin de réduire l'incertitude relative à un niveau proche de  $10^{-8}$ . Il a été confirmé que les incertitudes relatives sur les mesures de masse volumique et d'espacement réticulaire de monocristaux de silicium sont maintenant réduites à  $10^{-8}$  environ. Le principal obstacle qui reste à vaincre semble être lié à la différence entre les masses molaires de divers monocristaux de silicium, bien que ceci ne soit pas encore confirmé. L'incertitude due à ce facteur et à d'autres problèmes entrant dans la redétermination de la constante seront étudiés lors de la réunion du groupe de travail en septembre 1999.

Outre la détermination de la constante d'Avogadro, d'autres moyens potentiels pour contrôler la stabilité du prototype international du kilogramme sont étudiés par un groupe de travail du CCEM. Comme les progrès réalisés dans la mise au point de ces méthodes préoccupent beaucoup le CCM, il a décidé de proposer à la Conférence générale le projet de résolution G (voir page 168) afin d'encourager les laboratoires nationaux à poursuivre leurs efforts pour affiner les expériences qui relient l'unité de masse à des

constantes fondamentales ou atomiques, en vue d'une nouvelle définition du kilogramme.

#### Dureté

La dureté d'un matériau est définie de manière empirique, par référence à des méthodes d'essai spécifiques. Ainsi, le degré de dureté, même s'il a une signification physique précise, est exprimé par un nombre conventionnel, qui n'est pas nécessairement fondé sur l'application d'une loi qui relèverait strictement de la physique. Toutefois, dans le domaine de l'ingénierie, la dureté est d'une grande importance pour le contrôle de qualité et la traçabilité des étalons de dureté est déjà établie dans chaque pays. Comme la demande de traçabilité internationale est forte et comme des étalons de dureté sont conservés dans de nombreux laboratoires nationaux de métrologie, le Comité international a décidé d'entreprendre une comparaison internationale d'étalons de dureté en collaboration avec des organisations internationales telles que l'IMEKO/TC 5, l'ISO/TC 164/SC 3 et l'OIML/TC 10/SC 5. Il a donc créé un Groupe de travail *ad hoc* sur la dureté en 1998, qui comprend parmi ses membres des représentants des organisations mentionnées cidessus.

Suite à un questionnaire rédigé par ce groupe, de nombreux laboratoires nationaux de métrologie ont exprimé leur intérêt pour une comparaison internationale d'étalons de dureté dont le degré serait repéré sur l'échelle de Rockwell, de Vickers ou de Brinell. Il s'ensuit que le groupe a décidé d'organiser des comparaisons de ces étalons d'échelles de dureté. Certains travaux ont déjà été réalisés par l'ISO/TC 164/SC 3 sur des étalons de dureté à pénétrateur conique dont le degré de dureté est repéré sur l'échelle de Rockwell; le groupe recherchera quels sont les résultats disponibles pour la base de données du BIPM sur les comparaisons clés. En même temps, il préparera une comparaison permettant de tester des pénétrateurs coniques de Rockwell et une comparaison d'étalons de dureté utilisant l'échelle de Vickers.

M. Bordé remercie M. Iizuka pour la présentation de son rapport et ouvre la discussion sur les meilleures orientations pour les activités à venir, compte tenu des possibilités nouvelles, et leurs conséquences pour le BIPM. Il évoque tout d'abord la constante d'Avogadro,  $N_A$ , et demande s'il serait possible de produire des cristaux de silicium sphériques sans défaut. M. Iizuka répond que les résultats des déterminations récentes de  $N_A$  au moyen d'une sphère en silicium diffèrent entre eux de  $3 \times 10^{-6}$  en valeur relative. La qualité de l'échantillon de cristal utilisé affecte la mesure de la masse molaire et volumique. Le Groupe de travail du CCM sur la constante d'Avogadro avait pensé au début que l'origine de la différence entre les mesures de masse molaire obtenues à l'IRMM et dans le laboratoire de

Beijing provenaient de la qualité du cristal. Mais les deux laboratoires avaient mesuré le même cristal, la différence doit donc provenir de leur méthode de mesure respective. La qualité du cristal est aussi un point important, et le groupe de travail a décidé de répéter une série de mesures avec un ensemble commun de cristaux. M. Iizuka espère que cette méthode donnera une valeur plus exacte de la constante d'Avogadro.

M. Bordé s'enquiert ensuite des méthodes de mesure de la masse atomique, mentionnant l'expérience en chute libre à Stanford et les expériences sur la balance du watt au NIST, au NPL et à l'OFMET. M. Iizuka répond que les progrès récents de la balance du watt à bobine mobile ont abouti à une proposition de MM. Taylor et Morr (NIST) de redéfinir le kilogramme en termes d'une masse atomique, et que la balance du watt promet d'offrir une méthode stable de contrôle. M. Quinn estime aussi que la balance du watt semble plus prometteuse que la méthode de la sphère en silicium pour une future redéfinition du kilogramme, et commente que le BIPM pourrait aussi être intéressé à commencer une activité dans ce domaine. La méthode de la balance du watt implique seulement qu'on équilibre les forces gravitationnelle et électromagnétique, selon la méthode de Kibble, et devrait, en principe, donner une incertitude relative de l'ordre de  $10^{-9}$ . Par comparaison, la méthode de la sphère en silicium conduit à des difficultés qui deviennent vite ingérables dès qu'on s'approche du niveau de plusieurs  $10^{-8}$ : cette méthode fait appel à la mesure de la masse molaire (que seul l'IRMM est en mesure de réaliser actuellement, l'institut chinois ne pouvant mesurer que la masse molaire relative), à la mesure de la quantité de matière volumique (plus complexe en raison de la couche d'oxyde de silicium), à la détermination des défauts du cristal et de la constante du réseau, de même qu'à une fabrication d'une très grande exactitude et à des mesures relevant de la métrologie dimensionnelle.

M. Göbel (Allemagne) pense aussi que la méthode de la balance du watt est la plus prometteuse, mais ajoute qu'il n'est pas aussi pessimiste au sujet de la méthode de la sphère en silicium. Il note que la couche d'oxyde de silicium pourrait être préparée de façon à ce que son épaisseur soit connue, et il mentionne une autre approche possible pour mesurer la masse molaire, méthode fondée sur une émission de neutrons rapides.

M. Schwitz (Suisse) présente l'expérience de balance du watt à l'OFMET, disant que l'OFMET espère obtenir des résultats avec une incertitude relative de  $1 \times 10^{-8}$  en 2000 ou en 2001. M. Blevin répond que le programme suisse est extrêmement important. Une définition du kilogramme fondée sur la méthode de la balance du watt ne pourra pas rivaliser avec l'étalon du kilogramme actuel si la méthode est trop compliquée ou si l'équipement n'existe que dans un ou deux laboratoires. Une telle situation serait trop précaire, et cette activité pourrait disparaître complètement à la suite d'un changement dans la stratégie de gestion des laboratoires en question.

Le projet de résolution G est mis au vote et adopté à l'unanimité comme Résolution 7 (*voir* page 141).

## 11.3 Comité consultatif du temps et des fréquences

M. S. Leschiutta, président du Comité consultatif du temps et des fréquences (CCTF), précédemment dénommé Comité consultatif pour la définition de la seconde (CCDS), présente son rapport ainsi que le projet de résolution H sur les étalons primaires de fréquence opérationnels (*voir* page 169).

Ce rapport reflète les principales activités de la section du temps du BIPM, du CCTF, et de ses laboratoires membres, pendant la période 1995-1999. Ce rapport mentionne aussi certains aspects du rôle nouveau et parfois inattendu joué dans la société d'aujourd'hui par les équipements et méthodes utilisés pour la mesure du temps et des fréquences.

Il couvre les points suivants : la seconde et le TAI, les étalons primaires de fréquence, la formation des échelles de temps et l'établissement du TAI, l'avenir de l'UTC, les comparaisons entre des horloges distantes, les échelles de temps appliquées à des fins technologiques, les nouveaux usages des références temporelles et quelques événements relatifs à la métrologie du temps et des fréquences.

#### La seconde et le Temps atomique international

Les étalons primaires de fréquence, mis au point dans les laboratoires nationaux de métrologie et dans d'autres laboratoires de temps, contribuent à la création d'un intervalle de temps de durée aussi proche que possible de la seconde du SI. Cependant, il faut disséminer cette « seconde » et donner des informations sur la « date ». Ces deux derniers objectifs sont réalisés grâce à l'élaboration d'une échelle de temps fondée sur des données d'horloges et pilotée selon les résultats des étalons de fréquence. Les laboratoires nationaux de métrologie sont chargés d'obtenir, au moyen d'expériences de physique, les meilleures réalisations possibles de la seconde du SI et aussi d'établir des échelles de temps locales.

Le Bureau international a, quant à lui, pour mission d'élaborer une échelle de temps de référence mondiale appelée TAI, fondée sur l'ensemble des données des horloges des laboratoires de temps. L'objectif de la section du temps du Bureau international est donc de construire le TAI de telle façon qu'il délivre un intervalle unitaire de temps le plus exact possible et qu'il présente la meilleure stabilité à long terme réalisable. De plus, le TAI doit être très largement accessible.

Ces objectifs ont été atteints avec un succès reconnu, ceci en grande partie grâce à Mme Claudine Thomas qui a dirigé la section du temps du Bureau

international pendant huit ans. Depuis la 13<sup>e</sup> session du CCDS, Mme Thomas s'est vue confier la responsabilité de la base de données du BIPM sur les comparaisons clés, qui est au centre du tout nouvel arrangement de reconnaissance mutuelle entre les laboratoires nationaux de métrologie.

Mme Elisa Felicitas Arias, qui est actuellement directeur de l'Observatoire naval de Buenos Aires et professeur d'astronomie à l'université de La Plata, prendra en charge la responsabilité de la section du temps en novembre 1999. M. Gérard Petit, membre du personnel du Bureau international dans cette section, en est en ce moment responsable par intérim.

## Étalons primaires de fréquence

Le nombre restreint d'étalons primaires de fréquence que l'on met au point et que l'on évalue dans les laboratoires nationaux de métrologie est un motif de préoccupation que le CCDS, le CCTF et le Comité international ont exprimé à plusieurs reprises dans le passé. Pendant environ dix ans, jusqu'en 1995, l'exactitude du TAI était fondée sur deux horloges primaires de la PTB (Allemagne). La situation s'est améliorée à l'époque de la précédente Conférence générale, du fait de la mise en service au NIST (États-Unis) d'un nouvel étalon de fréquence à pompage optique, dont l'exactitude était alors caractérisée par une incertitude relative de  $1 \times 10^{-14}$ , comparable à celle des deux horloges de la PTB. D'autres étalons à césium « classiques », c'est-à-dire à faisceaux d'atomes thermiques, étaient alors en cours de mise au point, à des stades différents, avec une incertitude relative de l'ordre de  $10^{-13}$ .

De plus, le CCDS a toujours recommandé d'essayer d'autres configurations pour repousser les limites des systèmes de conception classique et ainsi déceler d'éventuels effets systématiques encore non observés. Une brèche a été ouverte par l'ENS et par le BNM-LPTF (France), tous les deux situés à Paris : une idée ancienne – observer des atomes en chute libre – a été reprise et a conduit à mettre au point une « fontaine » d'atomes de césium froids. L'incertitude relative de la seconde du SI produite par ce dispositif est de  $1.4 \times 10^{-15}$ , valeur présentée à la  $14^e$  session du CCTF et susceptible d'être améliorée à l'avenir.

En 1999, la situation s'est nettement améliorée, du moins en ce qui concerne le nombre de recherches effectuées dans les laboratoires nationaux de métrologie sur les différents dispositifs à césium, comme le montre le tableau suivant qui indique le nombre de projets en cours dans quatorze laboratoires.

Étalons primaires de fréquence à césium					
Faisceau thermique, préparation et détection magnétiques	Faisceau thermique, pompage optique	Fontaine d'atomes froids	Faisceau d'atomes lents	Champ fort	Maser
4	3	15	3	1	1

Plusieurs laboratoires étudient des étalons de fréquence fondés sur des transitions d'autres atomes (calcium, magnésium, mercure, ytterbium) et un certain nombre de fontaines d'atomes froids associant césium et rubidium sont actuellement à l'essai.

Certaines de ces fontaines à césium devraient être évaluées au cours des prochaines années. Il est bon de rappeler qu'un étalon primaire de fréquence est un instrument très complexe, que peu de laboratoires disposent des compétences requises pour les concevoir et les mettre au point, et qu'il faut prévoir une période d'apprentissage. L'expérience montre que la fabrication d'un étalon primaire fondé sur les techniques les plus modernes demande aux chercheurs qualification et dévouement, et qu'il faut près de dix ans pour aboutir.

Si les progrès réalisés dans la mise au point d'étalons primaires sont très satisfaisants, il ne faut pas oublier que l'objectif final est de les utiliser pour maintenir et améliorer l'exactitude du TAI. Cela implique de maintenir les étalons primaires de fréquence en état de fonctionnement pendant de nombreuses années. Les laboratoires nationaux de métrologie doivent donc consacrer des ressources considérables à cette mission et le projet de résolution H (*voir* page 169) présenté à cette conférence a pour objet de demander un tel effort.

Néanmoins, quatre autres problèmes au moins se posent pour profiter pleinement de ces dispositifs qui délivrent des réalisations de la seconde du SI avec une incertitude relative meilleure que  $10^{-14}$ , voire même proche de  $10^{-16}$ : évaluer les effets du corps noir ambiant, tenir compte de la théorie de la relativité générale, exprimer convenablement les incertitudes impliquées dans l'évaluation des étalons primaires de fréquence et, à plus longue échéance, peut-être penser à une nouvelle définition de la seconde du SI.

Deux laboratoires, la PTB et le BNM-LPTF, ont effectué des recherches sur les effets du corps noir, suite à la Recommandation S 2 (1996) de la  $13^{\rm e}$  session du CCDS. La PTB a mesuré un décalage relatif de fréquence de  $-17.9 \times 10^{-15}$ , avec une incertitude-type de  $1.6 \times 10^{-15}$ , pour le rayonnement d'un corps noir à 300 K. Ces valeurs sont en bon accord avec la valeur du décalage relatif prévu par la théorie,  $-16.9 \times 10^{-15}$ . Des résultats similaires ont été obtenus au BNM-LPTF.

Un Comité mixte sur les systèmes de référence spatio-temporels et la métrologie dans le cadre de la relativité générale a été créé en 1997, à l'instigation du Bureau international et de l'UAI, pour étudier les problèmes liés à la théorie de la relativité générale. Un rapport sur les études terminées et en cours a été présenté par son président, M. G. Petit du Bureau international, lors de la 14<sup>e</sup> session du CCTF en 1999. Un résumé figure dans le rapport de cette session. Le CCTF a aussi demandé à M. G. Petit de suivre les activités de l'UAI, de l'Union géodésique et géophysique internationale (UGGI), et des autres organisations concernées par ce sujet, et d'en tenir le CCTF informé.

La question de l'expression des incertitudes des étalons primaires de fréquence sera discutée dans le paragraphe suivant.

À propos d'une éventuelle nouvelle définition de la seconde du SI, les participants à la  $14^e$  session du CCTF se sont accordés pour reconnaître l'extraordinaire vitalité de la définition actuelle : elle a le mérite d'être simple et a permis, en quarante ans, de passer d'une incertitude relative de  $10^{-9}$  avec le dispositif d'Essen en 1955 à  $10^{-16}$ , valeur qui semble maintenant accessible à bord de satellites (il est envisagé de placer une horloge à atomes froids sur la Station spatiale internationale).

Le CCTF a décidé aussi de proposer au Comité international la Recommandation S 1 (1999) sur la mise en pratique de la définition de la seconde, afin d'apporter plus de précision à cette définition pour ceux qui conçoivent et mettent en place des dispositifs qui délivrent des réalisations primaires de la seconde. Cette recommandation stipule que les mesures doivent être corrigées pour tenir compte de la vitesse des atomes par rapport au système de référence de l'horloge, des champs électriques et magnétiques, y compris ceux dus au rayonnement du corps noir ambiant, des effets d'échange de spin et des autres perturbations éventuelles.

#### Expression des incertitudes des étalons primaires de fréquence

Lors de la session de 1996 du CCDS, une discussion a eu lieu sur la façon d'appliquer le GUM à la mesure des étalons de fréquence. Un groupe de travail, présidé par M. R. Douglas, a étudié soigneusement cette question et a décidé de concentrer ses activités sur la question de l'expression des incertitudes des comparaisons mettant en jeu des étalons primaires de fréquence, qui sont au sommet de la chaîne de traçabilité de fréquence. Lors de la session de 1999 du CCTF, d'autres discussions ont abouti aux Recommandations S 2 (1999) et S 3 (1999) qui concernent l'expression des incertitudes des étalons primaires de fréquence et aussi les incertitudes associées aux comparaisons d'étalons primaires de fréquence.

L'esprit de ces deux recommandations est de suivre le GUM, lorsqu'il est approprié, et de donner dans les publications suffisamment de détails sur le calcul des incertitudes afin que ce soit compréhensible de tous les utilisateurs

et aussi, si nécessaire, de permettre à l'utilisateur final de réviser ce calcul à posteriori sur la base de nouvelles informations ou d'une meilleure compréhension.

#### Formation des échelles de temps, établissement du TAI

Comme je l'ai souligné précédemment, l'établissement du TAI est la principale fonction de la section du temps du Bureau international. Un certain nombre de perfectionnements ont été apportés ces dernières années, comme la réduction de l'intervalle de calcul du TAI (données traitées sur des périodes d'un mois au lieu de deux), un accès plus fréquent au TAI (tous les cinq jours au lieu de dix), et un changement de la méthode de pondération pour améliorer la discrimination entre les meilleures horloges participant au TAI.

En conséquence, la stabilité de la fréquence moyenne relative du TAI s'est améliorée; l'écart-type d'Allan correspondant a été réduit de  $2.6 \times 10^{-15}$  en 1995 (sur une durée de moyenne de quarante jours) à  $6 \times 10^{-16}$  (sur une durée de moyenne de vingt à quarante jours) pendant la période de 1998 à 1999. En ce qui concerne l'exactitude du TAI, la durée de l'intervalle unitaire de l'échelle a été estimée à  $(1 - 0.4 \times 10^{-14})$  s, avec une incertitude-type relative de  $0.4 \times 10^{-14}$ , au début de 1999.

Le choix et la mise en pratique d'un algorithme pour l'établissement d'une échelle de temps est une procédure plus complexe que l'on ne l'imagine et qui dépend beaucoup de ce que l'on attend de l'échelle de temps en question, des caractéristiques des horloges sur lesquelles elle est fondée et des méthodes de comparaison d'horloges. Ces problèmes ont été traités par le Groupe de travail du CCTF sur le TAI présidé par M. Pâquet.

Comme plusieurs laboratoires ont élaboré leur propre algorithme pour le calcul de leur échelle de temps nationale, le CCTF considère le moment venu, puisque l'on dispose des compétences nécessaires, de créer sous l'égide du Groupe de travail sur le TAI un sous-groupe chargé de la formation des échelles de temps. Les missions de ce sous-groupe ont été approuvées et le Bureau international participera à ses activités.

### Temps universel coordonné UTC

Il y a environ trente ans, l'UTC, tel que nous le connaissons aujourd'hui, a été proposé et mis en place par l'Union internationale des télécommunications (UIT), par l'intermédiaire de la Commission 7 (Étalons de fréquence et signaux horaires) du Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR).

La principale caractéristique de l'UTC est qu'il n'est pas uniforme à cause de la présence de secondes intercalaires, introduites une à une tous les un à deux ans, pour tenir compte du ralentissement de la rotation de la Terre. Ceci a permis de parvenir à un compromis entre deux communautés d'utilisateurs du temps. La première est constituée de physiciens, d'ingénieurs et de certains astronomes, qui ont besoin d'une échelle de temps uniforme, et qui fondent en conséquence leurs activités sur le TAI. La seconde comprend des utilisateurs de la navigation et de la géodésie et aussi certains astronomes. Pour ces derniers utilisateurs, les signaux horaires doivent aussi préserver l'information sur la position angulaire de la Terre.

Le compromis est le suivant : une seconde intercalaire est introduite avant que la différence entre l'UTC et l'UT1 (une échelle de temps astronomique dynamique qui représente approximativement la position angulaire de la Terre) n'atteigne 0,9 s. Au cours de la période 1972-1999, 22 secondes intercalaires ont été introduites.

L'adoption officielle de l'UTC avait été faite après consultation de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM), du Bureau international de l'heure\* (BIH), de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), de l'Organisation maritime internationale (OMI), de l'UAI, de l'UGGI, de l'Union radioscientifique internationale (URSI) et d'autres organisations concernées.

La situation a profondément changé avec l'introduction de systèmes de navigation par satellite fondés sur des horloges atomiques, si bien qu'à l'heure actuelle la perpétuation de l'UTC et plus encore des secondes intercalaires est remise en question. Ce problème a été discuté lors de la session d'avril 1999 du CCTF et plusieurs options ont été présentées ; il a été demandé au directeur du Bureau international de soulever ce problème dans une lettre adressée à tous les organismes concernés, en recommandant en même temps d'utiliser le TAI quand on a besoin d'une échelle de temps sans discontinuité.

#### Comparaison et dissémination des échelles de temps

Les laboratoires nationaux de métrologie disséminent directement leurs échelles de temps locales selon diverses méthodes et à des niveaux divers. Le Bureau international et les laboratoires nationaux de métrologie réalisent aussi des comparaisons horaires de la plus haute exactitude et de la plus haute précision, dans le but d'étudier les étalons de fréquence et d'utiliser les mesures de comparaison d'horloges distantes pour l'établissement du TAI.

<sup>\*</sup> Les attributions de l'ancien BIH ont été transférées en partie à la Section du temps du Bureau international pour l'établissement des échelles de temps internationales, et en partie au Service international de la rotation terrestre (IERS) pour les questions relatives à la rotation de la Terre; par exemple, les décisions relatives au nombre et à la date d'introduction des secondes intercalaires sont du ressort de l'IERS.

À l'heure actuelle, aucune méthode de comparaison n'est suffisamment exacte pour comparer la fréquence des meilleurs étalons primaires dans des laboratoires distants, compte tenu de leurs performances individuelles. En effet, de telles comparaisons ne peuvent qu'utiliser les données de temps des horloges commerciales auxquels ils sont comparés localement.

Les comparaisons d'horloges jouent assurément un rôle fondamental dans les activités du Bureau international. Aussi le personnel de la section du temps doit-il posséder une connaissance théorique et pratique des méthodes existantes et nouvellement proposées pour comparer des horloges distantes. Ceci est essentiel car c'est le seul moyen de déceler les erreurs systématiques inhérentes à toute méthode ou technique.

Durant la période de quatre ans couverte par ce rapport, les trois questions principales qui ont été étudiées sont les suivantes : la consolidation des acquis à propos de l'utilisation de codes horaires fondés sur des horloges atomiques embarquées à bord de satellites de navigation, la reconnaissance des applications possibles dans le domaine du temps de la méthode utilisant des liaisons par aller et retour, en hyperfréquences, avec des satellites de communication et l'introduction d'une approche fondée sur le signal des porteuses émises par les satellites de navigation.

#### Codes horaires émis par les satellites du GPS et du GLONASS

Les comparaisons d'horloges faisant appel aux codes horaires émis par le GPS forment toujours le pivot de l'établissement du TAI. Environ cinquante laboratoires de temps observent les satellites selon des programmes établis de façon régulière par le Bureau international pour chacune des différentes régions du globe. La technique mise en œuvre est celle dite des « observations simultanées », selon laquelle plusieurs laboratoires observent le même satellite au même moment. Cette manière de procéder élimine, ou compense en partie, un certain nombre de causes d'erreurs, y compris la dégradation intentionnelle de l'exactitude introduite pour des raisons militaires.

La pratique régulière et étendue de cette méthode a permis d'identifier d'autres causes d'erreurs, telles que les effets thermiques sur les câbles et les antennes et certaines bizarreries insoupçonnées dans les retards internes des récepteurs. Le Bureau international a lui-même effectué des études sur les effets thermiques et fait circuler un récepteur pour suivre les variations des retards internes des récepteurs utilisés dans les divers laboratoires nationaux de métrologie.

L'utilisation des satellites du GLONASS présente des avantages potentiels, aucune dégradation intentionnelle des performances n'étant introduite. Cependant, il faut malgré tout résoudre quelques problèmes, tel que le nombre restreint des récepteurs capables d'observer les satellites du GLONASS ou simultanément ceux du GPS et du GLONASS.

Pour résumer, dans les meilleures conditions expérimentales, même en étalonnant les retards internes des récepteurs, l'incertitude sur une mesure de comparaison d'horloges se situe, à l'heure actuelle, entre 1 ns et 3 ns, incertitude multipliée par un facteur 2 ou 3 si l'étalonnage des récepteurs n'est pas effectué.

À tous les niveaux, les problèmes inhérents à certains équipements anciens et toujours en service dans les laboratoires pourraient être en partie résolus par la mise en œuvre des nouveaux récepteurs du temps du GPS et du GLONASS à canaux multiples et multicodes. Le CCTF a donc décidé, lors de sa session de 1999, de soumettre au Comité international la Recommandation S 4 (1999) dans laquelle il propose d'entreprendre les études nécessaires sur l'utilisation de tels récepteurs, en particulier pour l'établissement du TAI.

# Comparaisons d'horloges utilisant des liaisons par aller et retour avec des satellites de communication

Les comparaisons de temps et de fréquence utilisant des liaisons par aller et retour avec des satellites de communication sont par certains côtés intéressantes. En adoptant une approche par aller et retour, on élimine ou on réduit certaines des composantes du bilan d'incertitude; par exemple, moyennant certaines hypothèses, il n'est pas nécessaire de connaître la position exacte du satellite. L'équipement n'est pas trop coûteux et peut être installé au même endroit que les horloges à comparer. Enfin, cette méthode fournit une précision potentielle remarquable (mais pas l'exactitude) puisque le niveau de bruit sur une mesure de comparaison est, dans des conditions normales de fonctionnement, d'environ 1/100e de la période du code. Quand la liaison est bien contrôlée, comme c'est le cas entre l'université technique de Graz (TUG, Autriche) et le NMi Van Swinden Laboratorium (VSL, Pays-Bas), on observe un écart-type des mesures de 200 ps pour des moyennes d'une heure et des variations crête-à-creux d'environ 1 ns sur deux ans.

Le CCDS avait établi en 1993 un Groupe de travail sur les comparaisons de temps et de fréquence par aller et retour sur satellite. Celui-ci s'est réuni quatre fois entre 1996 et 1999 pour traiter d'un certain nombre de questions et organiser des recherches et des expériences. Les conclusions et recommandations de ce groupe figurent dans le rapport de la 14<sup>e</sup> session du CCTF (1999).

Pour résumer, cette technique est au point et s'est montrée, depuis trois ans, tout à fait opérationnelle. Elle est mise en œuvre dans une vingtaine de laboratoires de temps et offre des performances comparables à celles de la

technique des observations simultanées du GPS (actuellement la seule méthode de comparaison de temps utilisée pour l'établissement du TAI), avec l'avantage supplémentaire d'en être complètement indépendante.

C'est pourquoi le CCTF a décidé lors de sa dernière session de soumettre au Comité international la Recommandation S 7 (1999) dans laquelle il demande d'entreprendre les études nécessaires à l'incorporation des données des comparaisons par aller et retour sur satellite dans le TAI.

# Techniques utilisant le signal des porteuses émises par les satellites de navigation pour les comparaisons d'horloges

La nouveauté consiste à comparer des horloges placées sur des satellites et dans des stations terrestres en utilisant la phase du signal des porteuses au lieu du code. La précision des comparaisons est impressionnante, l'écart-type d'une mesure est voisin de 10 ps. Il est difficile de transformer la précision des mesures de phase en exactitude de comparaison de temps ; toutefois, cela devrait permettre d'effectuer des comparaisons de fréquence avec une exactitude sans précédent.

À l'instigation de l'International GPS Service (IGS) un projet pilote commun à l'IGS et au BIPM a été élaboré en 1997. Il a été mené très activement et a abouti aux conclusions présentées pendant la 14<sup>e</sup> session du CCTF en avril 1999. Environ vingt-cinq groupes de recherche participent à ce projet pilote, la moitié étant des laboratoires de temps. Le traitement des données de phase du GPS permet d'obtenir un grand nombre d'informations sur les orbites précises des satellites, les données des horloges à bord et sur terre, les coordonnées des antennes réceptrices et les corrections ionosphériques.

Cette technique a un potentiel intéressant et doit être étudiée à fond en vue de l'appliquer aux comparaisons de temps et de fréquences. C'est pourquoi le CCTF a décidé, lors de sa dernière session, de soumettre au Comité international la Recommandation S 5 (1999) qui soutient le projet pilote commun IGS/BIPM et qui recommande un certain nombre d'actions.

## Autres échelles de temps appliquées à la technologie

Certains systèmes de satellites sont actuellement en cours de mise en place, en vue d'étendre l'utilisation des systèmes existants tels que le GPS ou le GLONASS (par exemple aux services de l'aviation civile) et de concevoir d'autres systèmes de navigation. Les caractéristiques communes à tous ces nouveaux systèmes sont l'utilisation d'horloges atomiques (on envisage d'en utiliser quelques centaines) et la construction d'échelles de temps dédiées à leur usage. De même, mais dans une moindre mesure, des progrès sont effectués dans le domaine des télécommunications.

Tous les systèmes globaux de navigation par satellite sont potentiellement des sources d'information de temps et sont, par-là même, intéressants, mais ceci doit être étudié avec soin parce qu'une prolifération incontrôlée ou non organisée de tels systèmes pourrait être source d'ambiguïté.

L'ancien CCDS avait donné dans sa Recommandation S 4 (1996) un certain nombre de directives que les systèmes du GPS et du GLONASS suivent maintenant. Le CCTF a décidé, lors de sa dernière session, d'exprimer à nouveau sa préoccupation à ce sujet, en présentant au Comité international un certain nombre de directives dans sa Recommandation S 6 (1999), et a demandé au directeur du Bureau international d'entrer en contact avec les organisations qui font la promotion des systèmes mentionnés ci-dessus.

#### Nouvelles utilisations des références de temps

La diffusion de nouveaux réseaux de communication nationaux et internationaux qui permettent d'accéder au moyen d'ordinateurs personnels à d'autres ordinateurs ou services, pose un certain nombre de problèmes qui relèvent d'une certaine manière de la métrologie légale, mais qui concernent aussi les laboratoires nationaux de métrologie et indirectement le Bureau international.

Ce type de problèmes vient de l'usage accru de ce qu'on appelle le « commerce électronique » et des investissements en bourse par le biais d'ordinateurs personnels. Le problème à résoudre est de « marquer », « d'estampiller », c'est-à-dire de « dater », le moment de la transaction ; habituellement une incertitude de l'ordre de la seconde est considérée comme suffisante. Par conséquent, le problème n'est pas d'ordre scientifique ou technique, mais d'ordre légal ou commercial. Dans certains pays, les organisations commerciales offrent ce genre de services avec une sorte « d'accès sélectif » plus une protection cryptographique, et demandent une traçabilité à partir des laboratoires de temps ou font directement référence au système de navigation par satellite GPS.

### Questions diverses relatives à la métrologie du temps et des fréquences

La mise en pratique du MRA qui pourrait être signé lors de la présente Conférence générale implique le choix et l'organisation d'un grand nombre de comparaisons clés. Les résultats de chaque comparaison clé doivent être approuvés par le Comité consultatif concerné avant d'être inclus dans la base de données du BIPM sur les comparaisons clés. Cette question a été discutée lors de la session du CCTF d'avril 1999.

En 1996, le CCDS avait estimé que l'établissement et la dissémination du TAI et de l'UTC, tels que nous les connaissons aujourd'hui, répondaient aux besoins majeurs des comparaisons d'horloges et qu'ils étaient globalement en accord avec les « Directives pour les comparaisons clés du CIPM ». Le

CCTF ne propose donc pas de comparaisons clés de ce type. Cependant, cette décision ne tient pas compte du problème posé par les comparaisons de fréquence, aussi le CCTF a-t-il décidé, lors de sa dernière session, qu'il est nécessaire de mettre en place des comparaisons clés dans le domaine des fréquences. Il reste néanmoins un certain nombre de questions à résoudre, comme le choix des comparaisons clés. De plus, il n'existe pas de protocole approuvé par tous, en ce qui concerne les incertitudes mentionnées dans les certificats d'étalonnage dans le domaine du temps et des fréquences. Pour étudier les problèmes de ce type, le CCTF a décidé de créer un groupe de travail *ad hoc*, présidé par M. G. de Jong, chargé d'étudier les conséquences, pour le CCTF, du système de comparaisons clés lié au MRA et de recommander des actions appropriées.

M. Leschiutta donne ensuite lecture de la Recommandation 1 (CI-1999) sur les futurs systèmes satellitaires de navigation à couverture globale :

Le Comité international des poids et mesures,

#### considérant

- que le Comité international a déjà recommandé que « les temps de référence (modulo 1 seconde) des systèmes satellitaires de navigation à couverture globale soient synchronisés aussi étroitement que possible avec l'UTC » et que le repère de référence de ces systèmes soit conforme à l'ITRF, Recommandation 1 (CI-1996),
- que les systèmes GPS et GLONASS suivent déjà ces instructions,
- que ces systèmes sont maintenant largement utilisés pour les comparaisons de temps et de fréquences,

#### recommande

- que tous les systèmes satellitaires de navigation à couverture globale soient conçus de telle façon qu'il soit possible d'utiliser leurs signaux pour les comparaisons de temps et de fréquences,
- que ces systèmes diffusent en plus de leur temps spécifique (ST) :
  - 1. la différence entre ST et une réalisation en temps réel de l'UTC et du TAI,
  - 2. une prévision des différences de temps entre ST, TAI et UTC,
- que les fabricants étudient des récepteurs et des systèmes de traitement spécifiquement conçus pour servir aux comparaisons de temps et de fréquences.

M. Kovalevsky rappelle que cette Recommandation est distribuée seulement à titre d'information; elle a été adoptée par le Comité international lors de sa 88<sup>e</sup> session, la semaine précédente, et ne peut être soumise au vote de la présente Conférence générale. Tous les projets de résolutions soumis au vote doivent être distribués au moins six mois avant la Conférence générale.

M. Bordé remercie M. Leschiutta pour la présentation de son rapport et demande s'il y a des questions. M. Schwitz (Suisse) demande combien d'horloges de nouvelle génération sont en service et combien contribuent au TAI. M. Leschiutta répond que vingt-sept horloges de nouvelle génération sont en construction, mais qu'aucune n'est opérationnelle. Il espère que deux à quatre d'entre elles pourront servir d'étalons de fréquence, mais pas d'horloges, avant la fin de 1999. Il anticipe une incertitude relative initiale de l'ordre de  $10^{-14}$ , mais il devrait être possible d'atteindre  $10^{-15}$ , et peut-être même  $10^{-16}$ . La poursuite de cette étude est très importante.

M. Bordé note que le BNM-LPTF (France) a mis au point une horloge transportable dont l'incertitude relative est de  $10^{-15}$ . C'est la première fois que l'on a la possibilité de transporter une horloge d'une telle exactitude pour une comparaison directe avec une autre horloge, et il suggère que cette expérience pourrait être considérée comme une étude préliminaire à la comparaison clé d'étalons de fréquence au niveau de  $10^{-15}$  voire mieux. Il attire ensuite l'attention sur le projet PHARAO (un étalon de fréquence dans l'espace utilisant des atomes refroidis) en tant que moyen de comparaison d'horloges réparties partout dans le monde, et suggère que l'utilisation de ces résultats pourrait réduire l'incertitude relative du TAI de  $10^{-15}$  à  $10^{-16}$ . Il remarque qu'il est aussi essentiel d'avoir de bons oscillateurs locaux. La mise au point d'horloges cryogéniques de la plus haute pureté spectrale possible est très importante.

M. Leschiutta pense aussi que la mise en œuvre d'horloges de la plus haute pureté spectrale possible est importante, puisque leur stabilité à court terme très élevée devrait permettre d'effectuer des recherches sur la stabilité des constantes fondamentales. Il ajoute que beaucoup d'efforts sont consacrés à la mise au point d'horloges de différents types.

Le projet de résolution H est approuvé à l'unanimité comme Résolution 8 (*voir* page 142).

## 11.4 Comité consultatif d'électricité et magnétisme

M. E.O. Göbel, président du Comité consultatif d'électricité et magnétisme (CCEM), appelé précédemment le Comité consultatif d'électricité (CCE), présente le rapport suivant.

Depuis la précédente Conférence générale le CCEM s'est réuni une fois, en juin 1997. Il a discuté des questions relatives aux constantes fondamentales et au SI, ainsi que des travaux sur l'utilisation de mesures électriques pour contrôler la stabilité du prototype international du kilogramme et de l'état d'avancement de l'ajustement des valeurs des constantes fondamentales par la méthode des moindres carrés. Le CCEM s'est intéressé en particulier à l'amélioration de la connaissance de  $K_J$  et  $R_K$ , les constantes de Josephson et de von Klitzing. L'utilisation en métrologie de dispositifs à effet tunnel

monoélectronique a aussi fait l'objet de discussions. Les progrès à venir dans les mesures exactes de la résistance de Hall quantifiée à des fréquences de l'ordre du kilohertz suscitent beaucoup d'intérêt actuellement, comme en témoigne la création du Groupe de travail du CCEM sur les mesures en courant alternatif de la résistance de Hall quantifiée. Le problème important de la disponibilité présente et à venir de réseaux de jonctions de Josephson et d'échantillons appropriés pour la mise en œuvre de l'effet Hall quantique a été discuté. L'importance des comparaisons clés en électricité et magnétisme avait déjà été mise en évidence en 1995 lors de la création du Groupe de travail du CCE sur les comparaisons clés. Les comparaisons clés ont, bien sûr, été le principal sujet de discussion lors de la session de 1997 et le CCEM a dressé une liste de comparaisons clés en électricité. Dans le domaine des grandeurs électriques à haute fréquence, le GT-RF mène une vigoureuse campagne de comparaisons clés, et a présenté un rapport sur ses activités au CCEM. Enfin, le CCEM a examiné les activités de la section d'électricité du BIPM.

Le rapport du Groupe de travail du CCEM sur l'utilisation de mesures électriques pour contrôler la stabilité du prototype international du kilogramme résume l'état d'avancement des différentes expériences et les incertitudes obtenues. Pour estimer les progrès accomplis, il faut garder à l'esprit que, pour pouvoir contrôler la stabilité du prototype international du kilogramme, l'incertitude relative sur une détermination indépendante de la masse du prototype doit être d'environ  $1 \times 10^{-8}$  au maximum.

L'incertitude relative sur l'expérience de lévitation de masses est actuellement d'environ  $2 \times 10^{-6}$  et à l'avenir on espère réduire cette incertitude relative au niveau de  $1 \times 10^{-7}$ . L'expérience sur la mesure de la constante d'Avogadro à l'aide d'un objet en silicium a été récemment examinée par le Groupe de travail du CCM sur la constante d'Avogadro. Les valeurs expérimentales de la constante d'Avogadro, déterminées à partir de différents monocristaux de silicium, sont en accord avec une incertitude relative inférieure à 10<sup>-7</sup>. Pour une détermination absolue, avec une incertitude égale ou inférieure, des valeurs absolues plus exactes de l'espacement réticulaire, du volume du cristal, et en particulier de la masse molaire sont nécessaires. La PTB (Allemagne) effectue une étude utilisant un spectromètre de masse afin d'accumuler une masse d'or qui puisse être mesurée avec exactitude. Celle-ci est limitée par le faible niveau du courant, 0,1 mA, qu'il faudra augmenter d'au moins un facteur dix pour obtenir une incertitude relative inférieure à  $1 \times 10^{-6}$ . En ce qui concerne les expériences de balance du watt, le NIST (États-Unis) a obtenu une incertitude relative de  $9 \times 10^{-8}$  sur l'expérience de mesure du watt à l'aide d'une bobine mobile ; ces résultats sont en accord avec ceux obtenus par le NPL (Royaume-Uni) en 1988. Plusieurs nouvelles expériences de balance du watt sont menées ; celle de l'OFMET (Suisse) est fondée sur une approche très différente : la partie mobile est séparée de celle servant à la pesée, et l'aimant permanent est suspendu à la balance, qui est un instrument du commerce modifié.

À l'époque de la session du CCEM, l'ajustement par le Committee on Data for Science and Technology (CODATA) des valeurs des constantes fondamentales par la méthode des moindres carrés était presque achevé. En combinant des valeurs de  $K_J$  obtenues à partir de déterminations de différentes constantes, disponibles en 1988 ou plus récentes, et en tenant compte des calculs les plus récents de la constante de structure fine et de nouvelles déterminations de la constante d'Avogadro et du coefficient gyromagnétique du proton, on a obtenu une valeur de  $K_J$  en excellent accord avec la valeur adoptée,  $K_{J-90}$ , compte tenu de l'incertitude attribuée à la différence entre  $K_{J-90}$  et  $K_J$ .

En ce qui concerne  $R_{\rm K}$ , de nouvelles valeurs tiennent compte de la valeur révisée de la constante de structure fine ; d'autres sont obtenues au moyen de condensateurs calculables ou déduites d'une nouvelle détermination du coefficient gyromagnétique du proton dans un champ faible combinée à d'autres constantes fondamentales. La valeur adoptée,  $R_{\rm K-90}$ , est toujours en excellent accord avec les valeurs expérimentales. Le nouvel ajustement de CODATA est maintenant terminé. Il montre que  $R_{\rm K-90}$  se situe à plusieurs  $10^{-8}$  près de l'estimation de  $R_{\rm K}$  de 1999. Ce résultat conduira probablement le CCEM à étudier l'éventualité de réduire l'incertitude attribuée à la différence entre  $R_{\rm K-90}$  et  $R_{\rm K}$ . L'incertitude attribuée à la différence entre  $K_{\rm J-90}$  et  $K_{\rm J}$  doit aussi être examinée, bien que, à présent, la nécessité de la réduire soit moins évidente.

Des études sur la reproductibilité de la résistance de Hall quantifiée, en fonction de la nature du matériau utilisé, du numéro du plateau et de la géométrie de l'échantillon, montrent qu'elle est indépendante de ces paramètres à un niveau d'incertitude relative de  $4 \times 10^{-10}$ . En ce qui concerne les valeurs aberrantes éventuelles de la résistance de Hall quantifiée observées sur certains dispositifs Si-MOSFET, le CCEM a conclu qu'elles provenaient probablement d'imperfections dans la quantification de la résistance de Hall, imperfections qu'il est possible de déceler en appliquant les directives du CCEM pour la mesure de la résistance de Hall quantifiée. Le CCEM en tire la conclusion que ces directives sont toujours applicables au plus haut niveau d'exactitude.

De récents progrès dans l'utilisation en métrologie de l'effet tunnel monoélectronique ont été effectués en utilisant un dispositif de pompe à effet tunnel monoélectronique pour mesurer avec exactitude la charge de condensateurs cryogéniques. Une autre étude prometteuse concerne une expérience dans laquelle on obtient par transport de monoélectrons au travers du dispositif un courant mille fois supérieur, à l'aide d'une onde acoustique de surface à une fréquence de 2 GHz.

Actuellement, l'une des principales activités en métrologie électrique consiste à relier avec exactitude les mesures de résistance de Hall quantifiée aux mesures de capacité. Deux approches sont utilisées. La première fait appel à des mesures en courant continu de la résistance de Hall quantifiée et

relie la résistance à la capacité au moyen d'une chaîne comprenant une résistance dont la composante réactive d'impédance est suffisamment bien connue, de telle facon que la différence entre sa résistance mesurée en courant continu et celle que l'on mesure en courant alternatif soit connue avec exactitude. La seconde approche consiste à mesurer la résistance de Hall quantifiée directement à une fréquence de l'ordre du kilohertz. Aujourd'hui, plusieurs laboratoires obtiennent des incertitudes relatives de plusieurs 10<sup>-8</sup> sur les mesures de capacité liées à la résistance de Hall quantifiée au moyen de la première méthode. La seconde méthode s'est heurtée à un certain nombre de problèmes. Lorsque la résistance de Hall quantifiée est mesurée à des fréquences de l'ordre du kilohertz, elle semble s'écarter de sa valeur en courant continu de  $1 \times 10^{-7}$ , en valeur relative, ou plus. De plus, les plateaux de résistance de Hall semblent se rétrécir et présentent une structure indésirable quand la fréquence augmente. Compte tenu de ces problèmes, le CCEM a créé un Groupe de travail sur les mesures de la résistance de Hall quantifiée en courant alternatif pour stimuler la coopération entre les chercheurs afin de résoudre ces problèmes et mettre au point une série de directives pour mesurer avec exactitude la résistance de Hall quantifiée en courant alternatif.

Le CCEM est conscient du danger de pénurie dans l'approvisionnement en échantillons de résistance de Hall quantifiée et de réseaux de jonctions de Josephson de qualité métrologique. Plusieurs laboratoires nationaux de métrologie fabriquent avec succès de petites quantités d'échantillons de résistance de Hall quantifiée. Sur une plus large échelle, le Laboratoire central des industries électriques du BNM (BNM-LCIE) a organisé en 1995 un projet, sous l'égide de l'EUROMET, en vue de la fabrication d'échantillons de résistance de Hall quantifiée appropriés par un laboratoire industriel français qui avait produit, en 1990, 350 échantillons dans le cadre d'un projet commun au BIPM et à l'EUROMET. En juillet 1998, 440 hétérostructures GaAs/AlGaAs ont été fournies. Dix-neuf laboratoires de métrologie ont maintenant reçu des échantillons et les résultats des essais indiquent que plus de 60 % des échantillons sont de bonne qualité.

De même, plusieurs laboratoires nationaux de métrologie produisent avec succès des réseaux de jonctions de Josephson en petite quantité. D'autres ont transféré avec succès, ou sont en voie de transférer, leur technologie de fabrication de ces réseaux à des firmes industrielles. (Remarque : à ma connaissance, seul le NIST a transféré cette technologie à la firme Hypres. La PTB est en cours de transfert, mais je ne peux affirmer que celui-ci est achevé. Je me rappelle aussi que M. Endo de l'Electrotechnical Laboratory (ETL, Japon) a mentionné un transfert de technologie pour la fabrication de réseaux de 1 V à une petite firme industrielle japonaise. Cette firme a fourni un de ces réseaux au BIPM, mais je ne connais pas d'autre laboratoire qui les ait utilisés. Cette firme ne produit pas de réseaux de 10 V.)

Depuis sa création en 1927 le CCE/CCEM, le plus ancien des Comités consultatifs du Comité international, n'a cessé de s'intéresser de près aux comparaisons internationales, aussi lorsque le concept de comparaisons clés a été introduit, il en a rapidement établi une liste. Lors de sa session de 1997, le CCE a approuvé cette liste de comparaisons clés comme fondement à l'équivalence des mesurages et des étalons nationaux dans le domaine des mesures électriques. Il a aussi reconnu que les comparaisons clés et leur périodicité pourraient ne pas être suffisants pour répondre aux demandes de traçabilité et qu'il conviendrait, de temps en temps, d'effectuer des comparaisons supplémentaires.

Enfin, lors de sa session de 1995, le CCE a décidé de commencer deux nouvelles comparaisons en courant continu et à basse fréquence.

Le Groupe de travail du CCEM sur les comparaisons clés s'est réuni lors de la Conference on Precision Electromagnetic Measurements de 1998 (CPEM'98) pour affiner la liste des comparaisons clés et œuvrer à l'établissement d'une liste de résultats de comparaisons internationales effectuées sous l'égide du CCEM et du BIPM avant que le système de comparaisons clés n'ait été mis en place. Ce groupe s'est réuni à nouveau les 6 et 7 juillet 1999, réunion pendant laquelle il a établi la liste des comparaisons à recommander au CCEM comme comparaisons clés provisoires à inclure dans la base de données du BIPM sur les comparaisons en courant continu et à basse fréquence et six comparaisons du GT-RF. Il recommande aussi d'ajouter à la base de données du BIPM sur les comparaisons clés sept comparaisons clés que le BIPM effectue de manière continue.

Dans le contexte du MRA et des « Directives pour les comparaisons clés du CIPM », le groupe de travail a discuté en détail du projet B du rapport sur la comparaison de mesure de capacités de 10 pF qui vient de s'achever et a décidé de demander certains changements au rapport. Il a ensuite discuté de nouvelles comparaisons possibles de mesure de résistances et de capacités à des valeurs différentes de celles qui sont en cours ou achevées. Il a approuvé une proposition d'organiser, au sein du CCEM, une réunion d'experts en métrologie du magnétisme pour discuter de l'organisation des comparaisons dans ce domaine. La réunion s'est achevée sur une discussion sur l'organisation du CCEM et de ses groupes de travail.

Le GT-RF s'est réuni en juin 1997 pour discuter de la liste des comparaisons clés dans ce domaine. Il a discuté des recommandations de son sous-groupe de travail sur les comparaisons clés, sous-groupe qui s'était réuni à Braunschweig (Allemagne) à l'occasion de la CPEM'96. Quatre comparaisons avaient alors été achevées depuis la précédente Conférence générale, trois étaient presque achevées, sept étaient en cours, trois nouvelles comparaisons avaient été approuvées et de nouveaux projets de comparaisons à venir étaient à l'étude.

Le GT-RF s'est réuni à nouveau le 7 juillet 1998 à Washington DC (États-Unis) à l'occasion de la CPEM'98. Deux autres comparaisons étaient achevées. L'état d'avancement des comparaisons en cours a été discuté ainsi que d'éventuelles comparaisons à venir. Une nouvelle comparaison a été approuvée lors de cette réunion.

Le GT-RF s'est encore réuni le 30 juin 1999. Il a recommandé au CCEM six comparaisons achevées en tant que comparaisons clés provisoires. Après discussion sur deux comparaisons achevées et sur l'état d'avancement des douze comparaisons en cours, le GT-RF a décidé d'effectuer deux nouvelles comparaisons. Enfin, le GT-RF a identifié cinq thèmes potentiels de comparaisons clés.

Les comparaisons clés sont de toute évidence une activité importante du CCEM; environ quarante comparaisons clés sont terminées ou en cours. Des comparaisons clés du BIPM dans le domaine de l'électricité sont effectuées en permanence et représentent une charge de travail considérable : depuis la précédente Conférence générale, sept comparaisons sur place d'étalons de Josephson, trois comparaisons sur place d'étalons de résistance de Hall quantifiée et vingt comparaisons bilatérales d'étalons de résistance et de tension au moyen d'étalons voyageurs classiques ont été achevées.

M. Bordé remercie M. Göbel pour la présentation de son rapport et demande s'il y a des questions. M. Carneiro (Danemark) attire l'attention sur le fait que, bien que l'on puisse mesurer l'effet Hall quantique avec une incertitude relative de l'ordre de 10<sup>-9</sup> dans les laboratoires nationaux de métrologie, l'incertitude à laquelle l'utilisateur final a accès est bien plus élevée. Il demande si le CCEM a étudié ce qui pourrait être fait pour améliorer l'efficacité de la dissémination des unités électriques. M. Göbel répond que l'incertitude plus élevée transférée à l'utilisateur final ne pose pas de problème pour le moment. La priorité du CCEM était de réduire l'incertitude des mesures au plus haut niveau, et la prochaine étape sera d'améliorer les étalons de transfert et donc la dissémination à l'utilisateur final.

M. Witt (BIPM) commente que des progrès conséquents ont déjà été réalisés au BIPM en ce qui concerne l'exactitude des étalons de transfert de tension. En corrigeant pour les dépendances en pression et en température et en considérant le bruit en 1/f d'un étalon de Zener voyageur du BIPM, les résultats obtenus ont été améliorés d'un ordre de grandeur.

M. Bordé demande s'il est possible de vérifier la loi d'Ohm dans le cadre de la mécanique quantique. M. Göbel répond que c'est une question clé. La constante de Josephson et la constante de von Klitzing se rapportent à des effets quantiques macroscopiques, mais, pour vérifier la loi d'Ohm, il faut une constante pour le courant fondée sur un effet quantique. Il espère que l'on pourra y parvenir au moyen de dispositifs à tunnel mono-électronique, et apporte son soutien à la poursuite des études.

#### 11.5 Comité consultatif de thermométrie

Mme K.B. Gebbie, présidente du Comité consultatif de thermométrie (CCT), présente son rapport ainsi que le projet de résolution I sur l'extension de l'Échelle internationale de température au-dessous de 0,65 K (*voir* page 171).

Le CCT ne s'est réuni qu'une fois depuis la précédente Conférence générale. Les discussions ont porté sur les rapports de ses groupes de travail, ainsi que sur l'EIT-90 : les trois types de non-unicité, la reproductibilité des points fixes, les questions relatives à l'emploi d'instruments d'interpolation, les informations nouvelles sur  $(T - T_{90})$ , et les incertitudes sur la réalisation de l'EIT-90. Une discussion sur les échelles de température au-dessous de 1 K et l'extension éventuelle de l'EIT-90 au-dessous de 0,65 K a abouti à proposer au Comité international une recommandation concernant l'importance croissante de ces mesures. Une seconde recommandation se rapporte aux mesures de température au-dessus de 2500 K.

Une seconde réunion du CCT, qui devait avoir lieu en juin 1999, a été repoussée au printemps 2000. Après discussion avec les présidents des groupes de travail du CCT, Terry Quinn et moi-même avons décidé qu'il était préférable d'attendre les résultats des comparaisons clés pour réunir le CCT, afin qu'il les examine et éventuellement les approuve.

### Points fixes de définition et instruments d'interpolation

Nos efforts concernent ici principalement l'amélioration des techniques pour la réalisation des points fixes de l'EIT-90 et l'emploi des instruments d'interpolation, l'étude de la non-unicité et la mise à jour du document Supplementary Information for the International Temperature Scale of 1990.

Deux articles sur l'EIT-90 ont paru dans *Metrologia*. Le premier traite des objectifs d'une échelle internationale de température et présente les concepts de base de l'EIT-90, y compris ceux de la non-unicité et des points fixes de température qui sous-tendent l'échelle. Le second recommande des techniques de comparaison, au plus haut niveau d'exactitude, de cellules à points fixes pour la thermométrie par contact. Un autre article traite de l'influence des impuretés sur la température des points fixes.

Les recherches se poursuivent sur la stabilité des thermomètres à résistance de platine étalons à haute température, sur la non-unicité, sur les points fixes et leur réalisation, et sur les méthodes d'interpolation pour l'EIT-90.

Une version révisée de Supplementary Information for the International Temperature Scale of 1990 est en préparation.

# Points fixes secondaires et techniques permettant une réalisation approchée de l'EIT-90

Deux tâches principales liées à cette activité sont achevées : il s'agit de la publication d'une nouvelle liste des points fixes secondaires et d'une révision des tables de référence pour les thermocouples et les thermomètres à résistance de platine industriels. La principale activité qui reste à accomplir est la révision de la monographie *Techniques for Approximating the International Temperature Scale of 1990*.

#### Équivalence internationale des mesures de température

Nos activités concernent principalement la collecte d'informations sur les comparaisons régionales et bilatérales, l'organisation de comparaisons appropriées entre les groupes régionaux au plus haut niveau d'exactitude, et la mise au point de méthodes d'estimation des incertitudes.

Certains membres du Groupe de travail 3 et des représentants des laboratoires pilotes des comparaisons clés de température se sont réunis à Bratislava au SMU (Slovaquie) en avril 1999; une autre réunion s'est tenue en juin 1999 au Nederlands Meetinstituut (NMi, Pays-Bas).

La plupart des comparaisons clés sont en cours. Aucun résultat n'a encore été soumis à l'approbation du CCT. Les discussions montrent qu'il n'existe pas encore de consensus clair à propos : 1) des services d'étalonnage qui doivent figurer dans l'annexe C du MRA, 2) des critères permettant de décider si les aptitudes déclarées par ces services sont cohérentes ou non avec les résultats mentionnés à l'annexe B du MRA, et 3) des comparaisons supplémentaires nécessaires, le cas échéant, pour appuyer les déclarations de l'annexe C sur les thermomètres industriels comme les thermocouples.

Une réunion du Groupe de travail 3 et de représentants des laboratoires pilotes des comparaisons clés du CCT doit avoir lieu au NIST (États-Unis) les 17 et 18 janvier 2000.

# Détermination des températures thermodynamiques et extension de l'EIT-90 à de plus basses températures

Les activités dans ce domaine sont les suivantes :

1) Étude des déterminations de la température thermodynamique T et de la différence  $(T - T_{90})$ 

Peu de déterminations nouvelles ont fait l'objet de publications depuis 1996, mais un article important de Moldover et de ses collègues du NIST (*J. Res. Natl. Inst. Stand. Technol.*, 1999, **104**, 11-46) sur la thermométrie acoustique dans le domaine situé entre 217 K et 303 K montre des écarts par rapport à

l'EIT-90 pouvant atteindre 4,6 mK, ce qui a des implications significatives sur l'exactitude de l'échelle à de plus hautes ou de plus basses températures.

Plusieurs expériences sont programmées dans un certain nombre de laboratoires, y compris, par exemple, la continuation des travaux jusqu'à 800 K au NIST (États-Unis), la thermométrie à bruit au Measurement Standards Laboratory of New Zealand (MSL, Nouvelle-Zélande) jusqu'à 693 K et à la PTB (Allemagne) jusqu'à 1830 K, la thermométrie à rayonnement total ou spectral au NPL (Royaume-Uni), à la PTB et dans d'autres laboratoires, et la thermométrie à gaz dans différents domaines au-dessous de 300 K, au moyen de thermomètres à volume constant, à constante diélectrique ou à diffusion de Rayleigh, respectivement au NMi, à la PTB et au NPL.

Ce sont des expériences à long terme, et il faudra beaucoup de temps avant d'avoir une idée plus claire de l'exactitude de l'EIT-90. En attendant, le MSL effectue une analyse théorique détaillée de la résistivité du platine afin de vérifier la cohérence des résultats expérimentaux obtenus.

# 2) Étude de l'échelle de pression de vapeur de <sup>3</sup>He au-dessous de 3 K

Des expériences sur la thermométrie à tension de vapeur de <sup>3</sup>He ont été menées au NIST et au NMi, d'autres sont en cours à la PTB. Les difficultés et les différences dans les résultats augmentent quand la température baisse, mais il est important d'établir l'exactitude de l'EIT-90 à sa limite actuelle la plus basse, et d'obtenir une corrélation exacte entre la pression de vapeur de <sup>3</sup>He et la pression de fusion de <sup>3</sup>He, nécessaire à l'extension de l'échelle.

### 3) Étude des échelles de température au-dessous de 0,65 K

Le but de cette activité est de proposer une recommandation au CCT sur l'extension de l'EIT-90 jusqu'à 1 mK. Les progrès réalisés dans la mise au point de l'équation de pression de fusion de <sup>3</sup>He ont été examinés lors d'un atelier qui s'est tenu à Leyde (Pays-Bas) en septembre 1998. Les différences entre les échelles établies à la PTB et au NIST, ainsi qu'à l'université de Floride, sont considérables aux températures les plus basses ; elles ont depuis été analysées en détail au moyen de calculs thermodynamiques. Nous ne sommes parvenus à aucune conclusion définitive, et nous ne voyons pas clairement si nous parviendrons à un accord sur une équation de pression de fusion provisoire avant la session du CCT qui doit se tenir en avril 2000.

Le Groupe de travail 4 a prévu de se réunir au NIST les 20 et 21 janvier 2000.

# Détermination des températures thermodynamiques des corps noirs à haute température

Un groupe de travail *ad hoc* commun au CCT et au CCPR travaille à comparer les mérites de l'EIT-90 et de la radiométrie absolue pour la mesure des températures thermodynamiques des corps noirs à haute température.

L'EIT-90 recommande d'effectuer ces mesures au moyen de la thermométrie à rayonnement monochromatique et par référence, au choix, aux points de congélation de l'argent, de l'or ou du cuivre. Un certain nombre de radiométristes préfèrent, toutefois, utiliser d'autres méthodes comme la mesure absolue du flux énergétique dans une bande spectrale bien définie à l'aide d'un radiomètre cryogénique, ou la mesure du rapport des flux énergétiques dans au moins deux bandes spectrales à une seule température.

Dans son rapport préliminaire à la session de 1996 du CCT, le groupe de travail avait conclu que l'EIT-90 était alors un peu plus exacte et facile à mettre en œuvre pour les applications de routine que la radiométrie absolue, mais que, pour un expert de ces domaines, la radiométrie absolue pouvait être dans certains cas un peu plus exacte. Les deux méthodes devraient à terme offrir la même exactitude.

Des comparaisons internationales restreintes de radiomètres à filtre et de corps noirs sont en cours, le NPL et le NIST étant les laboratoires pilotes.

#### Mesures d'humidité

Un Groupe de travail sur les mesures d'humidité a été créé en 1994, pour répondre aux demandes de plus en plus nombreuses émanant de l'industrie en matière d'étalons d'humidité et en raison de l'importance croissante de ces mesures et étalons dans les laboratoires nationaux. Depuis cette date, le groupe a centré ses efforts sur la première des quatre tâches qui lui ont été confiées, c'est-à-dire l'organisation d'une comparaison internationale de générateurs d'humidité (étalons à point de rosée), qui est en cours. Les comparaisons régionales au sein de l'APMP, de l'EUROMET et du SIM seront suivies d'une comparaison internationale. Ceci permettra de lier pleinement les résultats des comparaisons des organisations régionales de métrologie à ceux obtenus lors des comparaisons du Comité international.

Dans le cadre de l'EUROMET, deux hygromètres étalons de transfert à point de rosée du NPL, qui, ensemble, couvrent le domaine allant de -75 °C à 80 °C, ont circulé entre huit laboratoires nationaux : le Centre Technique des Industries Aérauliques et Thermiques (CETIAT, France), l'IMGC (Italie), l'Instituto Nacional de Técnica Aeroespacial (INTA, Espagne), le Mittatekniikan Keskus (MIKES, Finlande), le NMi (Pays-Bas), le NPL (Royaume-Uni), l'OFMET (Suisse) et la PTB (Allemagne). Les résultats de la comparaison ont été présentés à l'International Symposium on Humidity and Moisture qui s'est tenu au NPL en avril 1998.

Dans le cadre de la comparaison internationale en cours, des comparaisons au moyen d'un étalon de transfert de précision à point de rosée de l'INTA ont été réalisées entre les laboratoires nationaux suivants : l'INTA, le NIST, le NPL et la PTB. Les résultats d'une comparaison bilatérale entre les générateurs d'humidité étalons de l'INTA et du NIST dans le domaine allant de -70 °C à 20 °C ont aussi été présentés à ce symposium international.

Dans le cadre du SIM, le NIST fournira un hygromètre de précision à point de rosée qui servira d'étalon de transfert pour une comparaison entre trois laboratoires nationaux : le CENAM (Mexique), l'Instituto Nacional de Metrologia, Normalização e Qualidade Industrial (INMETRO, Brésil) et le NIST (États-Unis).

Dans le cadre de l'APMP, une comparaison est en cours entre les laboratoires nationaux suivants : le Centre for Measurement Standards (CMS, Taiwan), le KRISS (République de Corée), le NML (Australie), le National Research Center for Certified Reference Materials (NRCCRM, Chine), le NRLM (Japon), le Singapore Productivity and Standards Board (SISIR, Singapour) et le Standards and Industrial Research Institute (SIRIM, Malaisie). Un hygromètre de précision à point de rosée du NRLM est utilisé comme étalon de transfert.

Mme Gebbie rend ensuite hommage à M. Luigi Crovini, décédé soudainement le 21 octobre 1995 à l'âge de 58 ans. Luigi a participé à toutes les réunions du CCT depuis la 9e session en 1971 jusqu'à la 18e en 1993, première session qu'il présida. Au moment de son décès, il était directeur de l'IMGC, directeur du Consiglio Nazionale delle Ricerche (CNR), et secrétaire désigné du Comité international. Il s'intéressait à de nombreux sujets scientifiques et ses nombreuses publications comprennent des articles consacrés non seulement à la thermométrie et aux échelles de température, mais aussi aux propriétés thermiques des matériaux, aux mesures acoustiques, à l'hygrométrie et à divers aspects de la métrologie. Au cours des années 1980, il a joué un rôle clé dans la mise au point de l'EIT-90. Pendant la brève période où il fut président du CCT, il mit en œuvre des études sur la mise en pratique de l'EIT-90 et son extension à des températures plus basses. Un numéro spécial de *Metrologia* (1996, 33, n° 4) lui est dédié en gage d'amitié et d'estime.

Le projet de résolution I sur l'extension de l'Échelle internationale de température au-dessous de 0,65 K est ensuite approuvé à l'unanimité comme Résolution 9 (*voir* page 143).

#### 11.6 Comité consultatif de photométrie et radiométrie

M. A.J. Wallard, président du Comité consultatif de photométrie et radiométrie (CCPR), présente le rapport suivant.

Le CCPR s'est réuni deux fois depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures ; il a tenu sa 14<sup>e</sup> session au BIPM les 10 et 11 juin 1997 et sa 15<sup>e</sup> session, également au BIPM, du 24 au 26 mars 1999. Le Comité s'est intéressé principalement au choix des comparaisons clés qui seront organi-

sées dans le cadre du MRA et à la coordination des activités de ses groupes de travail.

#### Comparaisons clés

Lors de sa 14<sup>e</sup> session, le CCPR a identifié six comparaisons clés, d'après les recommandations du Groupe de travail sur les comparaisons clés dont le président est M. A.C. Parr, du NIST (États-Unis):

Éclairement énergétique spectral (CCPR-K1) entre 250 nm et 2500 nm. Le laboratoire pilote de cette comparaison d'éclairement énergétique spectral est le NPL (Royaume-Uni); elle devrait se dérouler entre avril 1999 et mai 2000. L'un des aspects intéressants de cette comparaison est qu'elle permettra au CCPR d'évaluer les performances des lampes de type FEL ou Polaron (type II), et d'observer, le cas échéant, les effets du transport, manuel ou impersonnel, sur les performances de ces lampes. Ces aspects de la comparaison fourniront des arguments pour discuter des mérites relatifs de ces deux types de sources.

**Sensibilité spectrale** (CCPR-K2). Il s'agit d'une comparaison sur les performances de récepteurs, dans trois domaines de longueur d'onde :

- proche infrarouge (900 nm à 1600 nm): le NIST est le laboratoire pilote de cette comparaison qui devrait s'achever en août 2000;
- visible (300 nm à 1000 nm) : le BIPM coordonne cette comparaison qui devrait débuter en janvier 2000 et s'achever en juin 2001 ;
- ultraviolet (200 nm à 400 nm): cette comparaison, qui débutera en juillet 2000, est coordonnée par la PTB (Allemagne); elle devrait s'achever en 2001.

Bien que cette comparaison soit une répétition d'une comparaison similaire de mesures de sensibilité spectrale dont le rapport avait été présenté à la précédente Conférence générale, elle est opportune en raison de l'emploi, maintenant répandu dans de nombreux laboratoires, de radiomètres cryogéniques. De plus, la précédente comparaison était limitée au domaine de longueur d'onde situé entre 250 nm et 1000 nm.

Intensité et sensibilité lumineuse (CCPR-K3.a et CCPR-K3.b). Deux comparaisons d'intensité et de sensibilité lumineuse, liées entre elles, sont achevées. Elles faisaient partie de la liste des comparaisons décidées par le CCPR en 1994 lors de sa 13<sup>e</sup> session : l'une était une comparaison d'intensité lumineuse fondée sur des lampes, l'autre une comparaison photométrique fondée sur des récepteurs. Elles étaient coordonnées respectivement par la PTB et par le BIPM. Leurs résultats sont discutés plus bas dans ce rapport.

Flux lumineux (CCPR-K4). La PTB est le laboratoire pilote de cette comparaison de flux lumineux, qui s'est déroulée en même temps que celle d'intensité lumineuse. Les mesures sont maintenant terminées et les résultats sont discutés plus bas dans ce rapport.

Facteur de réflexion spectrale diffuse (CCPR-K5). Le NIST est le laboratoire pilote de cette comparaison de facteur de réflexion spectrale diffuse; elle sera limitée au domaine du visible pour lequel les conditions de mesure doivent être soigneusement précisées. Elle devrait débuter en l'an 2000. Lors de la préparation de cette comparaison, le Comité a constaté que plusieurs laboratoires utilisaient des goniophotomètres, au lieu des sphères intégrantes traditionnelles, pour mesurer le facteur de réflexion diffuse et que des anomalies apparaissaient dans les résultats. Un petit sous-groupe de laboratoires a accepté d'en étudier les causes.

Facteur de transmission spectrale régulière (CCPR-K6). Cette comparaison de facteur de transmission spectrale régulière a été choisie en raison de l'intérêt croissant porté, notamment, aux industries du verre à usage pharmaceutique, des plastiques et des boissons ; le laboratoire pilote sera le BNM-INM (France). Les filtres utilisés dans cette comparaison ont été choisis ; la comparaison sera coordonnée avec la comparaison CCPR-K5.

#### Autres comparaisons du CCPR

Le CCPR a décidé d'organiser trois comparaisons supplémentaires :

Luminance énergétique spectrale (CCPR-S1). Cette comparaison de luminance énergétique spectrale, dont le laboratoire pilote est l'Institut de recherche de Russie pour les mesures en optique physique (VNIIOFI, Fédération de Russie), devrait s'achever en novembre 1999. Elle couvre le domaine situé entre 220 nm et 2200 nm et est fondée sur de nouveaux corps noirs de référence, de haute performance, ainsi que sur une série de lampes.

Aire d'ouverture (CCPR-S2). C'est une comparaison importante qui servira à vérifier les aptitudes de mesure des laboratoires et les techniques de mesure des ouvertures proprement dites, mesure qui constitue un facteur critique dans de nombreux cas. Cette comparaison a été repoussée à une date ultérieure en raison de travaux dans les laboratoires du NIST, qui en est le laboratoire pilote.

Radiomètres cryogéniques (CCPR-S3). Cette comparaison, qui s'est achevée en 1999, a permis de comparer avec succès dix-sept radiomètres cryogéniques de manière indirecte, à l'aide de récepteurs de transfert.

#### Analyse des comparaisons clés

Lors de sa 14<sup>e</sup> session, le CCPR avait décidé d'établir un groupe de travail restreint, coordonné par son président, afin de superviser la réception et l'analyse des rapports des comparaisons clés du Comité international, ainsi que les rapports des comparaisons clés ou des comparaisons supplémentaires des organisations régionales de métrologie. Ses premières réunions ont été prévues pour coïncider avec des événements majeurs tels que les conférences

NEWRAD ou CORM. Ces réunions ont fait l'objet de vastes discussions sur la meilleure façon d'analyser les résultats des mesures photométriques et radiométriques, en particulier les résultats aberrants, et sur les différentes manières d'évaluer la valeur de référence lorsqu'une grandeur dépend fortement de la répartition spectrale.

Ces réunions, associées à de nombreux échanges de courrier électronique et postal, ont servi de préparation à la réunion du Groupe de travail sur les comparaisons clés, tenue la veille de la 15<sup>e</sup> session du CCPR, et ont permis au groupe de se mettre d'accord sur le point suivant : si les laboratoires participant à une comparaison clé approuvent un bilan d'incertitude robuste pour chaque participant, la moyenne calculée à partir des résultats individuels, pondérée par l'inverse du carré de l'incertitude de chaque participant, devrait être statistiquement robuste. Le CCPR espère pouvoir se conformer à cet arrangement idéal le moment venu, mais il reconnaît que pour les comparaisons en cours, il ne dispose pas toujours d'une analyse complète du bilan d'incertitude. Pour les comparaisons achevées, le CCPR a approuvé la recommandation du groupe de travail qui consiste à fixer par consensus un certain seuil d'incertitude, représentatif de l'état de l'art en la matière, lorsque les incertitudes individuelles déclarées par certains participants paraissent trop faibles.

Cette approche a été adoptée pour les comparaisons clés en photométrie (c'est-à-dire celles qui n'impliquent pas une forte dépendance spectrale) et a été appliquée au calcul des résultats définitifs qui figureront dans les rapports préparés pour publication et qui seront inclus dans la base de données du BIPM sur les comparaisons clés.

Le groupe de travail reconnaît qu'il doit résoudre le problème difficile des résultats qui varient en fonction de la longueur d'onde avant de donner des directives aux laboratoires pilotes et aux laboratoires participant à ces comparaisons.

D'ici là, et pour toutes les mesures de chaque comparaison à venir, le CCPR insiste pour avoir accès à des bilans complets d'incertitude qui soient méticuleusement documentés, puis examinés et discutés de manière critique au sein de l'assemblée des participants à la comparaison.

Le groupe de travail étudiera aussi les résultats des comparaisons des organisations régionales de métrologie, si celles-ci sont effectuées en accord avec les procédures agréées dans le cadre de l'arrangement de reconnaissance mutuelle.

#### Groupe de travail sur la radiométrie spectrale pour l'ultraviolet dans l'air

Les activités de ce groupe de travail, qui prend de plus en plus d'importance, continuent. De nouvelles techniques relatives aux sources et aux récepteurs voient le jour, et de nouveaux besoins apparaissent, aussi le CCPR encou-

rage-t-il vivement l'usage de récepteurs tels que les radiomètres cryogéniques auprès des synchrotrons ou des anneaux de stockage d'électrons, qui peuvent fournir, dans le domaine de l'ultraviolet aux courtes longueurs d'ondes, une alternative intéressante à l'emploi des sources utilisées en dosimétrie des rayons x pour les étalonnages.

Depuis la précédente Conférence générale, le groupe de travail poursuit les comparaisons de luminance énergétique spectrale dans le domaine situé entre 200 nm et 400 nm; l'accord entre les résultats des participants est satisfaisant à proximité de 200 nm; les résultats du NIST, de la PTB et du NPL sont en accord à un écart-type près. Ces comparaisons ont aussi révélé que les lampes à deutérium, bien que montrant des signes de vieillissement, peuvent encore être utilisées pour les comparaisons et pour la conservation de la puissance énergétique spectrale relative plutôt que comme échelle absolue. Les mesures de luminance énergétique spectrale se sont avérées plus satisfaisantes que les mesures d'éclairement énergétique spectral, dont les résultats étaient moins bons que ceux de la comparaison de 1992.

Dans ce domaine comme dans d'autres, les méthodes fondées sur des récepteurs continuent à s'améliorer, comme en témoignent les diverses réunions qui ont eu lieu, notamment à la PTB et à l'occasion de la conférence NEWRAD. Les photodiodes en platine-silicium montrent une meilleure stabilité et peuvent maintenant être considérées comme des étalons de transfert acceptables, en particulier dans le domaine situé entre 200 nm et 400 nm; les radiomètres à filtre peuvent atteindre une incertitude relative inférieure à  $5 \times 10^{-3}$ . Le groupe a été convié à poursuivre ses études ; il présentera un nouveau programme de travail à la  $16^{e}$  session du CCPR.

#### Groupe de travail commun au CCT et au CCPR

Le groupe de travail commun au CCT et au CCPR avait envisagé d'effectuer des comparaisons de mesure de température au moyen de radiomètres à filtre par référence au point de l'or. Les travaux ont été repoussés à une date ultérieure en raison de la lourde charge de travail apportée aux laboratoires nationaux de métrologie par le programme de comparaisons clés.

#### Conclusions

Le CCPR continue de constater que des demandes spécifiques émanent de laboratoires qui utilisent des sources laser pour des mesures de puissance, en vue d'applications telles que, par exemple, la fabrication de microcircuits de haute résolution. Certains besoins nouveaux se font aussi sentir dans les domaines des techniques informatiques utilisant des fibres optiques et de l'optoélectronique. Ces besoins, identifiés par le CCPR, se rapprochent des centres d'intérêt d'autres comités consultatifs tels que le CCEM. Les présidents du CCPR et du CCEM avaient étudié brièvement leurs points d'intérêt

communs potentiels après la 14<sup>e</sup> session du CCPR, mais ils n'avaient pas constaté de besoins impératifs qui ne soient déjà couverts ou traités, comme c'est le cas des instruments de mesure de puissance optique, au niveau des organisations régionales de métrologie. Lors de sa 15<sup>e</sup> session, le CCPR a accepté l'offre du NIST d'étudier la question et de présenter un rapport au CCPR.

L'intérêt du Comité continue à être stimulé par l'existence d'un nombre de plus en plus grand de radiomètres cryogéniques dans les laboratoires nationaux de métrologie. Ceux-ci présentent une exactitude correspondant habituellement à une incertitude relative inférieure à plusieurs 10<sup>-4</sup>. Ces instruments sont donc les meilleurs dans le domaine du visible et de l'infrarouge. De nouveaux corps noirs à haute température offrent des possibilités nouvelles et des étalons de transfert fondés sur des récepteurs constituent un défi aux échelles actuelles fondées sur des sources. La technique évolue en ce domaine et promet de stimuler les laboratoires nationaux de métrologie dans un proche avenir.

Pour terminer, n'étant président du CCPR que depuis 1996, je tiens à rendre hommage à M. William Blevin, mon prédécesseur. Expert mondialement reconnu, il a non seulement contribué personnellement au domaine, mais a aussi guidé le CCPR pendant quatorze années au cours desquelles des avancées notables ont vu le jour, en particulier la redéfinition de la candela qui découle directement de sa proposition.

Le CCPR tiendra sa 16<sup>e</sup> session en 2001.

M. Bordé remercie M. Wallard et mentionne la difficulté à comparer l'intensité de lumières cohérentes et incohérentes. M. Wallard acquiesce qu'il s'agit d'un problème important. Il dit que de nombreux laboratoires utilisent maintenant des sources cohérentes (lasers) dans un domaine de longueurs d'ondes très large. Un problème rencontré avec les sources non cohérentes est que l'intensité du faisceau n'est pas constante sur la surface du récepteur.

# 11.7 Comité consultatif des rayonnements ionisants

M. G. Moscati, président du Comité consultatif des rayonnements ionisants (CCRI), précédemment appelé le Comité consultatif pour les étalons de mesure des rayonnements ionisants (CCEMRI), présente le rapport suivant.

Les rayonnements ionisants jouent un rôle important dans de nombreux domaines des sciences et des techniques. La mesure exacte des rayonnements ionisants est cruciale en radiothérapie, mais d'autres applications médicales et industrielles imposent une forte demande sur les services métrologiques ; par exemple il devient de plus en plus capital pour de nombreux gouver-

nements de mesurer le niveau d'activité dans l'environnement. De hauts niveaux d'activité (du TBq au PBq) sont utilisés en radiothérapie, pour la radiographie gamma, pour la conservation des aliments, pour la stérilisation des instruments médicaux et dans l'industrie nucléaire. Les niveaux de dose sont aussi élevés (du Gy au MGy) tant pour les sources de radionucléides que pour les accélérateurs linéaires. En radiopharmacie et curiethérapie sont employés des niveaux moyens d'activité (du MBq pour les diagnostics au GBq pour la thérapie) et de dose (du mGy au Gy); les équipements de diagnostic à rayons x délivrent des rayonnements correspondant aux valeurs les plus faibles de ces domaines. Enfin de faibles niveaux d'activité (du Bq au kBq) et de dose (du µGy au mGy) sont nécessaires par exemple pour évaluer la contamination dans l'environnement et pour la dosimétrie individuelle. Toutes ces applications réunies demandent d'être capable de mesurer un large domaine de types de rayonnement, d'énergie et de dose.

Alors que l'incertitude de mesure nécessaire aux utilisateurs est modeste par rapport à d'autres domaines de la métrologie (de 1 % en radiothérapie à 10 % pour les mesures relatives à l'environnement), il est crucial de parvenir à l'exactitude prescrite, toute erreur pouvant avoir des conséquences dangereuses pour la vie humaine. Dans les laboratoires nationaux de métrologie, les incertitudes doivent être inférieures d'au moins un ordre de grandeur à celles des laboratoires d'étalonnage, lesquels doivent eux-mêmes obtenir une exactitude meilleure que celle qui correspond aux besoins de l'utilisateur final. Il n'existe pas de méthode de mesure unique qui couvre tous les types, énergies, activités et doses de rayonnement d'intérêt, aussi faut-il maintenir une large variété de techniques pour relier les mesures aux unités du SI. Comme il est difficile de produire des rayonnements ionisants aux caractéristiques bien connues et qu'il faut mesurer de nombreux paramètres, la métrologie des rayonnements ionisants représente une lourde charge de travail pour les laboratoires nationaux de métrologie. Le CCRI joue un rôle clé en rassemblant des représentants des laboratoires de métrologie des rayonnements ionisants du monde entier. Le travail mis en œuvre par le CCRI, au BIPM et en dehors, assure un lien sûr et permanent entre les mesures des rayonnements ionisants et le SI.

Depuis la  $20^{\rm e}$  Conférence générale, le CCRI s'est réuni trois fois et chacune de ses trois Sections s'est réunie deux fois. La Section I (Rayons x et  $\gamma$ , électrons) s'est réunie du 14 au 16 avril 1997 et du 26 au 28 mai 1999; la Section II (Mesure des radionucléides) s'est réunie du 23 au 25 avril 1997 et du 31 mai au 2 juin 1999, et la Section III (Mesures neutroniques) s'est réunie du 21 au 22 avril 1997 et du 31 mai au  $1^{\rm er}$  juin 1999. Le « CCEMRI » s'est réuni les 27 et 28 juin 1996, les 7 et 8 juillet 1997, et le CCRI s'est réuni le 3 juin 1999. Depuis la session de 1997, le nombre des membres du CCRI s'est restreint; seules les personnalités suivantes en font partie : le président du CCRI, les présidents des trois Sections, le directeur du BIPM et la secrétaire exécutive du CCRI. La réunion dure moins d'une journée et cette nouvelle formule semble bien fonctionner.

Dans ce rapport, les travaux du CCRI, qui sont en liaison étroite avec ceux du BIPM, sont décrits selon l'ordre des Sections.

#### Rayons x et y, électrons

Les mesures faites au BIPM dans le domaine de la dosimétrie sont de deux types complémentaires : les comparaisons internationales approuvées par le CCRI et les étalonnages fondés sur des étalons bien reconnus et soigneusement conservés. Un programme continu de travaux de recherche et de mise au point d'étalons et de techniques de mesure soutient cette activité.

L'activité en cours de comparaisons et d'étalonnages par rapport aux étalons du BIPM de kerma dans l'air et de dose absorbée dans l'eau est considérée comme prioritaire par le CCRI. Depuis 1995, plus de trente comparaisons d'étalons primaires, auxquelles plus de vingt pays ont participé, ont été effectuées. Ce regain d'intérêt des laboratoires nationaux de métrologie est dû au MRA mis au point durant cette période. La Section I a approuvé les comparaisons à inclure dans la base de données du BIPM sur les comparaisons clés et elle a décidé que les étalons primaires devraient être comparés à ceux du BIPM au moins une fois tous les dix ans. Elle a aussi décidé que les valeurs déterminées pour les étalons du BIPM seraient utilisées comme valeurs de référence des comparaisons clés pour toutes les comparaisons en dosimétrie.

Des étalonnages sont effectués périodiquement pour les laboratoires qui maintiennent des étalons secondaires; plus de quarante chambres d'ionisation appartenant à douze pays ont ainsi été étalonnées. L'AIEA coordonne, avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un réseau de laboratoires de dosimétrie qui maintiennent des étalons secondaires. Ce réseau regroupe soixante-douze pays, ce qui étend considérablement la traçabilité en radiothérapie et aussi dans d'autres domaines de la dosimétrie. Les références dosimétriques de l'AIEA sont traçables aux étalons du BIPM, des étalonnages périodiques des instruments de référence (chambres d'ionisation, dosimètres thermoluminescents) étant effectués dans les faisceaux de rayonnement du BIPM.

Les étalons primaires en radiothérapie et radioprotection sont maintenus à l'aide de faisceaux de rayons x et de sources de rayonnement  $\gamma$  de  $^{60}$ Co et de  $^{137}$ Cs. L'activité de la source de  $^{60}$ Co, employée au BIPM pour les étalons en radiothérapie, a atteint un niveau trop faible, inacceptable pour des mesures exactes ; cette source doit être remplacée cette année. L'activité de la nouvelle source sera de 170 TBq (contre 40 TBq précédemment), si bien qu'il a fallu concevoir et installer un nouveau système de sécurité et de contrôle du rayonnement. Un programme de remplacement des équipements de mesure et des installations pour les rayons x a aussi débuté ; il devrait s'achever d'ici quatre ans.

Divers paramètres liés aux étalons primaires et aux comparaisons et étalonnages ont été étudiés. Parmi ces travaux, citons le calcul (à l'aide de programmes de Monte Carlo) des facteurs de correction pour la perte d'électrons et la dispersion des photons dans les chambres d'ionisation à paroi d'air, de conceptions diverses, utilisées comme étalons nationaux, la relation entre le kerma dans l'air et la dose absorbée dans l'eau pour plusieurs étalons secondaires, et l'influence des conditions d'irradiation sur les résultats d'étalonnage de chambres d'ionisation quand elles sont utilisées pour la mesure de la dose absorbée dans l'eau.

Les faisceaux de photons et d'électrons à haute énergie délivrés par des accélérateurs linéaires sont d'usage de plus en plus fréquent en radiothérapie et aussi dans l'industrie. Un système de transfert transportable, fondé sur des chambres d'ionisation, a été mis au point pour les comparaisons entre les laboratoires nationaux de métrologie. Six laboratoires ont manifesté un intérêt immédiat pour ce système. L'Institut universitaire de radiophysique appliquée (IRA-OFMET, Suisse) a fait don d'un calorimètre en graphite pour la dosimétrie absolue, et travaille à la mise au point d'un système moderne d'acquisition des données afin de mesurer la dose absorbée dans des faisceaux de rayons x à haute énergie (jusqu'à 20 MeV).

#### Mesure des radionucléides

Les mesures d'activité effectuées au BIPM, en collaboration avec la Section II, comprennent à la fois des mesures absolues et des mesures relatives. Les mesures absolues concernent les comparaisons internationales pour lesquelles on distribue aux participants des échantillons d'une même solution radioactive ; les mesures relatives concernent le SIR dans lequel les laboratoires nationaux de métrologie envoient des échantillons de radionucléides émetteurs de rayonnement  $\gamma$ , dans un domaine d'activité donné, pour comparaison avec les sources de référence de  $^{226}$ Ra au BIPM.

Pendant la période couverte par ce rapport, la Section II a effectué des comparaisons internationales de <sup>90</sup>Sr et de <sup>204</sup>Tl, radionucléides émetteurs de rayonnement bêta quasiment pur. Les résultats de la comparaison de <sup>90</sup>Sr sont satisfaisants. Une analyse détaillée des résultats pour le <sup>204</sup>Tl révèle des écarts significatifs et un groupe de travail a été créé pour examiner les méthodes de mesure utilisées et tous les facteurs susceptibles d'avoir une influence. Certains problèmes concernant la mesure de <sup>192</sup>Ir ont aussi été mis en évidence et il a été décidé de les étudier avant d'entreprendre une comparaison internationale. Une comparaison de mesures d'activité de <sup>152</sup>Eu est en cours et de nouvelles comparaisons de <sup>89</sup>Sr et de <sup>238</sup>Pu sont prévues pour l'an 2000. Les résultats approuvés par la Section II pour les comparaisons de mesures d'activité absolue seront inclus dans la base de données du BIPM sur les comparaisons clés. Certaines comparaisons datent de plus de dix ans, mais il a été jugé important de conserver ces résultats.

Le SIR joue un rôle de plus en plus important pour l'amélioration de l'assurance de qualité dans le monde, fondée sur l'équivalence internationale des mesures nationales d'activité. Au total 762 ampoules ont déjà été mesurées et 535 résultats indépendants ont été obtenus pour 59 émetteurs de rayonnement gamma, y compris quelques gaz radioactifs. L'extension du SIR aux émetteurs de rayonnement bêta pur, mesurés au BIPM selon la méthode de scintillation liquide du Centro de Investigaciones Energéticas, Medioambientales y Tecnológicas (CIEMAT, Espagne) et du NIST (États-Unis), a été couronnée de succès, mais il est nécessaire de disposer à l'avenir d'un système qui assure une reproductibilité à long terme. La mesure de radionucléides à courte durée de vie est à l'étude. La Section II a décidé d'utiliser les résultats du SIR, qui sont directement traçables aux mesures issues de méthodes employant des étalons primaires, afin d'établir les valeurs de référence des comparaisons clés dans le cadre du MRA. Le SIR continue à servir de système d'étalonnage pour les laboratoires qui utilisent des méthodes secondaires ou dérivées pour la mesure des radionucléides. Une monographie décrivant le SIR et l'ensemble des résultats déjà obtenus est en préparation pour publication.

La courbe d'efficacité des chambres d'ionisation du SIR a été réévaluée et les résultats ont été publiés. Un système de spectroscopie gamma, fondé sur un détecteur Ge(Li), a été mis au point au BIPM et s'est déjà avéré utile pour identifier d'éventuelles impuretés contenues dans les ampoules soumises au SIR et mesurer leur activité. Un détecteur au Ge hyperpur a été acheté, si bien qu'un système ayant une résolution meilleure est en cours de fabrication. La méthode du rapport des coïncidences triples aux coïncidences doubles pour les mesures d'activité absolue est en cours de mise au point et devrait fournir une méthode utile en complément des méthodes de mesure absolue disponibles au BIPM.

Une chambre d'ionisation étalon stable et reproductible, réalisable par n'importe quel laboratoire national de métrologie à tout moment, est en cours de mise au point au NPL (Royaume-Uni) dans le cadre d'un projet de la Section II. L'incorporation d'une telle chambre au SIR fournirait au départ un instrument de sauvegarde qui, une fois qu'il aura fait ses preuves, pourrait remplacer les chambres d'ionisation du SIR. Le fait que chaque laboratoire national de métrologie dispose de chambres identiques devrait finalement faciliter les comparaisons d'émetteurs de rayonnement gamma, en particulier des radionucléides à courte durée de vie, et permettre d'effectuer un plus grand nombre de comparaisons.

#### Mesures neutroniques

La principale activité de la Section III a été une comparaison internationale de mesures de fluence neutronique à 24,5 keV entre six laboratoires nationaux. Des neutrons peuvent être obtenus à cette énergie par filtration du

faisceau d'un réacteur, par émission de sources radioactives Sb-Be  $(\gamma,n)$ , ou par réaction de faisceaux de protons sur des cibles de scandium. La comparaison a consisté à faire circuler une série de trois sphères de Bonner et un compteur proportionnel à  ${}^{3}$ He. Le BIPM a vérifié la stabilité de l'instrument de transfert au début de la comparaison et après chaque mesure dans l'un des laboratoires participants. Une fois les incertitudes de mesure entièrement évaluées, la moyenne pondérée sera utilisée comme valeur de référence de la comparaison clé. Les résultats seront publiés dans *Metrologia*.

Des comparaisons de mesures neutroniques sont à l'heure actuelle effectuées à plusieurs énergies sélectionnées dans le domaine allant de 24,5 keV à 14,7 MeV. La Section III a décidé que, puisque les comparaisons de mesures neutroniques durent plusieurs années, toutes les comparaisons passées, certaines remontant aux années 1960, doivent être mentionnées dans la base de données du BIPM sur les comparaisons clés, mais aucun degré d'équivalence ne sera déterminé tant que la comparaison ne sera pas répétée. De nouvelles comparaisons sont envisagées : comparaison de débit de fluence de neutrons thermiques en faisant circuler une série de chambres d'ionisation à  $^{10}{\rm B}$  comme instruments de transfert ; comparaison de débit de fluence de neutrons rapides monoénergétiques pour laquelle chaque participant enverrait son étalon à la PTB afin que les mesures soient faites dans un court laps de temps ; et comparaison de taux d'émission de neutrons produits par une source de  $^{241}{\rm Am-Be}$  ( $\alpha,n$ ) qui circulera entre les participants.

Le BIPM ayant mis fin à ses activités de mesures neutroniques en août 1995, ses équipements et étalons de référence ont été restitués à leur propriétaire d'origine ou donnés aux laboratoires intéressés : ainsi, par exemple, les sphères de Bonner et les compteurs proportionnels à <sup>3</sup>He ont été restitués au NPL et le dispositif à bain de manganèse est maintenant installé à l'Instituto de Radioproteção e Dosimetria (IRD) au Brésil.

M. Bordé remercie M. Moscati pour la présentation de son rapport et demande s'il y a des questions. M. Wallard demande pourquoi on ne dispose que de résultats provisoires pour les comparaisons clés du CCRI. Mme Allisy-Roberts (BIPM) explique que le terme « provisoire » indique seulement que les résultats n'ont pas encore été publiés. M. Ugur dit qu'il est satisfait de voir que les comparaisons de <sup>60</sup>Co concernent 65 % de la population mondiale, mais s'enquiert de la politique du CCRI envers les États qui ne sont pas membres de la Convention du Mètre. M. Moscati répond que le CCRI est au service des États membres de la Convention du Mètre, et que les organisations régionales de métrologie étendent cette couverture aux autres pays. Avec l'introduction d'États associés, ce service sera encore plus étendu. En réponse à une question de M. Leitner (Autriche), Mme Allisy-Roberts dit qu'à la dernière session de la Section I du CCRI, il a été décidé de ne pas inclure les mesures de dosimétrie dans la liste des comparaisons

clés du CCRI, mais de les inclure dans celle des comparaisons supplémentaires.

## 11.8 Comité consultatif pour la quantité de matière

M. R. Kaarls, président du Comité consultatif pour la quantité de matière (CCQM), présente son rapport ainsi que les projets de résolution J et K, sur la métrologie en chimie et la biotechnologie (*voir* page 174).

### La mole et la métrologie en chimie

Depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale, le CCQM s'est réuni chaque année (les 14 et 15 février 1996, les 20 et 21 février 1997, les 19 et 20 février 1998 et du 8 au 12 février 1999). L'intérêt pour la métrologie en chimie des laboratoires nationaux de métrologie et de certains laboratoires des États membres de la Convention du Mètre qui leur sont associés n'a cessé d'augmenter au cours des cinq dernières années.

Dans de nombreux pays, les laboratoires nationaux de métrologie ont démarré ou intensifié des activités dans ce domaine. Comme les investissements en équipements appropriés, en particulier ceux nécessaires à des mesures primaires, peuvent être considérables et que des connaissances spécialisées en chimie sont nécessaires, les laboratoires nationaux de métrologie de différents pays ont établi des collaborations étroites avec d'autres laboratoires de pointe de leur pays respectif.

L'accroissement rapide de l'intérêt pour la métrologie en chimie est certainement provoqué par le besoin du commerce et de l'industrie de disposer de mesures fiables et traçables. Les demandes de la société dans des domaines tels que la santé, la sécurité ou la protection de l'environnement ont aussi rendu nécessaires des mesures plus exactes et traçables en chimie. Les accords commerciaux, tels que ceux conclus sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et les accords entre organismes d'accréditation doivent être étayés par des mesures fiables et traçables. Il faut éviter les barrières techniques au commerce.

Dans le domaine des mesures chimiques, une énorme quantité de travail est nécessaire pour arriver à une situation plus satisfaisante. Ainsi, l'intérêt pour les activités du CCQM et de ses groupes de travail est vif et a engendré de nombreuses demandes pour obtenir, au minimum, un statut d'observateur auprès du CCQM. En parallèle, on peut observer une activité accrue dans ce domaine au sein des organisations régionales de métrologie.

Le CCQM travaille en coopération étroite avec des organisations régionales ou globales actives dans le domaine de la métrologie en chimie, telles que la Cooperation on International Traceability in Analytical Chemistry (CITAC), l'IFCC, l'ISO-REMCO et l'UICPA.

Lors de la 20<sup>e</sup> Conférence générale en 1995, j'ai présenté un rapport sur les premières actions et résultats du CCQM et de son prédécesseur, le Groupe de travail du Comité international sur la métrologie en chimie créé en 1992. Depuis, des progrès considérables ont été accomplis, une stratégie a été mise au point et une infrastructure d'études et de comparaisons clés a été approuvée et mise en œuvre.

#### Résultats des études et comparaisons

Le CCQM continue d'étudier et de discuter des méthodes primaires à appliquer, des matériaux de référence primaires et plus généralement du rôle des matériaux de référence certifiés.

Des liens ont été établis avec le Groupe de travail sur le VIM du Comité commun sur les guides en métrologie pour discuter des définitions de termes qui répondent aux besoins de la communauté des chimistes et qui soient compréhensibles par cette communauté.

Des documents et protocoles ont été établis et publiés pour décrire les méthodes primaires suivantes : spectrométrie de masse avec dilution isotopique ; coulométrie ; gravimétrie ; titrage ; et détermination de l'abaissement du point de congélation (analyse calorimétrique à compensation de puissance).

Depuis, d'autres méthodes primaires potentielles, telle que la spectroscopie à résonance magnétique nucléaire, sont à l'étude.

Les comparaisons suivantes ont été effectuées :

- Plomb dans un échantillon d'eau, laboratoire pilote : NIST (États-Unis). Cette comparaison est en partie une répétition de l'étude effectuée aux débuts du CCQM. De meilleures directives ont été rédigées et des préparatifs plus détaillés ont été faits avant de commencer la comparaison proprement dite. Les résultats sont maintenant satisfaisants, et montrent que les onze participants sont en accord à ± 1 % près de la valeur nominale.
- Mélanges de gaz de CO, CO<sub>2</sub>, NO, SO<sub>2</sub> dans l'azote et trois compositions de gaz naturel, laboratoire pilote : NMi (Pays-Bas).

Cette grande série de comparaisons est terminée. Les résultats sont satisfaisants et montrent une comparabilité entre les laboratoires nationaux de métrologie participants et une traçabilité au SI pouvant atteindre  $\pm$  1 % et souvent même meilleures d'un ordre de grandeur.

 pp'-DDE dans l'iso-octane par spectrométrie de masse avec dilution isotopique.

Les résultats à la fraction massique la plus élevée (4,74  $\mu$ g/g) montrent un accord satisfaisant (à  $\pm$  1 % près de la valeur de référence) entre les dix laboratoires participants. Toutefois, à la fraction massique la plus faible (0,072  $\mu$ g/g), une dispersion plus grande des résultats des laboratoires participants a été observée, six des dix laboratoires participants étaient en accord à  $\pm$  1 % près avec la valeur de référence.

Dans tous les cas, il est clair que les laboratoires doivent parvenir à une meilleure harmonisation des déclarations d'incertitudes de mesure.

#### Organisation des activités du CCQM

Pour organiser les activités menées par ou sous l'égide du CCQM de manière efficace et prendre en compte les conséquences du MRA, le CCQM a créé les cinq groupes de travail suivants :

- Groupe de travail sur les comparaisons clés, présidé par le NIST ;
- Groupe de travail sur l'analyse organique, présidé par le NIST ;
- Groupe de travail sur l'analyse inorganique, présidé par le Laboratory of the Government Chemist (LGC, Royaume-Uni);
- Groupe de travail sur l'analyse de gaz, présidé par le NMi ;
- Groupe de travail sur le pH, présidé par la PTB (Allemagne).

## Groupe de travail sur les comparaisons clés

Le CCQM fait la distinction entre les études et les comparaisons clés.

Les études ne sont pas seulement des projets de recherche et développement, mais sont aussi des comparaisons préliminaires à de nouvelles comparaisons clés potentielles.

Comme le domaine de la métrologie en chimie est très vaste, le CCQM a décidé d'établir des priorités. Ainsi, seules seront définies et réalisées les comparaisons clés centrales à certaines spécialités de la chimie, qui sont intéressantes du point de vue de la métrologie et qui ont un impact important pour le commerce, l'industrie ou la société.

Le CCQM a aussi commencé à définir un programme à long terme d'études et de comparaisons clés. Les domaines couverts sont les suivants :

- Santé: marqueurs servant au diagnostic clinique
- *Alimentation* : résidus de pesticides, toxines dans l'alimentation, eau potable

- *Environnement*: eau, air, gaz impliqués dans le réchauffement climatique du globe, sources ponctuelles d'émission, polluants dans les sols, les sédiments ou les cendres, métaux dans les tissus biologiques, métaux toxiques dans les plastiques recyclés
- *Matériaux de haute technologie* : semiconducteurs, alliages métalliques, polymères et plastiques, catalyseurs
- Marchandises et produits divers
- Aspects légaux
- Produits pharmaceutiques
- Biotechnologies
- Applications analytiques générales: pureté de matériaux, solutions d'étalonnage, étalons isotopiques

Neuf comparaisons clés et vingt études sont en cours d'exécution ou prévues.

La liste des comparaisons et études proposées au CCQM est publiée dans le rapport de la 5<sup>e</sup> session du CCQM (1999) au tableau 1 (pages 38 à 41) et la liste des comparaisons clés (K) et études pilotes (P) du CCQM, terminées, en cours ou envisagées figure au tableau 2 (pages 42 et 43).

#### Groupe de travail sur l'analyse organique

Au cours de l'année passée, les travaux effectués par ce groupe de travail se sont bien structurés.

Les résultats des études et des comparaisons, ainsi que l'état d'avancement des travaux ont été présentés lors de la dernière session du CCQM :

- Spectroscopie de résonance magnétique nucléaire pour l'analyse de mélanges, pouvant éventuellement servir de méthode primaire pour les composés organiques dans des mélanges liquides. Les résultats sont prometteurs et l'étude sera poursuivie.
- Les comparaisons de pp'-DDE dans l'huile de maïs ont montré un niveau d'équivalence prometteur entre les laboratoires participants, en particulier à des niveaux de concentration élevés. Des comparaisons clés de ce type, dans l'huile de foie de morue, devraient avoir lieu prochainement.
- Études sur les caractéristiques de substances organiques pures au moyen de diverses techniques de vérification de la pureté. Ces études ont été très utiles pour identifier les problèmes à résoudre dans les futures études de ce type.
- Les comparaisons sur la détermination du cholestérol dans un sérum humain ont donné des résultats satisfaisants pour l'analyse clinique, mais ils ne sont pas directement utiles dans le cadre d'une étude visant à démontrer le degré d'équivalence entre les laboratoires nationaux de métrologie. D'autres comparaisons seront organisées.

#### Groupe de travail sur l'analyse inorganique

Les projets dans ce domaine se sont aussi davantage structurés au cours de l'année passée.

Les résultats des études et des comparaisons, ainsi que l'état d'avancement des travaux ont été présentés lors de la dernière session du CCQM :

- L'étude des caractéristiques de substances inorganiques pures comme le NaCl, le KCl ou le K<sub>2</sub>Cr<sub>2</sub>O<sub>7</sub> au moyen de différentes méthodes a montré qu'il est nécessaire de formuler bien plus précisément les procédures d'analyse et de manipulation des échantillons (par exemple la procédure de séchage).
  - Il est aussi nécessaire de définir bien plus précisément quelles sont les méthodes utilisables pour tel composé et tel domaine, tout en tenant compte de l'usage que l'on compte faire du composé.
- La spectrométrie de masse avec dilution isotopique du cadmium et du plomb dans des échantillons d'eau douce naturelle a montré les progrès réalisés pour établir la traçabilité et l'équivalence des mesures entre les laboratoires nationaux de métrologie participants. De plus, comme cette comparaison clé est liée aux comparaisons organisées par l'IRMM auxquelles ont participé un grand nombre de laboratoires d'analyse de différents pays, elle s'avère être un bon moyen d'établir directement la traçabilité au bénéfice des laboratoires de terrain. Les résultats de ces laboratoires de terrain, toutefois, sont souvent décevants et ont montré clairement qu'il est nécessaire de renforcer la formation et l'enseignement au niveau des laboratoires secondaires de référence et des laboratoires de terrain.

#### Groupe de travail sur l'analyse de gaz

Ce groupe de travail a toujours été très actif et a montré que l'on pouvait obtenir de très bons résultats dans le domaine de l'analyse de gaz afin d'établir la traçabilité internationale. Il a fait part des progrès suivants :

- Les résultats de la principale étude, qui a commencé en 1993, sur l'analyse de six groupes importants de mélanges de gaz (CO, CO<sub>2</sub>, NO et SO<sub>2</sub> dans l'azote et trois gaz naturels différents) ont montré un bon niveau d'accord.
- Les comparaisons de CO, CO<sub>2</sub> et C<sub>3</sub>H<sub>8</sub> (gaz d'émission des automobiles) dans l'azote viennent de s'achever.
- Une comparaison d'éthanol dans l'air est en cours, et des comparaisons de benzène, toluène et xylène dans l'azote et dans l'air sont envisagées.
- Des études et comparaisons sur les gaz concernés par le réchauffement du globe et la qualité de l'air sont en préparation.

#### Groupe de travail sur le pH

Ce groupe de travail n'a effectué aucune comparaison ou étude, dans l'attente du résultat des discussions sur le pH au sein de l'UICPA. Le groupe de travail de l'UICPA sur ce sujet est maintenant parvenu à un consensus, aussi le Groupe de travail du CCQM sur le pH va-t-il débuter une comparaison clé sur la détermination du pH dans deux solutions tampons de phosphate.

Ce groupe de travail examinera aussi l'opportunité d'effectuer des comparaisons dans le domaine de la conductivité électrique de solutions.

#### Questions d'ordre général

Au cours des quatre dernières années le CCQM a discuté de plusieurs questions d'ordre général :

- Vocabulaire: Une des difficultés auxquelles le CCQM doit faire face est un problème de divergence de compréhension et de vocabulaire employé par la communauté des physiciens et celle des chimistes. Le CCQM essaie de combler ce fossé et de redéfinir, de « traduire », ou d'expliquer certains concepts tels que ceux d'étalon primaire, de méthode primaire ou de matériau de référence primaire.
- Incertitude de mesure: Dans toutes les comparaisons (clés), le calcul et la déclaration des incertitudes de mesure semblent constituer des questions difficiles et obscures. En conséquence, il est encore difficile d'arriver à des conclusions quant à l'équivalence entre les laboratoires nationaux de métrologie participants. C'est pourquoi le CCQM organisera un atelier spécial à l'intention de ses membres et des participants aux comparaisons, à Sèvres, à la fin de 1999.
  - De manière plus générale, on peut conclure que le concept d'incertitude de mesure n'est pas vraiment accepté ni même compris par la communauté des chimistes. À cet égard, les directives rédigées par l'Eurachem et le CITAC sur le calcul de l'incertitude de mesure appliqué à l'analyse chimique quantitative sont très utiles.
- Valeur de référence d'une comparaison clé: La signification et le rôle de la valeur de référence d'une comparaison clé et la possibilité de transférer cette valeur aux comparaisons régionales ont été discutés. Le CCQM a conclu que souvent cela ne peut être réalisé directement, ce qui signifie que, à l'exception des résultats des comparaisons clés, il faudra effectuer d'autres mesures pour assurer et démontrer les aptitudes des laboratoires nationaux de métrologie à disséminer la traçabilité. La mise en œuvre de systèmes d'assurance de qualité et l'introduction du contrôle par des pairs sont des outils utiles pour établir la confiance dans les aptitudes et compétences des laboratoires nationaux de métrologie.

- Matériaux de référence certifiés: Le rôle des matériaux de référence certifiés a été discuté. Il est admis en général que les matériaux primaires ou certifiés peuvent être utilisés comme étalons nationaux de mesure. Cependant, les techniques et aptitudes de mesure, telles que les méthodes primaires, doivent être étudiées de manière fondamentale pour établir la traçabilité internationale et offrir des points d'ancrage stables, comme le SI. Ceci est nécessaire pour satisfaire aux besoins croissant de manière rapide du commerce, de l'industrie et de la société dans le domaine des mesures en chimie.
- Programme du BIPM dans le domaine de la métrologie en chimie : Le CCQM considère qu'il est essentiel que le BIPM acquière par lui-même une connaissance fondamentale dans le domaine de la métrologie en chimie pour devenir un partenaire compétent de la communauté internationale des chimistes et aider à établir de manière claire un système mondial de traçabilité et d'équivalence des mesures en chimie. Le CCQM a donc conseillé au Comité international d'entreprendre des activités dans le domaine de la métrologie en chimie au Bureau international. Ces activités lui permettront d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour contribuer à établir les bases de la traçabilité dans ce domaine, d'adopter un point de vue pratique, d'offrir une valeur ajoutée aux laboratoires nationaux de métrologie, en étant apte à offrir des services pour étayer la traçabilité, et d'être considéré et reconnu par la communauté des chimistes comme un partenaire clé à cet égard. La création d'un laboratoire dans le domaine de l'analyse de gaz a été bien accueillie par le CCQM et est considérée comme un bon point de départ pour des développements fondamentaux ultérieurs éventuels.
- Analyse et identification qualitatives: Une des grandes difficultés de la chimie analytique est d'identifier ce que l'on mesure réellement, et la certitude avec laquelle on peut affirmer que le résultat de la mesure correspond bien au mesurande défini. Souvent, le mesurande n'est pas assez bien ou pas entièrement défini. Cette question restera à l'ordre du jour du CCQM pour les prochaines années.
- Viscosité: Plusieurs laboratoires nationaux de métrologie ont aussi suggéré d'organiser des études et des comparaisons sur la viscosité. Une réunion a été organisée en septembre 1999 au Bureau international à Sèvres pour étudier les problèmes, besoins et possibilités d'activités à venir dans ce domaine.

#### Le katal et le SI

Le CCQM a entériné la proposition du CCU d'adopter le nom « katal » (symbole « kat ») pour l'unité dérivée du SI mole par seconde, afin d'exprimer l'activité catalytique d'une enzyme.

La proposition originelle avait été soumise au CCU par l'IFCC et le CCQM y a ajouté la recommandation suivante : lorsque le katal est utilisé, il faut spécifier le mesurande en faisant référence au mode opératoire de mesure, lequel doit mentionner le produit indicateur de la réaction mesurée.

Le projet de résolution N (*voir* page 177) a été rédigé, qui est soumis par le CCU à l'approbation de la 21<sup>e</sup> Conférence générale au nom des deux comités.

# Projets de résolutions de la Conférence générale sur la métrologie en chimie et en biotechnologie

Au cours des années passées, on a constaté une plus grande sensibilité à la traçabilité des mesures en chimie de la part des personnes ou organismes concernés directement ou indirectement par les résultats de ces mesures. Plusieurs organisations régionales ou internationales ont porté cette question à l'ordre du jour de leurs réunions et ont publié, ou vont publier, des articles ou directives sur la traçabilité, l'équivalence, les incertitudes de mesure, la qualité et le rôle des matériaux de référence certifiés.

Parmi ces organisations, nous pouvons mentionner l'AIEA, le CITAC, l'Eurachem, l'ISO-REMCO, l'UICPA, et d'autres envisagent de le faire, comme l'Association of Official Analytical Chemists (AOAC).

La nécessité d'éliminer les barrières techniques au commerce qui sont liées aux mesures, en général dans le cadre d'accords commerciaux sous l'égide de l'OMC, demande une plus grande attention de la part des laboratoires nationaux de métrologie. En particulier les domaines de l'alimentation, des produits pharmaceutiques, de l'environnement et des matériaux de haute technologie demandent d'établir de meilleures bases, plus exactes et traçables, pour les étalons de mesure en chimie. L'impact de ces décisions sur la qualité de la vie et sur les coûts financiers pour l'environnement et la santé rend nécessaire un contrôle plus méticuleux et exact. Un système de mesure, stable à long terme et suffisamment exact, assurant la traçabilité et l'équivalence internationales, est une nécessité essentielle pour atteindre les buts fixés par la société, le commerce et l'industrie.

Cela requiert le soutien entier, efficace et coordonné des laboratoires nationaux de métrologie. Pour ne pas perdre de temps ou d'argent, il est recommandé que les laboratoires nationaux de métrologie coopèrent dès que possible avec les autres laboratoires de chimie analytique ayant des responsabilités clés dans certains domaines comme la santé, l'alimentation, l'environnement, les aspects légaux ou l'analyse chimique générale.

Les mêmes considérations s'appliquent au domaine de la biotechnologie. La société est de plus en plus consciente de l'importance en chimie de mesures exactes, adaptées et traçables au niveau international, et de l'énorme charge financière que pourraient entraîner des résultats de mesure erronés. Les

règlements sur les mesures in vitro imposent la traçabilité (par exemple en Europe). L'importance rapidement croissante de la bioscience et de la technologie pour la santé humaine, la production alimentaire, les aspects légaux de la médecine et la protection de l'environnement montrent clairement qu'une infrastructure métrologique adéquate est hautement nécessaire pour obtenir des résultats de mesure fiables fondés sur le SI. Une coopération nationale et internationale avec toutes les parties concernées est nécessaire.

Les projets de résolution J et K ont été préparé à ce sujet (voir page 174).

M. Bordé remercie M. Kaarls pour la présentation de son rapport et demande s'il y a des questions. M. Faber (OIML) remarque que la métrologie en chimie est une discipline nouvelle pour de nombreux laboratoires nationaux de métrologie, et invite le CCQM à être prudent avant de commencer des activités dans de trop nombreux domaines, parce que ces activités nouvelles demandent un investissement lourd. Il suggère qu'il serait préférable de répartir les activités du CCQM entre plusieurs laboratoires pour alléger la charge de travail des laboratoires nationaux de métrologie. M. Kaarls répond que la distribution du travail incombe aux gouvernements nationaux, mais il est aussi d'avis que l'engagement des autres laboratoires clés (autres que les laboratoires nationaux de métrologie) est essentiel. Il ajoute qu'il est important que les organisations régionales de métrologie soient aussi prises en considération.

M. Bordé demande si M. Kaarls a une liste de priorités; M. Kaarls répond que les priorités sont nombreuses. La première des priorités est de commencer les comparaisons clés mentionnées dans son rapport. Le CCQM a choisi des domaines ayant un impact direct sur la société et que l'on peut espérer voir aboutir à des résultats.

Le projet de résolution J est approuvé à l'unanimité comme Résolution 10 et le projet de résolution K est approuvé avec une abstention (Afrique du Sud) comme Résolution 11 (*voir* pages 143 et 144 respectivement).

#### 11.9 Comité consultatif de l'acoustique, des ultrasons et des vibrations

M. A.J. Wallard, président par intérim du Comité consultatif de l'acoustique, des ultrasons et des vibrations (CCAUV), présente le rapport suivant.

Lors de sa 87<sup>e</sup> session en septembre 1998, le Comité international a décidé de créer un nouveau Comité consultatif dans le domaine de l'acoustique, des ultrasons et des vibrations, sur la recommandation du groupe de travail du Comité international présidé par M. Wallard.

Le groupe de travail avait abouti aux conclusions suivantes :

- L'activité industrielle, scientifique et médicale dans ces domaines ne cesse de croître au niveau international.
- Les consultations engagées avec les parties intéressées dans les laboratoires nationaux de métrologie, avec l'ISO et avec la CEI révèlent une volonté de voir le Bureau international coordonner ces activités.
- Les laboratoires nationaux de métrologie sont bien disposés à coordonner leurs activités de recherche.
- Cinq comparaisons clés devraient être mises en œuvre.
- Les laboratoires nationaux de métrologie sont très favorables à la création de ce nouveau Comité consultatif.
- Un numéro spécial de *Metrologia* consacré à l'acoustique, aux ultrasons et aux vibrations serait bien accueilli.

Le Comité international a approuvé ces conclusions et a décidé de créer le CCAUV. Ce dernier a tenu sa première session en juillet 1999 sous la présidence de M. Wallard, Mme Allisy-Roberts (BIPM) en étant la secrétaire exécutive. Les participants ont fait part de leur intérêt pour divers sujets et discuté des critères d'appartenance. Il a été demandé au directeur du Bureau international d'écrire aux laboratoires nationaux de métrologie pour savoir s'ils souhaitent devenir membres ou observateurs du CCAUV, afin que le Comité international dresse la liste des membres de ce nouveau Comité consultatif.

Les cinq comparaisons clés proposées par le groupe de travail du Comité international ont été entérinées et une sixième est prévue :

- CCAUV.A-K1: comparaison de mesures de pression acoustique dans l'air entre 63 Hz et 8 kHz;
- CCAUV.A-K2: comparaison de mesures de pression acoustique dans l'air à des fréquences spécifiques (20 Hz, 50 Hz, 63 Hz);
- CCAUV.W-K1: comparaison de mesures de pression acoustique dans l'eau au moyen d'hydrophones, entre 1 kHz et 500 kHz;
- CCAUV.U-K1: comparaison de mesures de puissance d'ultrasons à différents niveaux;
- CCAUV.U-K2 : comparaison de mesures de puissance d'ultrasons au moyen d'hydrophones à membrane entre 1 MHz et 15 MHz ;
- CCAUV.V-K1: comparaison d'accéléromètres piézo-électriques entre 40 Hz et 5 kHz.

Le domaine est donc bien couvert et la participation régionale est satisfaisante que ce soit au niveau des laboratoires nationaux de métrologie ou, pour les mesures acoustiques dans l'eau, des laboratoires désignés qui détiennent les étalons nationaux. Il y a eu un accord général sur la manière dont les organisations régionales de métrologie pourraient compléter les comparaisons clés du Comité international. Les participants ont aussi identifié les comparaisons que les organisations régionales de métrologie pourraient soumettre à l'analyse du CCAUV afin d'en inclure les résultats, le cas échéant, dans la base de données du BIPM sur les comparaisons clés.

Des liens renforcés ont été établis avec la CEI et l'ISO par la nomination de délégués invités à faire la liaison entre le CCAUV et les comités techniques concernés de la CEI et de l'ISO.

La prochaine session du CCAUV devrait se tenir en 2001, mais le Groupe de travail sur les comparaisons clés pourrait se réunir avant cette date pour discuter des comparaisons clés achevées.

Ce rapport ne fait l'objet d'aucun commentaire.

## 11.10 Comité consultatif des unités

M. I.M. Mills, président du Comité consultatif des unités (CCU), présente son rapport ainsi que les projets de résolution L, sur le neper (*voir* page 176), et N, sur le katal (*voir* page 177).

Le CCU s'est réuni trois fois au cours des quatre dernières années, en février 1995, en avril 1996 et en septembre 1998. Durant cette période, l'événement le plus notable pour le CCU a été la préparation et la publication de la 7<sup>e</sup> édition de la brochure sur le SI, publication officielle du Bureau international. La révision de cette brochure, tous les six ou sept ans, est une responsabilité capitale du CCU. La 7<sup>e</sup> édition a été publiée en juin 1998, elle remplace la 6<sup>e</sup> édition publiée en 1992 et les représentants à la Conférence générale en ont reçu un exemplaire.

Les réunions de février 1995 et d'avril 1996 ont été principalement consacrées à la préparation de la nouvelle édition de la brochure sur le SI. Comme les deux éditions précédentes, elle est bilingue français-anglais. La nouvelle édition inclut toutes les résolutions de la Conférence générale et les recommandations du Comité international approuvées depuis 1991, et aussi certaines autres modifications apportées par le CCU.

Certains changements de style ont été introduits afin de rendre la consultation de la brochure plus conviviale aux utilisateurs internationaux. Le texte consacré à l'introduction historique et à la discussion sur le SI dans son contexte a été étendu, avec maintenant une note sur l'interprétation des unités du SI dans le cadre de la relativité générale. Une section consacrée aux unités des grandeurs sans dimension a été ajoutée. Le chapitre consacré aux unités en dehors du SI a été revu en profondeur : après avoir souligné les avantages qu'il y a à utiliser les unités du SI, la brochure donne des informations sur les unités en dehors du SI sans nécessairement désapprouver leur

utilisation. Une nouvelle classification des unités en dehors du SI et qui peuvent être utilisées avec le SI a été adoptée : les unités en usage avec le SI [Tableau 6] (comme la minute et l'heure en tant qu'unités de temps), les unités en usage avec le SI dont la valeur est obtenue expérimentalement [Tableau 7] (comme l'électronvolt), les unités en usage avec le SI et répondant à des besoins spécifiques [Tableau 8] (comme le mille marin, l'ångström et le barn). Il est préférable d'éviter d'employer les autres unités en dehors du SI et d'intérêt historique [Tableaux 9 et 10]. Pour la première fois, le point est admis comme séparateur décimal dans les textes en anglais, alors que la virgule est employée en français. Un chapitre entièrement nouveau a été introduit (Chapitre 5) pour décrire les règles d'écriture des noms et symboles des grandeurs et unités, règles fondées principalement sur les recommandations de l'ISO/TC 12 et sur la norme ISO 31 : *Grandeurs et unités*.

Lors de la réunion de septembre 1998, de nouvelles propositions soumises au CCU par divers organismes, et susceptibles d'entraîner des changements au SI, ont été discutées. Le CCU a présenté deux d'entre elles au Comité international pour approbation ; elles sont maintenant soumises à l'approbation de la Conférence générale en tant que projets de résolution L et N. Il s'agit de recommandations relatives à deux nouveaux noms spéciaux d'unités cohérentes dérivées du SI, le neper (une unité sans dimension égale à un, utilisée pour exprimer la valeur logarithmique du décrément ou de l'atténuation) et le katal (l'unité mole par seconde, utilisée pour exprimer la valeur de l'activité catalytique). Le CCU recommande l'usage du neper, car il est illogique de ne pas l'introduire dans le SI alors que l'on accepte le radian comme unité du SI, et celui du katal parce qu'il est couramment utilisé en chimie clinique depuis de nombreuses années : l'exclure de la liste des unités du SI pourrait représenter un danger pour la santé humaine, comme c'est le cas pour le becquerel, le gray et le sievert.

Les questions suivantes ont été discutées lors de la session de 1998, mais ni le CCU ni le Comité international n'ont décidé d'y donner suite.

- Le CCU a examiné l'éventualité de créer de nouveaux préfixes SI, dont le domaine s'étend actuellement entre  $10^{24}$  et  $10^{-24}$ , pour atteindre  $10^{48}$  et  $10^{-48}$ . Il a cependant admis que ces préfixes seraient rarement utilisés, et que les avantages éventuels d'une telle extension ne sont pas suffisants au vu des risques de confusion qu'elle pourrait engendrer.
- Le CCU a examiné la possibilité de changer les symboles des préfixes kilo, hecto et déca (k, h, et da) en K, H et D.
- Le CCU a examiné la possibilité de donner un nom et un symbole au nombre un (l'uno, symbole U, a été proposé) pour permettre l'usage de préfixes associés à l'unité des grandeurs sans dimension (comme microuno, μU, à la place du ppm qui est largement utilisé).
- Le CCU a étudié la possibilité de réviser la rédaction des définitions des sept unités de base du SI, afin d'en unifier la forme et de la rendre

conforme à un mode d'expression moderne, plutôt que conserver les définitions historiques qui sont exprimées de façon différente d'une unité de base à l'autre.

 Le CCU a finalement décidé de ne rien changer pour le moment, mais qu'il continuera à examiner ces questions. La raison en est que le CCU pense qu'il faut apporter le moins de changements possible au SI, tant que ce n'est pas indispensable. Le SI est d'importance mondiale, et y apporter souvent des changements mineurs risque d'engendrer la confusion chez les nombreux utilisateurs.

Le projet de résolution N est présenté au nom du CCU et du CCQM. M. Mills dit que le CCU a reçu de nombreuses propositions de noms spéciaux pour des unités dérivées. Le CCU a été convaincu de recommander l'adoption du katal parce que cette unité est largement utilisée pour des applications médicales ; le fait d'interdire son emploi pourrait occasionner des difficultés pour les techniciens du milieu médical et serait source de danger éventuel pour la santé humaine. De plus, son adoption encouragera la communauté médicale à utiliser le SI (voir projet de résolution K, page 174).

M. Plantenga (Pays-Bas) dit qu'il considère le katal comme une adjonction utile au SI, mais demande pourquoi la recommandation limite son usage aux domaines de la biochimie et de la médecine. M. Mills est aussi d'avis que le katal pourrait être utilisé pour d'autres applications, notamment la cinétique chimique, mais rappelle les conseils du CCU et du CCQM de limiter son usage aux applications médicales. M. Quinn ajoute, qu'en général, il est préférable d'utiliser les unités de base du SI – dans ce cas mol s<sup>-1</sup> – plutôt que le katal. M. Blevin fait un parallèle avec d'autres noms spéciaux adoptés dans le SI pour des grandeurs dérivées liées aux rayonnements ionisants, et M. Carneiro (Danemark) ajoute qu'il est favorable à l'utilisation de noms spéciaux, dans des circonstances particulières et dans un but spécifique qui doit être identifié quand les unités sont proposées.

Après des modifications rédactionnelles mineures à la section « décide » pour tenir compte du point de vue selon lequel l'usage du katal ne doit pas être limité exclusivement à la médecine, le projet de résolution N est adopté comme Résolution 12 (*voir* page 145), avec deux abstentions (Italie et Pologne).

M. Mills présente ensuite le projet de résolution L sur le neper et le bel (*voir* page 176). Il explique que, dans les expressions décrivant par exemple l'affaiblissement d'un oscillateur harmonique telles que

$$f(t) = \exp(-\gamma t) \cos(\omega t) = \text{Re} \left[\exp(-\gamma t + i\omega t)\right],$$

les grandeurs  $\gamma t$  et  $\omega t$  sont sans dimension. Pour exprimer la valeur de ces grandeurs, il est cependant habituel de leur affecter les unités « neper » et « radian » respectivement, même si, les grandeurs étant sans dimension, le neper et le radian sont donc en fait égaux à un. Le neper est donc utilisé pour exprimer la valeur de la décroissance logarithmique de grandeurs de champ,

en utilisant des logarithmes naturels, et le radian est utilisé pour exprimer la valeur de l'angle, argument des grandeurs trigonométriques. Le neper, bien sûr, est utilisé depuis de nombreuses années, même si son usage est peu fréquent. L'unité de décroissance logarithmique la plus fréquemment utilisée est le bel, ou son sous-multiple le décibel, fondé sur des logarithmes de base dix, et généralement utilisé pour exprimer les grandeurs de puissance.

M. Mills explique que le CCU considère qu'il est illogique d'inclure le radian en tant qu'unité du SI et d'exclure le neper, alors que ces deux unités interviennent de la même manière dans l'argument de la fonction exponentielle d'équations similaires à celle mentionnée ci-dessus. Le CCU pense aussi que le neper, mais pas le bel, est une unité cohérente du SI pour exprimer la valeur de la décroissance logarithmique, tout comme le radian, mais pas le degré, est l'unité cohérente du SI pour exprimer la valeur des angles. Ce projet de résolution a aussi été approuvé par le Comité international à sa session de 1998.

Ce projet est ensuite discuté par la Conférence générale. Des doutes sont exprimés à propos de certains aspects de la résolution. M. Giacomo, directeur honoraire du BIPM, souligne que ni le neper ni le bel ne sont des unités dérivées du SI au sens habituel, car ils ne peuvent pas être définis comme des combinaisons algébriques des unités de base du SI classiques, à la différence du radian et du stéradian. M. Giacomo observe aussi qu'en pratique les noms neper et bel, qui sont tous deux utilisés pour exprimer la valeur d'un nombre, sont en fait utilisés pour véhiculer de l'information sur la nature de la grandeur en question, parce que les noms utilisés pour les grandeurs ne mentionnent pratiquement jamais le fait qu'un logarithme est utilisé, ni la base de ce logarithme. Les unités ne doivent pas être utilisées de cette manière. Il suggère aussi que, bien que l'emploi de la base « e » soit plus naturel en liaison avec la fonction exponentielle utilisée pour décrire les phénomènes physiques, l'utilisation de la base dix pourrait être considérée comme plus naturelle pour exprimer la valeur de nombres.

Le président de la Conférence, M. Bordé, exprime aussi des doutes quant à ce projet de résolution, notant que dans des applications spectroscopiques comme l'affaiblissement d'un oscillateur harmonique, la grandeur  $\omega$  apparaît comme la fréquence angulaire et  $\gamma$  comme la demi-largeur de la raie spectrale correspondante. Ceci suggère que l'unité utilisée pour exprimer les valeurs de  $\omega$  et de  $\gamma$  devrait en fait être la même alors que  $\omega$  et  $\gamma$  sont exprimés l'un en radian par seconde et l'autre en neper par seconde respectivement, comme le suggère la résolution.

Considérant les doutes exprimés lors de la discussion, M. Mills suggère qu'il serait préférable de retirer le projet de résolution pour le moment, et de l'étudier plus en détail. Il souligne qu'il pense encore, et le CCU également, que le neper devrait finir par être adopté comme unité du SI, mais il ne souhaite pas hâter l'adoption de la résolution pour le moment alors qu'un

certain nombre de délégués à la Conférence générale ont exprimé des réserves à son sujet.

La Conférence accepte cette proposition et le projet de résolution L est retiré.

# 12 Programme de travaux futurs au BIPM

M. T.J. Quinn, directeur du BIPM, présente un programme détaillé pour les travaux qui seront effectués au BIPM dans les années 2001 à 2004.

Le texte du programme proposé par le Comité international est reproduit à l'annexe B (voir pages 183 à 207).

# 13 Dotation annuelle du BIPM

# 13.1 Rapport sur la réunion du Groupe de travail sur la dotation

M. Blevin annonce que le Groupe de travail sur la dotation s'est réuni le mercredi 13 octobre au matin. Il était composé de représentants de l'Allemagne, de l'Argentine, du Canada, de la Chine, du Danemark, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni, de la Fédération de Russie, de Singapour et de la République tchèque.

# 13.2 Projet de résolution M

Le Groupe de travail sur la dotation a longuement discuté de la situation financière du BIPM, de son programme de travail et de ses projets pour l'avenir. Le projet de résolution M sur la dotation du BIPM pour les années

2001-2004 (*voir* page 180) a été étudié avec soin. Le Comité international proposait de maintenir la dotation en valeur réelle au niveau adopté par la 20<sup>e</sup> Conférence générale pour l'an 2000. Le projet de résolution demande une augmentation budgétaire de 2 % par an pour tenir compte de l'inflation.

Bien que les représentants des États membres participant au groupe de travail aient déclaré ne pas vouloir voter contre l'augmentation de la dotation proposée dans le projet de résolution M lorsqu'elle serait soumise au vote de la Conférence générale, le groupe de travail a néanmoins considéré que l'augmentation de 2 % demandée au titre de l'inflation était un peu trop élevée au regard des récentes prévisions économiques, et qu'une augmentation de 1,5 % serait plus appropriée. Le Groupe de travail recommande donc à la Conférence générale une version modifiée du projet de résolution M, fondée sur une augmentation de 1,5 % au lieu de 2 %. Le groupe de travail est favorable au remplacement du franc-or par l'euro. Dans le projet modifié, les dotations sont exprimées en euros aussi bien qu'en francs-or, selon la recommandation du groupe de travail.

# 13.3 Mise à la disposition du BIPM de membres du personnel des laboratoires nationaux de métrologie

Le groupe de travail suggère que certains laboratoires nationaux de métrologie, en particulier les plus grands d'entre eux, pourraient être disposés à mettre à la disposition du BIPM des membres de leur personnel scientifique en qualité de stagiaires, principalement à leurs propres frais.

#### 13.4 Projet de résolution C

Le groupe de travail approuve à l'unanimité le point de vue du Comité international selon lequel tous les États membres de la Convention du Mètre, actuels ou passés, en retard sur le paiement de leur contribution ne pourront devenir Associés à la Conférence générale qu'après avoir payé l'intégralité de leurs arriérés de paiement.

#### 13.5 Vote du projet de résolution M

Le projet de résolution M est adopté comme Résolution 13 (*voir* page 146) sans vote contre et avec deux abstentions (Allemagne et États-Unis).

M. Göbel, dit, au nom de la délégation allemande, que son pays est très satisfait du travail effectué par le BIPM depuis la précédente Conférence générale ainsi que du programme de travaux futurs présenté par le directeur du BIPM. Toutefois, le Gouvernement de l'Allemagne a décidé que sa contribution à

toutes les organisations internationales et intergouvernementales devait être maintenue à un niveau constant en valeur réelle, aussi la délégation de l'Allemagne est-elle obligée de s'abstenir de voter en faveur du projet de résolution M. M. Göbel confirme que le Gouvernement de l'Allemagne continue cependant à soutenir les activités du BIPM.

De même, Mme K. Brown explique que la législation actuelle oblige le Gouvernement des États-Unis à ne pas augmenter, en francs constants, sa participation au financement des organisations internationales. Cette politique s'applique à toutes les organisations internationales, y compris aux organisations scientifiques et techniques spécialisées telles que le BIPM. Malgré son abstention lors du vote du projet de résolution M, la délégation des États-Unis fait part du soutien de son Gouvernement au programme de travail du BIPM.

# 14 Propositions des délégués

M. Kovalevsky rappelle aux participants que la Convocation prie les États membres de faire connaître au Comité international au moins six mois à l'avance leurs vœux ou les propositions qu'ils souhaitent présenter à la Conférence générale. Ainsi le Comité international doit-il se conformer à la décision de la 9<sup>e</sup> Conférence générale (Résolution 10, 1948) : « 1) Les vœux ou propositions ainsi déposés seront transmis par le bureau du Comité à tous les États adhérents à la Convention, au moins quatre mois avant l'ouverture de la Conférence, afin que MM. les délégués puissent recevoir les instructions et pouvoirs nécessaires ; 2) Tout autre vœu ou proposition ne sera présenté à la Conférence qu'à condition que le Comité ait eu le temps nécessaire de l'étudier et l'aura approuvé. »

M. Kovalevsky dit que les États membres n'ont déposé aucune proposition officielle, mais qu'il souhaite néanmoins soumettre trois points à discussion.

# 14.1 Célébration du 125<sup>e</sup> anniversaire de la Convention du Mètre

En mai 2000 aura lieu le 125<sup>e</sup> anniversaire de la Convention du Mètre et le Comité international souhaite marquer cette occasion en organisant une journée de colloque pendant laquelle des exposés seront donnés par des

personnes ayant reçu le prix Nobel pour leurs travaux qui ont contribué aux progrès de la métrologie. L'Académie des sciences de Paris a offert d'héberger cet événement, conjointement au CIPM. Pour faciliter l'organisation pratique de cette journée, le Comité international suggère que la date de cette célébration coïncide avec celle de la réunion du Comité international, et qu'une réunion des directeurs des laboratoires nationaux de métrologie des États membres de la Convention du Mètre ait lieu au même moment. Les réunions se tiendront pendant la semaine du 16 au 20 octobre 2000. Le ministère des Affaires étrangères de France offrira une réception aux participants au colloque.

#### 14.2 Création d'une journée internationale de la métrologie

Le Comité international a décidé que le 20 mai serait la Journée mondiale de la métrologie, journée qui figurera au registre des journées mondiales. M. Kovalevsky encourage les laboratoires nationaux de métrologie à faire de leur mieux ce jour-là pour promouvoir leurs activités métrologiques.

# 14.3 Recherche de candidats pour remplacer M. T.J. Quinn au poste de directeur du BIPM, lors de son départ à la retraite à la fin de l'année 2003

M. Kovalevsky rappelle aux délégués que, selon les termes de la Convention du Mètre, le directeur du BIPM est nommé par le Comité international. Il explique comment le Comité international entend procéder au recrutement du nouveau directeur qui remplacera M. Quinn lors de son départ à la retraite à la fin de l'année 2003. Il appelle les délégués à faire circuler largement la proposition de recrutement, selon laquelle les candidatures doivent être déposées avant le 15 avril 2000. Un jury composé du bureau du Comité étudiera les candidatures et fera un rapport au Comité international lors de sa prochaine session (en octobre 2000), date à laquelle le choix du candidat sera arrêté par le Comité international.

# 15 Renouvellement par moitié du Comité international

Conformément aux articles 7 (1875) et 8 (1921) du Règlement annexé à la Convention du Mètre, la Conférence générale doit procéder au renouvellement par moitié des membres du Comité international par vote à bulletin secret. Les membres sortants (ceux qui ont été cooptés provisoirement depuis la précédente Conférence générale afin de pourvoir les sièges vacants) figurent en premier sur la liste; si leur nombre ne suffit pas, d'autres membres doivent être tirés au sort parmi les membres restants du Comité international.

Avant de procéder au vote, M. Quinn fait quelques remarques sur les règles relatives à la composition et aux élections au Comité international, et sur la pratique suivie par le Comité pour choisir des candidats. Il rappelle tout d'abord les règles figurant dans la Convention du Mètre.

# 15.1 Règles de la Convention du Mètre relatives à la composition du Comité international

M. Quinn rappelle les remarques faites par M. Kovalevsky dans son rapport au sujet des règles de la Convention du Mètre relatives à la composition du Comité international : chacun des dix-huit membres doit être de nationalité différente ; lorsqu'un siège est vacant par suite du décès ou de la démission d'un membre du Comité, les membres restants sont appelés à élire par correspondance un nouveau membre, cette élection doit être entérinée par un vote lors de la Conférence générale suivante.

# 15.2 La situation actuelle

La distribution actuelle des membres du Comité international est montrée au tableau ci-dessous. Les informations figurant dans chaque colonne du tableau sont les suivantes :

- A. Organisation régionale de métrologie ;
- B. Nombre d'États membres de chaque région qui sont membres de l'Organisation régionale de métrologie ;
- C. Dotation globale des États membres de chaque région, en pourcentage de la dotation totale du BIPM;
- D. Nombre de membres du Comité international par région et, entre parenthèses, pourcentage par rapport à la totalité des membres ;

E. Dotation des États membres dont un ressortissant est membre du Comité international, en pourcentage de la dotation totale.

Ne figurent pas dans ce tableau le Cameroun, la République populaire démocratique de Corée, la République dominicaine, ni l'Iran. Sous le sigle SIM sont regroupés les sous-régions couvertes par NORAMET et SURAMET qui regroupent tous les États membres du continent américain. Il se peut que nos informations ne soient plus à jour en ce qui concerne certains États membres d'une ou deux organisations régionales de métrologie, mais cela n'affecte pas vraiment l'information globale contenue dans ce tableau.

Comme indiqué dans le rapport du président (section 6.2), presque la moitié des membres ont changé depuis 1995 et la quasi-totalité depuis 1990.

Tableau relatif à la composition du Comité international

A Organisation régionale de métrologie	B Nombre d'États membres	<b>C</b> Dotation	D Nombre de membres du CIPM/ et	E Dotation des États membres représentés au CIPM
		(% du total)	(% du total)	(% du total)
EUROMET	19	54	7 (39)	40
COOMET	3	3,2	1 (6)	2,2
SIM	8	20	4 (22)	18
NORAMET	3	15	2 (11)	14
SURAMET	5	5	2 (11)	4
APMP	10	18	5 (28)	15
SADCMET	1	0,6	0 `	0
MENAMET	3	1,7	1 (6)	0,66

Pour résumer sa présentation, M. Quinn tire deux conclusions principales : tout d'abord la composition du Comité international représente bien les États membres en termes de distribution géographique et de contribution financière, ensuite les membres ne restent pas suffisamment longtemps au Comité. Comme M. Kovalevsky, M. Quinn est préoccupé par le fait que les membres du Comité ne restent pas suffisamment longtemps, ce qui risque d'occasionner des difficultés pour le bon fonctionnement du Comité international et de ses Comités consultatifs.

Les membres suivants (les huit nouveaux membres cooptés depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale et un neuvième tiré au sort lors de la 88<sup>e</sup> session du Comité international en octobre 1999) sont soumis à élection ou ré-élection par la 21<sup>e</sup> Conférence générale : MM. E.O. Göbel, L.K. Issaev, S. Leschiutta, O. Lounasmaa, Myung Sai Chung, H. Ugur, J. Valdés, R. VanKoughnett et A.J. Wallard.

Le dépouillement est confié à deux scrutateurs : Mme Serre (France) et M. Castelazo (Mexique). Les neuf membres sont réélus à une large majorité. Sept voix ont été attribuées à d'autres candidats : M. Boháček (République tchèque), 1 vote ; M. de Almeida Farinha (Portugal), 1 vote ; M. Carneiro (Danemark), 4 votes ; et M. García San Román (Espagne), 1 vote.

#### 16 Vote des résolutions

Le projet de résolution A est adopté comme Résolution 1 avec une abstention (Nouvelle-Zélande).

Le projet de résolution B est adopté comme Résolution 2 à l'unanimité.

Le projet de résolution C est adopté comme Résolution 3 avec une abstention (Espagne).

Le projet de résolution D est adopté comme Résolution 4 à l'unanimité.

Le projet de résolution E est adopté comme Résolution 5 à l'unanimité.

Le projet de résolution F est adopté comme Résolution 6 avec une abstention (Espagne).

Le projet de résolution G est adopté comme Résolution 7 à l'unanimité.

Le projet de résolution H est adopté comme Résolution 8 à l'unanimité.

Le projet de résolution I est adopté comme Résolution 9 à l'unanimité.

Le projet de résolution J est adopté comme Résolution 10 à l'unanimité.

Le projet de résolution K est adopté comme Résolution 11 avec une abstention (Afrique du Sud).

Le projet de résolution L est retiré.

Le projet de résolution M est adopté comme Résolution 13 avec deux abstentions (États-Unis et Allemagne).

Le projet de résolution N est adopté comme Résolution 12 avec deux abstentions (Italie et Pologne).

Le texte des Résolutions figure aux pages 133-146.

# 17 Questions diverses

M. Castelazo (Mexique) intervient au sujet du séparateur décimal dans les textes en anglais : le point ou la virgule ? Il note qu'en 1997 le Comité international avait décidé d'utiliser le point comme séparateur décimal dans les textes en anglais publiés par le BIPM. Il remarque que l'OMC a décidé de suivre dans la mesure du possible les règles internationales, et la norme ISO 31 recommande d'utiliser uniquement la virgule. Cette divergence occasionne beaucoup de confusion et il suggère qu'il faudrait peut-être autoriser à utiliser au choix le point ou la virgule comme par le passé, tant qu'aucune ponctuation (autre que l'espace) n'est insérée entre les groupes de trois chiffres. M. Quinn répond que les discussions sur ce point sont en cours au sein de l'ISO TC/12.

En réponse à une question de M. Schwitz (Suisse), M. Blevin confirme que les unités en dehors du SI que sont le bel et le décibel ne sont pas affectées par la décision de la Conférence générale de retirer le projet de résolution L sur le neper, et qu'elles peuvent toujours être employées avec le Système international (*voir* le tableau 6 de la brochure sur le SI pour plus de détails).

Enfin, M. Quinn dit, qu'après la réunion des directeurs des laboratoires nationaux de métrologie de février 1998, le BIPM a fait enregistrer les deux logos du BIPM au titre du droit d'auteur.

### 17.1 Visite du Bureau international des poids et mesures

Les délégués à la Conférence générale ont été invités à une visite des laboratoires du Bureau international des poids et mesures, le mercredi 13 octobre 1999. Il leur a ainsi été possible de visiter les laboratoires, d'examiner les projets et les équipements, et de discuter avec les physiciens qui leur ont présenté leurs travaux.

# 17.2 Visite du dépôt des prototypes métriques : Procès-verbal

Le 13 octobre 1999, à 16:00, en présence du président du Comité international des poids et mesures, du directeur du Bureau international des poids et mesures et du représentant du conservateur des Archives nationales, il a été procédé à la visite du dépôt des prototypes métriques internationaux du Pavillon de Breteuil.

On avait réuni les trois clés qui ouvrent le dépôt : celle qui est confiée au directeur du Bureau international, celle qui est déposée aux Archives natio-

nales, à Paris et que Madame Arnauld, directeur des Archives nationales, avait apportée, celle enfin dont le président du Comité international a la garde.

Les deux portes de fer du caveau ayant été ouvertes ainsi que le coffre-fort, on a constaté dans ce dernier la présence des prototypes et de leurs témoins.

On a relevé les indications suivantes sur les instruments de mesure placés dans le coffre-fort :

température actuelle : $22,25 \, ^{\circ}\text{C}$ température maximale : $23,50 \, ^{\circ}\text{C}$ température minimale : $20,50 \, ^{\circ}\text{C}$ état hygrométrique : $60 \, ^{\circ}$ 

On a alors refermé le coffre-fort ainsi que les portes du caveau.

Le directeur Pour le conservateur Le président du BIPM, des Archives nationales, du CIPM, T.J. Quinn Mme M.P. Arnauld J. Kovalevsky

# 17.3 Arrangement de reconnaissance mutuelle

L'arrangement de reconnaissance mutuelle a été signé le 14 octobre 1999 par les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie des États membres de la Convention du Mètre.

# 18 Clôture de la Conférence générale

Le président de la Conférence clôt la réunion en remerciant l'administrateur du Collège de France d'avoir mis ses locaux à la disposition de la Conférence. Il remercie aussi M. W.R. Blevin, en qualité de secrétaire de la Conférence, et tous les membres du bureau du Comité; M. T.J. Quinn et l'ensemble du personnel du BIPM, en particulier Mme F. Joly et le secrétariat du BIPM; le ministère des Affaires étrangères de France et Mme Serre; tous les intervenants, et en particulier les présidents des Comités consultatifs pour la présentation de leur rapport, ainsi que les interprètes. Ce fut un grand plaisir pour lui d'assister à la Conférence et d'importantes décisions ont été prises. Il rappelle aux délégués que la prochaine Conférence générale se réunira dans quatre ans, en octobre 2003.

Au nom de tous les participants, M. Kovalevsky remercie à son tour le président de la Conférence, M. Bordé, pour l'excellente manière dont il a présidé la réunion.

Résolutions adoptées par la 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures (1999)

# ■ Métrologie : besoins à long terme

#### Résolution 1

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- la Résolution 11 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale, qui a demandé au Comité international d'étudier les besoins à long terme relatifs à la métrologie et d'en rendre compte,
- l'étude qui a été achevée en 1997 à la suite de larges consultations internationales,
- le rapport qui en a résulté, intitulé *Besoins nationaux et internationaux* dans le domaine de la métrologie : les collaborations internationales et le rôle du BIPM, remis par le Comité international en 1998 aux Gouvernements des États membres.

**accueille favorablement** les nombreuses décisions du Comité international consécutives à cette étude, et en particulier

- l'élargissement progressif des missions des Comités consultatifs pour couvrir les principaux domaines de la métrologie où la collaboration entre les laboratoires nationaux de métrologie est importante, non seulement en physique et en ingénierie mais également dans d'autres disciplines telles que la chimie et la biotechnologie,
- le renforcement du rôle des Comités consultatifs et l'admission d'observateurs aux réunions afin de permettre à un plus grand nombre d'États membres de participer,
- l'accent mis sur l'évaluation et la publication du degré d'équivalence des étalons nationaux de mesure des États membres et la mise en place d'un arrangement de reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage et de mesurage émis par les laboratoires nationaux de métrologie,
- la mise en place de réunions régulières avec les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie des États membres,
- les déclarations faites par le Comité international au sujet du rôle du BIPM au cours des premières décennies du vingt et unième siècle,
- la collaboration plus étroite du BIPM avec les organismes internationaux concernés, plus particulièrement les organisations régionales de métrologie, l'International Laboratory Accreditation Cooperation et l'Organisation internationale de métrologie légale,
- les progrès considérables déjà accomplis par le Comité international dans la mise en œuvre de ses décisions,

**prend note** de la discussion dans le rapport du Comité international des engagements financiers à long terme demandés aux États membres,

**remercie** les nombreux organismes et les personnes qui ont apporté leur contribution à cette étude et au rapport du Comité international.

# Reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage et de mesurage émis par les laboratoires nationaux de métrologie

#### Résolution 2

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- la Résolution 2 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale concernant la traçabilité des mesures au niveau mondial,
- le besoin rapidement croissant de démontrer l'équivalence au niveau international des mesures et des résultats des essais liés au commerce,
- le nombre croissant d'arrangements et d'accords de reconnaissance mutuelle entre les services d'étalonnage et d'essais négociés entre divers États,
- que les services d'étalonnage et d'essais de chaque État dépendent d'un laboratoire national tant pour les étalons de mesure que pour leur traçabilité au Système international d'unités (SI),

**reconnaît** que la reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure et des services d'étalonnage des laboratoires nationaux de métrologie est nécessaire pour fournir le fondement de la reconnaissance mutuelle généralisée aux services nationaux d'étalonnage et d'essais,

#### accueille favorablement

- l'initiative prise par le Comité international de rédiger un arrangement de reconnaissance mutuelle relatif aux étalons nationaux de mesure et aux certificats d'étalonnage et de mesurage émis par les laboratoires nationaux de métrologie,
- la décision des États membres qui ont déjà donné autorité pour signer cet arrangement au directeur du laboratoire national de métrologie de leur pays qu'ils ont désigné,

#### invite

 tous les autres États membres de la Convention du Mètre à participer à cet arrangement en conférant l'autorité nécessaire au directeur du laboratoire national de métrologie de leur pays qu'ils auront désigné pour signer cet arrangement,

- tous les États membres à déployer tous leurs efforts pour mettre en œuvre l'arrangement et à encourager les autres autorités de leur pays à reconnaître l'équivalence ainsi démontrée des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage et de mesurage,
- tous les États à considérer cet arrangement comme fondement à la reconnaissance des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage et de mesurage des laboratoires nationaux de métrologie signataires.

#### ■ Associés à la Conférence générale des poids et mesures

#### Résolution 3

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

# considérant que

- l'infrastructure mondiale de mesure, fondée sur le Système international d'unités (SI) utilisé dans presque tous les domaines de la société moderne, repose sur l'application universelle des décisions de la Conférence générale des poids et mesures,
- tous les États, et pas uniquement ceux qui sont membres de la Convention du Mètre, s'engagent dans des mesures liées au commerce et qui doivent être traçables au SI,
- les États qui ne sont pas membres de la Convention du Mètre sont à l'heure actuelle exclus des activités de cette Convention,
- les États membres de la Convention du Mètre soutiennent le système de mesure mondial en consacrant des ressources financières considérables au Bureau international des poids et mesures (BIPM) et à leur propre système national de mesure,
- de nombreux États plus petits peuvent avoir des difficultés à dégager des sommes suffisantes pour assumer le coût de leur appartenance à la Convention du Mètre,

#### décide

- d'assumer la responsabilité de fournir aux États et entités économiques qui ne sont pas encore membres de la Convention du Mètre les moyens d'établir la liaison au système de mesure mondial de manière à assurer la reconnaissance de la traçabilité de leurs mesures au SI,
- qu'une liaison importante peut être assurée par la participation à l'arrangement de reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure mis en place par le Comité international,

 que la participation à cet arrangement pour un tel État ou entité économique devrait être réalisée par l'association de ses laboratoires nationaux de métrologie à une Organisation régionale de métrologie membre du Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM,

# et décide en conséquence

- d'inviter ces États et entités économiques à assister à la Conférence générale à titre d'associés, établissant ainsi la liaison avec les États membres de la Convention du Mètre, liaison qui leur est nécessaire pour participer à l'arrangement de reconnaissance mutuelle,
- que les États associés et les entités économiques associées à la Conférence générale participent à la Conférence générale en nommant des observateurs n'ayant pas le droit de vote,
- que les États associés et entités économiques associées acquitteront une souscription annuelle au BIPM pour couvrir les coûts des services que le Comité international des poids et mesures pourra leur fournir ; la souscription annuelle de chaque État associé ou entité économique associée sera déterminée à partir de sa contribution aux Nations unies, comme pour les États membres, mais avec un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM,
- qu'un État ou entité économique souhaitant devenir associé(e) peut le devenir sur demande adressée au directeur du BIPM directement, ou par l'intermédiaire de son ambassade à Paris, et en s'acquittant de la première annuité de sa souscription,
- qu'un État associé ou une entité économique associée n'ayant pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être associé(e); il ou elle peut le redevenir en acquittant ces arriérés.
- Nécessité d'utiliser les unités du SI dans les recherches sur les ressources terrestres, l'environnement, la sécurité humaine et les études connexes

# Résolution 4

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant que

 les effets sur la géosphère et la biosphère des activités industrielles et commerciales et de nombreuses autres activités humaines ainsi que des phénomènes naturels, et leurs conséquences sur la santé et le bien-être humains, font l'objet d'importantes études dans le monde entier,

- les Gouvernements sont de plus en plus amenés à prendre des décisions réglementant ces activités, avec des répercussions économiques et politiques majeures,
- les choix politiques des Gouvernements sont influencés par les résultats d'études qui dépendent de manière critique de l'exactitude et de la cohérence de mesures pouvant nécessiter d'importants investissements économiques,
- de nombreuses preuves scientifiques importantes sur lesquelles s'appuient ces décisions sont issues de mesures de petites variations de certains paramètres clés, mesures qui s'étendent parfois sur plusieurs décennies,
- certaines mesures critiques ont été traditionnellement exprimées en utilisant des unités *ad hoc*, fondées sur des instruments et des méthodes spécifiques, et non pas les unités du Système international d'unités (SI), lesquelles sont bien définies et adoptées au niveau international,
- depuis de nombreuses années l'expérience montre que les mesures qui ne sont pas reliées directement au SI ne sont ni fiables à long terme, ni comparables aux mesures semblables faites ailleurs et ainsi ne permettent pas de mettre en évidence leurs éventuelles relations avec les mesures faites dans d'autres domaines scientifiques,
- les demandes accrues pour une fiabilité des mesures effectuées à des fins médicales et thérapeutiques exigent des réglementations plus rigoureuses dans ces domaines,

**recommande** que les responsables des études sur les ressources terrestres, l'environnement, le bien-être humain et les problèmes connexes fassent le nécessaire pour que les mesures effectuées dans le cadre de leurs programmes soient exprimées en unités bien définies du SI afin d'en assurer la fiabilité à long terme, la cohérence mondiale et le rattachement aux autres domaines scientifiques et techniques grâce au système de mesures mondial établi et conservé dans le cadre de la Convention du Mètre.

#### ■ Révision de la mise en pratique de la définition du mètre

# Résolution 5

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### rappelant que

- en 1983 la 17<sup>e</sup> Conférence générale a adopté une nouvelle définition du mètre.
- à la même date la Conférence générale a invité le Comité international
  - à établir des instructions pour la réalisation pratique de la nouvelle définition du mètre (la mise en pratique),

- à choisir des radiations qui puissent être recommandées comme étalons de longueur d'onde pour la mesure interférentielle des longueurs et à établir des instructions pour leur emploi,
- à poursuivre les études entreprises pour améliorer ces étalons et à compléter ou réviser par la suite ces instructions,
- en réponse à cette invitation le Comité international a adopté des recommandations en 1983 et aussi en 1992 concernant la mise en pratique du mètre,

#### considérant que

- la science et les techniques continuent à exiger une meilleure exactitude dans la réalisation du mètre,
- depuis 1992, les travaux effectués dans les laboratoires nationaux, au Bureau international des poids et mesures et dans d'autres laboratoires ont amélioré de manière significative la reproductibilité des radiations qui conviennent à la mise en pratique du mètre,
- de tels travaux ont réduit de manière significative l'incertitude sur la valeur de la fréquence et de la longueur d'onde dans le vide de certaines de ces radiations.
- une mise à jour de la liste des radiations recommandées est souhaitable en vue de diverses applications qui comprennent non seulement la réalisation directe du mètre, impliquant l'interférométrie optique pour la mesure pratique des longueurs, mais aussi la spectroscopie, la physique atomique et moléculaire et la détermination de constantes fondamentales,
- l'exactitude déjà obtenue et les avancées maintenant prévisibles dans certaines mesures spatio-temporelles exigent que la mise en pratique de la définition du mètre soit considérée du point de vue de la théorie de la relativité générale,

**accueille favorablement** l'adoption par le Comité international en 1997 de la mise en pratique révisée de la définition du mètre,

et **recommande** que les laboratoires nationaux poursuivent des recherches expérimentales et théoriques sur les étalons optiques de longueur d'onde et de fréquence, incluant de nouvelles techniques de comparaison des différents étalons sur une gamme étendue de longueur d'onde et de fréquence afin d'améliorer encore le fondement expérimental du Système international d'unités.

#### ■ Besoins en métrologie dimensionnelle

#### Résolution 6

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant que

- les besoins de la métrologie dimensionnelle de haut niveau s'accroissent de façon continue,
- les tolérances dans les procédés de fabrication de haute technologie continuent à se resserrer et atteignent déjà dans certains domaines la limite des possibilités actuelles,
- le domaine de mesures pour lequel de telles exigences se manifestent s'étend inclusivement du domaine de la nanotechnologie jusqu'à celui de la géophysique,
- plusieurs autres domaines de la métrologie font appel aux unités dérivées du Système international d'unités qui elles-mêmes impliquent le mètre,
- les demandes les plus exigeantes en métrologie dimensionnelle font souvent appel à la réalisation du mètre par les moyens les plus simples et les plus directs possibles, à l'aide de lasers asservis,
- pour répondre aux besoins à venir et pour assurer que le système métrologique mondial sera en mesure de répondre à ces besoins, il est essentiel de poursuivre des recherches de base,

**recommande** que les laboratoires nationaux maintiennent un large éventail de recherches de base dans le domaine des longueurs, incluant la conservation et la mise en œuvre de techniques propres à répondre aux exigences croissantes et diversifiées dans le domaine de la métrologie dimensionnelle.

#### ■ La définition du kilogramme

#### Résolution 7

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- le besoin d'assurer la stabilité à long terme du Système international d'unités (SI),
- l'incertitude intrinsèque relative à la stabilité à long terme du prototype qui sert à définir l'unité de masse, l'une des unités de base du SI,
- que cette incertitude se répercute sur la stabilité à long terme des trois autres unités de base du SI, nommément l'ampère, la mole et la candela, dont la définition dépend de celle du kilogramme,

- les progrès déjà obtenus dans différentes expériences destinées à relier l'unité de masse à des constantes fondamentales ou atomiques,
- qu'il est souhaitable de disposer de plusieurs méthodes pour réaliser ce lien,

**recommande** que les laboratoires nationaux poursuivent leurs efforts pour affiner les expériences qui relient l'unité de masse à des constantes fondamentales ou atomiques et qui pourraient, dans l'avenir, servir de base à une nouvelle définition du kilogramme.

# ■ Étalons primaires de fréquence opérationnels

#### Résolution 8

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant que

- il est important de maintenir en service un nombre convenable d'étalons primaires de fréquence pour assurer l'exactitude et la stabilité à long terme du Temps atomique international (TAI),
- de nouveaux étalons primaires sont mis au point en faisant appel à des techniques nouvelles,
- ces nouveaux étalons s'avèrent de façon significative plus exacts que les étalons primaires traditionnels sur lesquels se sont fondés le TAI et le Temps universel coordonné (UTC) dans le passé,
- en conséquence, l'exactitude du TAI et de l'UTC va rapidement dépendre de ces nouveaux étalons,
- d'importantes ressources sont nécessaires pour conserver en état de marche ces étalons primaires de fréquence destinés à assurer l'exactitude du TAI,

**demande** aux laboratoires nationaux de métrologie et aux autres laboratoires qui travaillent sur de nouveaux étalons primaires d'assurer les ressources en personnel et en fonctionnement nécessaires pour conserver en état de marche ces nouveaux étalons sur lesquels sera fondée l'exactitude du TAI et de l'UTC.

# ■ Extension de l'Échelle internationale de température au-dessous de 0,65 K

#### Résolution 9

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant que

- de multiples activités de recherche sont en cours à des températures inférieures à 0,65 K,
- ces recherches ont besoin d'une échelle de température reconnue qui représente avec une bonne approximation les températures thermodynamiques,
- les mesures directes de la température thermodynamique entre 0,65 K et quelques millikelvins sont souvent longues et difficiles, alors que, pour des températures beaucoup plus basses, les mesures directes sont de nouveau possibles,
- un travail considérable a déjà été accompli pour mettre au point une échelle de température entre 0,65 K et 1 mK utilisant la pression de fusion de <sup>3</sup>He,

**invite** le Comité international à étudier une équation exprimant la variation de pression de fusion de <sup>3</sup>He en fonction de la température thermodynamique qui puisse servir de base à une extension de l'Échelle internationale de température de 1990 (EIT-90) au-dessous de sa limite inférieure actuelle de 0.65 K.

#### ■ Métrologie en chimie

#### Résolution 10

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

**rappelant** la Résolution 7 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures sur la métrologie en chimie,

#### considérant

- le développement mondial des accords commerciaux dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce,
- le besoin d'éliminer les obstacles techniques au commerce liés à la métrologie, en particulier dans les secteurs des sciences de la nutrition et de la pharmacologie,
- que de nombreuses décisions relatives à l'environnement et à la santé publique sont fondées sur des mesures en chimie,

• que les progrès de la traçabilité internationale ne sont pas encore suffisants dans le domaine des mesures en chimie,

# recommande que les laboratoires nationaux de métrologie

- poursuivent leurs efforts en vue de commencer ou de coordonner, dans leur pays, les activités dans le domaine de la métrologie en chimie, en collaboration étroite avec les organismes concernés,
- définissent, en collaboration avec le Comité international, les domaines prioritaires et les comparaisons clés internationales essentielles pour établir la traçabilité des mesures en chimie, aussi bien au niveau mondial qu'au niveau régional.

# ■ Métrologie en biotechnologie

#### Résolution 11

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- l'importance croissante de la biotechnologie pour la santé humaine, les productions alimentaires, la médecine légale et la protection de l'environnement,
- le besoin de réaliser des mesures exactes traçables au Système international d'unités (SI) dans ces domaines d'activité,
- le manque d'infrastructure métrologique adéquate pour garantir une telle traçabilité,

#### recommande que les laboratoires nationaux

- envisagent de développer des programmes liés à la mesure de grandeurs importantes en biotechnologie,
- collaborent avec les unions scientifiques internationales et autres organisations internationales concernées pour établir, à l'échelle mondiale, une infrastructure adéquate pour garantir la traçabilité au SI des mesures en biotechnologie.

# Nom spécial donné à l'unité SI mole par seconde, le katal, pour exprimer l'activité catalytique

#### Résolution 12

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- l'importance pour la santé humaine et la sécurité de faciliter l'emploi des unités du Système international d'unités (SI) dans les domaines de la médecine et de la biochimie,
- qu'une unité en dehors du SI appelée « unité » représentée par le symbole U, qui est égale à 1 μmol·min<sup>-1</sup>, et qui n'est pas cohérente avec le SI, a été largement répandue en médecine et en biochimie depuis 1964 pour exprimer l'activité catalytique,
- que l'absence d'un nom spécial pour désigner l'unité dérivée et cohérente du SI qu'est la mole par seconde a conduit à ce que des résultats de mesures cliniques soient donnés en différentes unités locales,
- que l'emploi des unités SI en médecine et en chimie clinique est vivement recommandé par les unions internationales de ces domaines,
- que la Fédération internationale de chimie clinique et médecine de laboratoire a demandé au Comité consultatif des unités de recommander le nom spécial katal, symbole kat, pour l'unité SI mole par seconde,
- que tandis que la prolifération de noms spéciaux représente un danger pour le SI, il existe des exceptions pour certains sujets liés à la santé humaine et à la sécurité (15<sup>e</sup> Conférence générale, 1975, Résolutions 8 et 9, 16<sup>e</sup> Conférence générale, 1979, Résolution 5),

**notant** que le nom katal, symbole kat, est utilisé pour l'unité SI mole par seconde depuis plus de trente ans, pour exprimer l'activité catalytique,

**décide** d'adopter le nom spécial katal, symbole kat, pour l'unité SI mole par seconde pour exprimer l'activité catalytique, particulièrement dans les domaines de la médecine et de la biochimie,

et **recommande** que, lorsque le katal est utilisé, le mesurande soit spécifié en faisant référence au mode opératoire de mesure ; le mode opératoire de mesure doit mentionner le produit indicateur de la réaction mesurée.

#### ■ Dotation du BIPM

#### Résolution 13

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- l'importance des travaux effectués par le Bureau international des poids et mesures (BIPM) et les services que celui-ci rend aux États membres de la Convention du Mètre,
- les efforts considérables réalisés par le BIPM pour améliorer sa productivité et son engagement à poursuivre cet effort,
- les conclusions du rapport Besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie : les collaborations internationales et le rôle du BIPM,
- la décision du Comité international, fondée sur ce rapport, d'élargir les responsabilités du BIPM,
- la recommandation citée dans ce rapport qu'au vu de la situation économique difficile qui prévaut à l'heure actuelle dans de nombreux États membres de la Convention du Mètre, la dotation annuelle du BIPM demeure constante en valeur réelle pendant la période quadriennale 2001-2004, au niveau décidé par la 20<sup>e</sup> Conférence générale pour l'an 2000,

#### notant que

- depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, une nouvelle monnaie, l'euro, est utilisée dans la plupart des États de l'Union européenne et que la valeur de leur monnaie en euro est définitivement fixée,
- le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la plupart des monnaies européennes, y compris le franc français, et par suite le franc-or, auront disparu,

# décide que

- dorénavant, l'euro sera la monnaie utilisée pour le vote de la dotation annuelle du BIPM,
- la partie fixe de la dotation annuelle du BIPM sera augmentée de telle façon que l'ensemble de la partie fixe et de la partie complémentaire (définie à l'article 6, 1921) du Règlement annexé à la Convention du Mètre (1875) soit, pour les États parties à la Convention à l'époque de la 21<sup>e</sup> Conférence de

8 697 000 euros en 2001 (31 440 039 francs-or)

8 828 000 euros en 2002 (31 913 610 francs-or)

8 960 000 euros en 2003 (32 390 796 francs-or)

9 094 000 euros en 2004 (32 875 212 francs-or).

# Annexe A

Convocation de la 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures Note: Le texte de la présente Convocation a été envoyé aux Gouvernements des États membres de la Convention du Mètre en décembre 1998. Un projet de résolution sur le katal a été ajouté en avril 1999. Durant la Conférence générale un grand nombre de projets de résolutions ont été modifiés; les résolutions adoptées figurent aux pages 133 à 146. Dans le texte de la Convocation, il est fait référence à un accord de reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure; par la suite la Conférence générale a décidé de remplacer le mot « accord » par celui d' « arrangement ».

# Convocation de la 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures est convoquée pour le lundi 11 octobre 1999 à 10:00

au Centre de conférences internationales\*, 19 avenue Kléber, Paris 16<sup>e</sup>.

# Constitution de la 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures

Convention du Mètre (1875) : article 3

« Le Bureau international fonctionnera sous la direction et la surveillance exclusives d'un *Comité international des poids et mesures\*\** placé lui-même sous l'autorité d'une *Conférence générale des poids et mesures\*\*\** formée de délégués de tous les Gouvernements contractants. »

Règlement annexé à la Convention du Mètre (1875) : article 7

« La Conférence générale, mentionnée à l'article 3 de la Convention, se réunira à Paris, sur la convocation du Comité international, au moins une fois tous les six ans.

Elle a pour mission de discuter et de provoquer les mesures nécessaires pour la propagation et le perfectionnement du Système métrique, ainsi que de sanctionner les nouvelles déterminations métrologiques fondamentales qui auraient été faites dans l'intervalle de ses réunions. Elle reçoit le rapport du Comité international sur les travaux accomplis, et procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du Comité international.

Les votes, au sein de la Conférence générale, ont lieu par États ; chaque État a droit à une voix.

Les membres du Comité international siègent de droit dans les réunions de la Conférence : ils peuvent être en même temps délégués de leurs Gouvernements. »

<sup>\*</sup> Le Centre de conférences internationales étant fermé pour travaux, le président de l'Académie des sciences de Paris a usé de ses bons offices pour permettre à la 21<sup>e</sup> Conférence générale de se réunir exceptionnellement au Collège de France.

<sup>\*\*</sup> Mentionné souvent dans ce document comme CIPM ou Comité international.

<sup>\*\*\*</sup> Mentionnée souvent dans ce document comme CGPM ou Conférence générale.

# Lieu et dates des séances de la 21<sup>e</sup> Conférence générale

Toutes les séances se tiendront au

Centre de conférences internationales\*

19, avenue Kléber, Paris 16<sup>e</sup>

dans une salle gracieusement offerte par le ministère des Affaires étrangères de France avec traduction simultanée en français et en anglais.

Première séance,	lundi	11 octobre 1999	à	10:00
Deuxième séance,	lundi	11 octobre 1999	à	15:00
Troisième séance,	mardi	12 octobre 1999	à	09:30
Quatrième séance,	mardi	12 octobre 1999	à	15:00
Cinquième séance,	vendredi	15 octobre 1999	à	09:30
Sixième séance,	vendredi	15 octobre 1999	à	15:00

Une visite du Bureau international, suivie d'une réception au Pavillon de Breteuil, aura lieu le mercredi 13 octobre à 15:00. Il est prévu que le Groupe de travail de la Conférence générale sur la dotation du BIPM se réunisse à 09:30 le mercredi 13 octobre et qu'une réunion des directeurs des laboratoires nationaux de métrologie des États membres se tienne le jeudi 14 octobre toute la journée, à partir de 09:30. Les réunions du Groupe de travail sur la dotation et des directeurs des laboratoires nationaux se dérouleront au Centre de conférences internationales. La réunion des directeurs ne fait pas formellement partie de la Conférence générale et sera présidée par le président du Comité international.

Il est probable que la plupart des points principaux de l'ordre du jour jusqu'au point 11 compris seront traités au cours des quatre premières séances et que les séances cinq et six concerneront plutôt le programme de travail et le budget du BIPM, ainsi que le vote de toutes les résolutions.

-

<sup>\*</sup> En fait au Collège de France, comme nous l'avons indiqué précédemment.

# Ordre du jour provisoire de la 21<sup>e</sup> Conférence générale

- 1 Ouverture de la Conférence.
- 2 Présentation des titres accréditant les délégués.
- 3 Nomination du secrétaire de la Conférence.
- 4 Établissement de la liste des délégués ayant pouvoir de voter.
- 5 Approbation de l'ordre du jour.
- 6 Rapport de M. le président du Comité international sur les travaux accomplis depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale.
- 7 Rapport du Comité international sur les besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie.
- 8 Traçabilité des étalons de mesure au niveau mondial.
- 9 Admission d'Associés à la Conférence générale des poids et mesures.
- 10 Relations avec l'Organisation internationale de métrologie légale.
- 11 Rapports des présidents des Comités consultatifs.
- 12 Programme des travaux futurs du BIPM.
- 13 Dotation annuelle du BIPM.
- 14 Propositions des délégués.
- 15 Renouvellement par moitié du Comité international.
- 16 Votes des résolutions.
- 17 Questions diverses.
- 18 Clôture de la Conférence.

#### Commentaires sur les principaux points de l'ordre du jour

Note à propos des projets de résolutions: l'emplacement dans la convocation des projets de résolutions ne reflète pas nécessairement le moment où les résolutions seront traitées ou mises au vote dans l'ordre du jour. Dans tous les cas, le vote des résolutions se déroule le dernier jour de la Conférence, après la fin des discussions.

#### 1 Ouverture de la Conférence

La 21° Conférence générale se tient quatre ans après la précédente. Cette périodicité de quatre ans entre les Conférences générales est maintenant bien établie, car elle est suffisante pour permettre aux États membres de faire le point des activités importantes menées sous l'égide de la Convention, tout en maintenant une fréquence de réunions suffisamment basse pour que les coûts administratifs et annexes ne soient pas excessifs.

#### 2 Présentation des titres accréditant les délégués

Pour la bonne organisation de la Conférence, il est souhaitable que la composition de chaque délégation soit communiquée au BIPM au plus tard quinze jours avant l'ouverture de la Conférence.

À leur arrivée, les délégués accrédités à voter seront priés de présenter les titres remis par les autorités concernées de leur Gouvernement.

# 6 Rapport de M. le président du Comité international sur les travaux accomplis depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale

L'article 19 du Règlement annexé à la Convention du Mètre stipule que « Le président du Comité international rendra compte à la Conférence générale des travaux accomplis depuis l'époque de sa dernière réunion ».

Dans son rapport, le président soulignera les avancées importantes concernant les activités menées sous l'autorité de la Convention du Mètre depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale. Beaucoup de ces activités ont été lancées au cours de la 20<sup>e</sup> Conférence générale : le rapport sur les besoins à long terme relatifs à la métrologie (Résolution 11), l'accord proposé sur la reconnaissance mutuelle des étalons de mesure (faisant référence à la Résolution 2) et les discussions sur les relations avec l'Organisation

internationale de métrologie légale (Résolution 10). Chacun de ces points est mis à l'ordre du jour de la présente Conférence et presque tous les sujets importants, destinés à être discutés ou à faire l'objet d'une décision à la 21<sup>e</sup> Conférence générale, sont liés ou s'appuient sur l'un ou l'autre de ces points. La période qui s'est écoulée depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale a été d'une intense activité, sans précédent dans l'histoire de la Convention du Mètre.

Le rapport sur les besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie a été transmis aux États membres en août 1998. C'est incontestablement la description la plus avancée des activités internationales de la métrologie jamais écrite et ce rapport est d'une importance capitale pour l'avenir de la Convention du Mètre. Il sera présenté et commenté par le secrétaire du CIPM au point 7 de l'ordre du jour. Plusieurs de ses conclusions ont déjà abouti à des décisions et à des actions prises par le CIPM ou le BIPM, et certaines autres sont présentées à la Conférence générale comme projets de résolutions.

L'une des conclusions de ce rapport est que le CIPM devrait avoir des contacts beaucoup plus étroits avec les laboratoires nationaux de métrologie et avec les organisations régionales de métrologie. Ceci l'a amené à organiser des réunions avec les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie des États membres de la Convention du Mètre. Deux de ces réunions ont été organisées par le BIPM et se sont déroulées à Sèvres : la première en février 1997 et la deuxième en février 1998. La troisième se tiendra à Paris le jeudi 14 octobre 1999, pendant la semaine de la 21<sup>e</sup> Conférence générale. Le succès de ces réunions a clairement démontré le besoin de se rencontrer en dehors du formalisme d'une Conférence générale pour débattre de sujets d'intérêt commun aux membres du CIPM, aux directeurs des laboratoires nationaux et aux responsables du BIPM. Ces réunions se poursuivront à l'avenir.

En outre, le CIPM a décidé de créer un Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM. Ce Comité mixte s'est réuni pour la première fois en février 1998.

Après avoir consulté les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie, le CIPM a pris l'initiative de mettre en œuvre un accord de reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage émis par les laboratoires nationaux de métrologie. La Résolution 2 de la  $20^{\rm e}$  Conférence générale a posé les fondements formels de cet accord. Il a été paraphé par les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie de trenteneuf États membres de la Convention du Mètre. Le CIPM invite la  $21^{\rm e}$  Conférence générale à reconnaître cet accord, objet du point 8 de l'ordre du jour.

Restreindre la participation à cet accord aux seuls États membres de la Convention du Mètre peut être interprété comme une barrière technique ou politique au commerce. Le CIPM a conscience que pour de nombreux pays,

la contribution annuelle au fonctionnement du BIPM est une charge financière, même s'ils en tirent d'importants bénéfices. Il propose donc à la Conférence, au point 9 de l'ordre du jour, la création d'une catégorie d'Associés à la Conférence. Un des objectifs de la création de cette catégorie d'Associés est d'assurer ainsi une liaison formelle avec les États qui ne souhaitent pas encore ou qui ne peuvent pas rejoindre la Convention du Mètre, afin de leur permettre de prendre part à l'accord de reconnaissance mutuelle et d'étendre ainsi la traçabilité au SI de leurs mesures.

Le rôle des Comités consultatifs du CIPM est étudié dans le rapport du CIPM sur les besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie. La conclusion en est que l'étendue de la métrologie couverte par les Comités consultatifs devrait être accrue pour s'étendre à tous les domaines où la coordination internationale est nécessaire et où ce besoin n'est pas déjà du ressort d'une autre instance. Le CIPM a identifié trois nouveaux domaines dans lesquels un tel besoin existe : l'acoustique, les ultrasons et les vibrations constituent le premier, la dureté le deuxième, le débit de fluides, comprenant la viscosité, le troisième. Le besoin de coordination internationale des étalons de mesure pour le premier d'entre eux s'est révélé suffisamment urgent et important pour que le CIPM crée un nouveau Comité consultatif en ce domaine, le Comité consultatif de l'acoustique, des ultrasons et des vibrations (CCAUV). Pour la dureté, le débit de fluides, et la viscosité, le CIPM a créé des groupes de travail au sein d'un Comité consultatif existant, le Comité consultatif pour la masse et les grandeurs apparentées. Lors de l'étude sur les besoins à long terme dans le domaine de la métrologie, le CIPM s'est rendu compte que les appellations traditionnellement données à certains de ses Comités consultatifs existants reflétaient mal l'étendue de leur travail. Ceci tendait à renforcer un dangereux malentendu qui circulait dans certains milieux, selon lequel le travail du BIPM était étroit, purement scientifique et avait peu de rapports avec les besoins pratiques de la métrologie. Par exemple, le nom traditionnellement donné au Comité consultatif pour la définition du mètre (CCDM) ne reflétait pas les activités plus étendues de ce Comité en matière de mesures de longueur et de métrologie dimensionnelle. C'est pour cette raison que le CIPM, en septembre 1997, a modifié les appellations (et les sigles) de quatre de ses Comités consultatifs. Outre le CCDM, qui est devenu le Comité consultatif des longueurs (CCL), le Comité consultatif d'électricité (CCE) est devenu le Comité consultatif d'électricité et magnétisme (CCEM), le Comité consultatif pour la définition de la seconde (CCDS) est devenu le Comité consultatif du temps et des fréquences (CCTF), et le Comité consultatif pour les étalons de mesure des rayonnements ionisants (CCEMRI) est devenu le Comité consultatif des rayonnements ionisants (CCRI). Les sigles en anglais correspondent au français.

En 1983, le CIPM a proposé à la Conférence générale un programme à long terme de construction de nouveaux bâtiments au BIPM. Ce programme comprenait un bâtiment de laboratoire pour la section des lasers, qui a été terminé en 1984, un bâtiment pour une bibliothèque et des bureaux, terminé en 1988, et enfin un bâtiment pour l'atelier de mécanique. Cette dernière tranche du programme est maintenant mise en œuvre. Le bâtiment prévu abritera quelques bureaux et salles de réunion ainsi que l'atelier de mécanique; l'achèvement des travaux est prévu pour l'an 2001 et il dotera enfin le BIPM d'un atelier moderne. L'atelier a, en effet, toujours été un sujet d'inquiétude pour le CIPM parce que les locaux réservés à cet usage étaient incommodes et non conformes aux normes actuelles de sécurité. L'espace rendu disponible par le déménagement de l'atelier vers le nouveau bâtiment permet aussi d'envisager l'installation d'un petit laboratoire de mesures en chimie.

Enfin, le président présentera le rapport sur le travail accompli par le BIPM depuis la  $20^{\rm e}$  Conférence générale.

# 7 Rapport du Comité international sur les besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie

La Résolution 11 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale a formulé auprès du CIPM la demande suivante :

« d'étudier les besoins nationaux et internationaux à long terme relatifs à la métrologie, les nécessaires collaborations internationales et le rôle primordial du BIPM pour faire face à ces besoins, les engagements financiers ou autres qui seront demandés aux États membres au cours des décennies à venir, et d'en rendre compte. »

En réponse à cette résolution, le CIPM a demandé à l'un de ses membres, Monsieur W.R. Blevin, de préparer un projet de rapport. Après de nombreuses consultations, une première version de ce document a été présentée au CIPM en septembre 1996, et une version complémentaire en septembre 1997. Le texte définitif, adopté par le CIPM à la fin de l'année 1997, a été publié par le BIPM et envoyé aux États membres en août 1998. Le titre complet est le suivant Besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie : les collaborations internationales et le rôle du BIPM. Rapport préparé par le CIPM pour les Gouvernements des États membres de la Convention du Mètre. Des copies de cet ouvrage sont disponibles auprès du BIPM. Ce document revêt une très grande importance, il a été largement distribué et peut être consulté sur le site Internet du BIPM (www.bipm.org). Ce rapport et les conclusions qu'il présente sont soumis aux États membres pour discussion. Le contenu peut être résumé comme suit.

La forte tendance vers la mondialisation du commerce international et de la production industrielle, la complexité toujours plus grande de la plupart des produits et des services, et l'intérêt croissant des peuples pour la santé, la sécurité et l'environnement figurent désormais parmi les principaux sujets de préoccupation des États. Ils entraînent la nécessité croissante d'un système de

mesure international uniforme et soulignent l'importance de l'accréditation et de la reconnaissance internationale des organismes de mesure et d'essais. Les accords commerciaux récents entre les nations et les régions impliquent que les signataires acceptent les résultats des mesures et des contrôles pratiqués par les autres parties. L'importance croissante, pour le commerce, de l'équivalence des services d'étalonnage et d'essais aura une influence profonde sur l'évolution à long terme des systèmes de mesure nationaux et internationaux. Il faudra tenir compte de ce contexte pour apprécier les besoins à venir en matière de métrologie et de collaboration internationale. Les aspects de la métrologie dans lesquels la collaboration internationale devra être poursuivie, et la plupart du temps renforcée, comprennent les accords liés à la définition et la réalisation des unités de mesure, la mise en place d'étalons nationaux de mesure et le compte rendu de leur équivalence sur le plan international, l'accréditation des laboratoires, la métrologie légale et les normes et autres documents de référence. Il est fondamental que la collaboration dans ces domaines soit multilatérale, à un niveau aussi bien international que régional.

Le rapport souligne que les programmes entrepris sous l'autorité de la Convention du Mètre ont eu une valeur considérable et parvient à la conclusion que la plupart de ceux qui sont en cours doivent être poursuivis. Cependant, selon un point de vue largement partagé, le BIPM et les Comités consultatifs du CIPM doivent maintenant aider davantage les laboratoires nationaux de métrologie des États membres à établir le degré d'équivalence de leurs étalons nationaux de mesure. Une méthode pour atteindre cet objectif a été instaurée par le CIPM et le BIPM qui ont introduit la réalisation, dans le cadre du BIPM, de comparaisons clés des étalons de mesure, le couplage de ces comparaisons avec des comparaisons similaires organisées par les organisations régionales de métrologie et le développement de l'accord de reconnaissance mutuelle (voir projet de résolution A).

Le rôle des Comités consultatifs doit être sensiblement renforcé et un programme de travail plus ambitieux doit être mené entre les réunions. Les critères d'appartenance aux Comités ont été revus et clarifiés, et la présence d'observateurs aux réunions sera acceptée afin de permettre à un plus grand nombre d'États membres de participer. Les missions de chaque Comité doivent être précisées ; un membre du personnel scientifique du BIPM est affecté à chaque Comité en qualité de secrétaire exécutif. Les domaines de la métrologie couverts par certains des Comités seront élargis et un ou plusieurs Comités supplémentaires pourraient être créés. Ainsi seront traités les principaux domaines de la métrologie pour lesquels une collaboration entre les laboratoires nationaux est importante afin de rendre compte de l'équivalence internationale des étalons. Le CIPM a mené des études dont certaines ont déjà abouti pour une éventuelle extension aux domaines de l'acoustique, des ultrasons, des vibrations, de la dureté, du débit de fluides et de la viscosité, mais il y a beaucoup d'autres domaines dans lesquels, tôt ou

tard, il sera nécessaire d'établir l'équivalence internationale des étalons et des mesures : le BIPM est le mieux placé pour déceler ces besoins en émergence et initier la coopération internationale appropriée.

La métrologie fondamentale ou appliquée concerne maintenant de nombreux organismes mondiaux ou régionaux. Au niveau mondial, le BIPM a entrepris de collaborer plus étroitement avec les organismes suivants : International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC), Organisation internationale de métrologie légale (OIML), Organisation internationale de normalisation (ISO) et Commission électrotechnique internationale (CEI). Au niveau régional, il travaillera avec les organisations régionales de métrologie. Dans ce but, le CIPM a pris l'initiative de créer le Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM, sous la présidence du directeur du BIPM.

Conformément à des décisions récentes, des actions stratégiques vont être menées par le BIPM pour accroître son assistance aux pays en voie de développement. Il s'agit de renforcer leurs systèmes nationaux de mesure, et plus particulièrement d'ériger la mesure au niveau de composante importante du développement économique. Certaines de ces actions entraînent une étroite collaboration avec l'Organisation internationale de métrologie légale, les organisations régionales de métrologie et l'International Measurement Confederation (IMEKO).

Le CIPM a défini le rôle du BIPM au cours des premières décennies du 21<sup>e</sup> siècle. Le présent document comporte vingt et une décisions précises à propos des activités futures du BIPM et des Comités consultatifs. Le BIPM se devra de mettre en place de nouveaux programmes en temps voulu, soit pour répondre aux nouvelles demandes des États membres, soit pour tirer profit des progrès de la science et de la technologie. L'impact de ces nouveaux programmes sur le budget du BIPM dépend largement de l'équilibre entre le besoin d'embaucher du personnel et les économies qui pourront être réalisées en mettant fin à certains secteurs d'activité, en les diminuant ou encore en optimisant leur efficacité. Le programme à long terme de construction de bâtiments, entrepris par le BIPM au début des années 1980, approche de son terme et il n'est pas prévu de bâtiments supplémentaires au cours des prochaines décennies.

Le rapport se termine par l'examen des engagements financiers requis auprès des États membres de la Convention du Mètre, comprenant les besoins futurs de soutien financier au BIPM au vu des développements prévisibles de ses activités et tenant compte des contraintes économiques maintenant imposées à la plupart des États membres. Cette partie du rapport est traitée au point 12 du projet d'ordre du jour. Le CIPM propose le projet de résolution A suivant à propos de ce rapport :

#### ■ Métrologie : besoins à long terme

#### Projet de résolution A

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- la Résolution 11 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale, qui a demandé au Comité international d'étudier les besoins à long terme relatifs à la métrologie et d'en rendre compte,
- l'étude qui a été achevée en 1997 à la suite de larges consultations internationales,
- le rapport qui en a résulté, intitulé Besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie : les collaborations internationales et le rôle du BIPM, remis par le Comité international en 1998 aux Gouvernements des États membres,

accueille favorablement les nombreuses décisions du Comité international consécutives à cette étude, et en particulier

- l'élargissement progressif des missions des Comités consultatifs afin qu'ils couvrent les principaux domaines de la métrologie où la collaboration entre les laboratoires nationaux de métrologie est importante, non seulement en physique et en ingénierie mais également dans d'autres disciplines telles que la chimie et la biotechnologie,
- le renforcement du rôle des Comités consultatifs et l'admission d'observateurs aux réunions afin de permettre à un plus grand nombre d'États membres de participer,
- l'accent mis sur l'évaluation et la publication du degré d'équivalence des étalons nationaux de mesure des États membres et la mise en place d'un accord de reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage délivrés par les laboratoires nationaux de métrologie,
- la mise en place de réunions régulières avec les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie des États membres,
- les déclarations faites par le Comité international au sujet du rôle du BIPM au cours des premières décennies du vingt et unième siècle,
- la collaboration plus étroite du BIPM avec les organismes internationaux concernés, plus particulièrement les organisations régionales de métrologie, l'International Laboratory Accreditation Cooperation et l'Organisation internationale de métrologie légale,
- les progrès considérables déjà accomplis par le Comité international dans la mise en œuvre de ses décisions.

**prend note** de la discussion dans le rapport du Comité international des engagements financiers à long terme demandés aux États membres,

**remercie** les nombreux organismes et les personnes qui ont apporté leur contribution à cette étude et au rapport du Comité international.

#### 8 Traçabilité des étalons de mesure au niveau mondial

La Résolution 2 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale a posé les bases d'une importante initiative qui a abouti à un projet d'accord de reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure conservés par les laboratoires nationaux de métrologie et des certificats d'étalonnage qu'ils émettent. Le besoin de traçabilité des étalons au niveau mondial est maintenant universellement accepté. Le problème rencontré par les laboratoires nationaux était d'y parvenir, tout en évitant d'avoir à gérer un nombre trop important d'accords bilatéraux d'équivalence entre les étalons de mesure. Il était évident que les laboratoires nationaux de métrologie pouvaient envisager de tels accords multilatéraux au sein de leurs groupes régionaux. C'est alors qu'on a pensé à un système d'accord international mis en place par le biais d'accords bilatéraux entre groupes régionaux.

Lors de la première réunion des directeurs de laboratoires, en février 1997, le directeur du BIPM proposa une approche qui donnerait lieu à un accord international plutôt qu'à un réseau d'accords régionaux. Après de nombreuses discussions et des échanges de correspondance, un large consensus s'est dégagé en faveur de la réalisation d'un tel accord au niveau mondial. Après de longues consultations avec les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie et une discussion lors de la réunion du CIPM de septembre 1997, un projet d'accord a été présenté aux directeurs pendant leur deuxième réunion, au mois de février 1998. Après l'avoir quelque peu modifié, le texte provisoire a été paraphé par les directeurs ou représentants mandatés des laboratoires nationaux de métrologie de trente-neuf États membres, dans le but de signer un accord définitif lors d'une prochaine réunion des directeurs fixée pendant la période de la 21<sup>e</sup> Conférence générale. Le texte provisoire paraphé par les directeurs a été envoyé aux représentants diplomatiques des États membres à Paris au mois de mai 1998, afin d'informer officiellement les États membres de cette proposition.

Le projet d'accord fait référence au Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM. Le CIPM a créé ce Comité en septembre 1997 ; il s'est réuni pour la première fois en février 1998 sous la présidence du directeur du BIPM.

Le président du CIPM présentera à la Conférence l'état de la situation actuelle de l'accord et proposera à la Conférence générale d'adopter le projet de résolution B suivant :

# Reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage délivrés par les laboratoires nationaux de métrologie

#### Projet de résolution B

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- la Résolution 2 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale concernant la traçabilité des mesures au niveau mondial.
- le besoin rapidement croissant de démontrer l'équivalence au niveau international des mesures et des résultats des essais liés au commerce.
- le nombre croissant d'accords de reconnaissance mutuelle entre les services d'étalonnage et d'essais négociés entre divers États,
- que les services d'étalonnage et d'essais de chaque État dépendent d'un laboratoire national tant pour les étalons de mesure que pour leur traçabilité au SI.

reconnaît que la reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure et des services d'étalonnage des laboratoires nationaux de métrologie est nécessaire pour fournir le fondement de la reconnaissance mutuelle généralisée aux services nationaux d'étalonnage et d'essais,

#### accueille favorablement

- l'initiative prise par le Comité international de rédiger un accord de reconnaissance mutuelle relatif aux étalons nationaux de mesure et aux certificats d'étalonnage établis par les laboratoires nationaux de métrologie,
- la décision des États membres qui ont déjà donné autorité pour signer cet accord au directeur du laboratoire national de métrologie de leur pays qu'ils ont désigné,

#### invite

- tous les autres États membres de la Convention du Mètre à participer à cet accord en conférant l'autorité nécessaire au directeur du laboratoire national de métrologie de leur pays qu'ils auront désigné pour signer cet accord,
- tous les États membres à déployer tous leurs efforts pour mettre en œuvre l'accord et à faire en sorte que toutes les autorités de leur pays reconnaissent l'équivalence ainsi démontrée des étalons nationaux de mesure et des certificats d'étalonnage.

# 9 Admission d'Associés à la Conférence générale

Il est apparu, à l'occasion de la mise au point de l'accord de reconnaissance mutuelle traité au point 8 de l'ordre du jour, qu'il faut trouver un moyen de raccorder au SI les activités métrologiques d'un nombre d'États beaucoup plus grand que celui des États actuellement membres de la Convention du Mètre. Nous ne pouvons ignorer que le commerce international exige la traçabilité des mesures au SI pour tous les échanges commerciaux entre les nations. Nous devons cependant accepter qu'il existe de nombreux États plus petits ou moins influents qui trouveraient difficile d'acquitter la redevance annuelle, même minimale, d'un État membre de la Convention du Mètre (0,5 % de la dotation du BIPM). Le CIPM estime que la Conférence générale devrait assumer la responsabilité de trouver un mécanisme pour établir des liens au SI de tous les systèmes de mesure de tous les États et entités économiques, y compris ceux qui ne sont pas membres de la Convention du Mètre. La participation à l'accord de reconnaissance mutuelle par le biais d'organisations régionales de métrologie semble être un moyen d'y parvenir. Il est cependant nécessaire d'établir un lien formel au BIPM, et d'apporter une contribution financière pour couvrir les frais. La Convention du Mètre ne prévoit pas une catégorie « Associés » mais, par analogie avec la Convention de l'OIML, le CIPM propose à la 21<sup>e</sup> Conférence générale de créer une catégorie d'Associés à la Conférence générale. Les États ou entités économiques associés auraient le droit de participer à l'accord de reconnaissance mutuelle selon des modalités à préciser. Cette proposition, qui a le soutien du Gouvernement français dépositaire de la Convention du Mètre, est traitée dans le projet de résolution C suivant :

#### Associés à la Conférence générale des poids et mesures

#### Projet de résolution C

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant que

- le système de mesure mondial, fondé sur le Système international d'unités (SI) utilisé dans presque tous les domaines de la société moderne, repose sur l'application universelle des décisions de la Conférence générale des poids et mesures,
- tous les États, et pas uniquement ceux qui sont membres de la Convention du Mètre, s'engagent dans des mesures liées au commerce et qui doivent être traçables au SI,
- les États qui ne sont pas membres de la Convention du Mètre sont à l'heure actuelle exclus des activités de cette Convention,
- les États membres de la Convention du Mètre soutiennent le système de mesure mondial en consacrant des ressources financières considérables au BIPM et à leur propre système national de mesure,
- de nombreux États plus petits peuvent avoir des difficultés à dégager des sommes suffisantes pour assumer le coût de leur appartenance à la Convention du Mètre.

et **considérant** en outre le besoin de maintenir des relations étroites avec les unions scientifiques internationales et les autres organisations internationales dont le travail est lié à la métrologie,

#### décide

- d'assumer la responsabilité de fournir aux États et entités économiques qui ne sont pas encore membres de la Convention du Mètre les moyens d'établir la liaison au système de mesure mondial de manière à assurer la reconnaissance de la traçabilité de leurs mesures au SI,
- qu'une liaison importante peut être assurée par la participation à l'accord de reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure mis en place par le Comité international,
- que la participation à cet accord pour un tel État ou entité économique devrait être réalisée par l'association de ses laboratoires nationaux de métrologie à une Organisation régionale de métrologie membre du Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM,

#### et décide en conséquence

- d'inviter ces États et entités économiques à assister à la Conférence générale à titre d'Associés, établissant ainsi la liaison avec les États membres de la Convention du Mètre, liaison qui leur est nécessaire pour participer à l'accord de reconnaissance mutuelle,
- d'inviter les unions scientifiques internationales et les autres organisations internationales qui poursuivent des activités liées à celles de la Convention du Mètre, à assister également à la Conférence générale en tant qu'organisations associées,
- que les États associés, entités économiques et organisations associées à la Conférence générale participent à la Conférence générale en nommant des observateurs n'ayant pas le droit de vote,
- que les États associés et entités économiques associées acquitteront une souscription annuelle au BIPM pour couvrir les coûts des services que le Comité international des poids et mesures pourra leur fournir ; la souscription annuelle de chaque État associé ou entité économique associée sera déterminée à partir de sa contribution aux Nations unies, comme pour les États membres, mais avec un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM,
- qu'un État ou entité économique souhaitant devenir associé(e) peut le devenir sur demande adressée au directeur du BIPM directement, ou par l'intermédiaire de son ambassade à Paris, en s'acquittant de la première annuité de sa souscription,
- qu'un État associé ou une entité économique associée n'ayant pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être associé; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

# 10 Relations avec l'Organisation internationale de métrologie légale

La Résolution 10 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale a invité le président du CIPM et le président du CIML à créer un groupe de travail commun pour définir les moyens d'accroître leur coopération et leur efficacité dans la réalisation de leurs objectifs et l'emploi de leurs ressources, y compris, mais non exclusivement, pour étudier la possibilité de fusionner les deux organisations. La même résolution a également invité le CIPM, après avoir reçu le rapport de son président, à faire connaître aux États membres de la Convention du Mètre les résultats des discussions et son opinion au sujet de l'opportunité de poursuivre des actions dans ce sens.

Comme il avait été demandé par la 20<sup>e</sup> Conférence générale, le président du CIPM et le président du CIML ont créé un groupe de travail qui s'est réuni trois fois, en février 1996, en février 1997 et en février 1998 ; une autre réunion est prévue en février 1999. À partir de 1998, des représentants de l'ILAC ont participé aux réunions du groupe de travail.

Il est apparu très tôt aux représentants du CIPM, au cours de la discussion au sein du groupe de travail, qu'une fusion des deux organisations ne déboucherait pas sur des avantages significatifs en termes d'efficacité de fonctionnement ou de meilleure appréhension de leurs tâches respectives, qui ne seraient déjà obtenus par la coopération entre les deux organisations. Certains moyens ont donc été trouvés pour une collaboration plus étroite et une approche commune de certaines actions, et ils ont déjà été mis en œuvre. Le CIPM a été informé de cette conclusion en 1996.

Une des actions importantes menée par le BIPM, l'IMEKO et l'OIML, et organisée par la Physikalisch-Technische Bundesanstalt, PTB (Braunschweig), fut une réunion ayant pour objet les besoins métrologiques des pays en voie de développement et des pays émergents, qui s'est tenue à la PTB au mois de juin 1998.

Une autre action conjointe du BIPM et du BIML concerne la responsabilité du *Vocabulaire international des termes fondamentaux et généraux de métrologie* et du *Guide pour l'expression de l'incertitude de mesure*. La responsabilité de ces deux documents, par suite d'un accord commun entre les sept organisations internationales concernées, c'est-à-dire l'ISO, le BIPM, la CEI, l'IFCC, l'OIML, l'UICPA et l'UIPPA, a été transférée de l'ancien ISO TAG-4 à un nouveau Comité commun pour les guides en métrologie (JCGM). Le nouveau JCGM composé des sept mêmes organisations internationales, plus l'ILAC, est indépendant de l'ISO et n'est de la sorte pas soumis à certaines contraintes qui pourraient gêner l'évolution des deux documents. Le secrétariat du JCGM est assuré conjointement par le BIPM et le BIML, et le premier président du JCGM est le directeur du BIPM.

Le président du CIPM rendra compte de l'issue des dernières discussions au sein du Groupe de travail Convention du Mètre/OIML.

En réponse à la Résolution 10 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale, le Comité international avise les États membres de la Convention du Mètre qu'il a engagé des actions en vue d'améliorer la collaboration avec l'OIML, mais qu'il n'y a pas lieu de mener à l'heure actuelle d'action complémentaire quant à la proposition de fusion des deux organisations.

### 11 Rapports des présidents des Comités consultatifs

Les rapports seront présentés par les présidents des dix Comités consultatifs du CIPM sur le travail accompli depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale. Des versions écrites de ces rapports seront disponibles pour les délégués présents à la Conférence. Les rapports publiés des réunions des Comités consultatifs cités par les présidents sont disponibles sur le site d'accueil du BIPM sur Internet (www.bipm.org).

Le projet de résolution D suivant, qui concerne tous les domaines de la métrologie, rappelle la Résolution 1 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale et une fois encore attire l'attention des Gouvernements des États membres sur le besoin de réaliser les mesures critiques en unités du SI:

# Nécessité d'utiliser les unités du SI dans les recherches sur les ressources terrestres, l'environnement, la sécurité humaine et les études connexes

#### Projet de résolution D

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant que

- les effets sur la géosphère et la biosphère des activités industrielles et commerciales et de nombreuses autres activités humaines ainsi que des phénomènes naturels, et leurs conséquences sur la santé et le bien-être humains, font l'objet d'importantes études dans le monde entier,
- les Gouvernements sont de plus en plus amenés à prendre des décisions réglementant ces activités, avec des répercussions économiques et politiques majeures,
- les choix politiques des Gouvernements sont influencés par les résultats d'études qui dépendent de manière critique de l'exactitude et de la cohérence de mesures pouvant nécessiter d'importants investissements économiques,
- de nombreuses preuves scientifiques importantes sur lesquelles s'appuient ces décisions sont issues de mesures de petites variations à long terme de certains paramètres clés, mesures qui s'étendent parfois sur plusieurs décennies,

- certaines mesures critiques ont été traditionnellement exprimées en utilisant des unités ad hoc, fondées sur des instruments et des méthodes spécifiques, et non pas les unités du SI, lesquelles sont bien définies et adoptées au niveau international.
- depuis de nombreuses années l'expérience montre que les mesures qui ne sont pas reliées directement au SI ne sont ni fiables à long terme, ni comparables aux mesures semblables faites ailleurs et ainsi ne permettent pas de mettre en évidence leurs éventuelles relations avec les mesures faites dans d'autres domaines scientifiques.
- les demandes accrues pour une fiabilité des mesures effectuées à des fins médicales et thérapeutiques exigent des réglementations plus rigoureuses dans ces domaines.

recommande que les responsables des études sur les ressources terrestres, l'environnement, le bien-être humain et les problèmes connexes fassent le nécessaire pour que les mesures effectuées dans le cadre de leurs programmes soient exprimées en unités bien définies du SI afin d'en assurer la fiabilité à long terme, la cohérence mondiale et le rattachement aux autres domaines scientifiques et techniques grâce au système de mesures mondial établi et conservé dans le cadre de la Convention du Mètre.

#### 11.1 Le Comité consultatif des longueurs

La 9<sup>e</sup> session du Comité consultatif pour la définition du mètre (dont le nouveau nom est Comité consultatif des longueurs, CCL) s'est tenue en septembre 1997. Trois sujets importants ont été traités lors de la réunion : le premier concernait la révision de la mise en pratique de 1992 de la définition du mètre ; le deuxième l'élargissement de la portée du Comité à la métrologie dimensionnelle ; le troisième la sélection de comparaisons clés dans le domaine des longueurs afin de démontrer l'équivalence des étalons nationaux de mesure.

La révision de la mise en pratique adoptée par le CCL, puis approuvée par le CIPM, réduit les incertitudes données pour les longueurs d'onde et les fréquences de quelques-unes des radiations recommandées, inclut cinq nouvelles radiations recommandées et supprime deux radiations qui ne sont plus utilisées. Une note a été ajoutée concernant l'interprétation de la mise en pratique de la définition du mètre dans le contexte de la relativité générale. Le projet de résolution E se réfère à la nouvelle mise en pratique :

#### ■ Révision de la mise en pratique de la définition du mètre

# Projet de résolution E

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### rappelant que

- en 1983 la 17<sup>e</sup> Conférence générale a adopté une nouvelle définition du mètre.
- à la même date la Conférence générale a invité le Comité international
  - à établir des instructions pour la réalisation pratique de la nouvelle définition du mètre (la mise en pratique),
  - à choisir des radiations qui puissent être recommandées comme étalons de longueur d'onde pour la mesure interférentielle des longueurs et à établir des instructions pour leur emploi,
  - à poursuivre les études entreprises pour améliorer ces étalons et à compléter ou réviser par la suite ces instructions,
- en réponse à cette invitation le Comité international a adopté des Recommandations en 1983 et aussi en 1992 concernant la mise en pratique du mètre.

#### considérant que

- la science et les techniques continuent à exiger une meilleure exactitude dans la réalisation du mètre,
- depuis 1992, les travaux effectués dans les laboratoires nationaux, au Bureau international des poids et mesures et dans d'autres laboratoires ont amélioré de manière significative la reproductibilité des radiations qui conviennent à la mise en pratique du mètre,
- de tels travaux ont réduit de manière significative l'incertitude sur la valeur de la fréquence et de la longueur d'onde dans le vide de certaines de ces radiations,
- une mise à jour de la liste des radiations recommandées est souhaitable en vue de diverses applications qui comprennent non seulement la réalisation directe du mètre, impliquant l'interférométrie optique pour la mesure pratique des longueurs, mais aussi la spectroscopie, la physique atomique et moléculaire et la détermination de constantes fondamentales,
- l'exactitude déjà obtenue et les avancées maintenant prévisibles dans certaines mesures spatio-temporelles exigent que la mise en pratique de la définition du mètre soit considérée du point de vue de la théorie de la relativité générale,

**accueille favorablement** l'adoption par le Comité international en 1997 de la mise en pratique révisée de la définition du mètre,

et **recommande** que les laboratoires nationaux poursuivent des recherches expérimentales et théoriques sur les étalons optiques de longueur d'onde et de fréquence, incluant de nouvelles techniques de comparaison des différents étalons sur une gamme étendue de longueur d'onde et de fréquence afin d'améliorer encore le fondement expérimental du Système international d'unités.

L'extension du domaine d'activités du CCL à la métrologie dimensionnelle répond au besoin de choisir et d'exécuter des comparaisons clés dans ce domaine. Le CCL, pour ces comparaisons clés, a choisi un certain nombre d'étalons utilisés en métrologie dimensionnelle pour évaluer les principales techniques de chaque domaine. Les comparaisons clés commencées par celles des calibres se poursuivront par celles de polygones optiques comme étalons d'angle, puis celles d'étalons de diamètres et de formes, des calibres à étages et des plateaux à boules pour contrôler les machines tridimensionnelles. Au vu de l'importance de la métrologie des longueurs pour la science et l'industrie de haute technologie, le CIPM propose à la Conférence générale le projet de résolution suivant :

#### ■ Besoins en métrologie dimensionnelle

Projet de résolution F

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant que

- les besoins de la métrologie dimensionnelle de haut niveau s'accroissent de façon continue,
- les tolérances dans les procédés de fabrication de haute technologie continuent à se resserrer et atteignent déjà dans certains domaines la limite des possibilités actuelles.
- l'étendue du domaine de mesures pour lequel de telles exigences se manifestent va du domaine de la nanotechnologie jusqu'à celui de la géophysique,
- plusieurs autres domaines de la métrologie font appel aux unités dérivées du SI qui elles-mêmes impliquent le mètre,
- les demandes les plus exigeantes font souvent appel à la réalisation du mètre par des moyens les plus simples et les plus directs possibles, à l'aide de lasers asservis,
- pour répondre aux besoins à venir et pour assurer que le système métrologique mondial sera en mesure de répondre à ces besoins, il est essentiel de poursuivre des recherches de base,

recommande que les laboratoires nationaux maintiennent un large éventail de recherches de base dans le domaine des longueurs, incluant la conservation et la mise en œuvre de techniques propres à répondre aux exigences croissantes et diversifiées dans le domaine de la métrologie dimensionnelle.

## 11.2 Le Comité consultatif pour la masse et les grandeurs apparentées

Le Comité consultatif pour la masse et les grandeurs apparentées (CCM) s'est réuni en mai 1996. Le CCM continue de travailler au sein de groupes de travail spécialisés au nombre de sept, y compris un groupe de travail dédié à la constante d'Avogadro. La plus grande partie du travail du CCM, lors de cette réunion et depuis, a été consacrée aux comparaisons clés. Le Comité a choisi un nombre de comparaisons clés pour couvrir les domaines de la métrologie des masses et de la pression ; la première série de la plupart de ces comparaisons devrait être terminée à temps pour la prochaine session du CCM prévue en mai 1999. Les domaines de métrologie couverts par le CCM revêtent une grande importance scientifique et industrielle et tous les laboratoires nationaux des États membres de la Convention travaillent dans ces domaines. Des conférences internationales ont lieu régulièrement, consacrées à la métrologie de la pression et de la force, toutes organisées par les laboratoires nationaux de métrologie en coopération avec les groupes de travail correspondants du CCM ou de l'IMEKO. Le Groupe de travail sur la constante d'Avogadro a été créé à la demande des laboratoires nationaux de métrologie pour coordonner l'effort entrepris à l'échelle mondiale en vue de déterminer la valeur de cette constante avec une grande exactitude comme une voie susceptible de fournir une nouvelle définition du kilogramme fondée sur une masse atomique. Le projet n'est pas encore prêt d'aboutir mais d'importants progrès ont été faits et des problèmes intéressants relatifs à la structure et la composition d'un monocristal de silicium ont été mis à jour.

# ■ La définition du kilogramme

#### Projet de résolution G

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

### considérant

- le besoin d'assurer la stabilité à long terme du SI,
- l'incertitude intrinsèque relative à la stabilité à long terme du prototype qui sert à définir l'unité de masse, l'une des unités de base du SI,
- que cette incertitude se répercute sur la stabilité à long terme des trois autres unités de base du SI, nommément l'ampère, la mole et la candela dont la définition dépend de celle du kilogramme,
- les progrès déjà obtenus dans différentes expériences destinées à relier
   l'unité de masse à des constantes fondamentales ou atomiques,
- qu'il est souhaitable de disposer de plusieurs méthodes pour réaliser ce lien,

**recommande** que les laboratoires nationaux poursuivent leurs efforts pour affiner les expériences qui relient l'unité de masse à des constantes fondamentales ou atomiques et qui pourraient, dans l'avenir, servir de base à une nouvelle définition du kilogramme.

#### 11.3 Le Comité consultatif du temps et des fréquences

Le Comité consultatif pour la définition de la seconde (maintenant Comité consultatif du temps et des fréquences, CCTF) s'est réuni en mai 1996. À la différence de la plupart des autres Comités consultatifs, qui se sont consacrés au choix et à l'exécution de nouvelles comparaisons clés, le CCTF démontre depuis de nombreuses années le degré d'équivalence des étalons nationaux de mesure par le biais de sa responsabilité du Temps atomique international (TAI). Le temps et la fréquence sont peut-être les deux grandeurs pour lesquelles le besoin d'équivalence mondiale au plus haut niveau d'exactitude est le plus évident. Ce sont aussi les grandeurs pour lesquelles les comparaisons internationales peuvent être réalisées avec l'exactitude la plus élevée. La partie la plus conséquente du travail du CCTF continue d'être celle des études pour l'amélioration du calcul du TAI et de sa diffusion sous la forme du Temps universel coordonné (UTC), ainsi que des études théoriques liées à ces tâches. Les améliorations des horloges primaires et des moyens de comparaison du temps et des fréquences par satellite ont augmenté la stabilité et réduit les incertitudes dans le TAI et l'UTC de près d'un facteur dix depuis la dernière Conférence générale. Les demandes de résultats précis pour de nombreuses applications liées à la navigation et aux communications sont si proches des limites actuelles du possible qu'on comprend l'insistance des utilisateurs pour améliorer l'exactitude des mesures dans ce domaine. Il est donc important que de nouvelles mises au point d'étalons primaires de fréquence aboutissent le plus tôt possible afin qu'ils contribuent de manière opérationnelle au TAI et à l'UTC. Le projet de résolution suivant traite ce point:

#### ■ Étalons primaires de fréquence opérationnels

Projet de résolution H

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- qu'il est important de maintenir en service un nombre convenable d'étalons primaires de fréquence pour assurer l'exactitude et la stabilité à long terme du TAI,
- que de nouveaux étalons primaires sont mis au point en faisant appel à des techniques nouvelles,
- que ces nouveaux étalons s'avèrent de façon significative plus exacts que les étalons primaires traditionnels sur lesquels se sont fondés le TAI et l'UTC dans le passé,
- qu'en conséquence, l'exactitude du TAI et de l'UTC va rapidement dépendre de ces nouveaux étalons,

 que d'importantes ressources sont nécessaires pour conserver en état de marche ces étalons de fréquence destinés à assurer l'exactitude du TAI,

**demande** aux laboratoires, nationaux ou non, qui travaillent sur de nouveaux étalons primaires, d'assurer les ressources en personnel et en fonctionnement nécessaires pour conserver en état de marche ces nouveaux étalons sur lesquels est fondée l'exactitude du TAI et de l'UTC.

L'exactitude des comparaisons des échelles de temps nationales, par observation de satellites s'améliore continuellement, et certains paramètres deviennent de plus en plus critiques. Il y a donc un besoin de coordonner autant que possible les diverses études sur ces paramètres ; ceci a été traité par le CCTF.

# 11.4 Le Comité consultatif d'électricité et magnétisme

Le Comité consultatif d'électricité (maintenant Comité consultatif d'électricité et magnétisme, CCEM) s'est réuni en juin 1997. La métrologie électrique a un large impact non seulement dans les affaires industrielles et commerciales mais également en physique fondamentale où les effets quantiques macroscopiques, c'est-à-dire les effets Josephson et l'effet Hall quantique, ont rendu possibles beaucoup de nouvelles mesures directement liées aux constantes fondamentales et atomiques. Le CCEM continue de regarder avec intérêt de telles expériences et une part importante des discussions lors des réunions du CCEM concerne les sujets liés aux constantes fondamentales et au SI. Le Groupe de travail du CCEM sur les méthodes électriques permettant de contrôler la stabilité du kilogramme a été constitué afin de conseiller le CCEM, et donc le CIPM, dans ce domaine important. Jusqu'à maintenant les expériences en question n'ont pas atteint un niveau de reproductibilité suffisant pour contrôler effectivement la stabilité du prototype international du kilogramme, mais on pense qu'en temps utile, elles y parviendront. Le CCEM suit également les expériences directes pour la réalisation des unités électriques du SI et il a reçu les rapports sur les progrès atteints dans la mise au point de dispositifs à effet tunnel monoélectronique ainsi qu'un récent travail entrepris pour une meilleure compréhension de l'effet Hall quantique. Les membres du CCEM consacrent maintenant beaucoup de leurs efforts à la réalisation des comparaisons clés dans le domaine de l'électricité. Un groupe de travail sur les comparaisons clés a tout d'abord identifié une série de comparaisons et il a maintenant la responsabilité de s'assurer qu'elles sont exécutées et évaluées selon les modalités définies dans le document intitulé « Directives pour les comparaisons clés du CIPM » rédigé par le BIPM. Le même groupe de travail est chargé d'examiner les comparaisons déjà effectuées pour déceler celles qui peuvent être utilisées provisoirement pour démontrer l'équivalence des étalons nationaux de mesure. Le CCEM a aussi reçu un rapport sur les

activités menées par son Groupe de travail pour les grandeurs aux radiofréquences.

#### 11.5 Le Comité consultatif de thermométrie

Le Comité consultatif de thermométrie (CCT) s'est réuni en septembre 1996. L'activité principale du CCT continue d'être liée à l'Échelle internationale de température (EIT-90) et aux déterminations de température thermodynamique en utilisant des méthodes primaires. Cette réunion a été la première depuis l'adoption du texte de l'EIT-90 en 1989. Elle a été endeuillée par le décès de son très aimé et très respecté président, Luigi Crovini, survenu en octobre 1995, peu de temps après la 20<sup>e</sup> Conférence générale.

Le CCT a examiné de près l'expérience acquise par les laboratoires nationaux depuis 1990 dans la mise en pratique de l'EIT-90, expérience qui a totalement justifié l'énorme travail qui a abouti à la mise au point de la nouvelle échelle dans les années 1980. D'autres études doivent cependant être menées, coordonnées par les cinq groupes de travail du CCT: organisation de comparaisons clés en thermométrie, évaluation des comparaisons passées, études des points fixes de définition et des instruments d'interpolation, déterminations de température thermodynamique et extension de l'EIT-90 à des températures inférieures à sa limite actuelle la plus basse qui est de 0,65 K, travail sur la détermination de la température thermodynamique pour les corps noirs au-dessus de 2500 K. Le dernier de ces sujets est un projet commun avec le Comité consultatif de photométrie et de radiométrie. Le CIPM propose le projet de résolution suivant à propos de l'extension de l'EIT-90 à des températures plus basses :

# ■ Extension de l'Échelle internationale de température au-dessous de 0,65 K

Projet de résolution I

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant que

- de multiples activités de recherche sont en cours à des températures inférieures à 0,65 K,
- ces recherches ont besoin d'une échelle de température reconnue qui représente avec une bonne approximation les températures thermodynamiques,
- les mesures directes de la température thermodynamique entre 0,65 K et quelques millikelvins sont souvent longues et difficiles, alors que pour des températures beaucoup plus basses, les mesures directes sont de nouveau possibles,

 un travail considérable a déjà été accompli pour développer une échelle de température entre 0,65 K et 1 mK utilisant la pression de fusion de <sup>3</sup>He,

**invite** le Comité international à étudier une équation exprimant la variation de pression de fusion de <sup>3</sup>He en fonction de la température thermodynamique qui puisse servir de base à une extension de l'EIT-90 au-dessous de sa limite inférieure actuelle de 0,65 K.

Le CCT s'est aussi adjoint un groupe de travail sur les mesures d'humidité, groupe créé à l'origine par le CCM. La création de ce groupe de travail est la conséquence de l'importance pour l'industrie de mesures exactes d'humidité relative et d'hygrométrie souvent aux niveaux extrêmes, hauts ou bas.

#### 11.6 Le Comité consultatif de photométrie et radiométrie

Le Comité consultatif de photométrie et radiométrie (CCPR) s'est réuni en juin 1997. Les points principaux de l'ordre du jour traitaient du choix et du démarrage des comparaisons clés en radiométrie et photométrie. Des discussions approfondies ont eu lieu sur les procédures à utiliser pour mettre en place de telles comparaisons et sur la manière d'évaluer et de présenter les résultats. Bien que la plus grande part de l'effort des laboratoires nationaux ait porté ces dernières années sur l'amélioration de la radiométrie spectrale, fondée sur l'utilisation répandue de radiomètres cryogéniques, l'importance des besoins de l'industrie en matière d'étalons photométriques exacts s'est reflétée dans le choix des comparaisons clés. Ces comparaisons sont à la fois radiométriques et photométriques. On a apporté un soin particulier à la métrologie dans l'ultraviolet. Le CCPR conserve son lien avec la Commission internationale de l'éclairage (CIE), qui gère, entre autres, la coordination internationale en matière de couleur. Depuis 1985, les membres du CCPR sont en première ligne dans l'organisation d'une série de conférences regroupées sous le titre général NEWRAD, conférences qui réunissent des représentants de la métrologie, des ressources terrestres, de la physique solaire et des communautés de l'espace. Le succès remporté par ces conférences a conduit à former un comité permanent de NEWRAD qui, bien qu'il ne soit pas lié formellement au CCPR, continuera de faire en sorte que les mesures en radiométrie liées aux ressources terrestres et à la physique solaire, dont l'importance ne cesse de croître, s'appuient sur des bases métrologiques solides. Il n'en a pas toujours été ainsi dans le passé. La Résolution 1 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale avait traité ce sujet, mais il s'est avéré difficile de persuader les responsables de ces mesures de les rendre traçables au SI pour en garantir la fiabilité. Pour cette raison, le CIPM a une fois de plus attiré l'attention sur ce problème dans le projet de résolution D.

#### 11.7 Le Comité consultatif des rayonnements ionisants

Le Comité consultatif pour les étalons de mesure des rayonnements ionisants (maintenant Comité consultatif des rayonnements ionisants, CCRI) s'est réuni en juin 1996 et en juillet 1997. Des étalons de mesure exacts et la traçabilité au SI dans les mesures des rayonnements ionisants sont essentiels pour sauvegarder la santé humaine. La dose correcte de rayonnements ionisants utilisée en radiothérapie pour le traitement du cancer ne peut être garantie que par des mesures exactes rattachées au SI. La protection adéquate contre les rayonnements ionisants utilisés à usage industriel ou scientifique nécessite aussi des mesures traçables au SI. Il incombe au CCRI d'assurer cette traçabilité des mesures et donc leur fiabilité. Le CCRI est subdivisé en trois groupes répartis en : Section I (dosimétrie des rayonnements pour les rayons x et γ et les électrons), Section II (mesure des radionucléides) et Section III (mesures neutroniques). Les principales tâches des trois Sections sont d'organiser et d'effectuer des comparaisons internationales d'étalons de mesure, certaines déjà identifiées en tant que comparaisons clés du BIPM, et de s'assurer que les étalons primaires des différentes grandeurs définies dans ce domaine sont correctement entretenus.

#### 11.8 Le Comité consultatif pour la quantité de matière

Le Comité consultatif pour la quantité de matière (CCQM) s'est réuni aux mois de février 1996, 1997 et 1998. En tant que nouveau Comité consultatif, qui s'est tenu pour la première fois en 1995, le CCQM a tenté d'établir sa visibilité aussi rapidement que possible au sein de la communauté internationale de la chimie analytique. Il y est parvenu avec grand succès, mais non sans effort. Il apparaît maintenant clairement que la décision du CIPM de créer le CCQM a été prise exactement au bon moment. Le développement rapide des réglementations liées au commerce international a démontré que la comparabilité des mesures analytiques se situe à un niveau très inférieur à ce qu'il devrait être. Le concept de tracabilité au SI est presque inconnu dans le monde de la chimie analytique où subsiste une réticence très ancrée pour changer des habitudes prises de longue date. Même si le CCQM n'est pas seul à œuvrer pour l'introduction d'une métrologie valable en chimie analytique et n'est pas le groupe le plus étroitement associé au monde des chimistes, il a maintenant établi son propre rôle. Parmi les organismes de ce domaine d'activités, le CCQM est maintenant reconnu comme l'entité qui met en place les méthodes primaires de mesure et coordonne le travail métrologique entre les laboratoires nationaux chargés des mesures, dans le domaine de la chimie. Le CCQM lors de sa dernière réunion a choisi les deux premières comparaisons clés et en prévoit au moins huit autres dans un proche avenir. Le CCQM comprend des membres ou observateurs de l'Eurachem, l'organisme européen de métrologie en chimie, de CITAC, un groupement mondial de chimie analytique, et de l'ISO-REMCO aussi bien que de l'UICPA. Il est reconnu par tous que l'établissement d'un fondement métrologique solide en chimie analytique, fondement comparable à celui qui existe pour la plupart des mesures physiques, prendra des années. Le CIPM propose les projets de résolution J et K suivants sur cet important sujet :

# ■ Métrologie en chimie

#### Projet de résolution J

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

**rappelant** la Résolution 7 de la 20<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures sur la métrologie en chimie.

#### considérant

- le développement mondial des accords commerciaux dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce,
- le besoin d'éliminer les obstacles techniques au commerce liés à la métrologie, en particulier dans les secteurs des sciences de la nutrition et de la pharmacologie,
- que de nombreuses décisions relatives à l'environnement et à la santé publique sont fondées sur des mesures en chimie,
- que les progrès de la traçabilité internationale ne sont pas encore suffisants dans le domaine des mesures en chimie,

# recommande que les laboratoires nationaux de métrologie

- poursuivent leurs efforts en vue de commencer ou de coordonner, dans leur pays, les activités dans le domaine de la métrologie en chimie, en collaboration étroite avec les organismes concernés,
- définissent, en collaboration avec le Comité international, les domaines prioritaires et les comparaisons clés internationales essentielles pour établir la traçabilité des mesures en chimie, aussi bien au niveau mondial qu'au niveau régional.

#### ■ Métrologie en biotechnologie

#### Projet de résolution K

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- l'importance croissante de la biotechnologie pour la santé humaine, les productions alimentaires, la médecine légale et la protection de l'environnement,
- le besoin de réaliser des mesures exactes traçables au SI dans ces domaines d'activité,

 le manque d'infrastructure métrologique adéquate pour garantir une telle traçabilité,

recommande que les laboratoires nationaux de métrologie

- envisagent de développer des programmes liés à la mesure de grandeurs importantes en biotechnologie,
- collaborent avec les unions scientifiques internationales et autres organisations internationales concernées pour établir, à l'échelle mondiale, une infrastructure adéquate pour garantir la traçabilité au SI des mesures en biotechnologie.

### 11.9 Comité consultatif de l'acoustique, des ultrasons et des vibrations

En réponse à des demandes émanant de nombreux laboratoires nationaux de métrologie, le Comité international a réuni en mars 1998 des spécialistes pour rendre compte du besoin d'une action internationale concertée en métrologie de l'acoustique, des ultrasons et des vibrations. À la suite de cette réunion, qui comprenait des experts délégués par les organismes de normes internationales ISO et CEI ainsi que des représentants des laboratoires nationaux, les recommandations suivantes furent préconisées : *a*) de mener une action sous l'égide du Comité international pour organiser des comparaisons internationales d'étalons de mesure dans ces domaines d'activités et *b*) de créer un Comité consultatif.

Le CIPM, lors de sa réunion de septembre 1998 a pris en compte ces recommandations et a décidé de créer un Comité consultatif de l'acoustique, des ultrasons et des vibrations. La première session du nouveau Comité consultatif se tiendra en 1999 et son président fera son rapport à la Conférence générale.

#### 11.10 Le Comité consultatif des unités

Le Comité consultatif des unités (CCU) s'est réuni en avril 1996 et en septembre 1998. Une des importantes tâches du CCU est de proposer au CIPM le texte de la brochure sur le SI au cours de ses éditions successives. Lors de la réunion de 1996, le CCU a examiné le projet de la 7<sup>e</sup> édition, comprenant la décision de la 20<sup>e</sup> Conférence générale d'abolir la classe d'unités SI supplémentaires. Le CCU a décidé de revoir le texte complètement et a fait de très nombreuses petites modifications dans le but de clarifier le sens et de rendre la brochure plus accessible. La 7<sup>e</sup> édition de la brochure sur le SI a été publiée en juin 1998.

Le CCU, lors de sa 13<sup>e</sup> session qui s'est tenue en septembre 1998, a proposé au CIPM que le neper soit formellement utilisé comme nom spécial pour l'unité dérivée sans dimension « un » pour exprimer les valeurs des grandeurs logarithmiques. Le CIPM a appuyé cette proposition et présente le projet de résolution L suivant :

#### ■ Le neper et le bel

#### Projet de résolution L

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant que

- le logarithme naturel est utilisé pour définir le décrément logarithmique, le niveau de champ et le niveau de puissance dans le système de grandeurs sur lequel est basé le SI,
- les grandeurs et les équations entre grandeurs sur lesquelles le SI est basé sont simplifiées quand on utilise le logarithme naturel,
- en particulier pour les grandeurs complexes le seul logarithme utile est le logarithme naturel,
- avec l'emploi du logarithme naturel, le radian et le neper deviennent couplés et devraient donc avoir des statuts comparables dans le SI,
- la 20<sup>e</sup> Conférence générale (1995, Résolution 8) a décidé de considérer les unités alors supplémentaires dans le SI, c'est-à-dire le radian et le stéradian, comme étant des unités dérivées sans dimension et en conséquence de supprimer la classe des unités supplémentaires en tant que classe séparée dans le SI.
- le Comité international, dans la brochure sur le SI, 7<sup>e</sup> édition (1998), a accepté le nom neper et son symbole Np, comme nom spécial pour l'unité « un », unité cohérente du SI, dans l'expression des valeurs des grandeurs logarithmiques lorsqu'on utilise les logarithmes naturels, et également le nom bel, et le symbole B, pour exprimer les valeurs de telles grandeurs lorsqu'on utilise les logarithmes de base dix, et qu'il a souligné qu'il est essentiel de préciser le niveau de référence,
- il est nécessaire de compléter le SI de façon cohérente en adoptant formellement un nom spécial et un symbole pour l'unité « un » unité cohérente du SI, pour exprimer les valeurs des grandeurs logarithmiques dans des domaines comme l'acoustique et l'électrotechnique,

**confirme** la décision du Comité international d'accepter pour l'usage avec le Système international d'unités le nom bel, et le symbole B, et celui de son sous-multiple d'usage courant le décibel, symbole dB, lorsqu'on utilise les logarithmes de base dix,

**décide** d'adopter le nom spécial neper, symbole Np, pour l'unité « un » sans dimension, unité dérivée du SI, pour l'expression des valeurs des grandeurs logarithmiques telles que le décrément logarithmique, le niveau de champ ou le niveau de puissance, lorsqu'on utilise les logarithmes naturels.

Note: Le Comité international a proposé en avril 1999 à la 21<sup>e</sup> Conférence générale un projet de résolution supplémentaire, le projet de résolution N, qui concerne un nouveau nom spécial, le katal, pour désigner l'unité dérivée et

cohérente du SI mole par seconde, utilisée pour exprimer l'activité catalytique.

En faisant cette proposition à la Conférence générale, le CIPM a agi sur le conseil de son Comité consultatif des unités (CCU) et de son Comité consultatif pour la quantité de matière (CCQM). Ces deux comités ont examiné le sujet et recommandé cette proposition.

Lors de sa réunion de 1998, le CCU a examiné une proposition de l'International Federation of Clinical Chemistry and Laboratory Medicine (Fédération internationale de chimie clinique et médecine de laboratoire, IFCC) qui demandait que, pour des raisons liées à la santé humaine et à la sécurité, et pour faciliter l'emploi des unités du SI en chimie clinique, le nom katal soit formellement adopté par la Conférence générale comme nom spécial donné à l'unité dérivée du SI mole par seconde, pour exprimer l'activité catalytique. Le CCU a accepté les arguments de l'IFCC et a formulé la recommandation appropriée au CIPM qui a, à son tour, examiné la proposition lors de sa réunion de septembre 1998. Le CIPM, tout en acceptant les arguments du CCU, a décidé de consulter le CCQM avant de prendre une décision. Le CCQM, lors de sa réunion de février 1999, a recommandé d'accepter la proposition du CCU. Le CIPM fait donc maintenant la proposition suivante à la 21e Conférence générale.

# Nom spécial donné à l'unité dérivée du SI mole par seconde, le katal, pour exprimer l'activité catalytique

Projet de résolution N

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- l'importance pour la santé humaine et la sécurité humaine de faciliter l'emploi des unités du SI dans les domaines de la médecine et de la biochimie,
- qu'une unité en dehors du SI appelée « unité », représentée par le symbole U, qui est égale à 1 μmol·min<sup>-1</sup>, et qui n'est pas cohérente avec le SI, a été largement répandue en médecine et en biochimie depuis 1964 pour exprimer l'activité catalytique,
- que l'absence d'un nom spécial pour désigner l'unité dérivée et cohérente du SI qu'est la mole par seconde a conduit à ce que des résultats de mesures cliniques soient donnés en différentes unités locales,
- que l'emploi des unités SI en médecine et en chimie clinique est vivement recommandé par les unions internationales de ces domaines,
- que la Fédération internationale de chimie clinique et médecine de laboratoire a demandé au Comité consultatif des unités de recommander le nom spécial katal, symbole kat, pour l'unité SI mole par seconde,

 que tandis que la prolifération de noms spéciaux représente un danger pour le SI, il existe des exceptions pour certains sujets liés à la santé humaine et à la sécurité (15<sup>e</sup> Conférence générale, 1975, Résolutions 8 et 9, 16<sup>e</sup> Conférence générale, 1979, Résolution 5),

**notant** que le nom katal, symbole kat, a été utilisé pour l'unité SI mole par seconde depuis plus de trente ans, pour exprimer l'activité catalytique,

**décide** d'adopter le nom spécial katal, symbole kat, pour l'unité SI mole par seconde utilisée dans les domaines de la médecine et de la biochimie afin d'exprimer l'activité catalytique,

et recommande que lorsque le katal est utilisé, le mesurande soit spécifié en faisant référence au mode opératoire de mesure ; le mode opératoire de mesure doit mentionner le produit indicateur de la réaction mesurée.

#### 12 Programme des travaux futurs du BIPM

Un programme détaillé des travaux futurs du BIPM pour les années 2001 à 2004 est proposé par le Comité international dans un document intitulé *Programme de travail et budget du Bureau international des poids et mesures pour les quatre années 2001 à 2004 (voir Annexe B, pages 183-207).* 

#### 13 Dotation annuelle du BIPM

La 20<sup>e</sup> Conférence générale a décidé d'accroître la dotation annuelle du BIPM de 4,5 % par an durant la période de 1997 à 2000. L'augmentation des prix en France au cours des années 1997 et 1998 a été inférieure aux 2,5 % prévus au moment de la 20<sup>e</sup> Conférence générale ; ceci a aidé le BIPM à mettre en œuvre certaines des recommandations décrites dans le rapport sur les besoins à long terme relatifs à la métrologie. De plus, les contributions annuelles reçues des États membres ont été en moyenne, ces dernières années, proches du montant de la dotation voté par les Conférences générales successives. Par exemple, au cours de la période 1990 à 1997, les contributions payées se sont élevées à 99,4 % de la dotation totale votée par la Conférence générale, malgré des fluctuations annuelles parfois conséquentes, ayant une fois dépassé 30 %. Des efforts faits au BIPM pour améliorer l'efficacité en réduisant les dépenses lorsque c'était possible et pour maintenir le même programme mais avec un personnel réduit, ont également porté leurs fruits. La situation financière du BIPM en 1998 est saine et en bonne position pour affronter l'avenir. Par une bonne gestion du budget, il a été possible de lancer la construction de la troisième et dernière phase des projets à long terme de construction qui avaient été évoqués pour la première fois lors de la Conférence générale de 1983 et que le rapport du président du CIPM mentionne. Il a également été possible de prévoir l'installation d'un petit laboratoire pour la métrologie en chimie dans des locaux rendus disponibles par le déplacement de l'atelier dans un nouveau bâtiment. Le niveau des réserves financières prévu pour l'an 2000 est toujours de quelque 65 % du budget annuel et l'augmentation des ressources nécessaires pour la caisse de retraite est assuré par le budget annuel. Tout cela est très positif et le CIPM est satisfait de rendre compte aux Gouvernements des États membres que les ressources considérables données au BIPM ont été bien utilisées.

Toutefois, le Comité international se trouve confronté à un dilemme quant aux dotations futures du BIPM à proposer à la 21<sup>e</sup> Conférence générale. Il est clair que les demandes pour les services fournis par le BIPM augmenteront : il y aura un nombre croissant de comparaisons internationales ; le rôle de secrétaire exécutif des Comités consultatifs du BIPM augmentera la charge de travail des personnes concernées, le Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM demandera des prestations : enfin, la métrologie en chimie est un domaine à forte croissance dans lequel le BIPM doit s'impliquer, sans mentionner l'augmentation croissante de l'activité internationale en métrologie, poussée par la globalisation du commerce international. Les retombées générales sur le BIPM de la mise en place de l'accord de reconnaissance mutuelle ne sont pas encore évaluées, mais elles seront très certainement significatives. Tout cela implique davantage de travail de laboratoire et de soutien administratif, ainsi que davantage de congrès internationaux et de visites pour mieux appréhender et se familiariser avec le travail, les besoins et les moyens des laboratoires nationaux de métrologie. Il est également clair que la majorité des Gouvernements membres impose de telles contraintes économiques sur les dépenses que pour la prochaine période de quatre années, il semble inopportun de demander une augmentation en valeur réelle de leur contribution du BIPM.

Le CIPM, dans son rapport sur les besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie, a examiné la situation financière du BIPM et a fait des projections de dépenses au-delà des prochaines périodes quadriennales, c'est-à-dire les périodes 2001 à 2004, et 2005 à 2008 pour lesquelles les dotations seront décidées par les 21e et 22e Conférences générales respectivement en 1999 et 2003. Après avoir considéré les scénarios de plusieurs hypothèses au sujet du niveau approprié de dotation annuelle au cours de la décennie 2001 à 2010, le CIPM a décidé de recommander à la 21e Conférence générale de garder la dotation constante en valeur réelle pendant la période 2001 à 2004, au niveau déjà déterminé par la 20e Conférence générale pour l'an 2000. Il est parvenu à cette décision en ayant à l'esprit qu'avec un soin constant apporté dans sa gestion budgétaire, en continuant de réaliser des économies et d'améliorer son efficacité, cette dotation serait suffisante pour permettre au BIPM de réaliser l'augmentation prévue de sa charge de travail pendant la période quadriennale concernée.

En considérant le financement futur du BIPM, le CIPM a également pris en compte les autres frais des États membres liés à leur appartenance à la Convention du Mètre et aux organisations régionales de métrologie. Ces frais s'ajoutent au paiement annuel de la dotation du BIPM. Certaines décisions du CIPM, parmi lesquelles l'introduction de comparaisons clés, l'accord de reconnaissance mutuelle et l'élargissement des domaines de la métrologie couverts par les Comités consultatifs, risquent d'augmenter quelque peu leurs frais. Pour de telles tâches cependant, qui sont de portée mondiale et pour lesquelles il y a consensus, il n'y a pas d'autres moyens plus efficaces financièrement que de s'associer à l'effort de collaboration mondiale. Chaque État membre est encouragé à contrôler ces coûts supplémentaires en identifiant les activités techniques les plus conformes à l'intérêt national et en y participant prioritairement. Il faut cependant garder présent à l'esprit que la métrologie évolue et s'accroît à la fois par le nombre et par la complexité de ses applications. Il se peut que ceci conduise à étendre progressivement ou à modifier les programmes nationaux, l'unique alternative à des dépenses supplémentaires serait alors une redéfinition brutale des priorités traditionnelles.

Le CIPM lors de sa session de septembre 1998 a confirmé la conclusion à laquelle il était arrivé dans son rapport sur les besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie, et a décidé que la dotation demandée aux Gouvernements des États membres, lors de la 21<sup>e</sup> Conférence générale, pour la période quadriennale 2001 à 2004, devrait demeurer constante en valeur réelle et au niveau de la dotation votée par la 20<sup>e</sup> Conférence générale pour l'an 2000.

Une analyse soignée des prévisions d'inflation en France a amené le CIPM à la conclusion que pour conserver un niveau de dotation constant en valeur réelle au cours des années 2001 à 2004, l'augmentation annuelle de la dotation doit être de 2 % en termes monétaires, à partir du niveau fixé par la  $20^{\rm e}$  Conférence générale pour l'an 2000. Ceci est traité dans le projet de résolution M ci-dessous :

#### ■ Dotation du BIPM

# Projet de résolution M

La 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures,

#### considérant

- l'importance des travaux effectués par le Bureau international des poids et mesures (BIPM) et les services que celui-ci rend aux États membres de la Convention du Mètre,
- les efforts considérables réalisés par le BIPM pour améliorer sa productivité et son engagement pour poursuivre cet effort,

- les conclusions du rapport Besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie : les collaborations internationales et le rôle du BIPM.
- la décision du Comité international, fondée sur ce rapport, d'élargir les responsabilités du BIPM,
- la recommandation citée dans le rapport qu'au vu de la situation économique difficile qui prévaut à l'heure actuelle dans de nombreux États membres de la Convention du Mètre, la dotation annuelle du BIPM demeure constante en valeur réelle pendant la période quadriennale 2001 à 2004, au niveau décidé par la 20<sup>e</sup> Conférence générale pour l'an 2000,

#### notant que

- le 1<sup>er</sup> janvier 1999, une nouvelle monnaie, l'euro, sera utilisée dans la plupart des États de l'Union européenne et que la valeur de ces monnaies en euro sera définitivement fixée,
- le 1<sup>er</sup> janvier 2002 la plupart des monnaies européennes incluant le franc français et par suite le franc-or auront disparu,

#### décide que

 la partie fixe de la dotation annuelle du Bureau international des poids et mesures sera augmentée de telle façon que l'ensemble de la partie fixe et de la partie complémentaire (définie à l'article 6, 1921) du Règlement annexé à la Convention du Mètre (1875) soit, pour les États parties à la Convention à l'époque de la 21<sup>e</sup> Conférence portée à l'équivalent en euros de

> 31 596 000 francs-or en 2001 32 228 000 francs-or en 2002 32 873 000 francs-or en 2003 33 530 000 francs-or en 2004

 dorénavant, l'euro sera la monnaie utilisée pour le vote de la dotation du BIPM.

# 14 Propositions des délégués

Il est demandé aux délégués des États membres de faire connaître au Comité international les vœux ou propositions qu'ils désirent soumettre à la Conférence générale aussi rapidement que possible, et en tout cas au moins six mois avant la Conférence, conformément à la décision de la 9<sup>e</sup> Conférence générale (1948): « les vœux ou propositions ainsi déposés seront transmis par le bureau du Comité à tous les États adhérents à la Convention, au moins quatre mois avant l'ouverture de la Conférence, afin que les délégués puissent recevoir les instructions et pouvoirs nécessaires. Tout autre vœu ou proposition ne sera présenté à la Conférence qu'à la condition que le Comité ait eu le temps nécessaire de l'étudier et l'aura approuvé. »

# 15 Renouvellement par moitié du Comité international

Conformément aux articles 7 (1875) et 8 (1921) du Règlement annexé à la Convention du Mètre, la Conférence procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du Comité international. Les membres sortants sont d'abord ceux qui, en cas de vacances, ont été élus provisoirement dans l'intervalle de deux sessions de la Conférence, les autres sont désignés par le sort. Les membres sortants sont rééligibles.

décembre 1998 révisé avril 1999

Pour le Comité international des poids et mesures Pavillon de Breteuil, F-92312 Sèvres Cedex

Le Secrétaire, Le Président,
W.R. Blevin J. Kovalevsky

# Annexe B

Programme de travail et budget du Bureau international des poids et mesures pour les quatre années 2001 à 2004 Note: Dans le texte de la Convocation et dans le Programme de travail et budget du BIPM pour les quatre années 2001 à 2004, il est fait référence à un accord de reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de mesure; par la suite la Conférence générale a décidé de remplacer le mot « accord » par celui d' « arrangement ».

# Introduction

Ce document détaille les points 12 et 13 de l'Ordre du jour provisoire de la 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures (*voir* Convocation de la Conférence générale, Annexe A, pages 147-182). Le point 12 de l'Ordre du jour traite du programme des travaux futurs du Bureau international des poids et mesures (BIPM) et le point 13 de la dotation annuelle, comprenant le revenu total et les budgets annuels prévus pour chacune des quatre années 2001 à 2004.

Dans son rapport intitulé « Besoins nationaux et internationaux dans le domaine de la métrologie », qui a été envoyé aux Gouvernements des États membres au mois d'août 1998, le Comité international des poids et mesures (CIPM) a défini le rôle du BIPM pour les premières décennies du 21<sup>e</sup> siècle. Ce rapport, joint aux Comptes rendus de la 21<sup>e</sup> Conférence générale, mentionne vingt et une décisions qui concernent directement le rôle du BIPM. Le programme de travail ci-dessous doit être examiné à la lumière de ces décisions.

Le programme de travail du Bureau international des poids et mesures, point 12 de l'Ordre du jour provisoire de la 21<sup>e</sup> Conférence générale, est traité ici sous les titres suivants :

- 1 Longueurs
- 2 Masse
- 3 Temps
- 4 Électricité
- 5 Radiométrie et photométrie
- 6 Rayonnements ionisants
- 7 Métrologie en chimie
- 8 Services généraux et scientifiques des laboratoires
- 9 Services administratifs généraux
- Bâtiments et parc
- 11 Personnel
- 12 Contribution à la Caisse de retraite

# 1 Longueurs

#### 1.1 Comparaisons internationales

La principale activité de la section des longueurs demeurera les comparaisons internationales de fréquences de lasers recommandées par le CIPM comme fréquences de référence pour la mise en pratique de la définition du mètre. La longue série de comparaisons à la longueur d'onde de 633 nm effectuées à l'aide de lasers à hélium-néon asservis sur des raies d'absorption de l'iode, projet en cours depuis 1972, a été sélectionnée par le Comité consultatif des longueurs (CCL) (alors le Comité consultatif pour la définition du mètre, CCDM), lors de sa réunion de 1997, comme l'une des comparaisons clés en métrologie des longueurs. Ces comparaisons seront donc poursuivies, 633 nm demeurant la longueur d'onde la plus couramment utilisée par les laboratoires nationaux pour leur réalisation de la définition du mètre. De plus en plus, les comparaisons sont faites en transportant les étalons du BIPM dans un laboratoire national de métrologie choisi pour permettre à d'autres laboratoires nationaux de la même région d'y apporter leurs étalons au même moment, dans le but d'effectuer une comparaison multilatérale. Des comparaisons internationales sont aussi réalisées à d'autres longueurs d'onde, par exemple à la longueur d'onde  $\lambda \approx 3,39 \,\mu m$  liée à de nouvelles déterminations de la constante de Rydberg, ou lors de l'utilisation de chaînes de fréquence fonctionnant depuis la fréquence d'une horloge à césium jusqu'au domaine des fréquences visibles. Dans tous les cas, le BIPM demeurera le laboratoire de référence garantissant des étalons stables qui peuvent être utilisés pour lier des mesures effectuées dans différents laboratoires à différents moments.

# 1.2 Radiations recommandées dans la mise en pratique de la définition du mètre

Le travail continuera afin d'améliorer la stabilité et la reproductibilité des étalons de fréquence à laser transportables, dans le cadre du programme de comparaisons internationales mentionné ci-dessus. Nous ne pouvons pas travailler sur toutes les radiations recommandées par le CIPM en 1997 pour la réalisation du mètre. Cependant, en examinant soigneusement les besoins des laboratoires nationaux et en prenant en compte les avancées de la physique, il est possible d'effectuer un choix raisonnable de la radiation la plus intéressante sur laquelle concentrer nos efforts. À présent, et probablement pour les quatre prochaines années, il est vraisemblable que la radiation à la longueur d'onde  $\lambda \approx 532$  nm, produite par un laser Nd:YAG à fréquence doublée, constituera un sujet d'activités important. De même, des progrès considérables sont réalisés dans la mise au point de systèmes à diode laser, asservis sur l'iode à  $\lambda \approx 633$  nm ou sur le rubidium à  $\lambda \approx 778$  nm, comme étalons de fréquence. La fabrication de cuves pour des lasers asservis sur

l'iode, fabriqués à l'extérieur, fait partie de ce travail et sera poursuivie. De plus, si le temps nous en est donné, nous poursuivrons l'étude des facteurs qui limitent la reproductibilité de telles cuves, en particulier l'identification et les effets des impuretés gazeuses.

#### 1.3 Gravimétrie

Des mesures exactes de l'accélération due à la pesanteur, g, continuent à être demandées par la communauté géodésique. L'entretien du réseau gravimétrique international, dont la référence est le point A situé au BIPM, exige des comparaisons internationales régulières de gravimètres absolus. Ces comparaisons sont organisées par le BIPM en liaison avec l'Union géodésique et géophysique internationale et l'Association internationale de géodésie. Il est prévu que la prochaine comparaison de ce type ait lieu au BIPM en 2001. Les stations gravimétriques du BIPM vont être améliorées avant cette comparaison. La mesure de g au BIPM est maintenant réalisée avec un gravimètre absolu du commerce et bien que le BIPM effectue peu de recherches sur la mise au point de tels instruments, son fonctionnement et sa maintenance nécessitent de modestes efforts qui seront poursuivis.

# 1.4 Métrologie dimensionnelle : nanométrologie

Nos activités dans le domaine de la métrologie dimensionnelle sont limitées : elles concernent la nanométrologie et consistent à mettre au point des méthodes optiques de mesure de règles périodiques. Ces travaux se poursuivront dans les années à venir.

# 2 Masse

# 2.1 Fabrication et étalonnage d'étalons de masse

Le BIPM continuera à fournir aux laboratoires nationaux de métrologie des États membres de la Convention du Mètre des prototypes de 1 kg en platine iridié fabriqués avec une tolérance de 1 mg par rapport au Prototype international du kilogramme. Ces nouveaux prototypes sont habituellement étalonnés avec une incertitude de 4 µg et participent ensuite aux étalonnages réguliers organisés par le BIPM. Le nouveau tour à outil au diamant offert au BIPM en 1998 par une fondation japonaise sans but lucratif (Japan Society for the Promotion of Machine Industry), que l'on est en train de mettre en service au BIPM, sera utilisé pour la fabrication et l'ajustage des nouveaux étalons.

Bien que la principale tâche du BIPM en matière d'étalonnages d'étalons de masse concerne les prototypes de 1 kg en platine iridié, des étalonnages de

prototypes de 1 kg en acier inoxydable sont aussi pratiqués. Ils sont effectués pour des laboratoires nationaux de métrologie dont les étalons nationaux sont en acier inoxydable, et pour les laboratoires qui se réfèrent à des prototypes en acier inoxydable comme étalons secondaires. Nous devons maintenir au plus haut niveau de performance les balances et autres équipements nécessaires non seulement à ces étalonnages mais aussi aux étalonnages et aux mesures de masse volumique de prototypes en platine iridié, et être capables d'y adapter les technologies les plus récentes dès leur parution. Nous réalisons nous-mêmes certaines de ces mises au point mais d'autres sont apportées de l'extérieur. Le service d'étalonnage nécessite aussi le contrôle de la masse volumique de l'air. Pour cela il faudra utiliser, pendant la période 2001-2004, de nouveaux appareillages fondés sur des méthodes de mesure originales aussi bien que classiques, de la pression, de l'humidité et du contenu de l'air en dioxyde de carbone. Nous continuerons à mettre au point des méthodes pour améliorer la mesure de la masse volumique des matériaux utilisés pour les étalons de masse.

#### 2.2 Études sur les balances

En 1998, le BIPM a mis en service sa nouvelle balance à suspensions flexibles, connue sous le nom de FB-2. Celle-ci est fondée sur la technologie des suspensions flexibles que le BIPM a élaborée depuis quinze ans. Elle peut comparer automatiquement jusqu'à huit étalons de 1 kg. Le travail d'optimisation du système d'échange automatique des masses a été aussi important que celui de conception des suspensions flexibles dans l'obtention d'un fonctionnement satisfaisant de la balance. FB-2 est opérationnelle dans l'air comme dans le vide, l'incertitude-type de type A étant de moins de 0,1 µg dans la comparaison de masses de 1 kg.

Comme il est clairement apparu que la balance FB-2 convient parfaitement à la pesée dans le vide et aux travaux de recherche qui y sont liés, nous avons acheté une nouvelle balance du commerce pour les travaux d'étalonnage à venir. Cette nouvelle balance, fabriquée par Metrotec selon notre cahier des charges, complète la balance Mettler-Toledo HK 1000MC acquise il y a quelques années pour remplacer la balance NBS-2 utilisée depuis 1970.

# 2.3 Stabilité des étalons de masse en platine iridié ou autres

On ne maîtrise pas très bien la stabilité à long terme des étalons de masse en platine iridié, mais le problème est abordé dans diverses expériences conçues dans ce but. Plusieurs d'entre elles, particulièrement prometteuses, sont actuellement en cours et sont fondées sur la mesure de constantes fondamentales de la physique. Ces projets de recherche sont complexes et coûteux et à l'heure actuelle le BIPM ne s'y investit pas. Nous sommes néanmoins très intéressés par ces expériences et nous y participons chaque

fois que notre expérience se révèle utile. Pendant la période allant de 2001 à 2004, la balance FB-2 sera l'un des principaux outils utilisés pour les travaux de recherche destinés à mieux comprendre les effets de surface qui limitent la stabilité des étalons de masse dans l'air et aussi dans le vide.

Les expériences sur le kilogramme ont pour caractéristique commune d'être réalisées dans le vide. Par conséquent, pratiquement toutes recourront à des prototypes de masse capables d'effectuer le transfert entre le vide et la pression atmosphérique avec une incertitude faible. Les questions de poussée de l'air et de stabilité de surface auront une très grande importance. Nous pensons les étudier avec la balance FB-2, mais d'autres méthodes peuvent aussi être utilisées : par exemple, nous sommes sur le point d'acquérir un réfractomètre, qui a été récemment mis au point au BNM-INM et qui a été optimisé pour contrôler les modifications de la masse volumique de l'air.

La stabilité à court terme des étalons de masse en platine iridié dépend en grande partie de leur histoire récente en matière de nettoyage et de conservation. La Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB) a utilisé l'ellipsométrie pour étudier les effets du nettoyage et des dépôts qui apparaissent ultérieurement. Cette technique semble particulièrement utile car elle n'est pas destructrice et est potentiellement absolue. Nous prévoyons d'acheter du matériel pour entreprendre des études dans ce domaine. Ce type de méthodes sera aussi appliqué à la surface d'objets en acier inoxydable et en silicium monocristallin.

# 2.4 Études d'anélasticité et expériences sur la gravitation

Le programme de recherche sur les propriétés anélastiques des matériaux utilisés dans les balances à suspensions flexibles, mis en œuvre au BIPM depuis les années 1980, continuera. Il est souhaitable de mener à bien le travail entrepris en 1988 sur les suspensions en silicium monocristallin, qui n'a pu être poursuivi faute de temps. Il est prévisible que la mesure de la constante de gravitation de Newton, à l'étude à l'heure actuelle, s'étendra jusqu'à la première partie de la période allant de 2001 à 2004.

# 3 Temps

#### 3.1 Calcul et diffusion du TAI et de l'UTC

Depuis la 20<sup>e</sup> Conférence générale en 1995, la qualité des mesures horaires entrant dans le calcul du TAI s'est encore améliorée. Environ 75 % des horloges sont des horloges commerciales à césium de nouvelle génération et des masers à hydrogène actifs et auto-asservis, l'ensemble contribuant pour 89 % au poids total des horloges qui participent au TAI. L'algorithme qui produit le TAI a été modifié deux fois : depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996, le TAI et

l'UTC sont calculés pour les dates juliennes modifiées se terminant par 4 et 9 (un point tous les cinq jours) ; depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998, la méthode de pondération a été modifiée, le poids maximal des horloges individuelles étant maintenant fixé de manière relative et l'intervalle de calcul du TAI réduit de deux mois à un mois. Nous tentons constamment d'améliorer l'efficacité et la fiabilité de la collecte des mesures de temps, ainsi que du calcul et de la diffusion du TAI et de l'UTC. Il est prévu d'automatiser davantage les méthodes de travail compte tenu des progrès réalisés récemment au BIPM en matière de communication électronique et de traitement des données.

Comme il est maintenant possible d'obtenir des résultats de comparaisons d'horloges distantes en temps quasi-réel, la question de la production et de la diffusion d'échelles de temps disponibles en temps réel et constituant des prédictions de l'UTC de manière aussi précise que possible deviendra très importante. Nous devrons prendre en compte ces nouvelles applications, tout en maintenant le statut actuel des échelles de temps de référence, le TAI et l'UTC.

L'introduction de nouveaux étalons primaires de fréquence, plus exacts, a également amélioré l'exactitude du TAI. La plupart sont des étalons « classiques » à jets de césium ; quelques-uns utilisent des techniques optiques pour la préparation et la détection des atomes. Les premiers résultats d'un étalon primaire utilisant des atomes froids dans une géométrie de fontaine ont été fournis en 1995. C'est un premier pas vers un plus grand nombre et une plus grande variété d'étalons primaires de fréquence, comme cela a été recommandé à plusieurs occasions dans le passé par le Comité consultatif du temps et des fréquences (CCTF) (alors le Comité consultatif pour la définition de la seconde, CCDS). À l'avenir nous espérons recevoir des résultats d'un plus grand nombre d'étalons primaires de fréquence utilisant des atomes froids. Comme ces étalons ne fonctionnent que par intermittence et sur des périodes de temps limitées, il est nécessaire d'adopter des techniques de comparaison adaptées pour les comparer les uns aux autres et répercuter leur exactitude sur le TAI. Plus généralement, devant les incertitudes réduites de ces étalons, et leur nombre croissant, il faudra parvenir à mieux comprendre leur fonctionnement pour optimiser leur utilisation dans le calcul du TAI.

#### 3.2 Comparaisons d'horloges

À l'heure actuelle, les comparaisons d'horloges sont réalisées par la réception des signaux du GPS pour tous les liens utilisés dans le calcul du TAI. Cependant, la méthode des vues simultanées utilisant des récepteurs à canal unique des signaux civils (code C/A) des satellites du GPS est devenue à peine assez précise depuis l'amélioration de la qualité des horloges et la réduction de l'intervalle entre les dates de calcul (passé de dix à cinq jours). À l'avenir, il sera nécessaire d'utiliser tous les satellites possibles du GPS ou du

GPS et du GLONASS et de mettre en œuvre des techniques fondées sur la phase de l'onde porteuse ou le code précis (code P). De tels développements vont de pair avec l'utilisation maintenant généralisée d'éphémérides précises des satellites et de meilleures déterminations des corrections ionosphériques et troposphériques. Nous devrons aussi considérer l'emploi des techniques par aller et retour chaque fois qu'elles amélioreront la précision ; leur introduction dans le calcul du TAI est imminente. Étant donné l'amélioration de l'exactitude et de la stabilité des nouvelles horloges et des étalons primaires (par exemple les fontaines à césium), nous serons plus exigeants en matière d'exactitude des comparaisons horaires. En conséquence, l'amélioration des techniques de comparaison d'horloges doit se poursuivre pour s'assurer que leur qualité s'adapte au moins à celles des horloges.

# 3.3 Systèmes de référence spatio-temporels

En 1997, le BIPM et l'Union astronomique internationale (UAI) ont créé un Comité mixte sur les systèmes de référence spatio-temporels et la métrologie dans le cadre de la relativité générale. Ce Comité a l'intention de présenter ses premières résolutions au CIPM et à l'UAI en l'an 2000. L'amélioration des horloges et les projets visant à en faire fonctionner certaines dans l'espace, ainsi que les raffinements dans les comparaisons d'horloges et le lien entre ces techniques et celles de la géodésie spatiale, ouvrent de nouveaux domaines d'étude faisant appel à des collaborations avec des équipes de recherche travaillant dans les domaines de la physique fondamentale et des systèmes de référence.

#### 3.4 Échelles de temps dynamiques

Le chronométrage des pulsars-milliseconde est l'une des expériences qui exigent des échelles de temps de référence d'une extrême stabilité à long terme. Inversement, il est possible que la stabilité de rotation des pulsars fournisse des renseignements sur la stabilité à très long terme des échelles de temps atomiques. Nous continuerons à nous intéresser à ce domaine et à toute autre technique qui puisse produire des échelles de temps dynamiques (pulsars binaires, éphémérides du système solaire, etc.).

# 3.5 Laboratoire de mesure du temps

Le laboratoire de mesure du temps s'est considérablement enrichi pour ce qui concerne le nombre et la gamme des récepteurs du temps du GPS et du GLONASS qui y sont en fonctionnement, ceci afin de faire face à la demande croissante d'étalonnages de récepteurs pour le calcul du TAI. L'entretien du matériel à un très haut niveau de qualité et de fiabilité est nécessaire pour

pourvoir aux exigences en matière d'étalonnages. Il est également indispensable que nous améliorions nos compétences dans la mise en œuvre des nouvelles techniques de comparaisons d'horloges, ceci en fonction des ressources du BIPM.

# 4 Électricité

# 4.1 Conservation d'une représentation du volt, comparaisons internationales et étalonnages

Les réseaux de jonctions de Josephson de 1 V et de 10 V constituent les étalons de référence fondamentaux du BIPM pour les comparaisons internationales et les étalonnages d'étalons de tension. Le programme en cours de comparaisons de représentations nationales du volt, réalisé à l'aide d'étalons voyageurs de Josephson, se poursuivra. À ce jour, quelque vingt comparaisons de cette sorte ont été réalisées et ce type de comparaison a été sélectionné comme comparaison clé du Comité consultatif d'électricité et magnétisme (CCEM). Pour tous les laboratoires nationaux de métrologie, y compris ceux qui n'ont pas encore pour étalons de référence des réseaux de jonctions de Josephson, les séries de comparaisons bilatérales réalisées au moyen d'étalons à diode de Zener du BIPM seront poursuivies. Un petit nombre d'étalons à diode de Zener est à la disposition des laboratoires nationaux de métrologie qui souhaitent participer à ces comparaisons bilatérales. La partie la plus importante du travail du BIPM dans ce domaine vise à améliorer la stabilité, la fiabilité et la facilité d'emploi de ses étalons de Josephson et à mieux comprendre le comportement de ses étalons voyageurs à diode de Zener. Cette activité sera poursuivie tout comme le service d'étalonnage des étalons à diode de Zener envoyés au BIPM par les laboratoires nationaux de métrologie. Le BIPM ne reçoit, à l'heure actuelle, que très peu de piles de Weston pour étalonnage.

# 4.2 Conservation d'une représentation de l'ohm, comparaisons internationales et étalonnages

Les étalons à résistance de Hall quantifiée constituent les étalons de référence fondamentaux du BIPM pour les comparaisons internationales et les étalonnages de résistances étalons. Le programme de comparaisons sur place d'étalons de Hall quantifiés sera vraisemblablement moins important que celui des étalons de Josephson car les résistances bobinées, utilisées comme instruments de transfert, sont beaucoup plus stables que les étalons de tension qui ont la même fonction. Le programme de comparaisons bilatérales d'étalons de résistance, utilisant les étalons voyageurs du BIPM, permet la comparaison d'étalons de laboratoire avec une incertitude d'environ  $5 \times 10^{-8}$ . L'étalonnage des étalons de résistance pour les laboratoires nationaux de

métrologie est une partie importante de notre activité et se poursuivra. Pendant la période allant de 2001 à 2004, des améliorations seront apportées aux systèmes à résistance de Hall quantifiée au fur et à mesure des progrès de la physique dans la compréhension de tels systèmes.

# 4.3 Étalons de capacité liés à la résistance de Hall quantifiée

Depuis 1998, le BIPM conserve des condensateurs étalons dont la capacité est reliée par une chaîne de ponts à impédance à la résistance de Hall quantifiée. Les comparaisons internationales d'étalons de capacité, qui font partie de la liste des comparaisons clés, et les étalonnages font maintenant partie du programme d'activités du BIPM. Ce travail requiert la mesure de la résistance de Hall quantifiée à une fréquence de 1,6 kHz et, par conséquent, notre participation à l'étude du comportement des systèmes de Hall quantifiés dans ce domaine de fréquence.

# 4.4 Études de la stabilité des étalons électriques et des détecteurs

Nous continuons à utiliser des techniques d'analyse spectrale à basse fréquence, inférieure à 10 Hz, afin d'examiner la stabilité et les caractéristiques de bruit des nanovoltmètres, des détecteurs, des piles étalons et des étalons à diode de Zener. Les résultats d'une étude préliminaire menée en 1998 indiquent que c'est une méthode puissante d'analyse de nombreux types de résultats de mesure qui jusqu'à maintenant n'avaient pas été examinés de cette manière. Ce travail se poursuivra.

# 5 Radiométrie et photométrie

# 5.1 Radiométrie

La référence étalon pour toutes les mesures effectuées au BIPM en radiométrie et photométrie est le radiomètre cryogénique. La mise au point et la caractérisation de récepteurs de transfert stables se poursuivent, avec des projets d'extension aux domaines spectraux infrarouge et ultraviolet.

La source à corps noir à caloduc au sodium fonctionnant à une température proche de 1000 °C, que l'on prévoit d'installer en 1999, sera utilisée pour établir une échelle de sensibilité spectrale dans l'infrarouge proche. Des radiomètres à filtres caractérisés à des longueurs d'onde du domaine visible seront étalonnés par rapport au radiomètre cryogénique et utilisés pour déterminer la température du corps noir. La luminance spectrale du corps noir pourra alors être calculée à partir de cette information et de la formule de Planck. On utilisera ensuite ce résultat pour étalonner d'autres radiomètres à filtres dans l'infrarouge proche. Des radiomètres à filtres étalonnés de cette

façon, à des longueurs d'onde espacées à peu près régulièrement, permettent d'effectuer des étalonnages à d'autres longueurs d'onde, par interpolation. Ce travail sera étendu pour permettre des mesures d'éclairement spectral se référant à la source à corps noir et donc au radiomètre cryogénique.

En 1999, le BIPM commencera à utiliser le tour à outil au diamant pour des travaux qui se poursuivront après 2001 et dont le but est la fabrication précise des diaphragmes requis en radiométrie et en photométrie ; on mesurera la surface de l'ouverture à l'aide de techniques de pointe.

Le BIPM va continuer de participer à des comparaisons clés de radiométrie choisies par le Comité consultatif de photométrie et radiométrie (CCPR) et à être parfois le laboratoire pilote.

#### 5.2 Photométrie

Après une période de transition qui commencera en 1999, les étalons photométriques du BIPM seront totalement fondés sur des récepteurs liés au radiomètre cryogénique à l'aide de méthodes mises au point récemment. Selon ces procédés, des photomètres pourvus de diaphragmes précis sont étalonnés sur tout le spectre par rapport au radiomètre cryogénique, afin de déterminer leur sensibilité lumineuse. Des mesures d'intensité lumineuse peuvent alors être réalisées en plaçant ces photomètres à une distance connue d'une source. Ces photomètres étalonnés sont également utilisés pour déterminer le flux lumineux introduit à partir d'une source extérieure dans la sphère d'intégration du BIPM. Ce flux, une fois connu, est utilisé pour étalonner des lampes, de flux lumineux inconnu, placées à l'intérieur de la sphère. Les étalons traditionnels fondés sur un groupe de lampes ne seront alors plus utilisés. Il est probable que ceci améliorera la stabilité et la fiabilité des étalons de flux lumineux et d'intensité lumineuse du BIPM. L'un des avantages de ces nouvelles méthodes est qu'elles peuvent être mises en œuvre facilement et à n'importe quel moment. La mise en place de ces nouvelles méthodes se poursuivra au cours de la période 2001-2004. Le BIPM continuera à fournir aux laboratoires nationaux de métrologie qui le lui demanderont des services d'étalonnage de lampes pour les grandeurs photométriques.

Le BIPM a été le laboratoire pilote pour la comparaison clé de sensibilité lumineuse et il est prêt à recommencer. Il pourra également être le laboratoire pilote pour d'autres comparaisons clés de lampes, de flux lumineux ou d'intensité lumineuse, chaque fois que le CCPR le jugera nécessaire.

# 6 Rayonnements ionisants

#### 6.1 Dosimétrie

Un grand nombre de comparaisons dans le domaine de la dosimétrie sont réalisées au cours de la période quadriennale actuelle, car les laboratoires nationaux de métrologie se mettent à jour afin que leurs résultats de dosimétrie, particulièrement ceux obtenus dans le faisceau du <sup>60</sup>Co, soient prêts à figurer dans la base de données des comparaisons clés. Cette tendance va vraisemblablement se poursuivre pour les comparaisons dans la gamme des rayons x, car beaucoup de comparaisons antérieures datent de plus de dix ans. Des étalonnages périodiques d'instruments de transfert, utilisés comme étalons secondaires par les laboratoires nationaux de métrologie qui n'ont pas d'étalon primaire, se poursuivront. Le BIPM participe également à des comparaisons de dosimètres passifs, particulièrement pour les Secondary Standards Dosimetry Laboratories (SSDL) de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'étalon de l'AIEA est traçable à celui du BIPM.

Un étalon ionométrique de dose absorbée dans l'eau dans le faisceau du <sup>60</sup>Co a été mis en œuvre au BIPM et comparé aux étalons d'un certain nombre de laboratoires nationaux fondés sur d'autres méthodes. En supplément, un étalon calorimétrique en graphite sera mis au point au cours des quatre prochaines années. Ceci renforcera la robustesse des résultats de la comparaison clé de dose absorbée dans l'eau. Le BIPM a mis en place une comparaison internationale pour les laboratoires nationaux de métrologie qui travaillent avec des doses absorbées élevées (de l'ordre du kGy). Il est probable que ceci conduira à effectuer d'autres comparaisons de ce type.

Le BIPM utilise un instrument de transfert pour les comparaisons de rayonnements x de haute énergie fondées sur des mesures ionométriques, qui sera à terme remplacé par un étalon calorimétrique pour les hautes énergies, actuellement en cours de mise au point. On s'attend déjà à ce que des comparaisons à haute énergie utilisant ce nouveau système de transfert du BIPM soient très demandées. Une étude sera menée pour appréhender les implications qu'entraînerait pour le BIPM l'extension de ses comparaisons aux faisceaux d'électrons de haute énergie.

# 6.2 Radionucléides

Le Système international de référence (SIR) continue d'enrichir sa base de données et de fournir des valeurs de référence de comparaisons clés, en particulier pour les radionucléides émetteurs de rayonnement gamma. Les émetteurs de rayonnement beta purs sont envoyés au BIPM pour y être analysés et des valeurs de référence seront disponibles à l'avenir dans ce domaine. On a encore besoin de travailler dans le domaine des radionucléides

qui présentent des schémas de désintégration plus complexes avant de pouvoir les intégrer au SIR. Le programme de travail du SIR se poursuivra.

L'organisation et l'analyse de comparaisons régulières utilisant un radionucléide spécifique continuent d'être une des tâches majeures du BIPM. Ces comparaisons sont sélectionnées par la Section II du Comité consultatif pour les rayonnements ionisants (CCRI), en réponse aux demandes des laboratoires nationaux de métrologie. Chaque comparaison est liée au SIR par le BIPM de sorte que les valeurs des comparaisons des laboratoires nationaux de métrologie peuvent être ajoutées à la base de données du SIR.

Des travaux de recherche continueront dans le domaine de la mise au point de nouvelles méthodes de détermination d'activité : la méthode du rapport des coïncidences triples aux coïncidences doubles et l'identification des impuretés dans les solutions de radionucléides par spectroscopie à l'aide d'un récepteur au germanium d'extrême pureté, suivie de l'application aux mesures des corrections correspondantes.

# 7 Métrologie en chimie

Le programme de métrologie en chimie approuvé par le CIPM en 1998 commencera par des travaux de remise en état d'un laboratoire pendant la deuxième moitié de 1999. Il est prévu de recruter une des quatre personnes prévues pour ce travail au cours de l'année 2000, et les trois autres au cours de l'année 2001. Le programme détaillé des activités sera défini en consultation avec des spécialistes du Comité consultatif pour la quantité de matière (CCQM) au cours des années 1999 et 2000 ; il se situera dans le domaine de l'analyse des gaz. Il est trop tôt pour donner ici des précisions sur ce programme, mais il comprendra très certainement la préparation de mélanges de gaz de référence par pesée et l'analyse de mélanges de gaz, tout d'abord par chromatographie en phase gazeuse et, en temps utile, par spectrométrie de masse, dans le but de participer à des comparaisons clés le plus tôt possible.

# 8 Services généraux et scientifiques des laboratoires

# 8.1 Atelier de mécanique

L'installation de l'atelier de mécanique dans le nouveau bâtiment (*voir* les commentaires sur le point 6 de l'ordre du jour de la Convocation, Annexe A) devrait se dérouler au cours de l'année 2001, ainsi, la plupart des dépenses bugdétaires liées à ce poste devraient être engagées avant le début de la période 2001 à 2004. Le nouveau bâtiment, qui comprendra enfin des locaux pour l'atelier de mécanique conformes aux normes actuelles de sécurité et de commodité, devrait augmenter considérablement la productivité du service ; à

l'heure actuelle, l'atelier est réparti dans trois bâtiments différents. L'utilisation de la conception assistée par ordinateur et de machines à numériques demeurera fondamentale pour fonctionnement. Le nouveau bâtiment disposera d'un espace climatisé pour la métrologie et également d'un emplacement pour les machines à mesurer les formes et les dimensions ; celles-ci fonctionnent à l'heure actuelle dans des conditions moins qu'idéales. Le nouveau tour à outil au diamant, offert au BIPM en 1998 par une fondation japonaise sans but lucratif (Japan Society for the Promotion of Machine Industry), sera utilisé pour la fabrication de prototypes du kilogramme en platine iridié et pour d'autres applications qui exigent une extrême précision. Dans la mesure des contraintes budgétaires, on veillera à maintenir l'atelier de mécanique équipé des machines-outils et des instruments de mesure les plus modernes et les plus efficaces pour lui permettre de répondre aux exigences d'un laboratoire de métrologie.

# 8.2 Mesures de température et de pression

Les possibilités en matière d'étalonnages de routine dans les domaines de la thermométrie à la température ambiante et des pressions proches de la pression atmosphérique seront conservées en tant que services internes rendus aux autres sections du BIPM.

#### 8.3 Informatique

Il est de plus en plus nécessaire de disposer d'une infrastructure informatique interne au BIPM efficace et à jour. Cela est indispensable, non seulement pour le travail scientifique, mais également pour les activités de secrétariat et d'édition, la communication avec l'extérieur et la base de données du BIPM sur les comparaisons clés (*voir* ci-dessous). Une partie importante du travail de la section du temps est fondée sur des résultats envoyés régulièrement par quelque soixante laboratoires et observatoires du monde entier. Il est essentiel que le système de réception et de traitement de ces fichiers soit fiable et efficace.

Le site Web du BIPM continuera d'offrir des renseignements pratiques et constamment à jour sur le BIPM, la Convention du Mètre, les différents Comités consultatifs du CIPM et leurs publications. Il propose aussi des liens avec les sites Web de certains laboratoires nationaux de métrologie, ainsi qu'un « miroir » du site du NIST qui renferme la liste des constantes fondamentales du CODATA.

# 8.4 Base de données du BIPM sur les comparaisons clés

L'accord de reconnaissance mutuelle des étalons nationaux de métrologie et des certificats d'étalonnage et de mesurage émis par les laboratoires nationaux de métrologie requiert la création d'une base de données unique qui devrait contenir les résultats des comparaisons clés, fondement technique de cet accord. La base de données est en cours d'élaboration au NIST, puis elle devrait être transférée au BIPM. Elle sera progressivement mise à jour avec les résultats des comparaisons clés au fur et à mesure de leur approbation par les Comités consultatifs. Les comparaisons clés seront celles qui sont conduites par les Comités consultatifs, les organisations régionales de métrologie et par le BIPM. On s'attend à ce que la base de données prenne de l'importance et il faudra prévoir l'évolution de sa structure et de sa portée. Les possibilités en matière de mesures et d'étalonnages des laboratoires nationaux de métrologie participant à l'accord seront aussi incluses dans cette base de données.

# 9 Services administratifs généraux

# 9.1 Finance, personnel et administration générale

Les finances, le personnel et l'administration générale sont sous la responsabilité d'une personne diplômée de l'université, assistée de trois collaboratrices à temps partiel, dont le travail confondu équivaut à 1,7 collaboratrices. En conséquence, le nombre total de personnes affectées à l'administration aujourd'hui n'est pas sensiblement plus élevé qu'il y a trente ans et constitue le minimum absolu pour que ce service fonctionne convenablement.

#### 9.2 Secrétariat

Le secrétariat du BIPM est composé de deux personnes diplômées de l'université, la secrétaire assistante personnelle du directeur et la bibliothécaire qui collabore également aux publications du BIPM et aux traductions, ainsi que de deux secrétaires. Les nouveaux outils de bureautique sont utilisés pour tout le travail de frappe et d'édition et le secrétariat est évidemment relié au réseau interne d'ordinateurs. L'effectif total du secrétariat est tombé de cinq personnes à quatre personnes depuis cinq ans, après le départ à la retraite d'une troisième personne diplômée de l'université, qui n'a pas été remplacée. Il n'est pas prévu d'augmenter l'effectif du secrétariat.

#### 9.3 Publications

Les publications sont une composante essentielle des activités du BIPM et tous les moyens modernes de communication sont résolument employés. Les comptes rendus de la Conférence générale, ceux du CIPM et des Comités consultatifs, et les éditions successives de la brochure du SI sont les principales publications officielles du BIPM. Produites en français et en anglais, elles sont distribuées aux États membres, aux laboratoires nationaux de métrologie et aussi largement que possible au sein de la communauté de la métrologie. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site Web du BIPM et les volumes imprimés sont en vente à la librairie électronique du BIPM (accessible sur ce site). L'autre publication importante du BIPM est la revue Metrologia, maintenant dans sa trente-cinquième année de publication. Depuis 1997, on peut également consulter *Metrologia* par Internet. La version électronique est disponible gratuitement pour les abonnés. L'extension de l'accès électronique à des volumes antérieurs est en préparation, ceci afin de créer un outil de référence électronique puissant et totalement accessible. Il existe déjà une base de données accessible qui contient les titres et les noms d'auteurs depuis le volume 1. Metrologia paraît maintenant six fois par an : quatre numéros normaux, destinés à des articles couvrant une vaste étendue de sujets liés à la métrologie et à des rapports internationaux contenant les résumés des résultats des comparaisons clés ; un numéro spécial consacré à des articles de synthèse commandés et couvrant un sujet spécifique ; et un autre numéro spécial rassemblant les articles d'une conférence d'intérêt métrologique. Le volume annuel moyen de Metrologia est d'environ 600 pages, mais récemment ce chiffre a presque doublé du fait de la publication des comptes rendus d'une conférence. Le personnel responsable des publications est dirigé par le rédacteur de Metrologia et comprend le rédacteur adjoint de Metrologia, la bibliothécaire, pour une partie de son temps, et une secrétaire à temps partiel.

En plus de sa contribution aux publications du BIPM, le personnel scientifique publie les résultats de son travail dans des revues avec comité de lecture, y compris, mais pas exclusivement *Metrologia*, et les présente aussi lors de conférences scientifiques. Au cours de ces dernières années, le personnel du BIPM a publié annuellement entre vingt et trente articles dans des revues soumises à référés et une douzaine de publications dans des comptes rendus de congrès.

# 9.4 Bibliothèque

La bibliothèque du BIPM est un maillon de l'infrastructure du laboratoire, essentiel à la poursuite efficace du travail scientifique. Le nombre d'abonnements à des revues reste pratiquement constant, mais certaines revues spécialisées sont abandonnées au profit de certaines autres, au fur et à

mesure de l'évolution de l'intérêt qu'elles présentent et aussi de nos travaux. La création d'une nouvelle section de métrologie en chimie amènera la bibliothèque à s'enrichir dans ce nouveau domaine, mais afin de maîtriser les coûts, cela se fera aux dépens des revues les moins utilisées dans les domaines traditionnels d'activité du BIPM. Malheureusement, l'expérience a montré que le coût des abonnements à des revues scientifiques augmente à un taux supérieur à celui de l'inflation. C'est ainsi que les revues les plus chères sont abandonnées, sauf si elles constituent une partie du noyau de la collection du BIPM. L'abonnement à des listes de contenus de certaines revues est un moyen efficace et économique de se tenir au courant des publications qui ne sont pas conservées à la bibliothèque.

# 9.5 Voyages et transport de matériel

Au cours des dernières années, les frais de voyage et de transport de matériel sont passés de 1,8 % du budget annuel en 1990 à 3,4 % en 1998. Cette augmentation provient en grande partie des frais supplémentaires engendrés par le programme maintenant beaucoup plus large des comparaisons internationales réalisées en transportant des étalons de référence du BIPM dans les laboratoires nationaux. Les frais de transport de lasers asservis sur l'iode, d'étalons de tension fondés sur l'effet Josephson et d'étalons fondés sur l'effet Hall quantique sont la cause majeure de cette augmentation. Les bénéfices qu'en tirent les laboratoires nationaux dépassent cependant de loin cette petite augmentation de frais pour le BIPM, ainsi ces activités ou des activités voisines seront poursuivies. Les frais administratifs liés aux formalités douanières peuvent être parfois lourds, mais ceci fait partie d'un problème plus vaste qui semble ne pas avoir de solution globale et qui est lié aux formalités douanières rencontrées lors des échanges internationaux d'étalons de mesure. Les voyages du personnel scientifique et du directeur dans les laboratoires nationaux, les congrès et les réunions liées à la métrologie, sont essentiels aux activités du BIPM et se poursuivront. Le coût le plus élevé de ces déplacements n'est pas financier, mais relève plutôt du temps passé. Le nombre d'invitations à participer à des réunions, des congrès et visiter des laboratoires nationaux continue d'augmenter; le personnel du BIPM est amené à en refuser beaucoup par manque de temps.

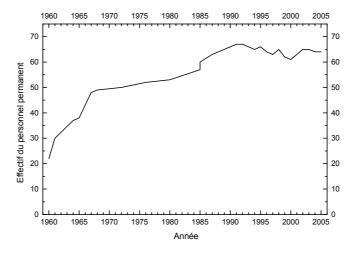
# 10 Bâtiments et parc

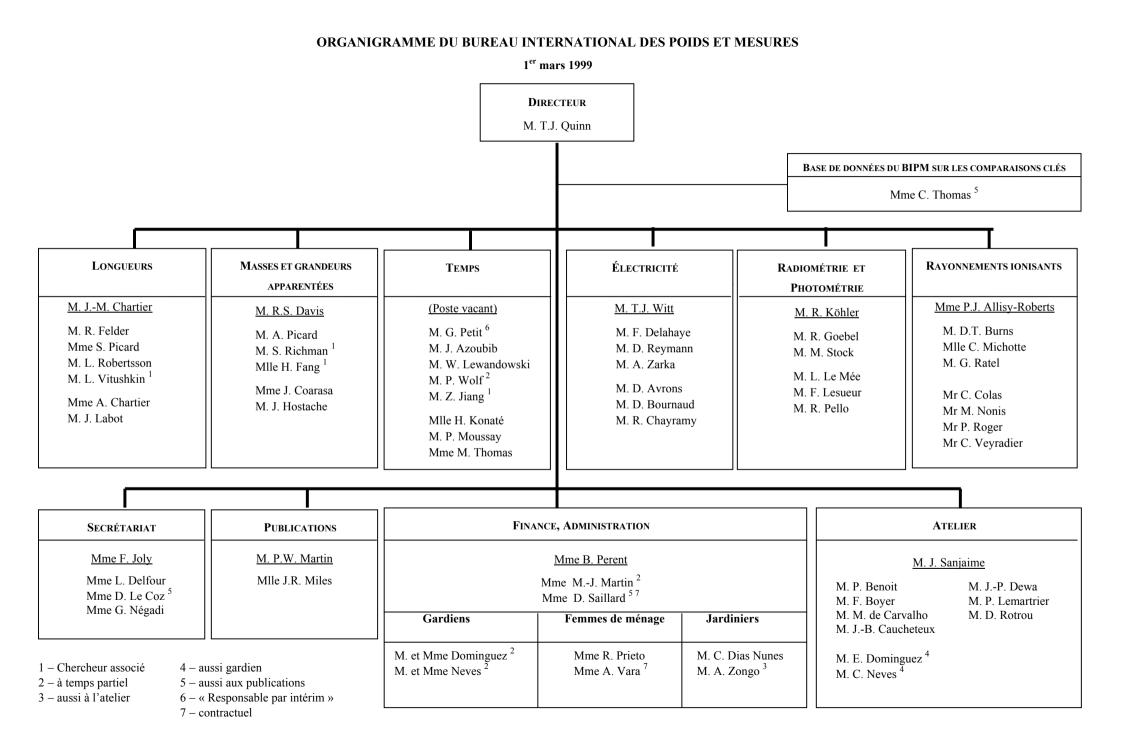
Le Pavillon de Breteuil est un lieu historique ; le Pavillon lui-même ainsi que les jardins qui l'entourent doivent donc être entretenus avec beaucoup de soin. L'entretien de l'ensemble des bâtiments, construits depuis l'époque de Louis XIV (le Pavillon de Breteuil) jusqu'à nos jours, est non seulement coûteux mais fait appel à un large éventail de métiers et de techniques. Le bon fonctionnement du conditionnement de l'air dans les laboratoires est une

tâche majeure qui demande une surveillance continue et du matériel récent, mais il est indispensable à la métrologie moderne. La construction du nouveau bâtiment pour l'atelier, des bureaux et des salles de réunions supplémentaires, complète le plan à long terme de construction qui avait été présenté à la 17<sup>e</sup> Conférence générale en 1983, et repris à chacune des Conférences suivantes. Il n'y a pas d'autres projets d'extension ou de construction de bâtiment au BIPM. Il faudra néanmoins continuer certaines rénovations importantes des bâtiments requises de temps en temps, soit pour faire face à des changements de programme de travail, telle la transformation d'une partie du bâtiment des rayonnements ionisants pour la métrologie en chimie, ou simplement la rénovation d'anciennes installations.

#### 11 Personnel

Au 1<sup>er</sup> janvier 1999 l'effectif permanent du BIPM s'élevait à 62 personnes pour un travail à plein temps, contre 66 personnes au 1<sup>er</sup> janvier 1995. Ce personnel est réparti selon les différentes sections représentées dans l'organigramme qui se trouve à la page suivante. L'organigramme mentionne les chercheurs associés employés pour une durée déterminée, généralement de deux ans, et indique le personnel à temps partiel et contractuel. L'évolution de l'effectif du personnel depuis 1960 et les prévisions jusqu'à l'année 2004 sont données dans la figure ci-dessous. Au 1<sup>er</sup> janvier 1999, l'âge moyen de l'ensemble du personnel était de 47 ans et celui du personnel scientifique de 46 ans (contre 47 au 1<sup>er</sup> janvier 1995).





# 12 Contribution à la Caisse de retraite

Une étude actuarielle, conduite en 1994, avait montré que le nombre de retraités du BIPM doublerait entre 1994 et 2010. Afin de faire face à cette situation, le CIPM avait décidé en 1994 d'augmenter la contribution budgétaire annuelle à la Caisse de retraite d'un montant équivalent à 2 % de la masse salariale, chaque année de 1996 à 2008.

#### 13 Dotation annuelle du Bureau international

Dans la Convocation de la 21<sup>e</sup> Conférence générale des poids et mesures, le Comité international des poids et mesures a demandé à la Conférence d'adopter les sommes équivalentes en euros des dotations suivantes pour les années 2001 à 2004 :

2001 : 31 596 000 francs-or 2002 : 32 228 000 francs-or 2003 : 32 873 000 francs-or 2004 : 33 530 000 francs-or.

Ces sommes sont justifiées en détail dans la Convocation de la 21<sup>e</sup> Conférence générale ; il n'est donc pas nécessaire d'y revenir dans ce document.

On trouvera ci-après l'estimation générale des dépenses à engager pour assurer le programme de travail exposé dans ce document. Les têtes de chapitre (dépenses de fonctionnement, de laboratoire, de personnel, etc.) sont celles qui figurent dans la partie financière du «Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes sur la situation administrative et financière du Bureau international des poids et mesures » envoyé chaque année aux Gouvernements des États membres de la Convention du Mètre. Les sommes sont données en milliers de francs-or\*.

Aux sections 13.1 à 13.8 qui suivent, figurent les dépenses de laboratoire pour les projets décrits dans les sections 1 à 8 de ce document. Elles sont suivies par les dépenses pour les services généraux, comprenant les publications et les voyages, section 9, par les dépenses d'entretien et de rénovation des bâtiments, section 10, par les dépenses de personnel, section 11, puis par la contribution à la Caisse de retraite, section 12. Dans ces tableaux, les prévisions de dépenses sont données globalement pour les quatre années 2001-2004.

<sup>\* 1</sup> franc-or = 1,814 52 franc français.

<sup>1</sup> euro = 6,55 957 francs français.

Les budgets annuels pour les années 2001 à 2004 figurent à la section 13.13. La répartition correspondante des dépenses par catégorie est donnée sous forme graphique à la section 13.14. Les prévisions budgétaires annuelles font apparaître des sommes totales supérieures d'environ 5 % aux montants des dotations. Cet écart correspond aux revenus estimés des intérêts des actifs disponibles et à des recettes annexes provenant de certains étalonnages, de la vente de prototypes en platine iridié, etc. (*voir* le « Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes sur la situation administrative et financière du Bureau international des poids et mesures » pour les années les plus récentes).

Estimation des dépenses (en milliers de francs-or)

13.1 Longueurs		2 885
Comparaisons internationales	580	
Radiations recommandées dans la mise en pratique de		
la définition du mètre	1 585	
Gravimétrie	430	
Métrologie dimensionnelle : nanométrologie	290	
13.2 Masse		2 472
Fabrication et étalonnage d'étalons de masse	620	
Études sur les balances	620	
Stabilité des étalons de masse en platine iridié	395	
Études sur l'anélasticité et expériences sur la gravitation	837	
13.3 Temps		1 648
Calcul et diffusion du TAI et de l'UTC	660	
Comparaisons d'horloges	346	
Systèmes de référence spatio-temporels	35	
Échelles de temps dynamiques	35	
Laboratoire de mesure du temps	572	
13.4 Électricité		3 709
Conservation d'une représentation du volt, comparaisons		
internationales et étalonnages	930	
Conservation d'une représentation de l'ohm, comparaisons		
internationales et étalonnages	1 110	
Étalons de capacité liés à la résistance de Hall quantifiée	1 300	
Études de la stabilité des étalons électriques et des détecteurs	369	
13.5 Radiométrie et photométrie		2 885
Radiométrie	2 020	
Photométrie	865	

Estimation des dépenses (en milliers de francs-or)

13.6 Rayonnements ionisants Dosimétrie Radionucléides				1 122 1 350	2 472
13.7 Métrologie en chimie					2 472
13.8 Services généraux et scient Atelier de mécanique Mesures de température et de p Informatique Base de données du BIPM sur	pression			1 648 600 1 879 1 100	5 227
13.9 Services administratifs gé Services généraux Secrétariat Publications Bibliothèque Voyages et transport de matérie				5 673 2 413 1 198 1 697 3 890	14 871
13.10 Bâtiments et parc					3 232
13.11 Personnel Salaires Allocations familiales et social Charges sociales	es			57 225 11 445 5 552	74 222
13.12 Contribution à la Caisse	de retrait	e			18 921
13.13 Budget pour chacune de	es années 2	2001-2004			
Récapitulation d'ensemble (en					
	2001	2002	2003	2004	4 années
<ul><li>A. Personnel (13.11)</li><li>B. Contribution à la Caisse</li></ul>	17 703	18 446	18 907	19 166	74 222
de retraite (13.12)	4 093	4 557	4 953	5 318	18 921
<ul><li>C. Services généraux (13.9)</li><li>D. Dépenses de labo-</li></ul>	3 543	3 623	3 847	3 858	14 871
ratoires (13.1 à 13.8)	5 767	5 883	6 000	6 120	23 770
E. Bâtiments (13.10)	1 277	1 055	500	400	3 232
F. Divers, imprévus	946	404	412	421	2 183
Totaux	33 329	33 968	34 619	35 283	137 199

13.13.1 Services généraux (en milliers de francs-or) (détail de 13.9)

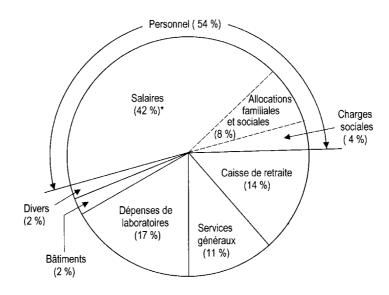
	2001	2002	2003	2004	4 années
Chauffage, eau, électricité	510	525	541	557	2 133
Assurances	110	116	121	127	474
Publications	284	290	296	328	1 198
Frais de bureau	581	593	622	617	2 413
Voyages et transport					
de matériel	938	957	1 040	955	3 890
Entretien courant	643	656	732	769	2 800
Bibliothèque	412	420	428	437	1 697
Bureau du Comité	65	66	67	68	266
Totaux	3 543	3 623	3 847	3 858	14 871

13.13.2 Dépenses de laboratoire (en milliers de francs-or) (détail de 13.1 à 13.8)

	2001	2002	2003	2004	4 années
Longueurs	700	714	728	743	2 885
Masse	600	612	624	636	2 472
Temps	400	408	416	424	1 648
Électricité	900	918	936	955	3 709
Radiométrie et photométrie	700	714	728	743	2 885
Rayonnements ionisants	600	612	624	636	2 472
Métrologie en chimie	600	612	624	636	2 472
Atelier	400	408	416	424	1 648
Services généraux et scien-					
tifiques des laboratoires	867	885	904	923	3 579
Totaux	5 767	5 883	6 000	6 120	23 770

# 13.14 Représentation graphique des prévisions de dépenses pour les années 2001-2004

Récapitulation d'ensemble, incluant le détail des dépenses de personnel (13.13)



<sup>\*</sup> pourcentage du budget total des 4 années (arrondi)



# Bureau International des Poids et Mesures

# **General Conference** on Weights and Measures

21st Meeting (October 1999)

# Contents

# List of delegates and invited 9

# Proceedings, 11-15 October 1999 217

# Agenda 218

- 1 Opening of the Conference **219**
- 2 Presentation of credentials by delegates **221**
- 3 Nomination of the Secretary of the Conference **221**
- 4 Establishment of the list of delegates entitled to vote **221**
- 5 Approval of the agenda **223**
- 6 Report of the President of the CIPM on the work accomplished since the 20th General Conference **223** 
  - 6.1 The Consultative Committees 227
  - 6.2 The CIPM **234**
  - 6.3 The BIPM **237**
- 7 Report of the CIPM on national and international needs relating to metrology 251
- 8 Worldwide traceability of measurement standards **254**
- 9 Admission of Associates of the General Conference **256**
- 10 Relations with the Organisation Internationale de Métrologie Légale **258**
- 11 Reports of Presidents of Consultative Committees **261** 
  - 11.1 The Consultative Committee for Length **261**
  - 11.2 The Consultative Committee for Mass and Related Quantities 265
  - 11.3 The Consultative Committee for Time and Frequency 271
  - 11.4 The Consultative Committee for Electricity and Magnetism 281
  - 11.5 The Consultative Committee for Thermometry **286**
  - 11.6 The Consultative Committee for Photometry and Radiometry 290
  - 11.7 The Consultative Committee for Ionizing Radiation 295
  - 11.8 The Consultative Committee for Amount of Substance 300
  - 11.9 The Consultative Committee for Acoustics, Ultrasound and Vibration **308**
  - 11.10 The Consultative Committee for Units 309
- 12 Programme of future work at the BIPM **313**

- 13 Annual dotation of the BIPM **313** 
  - 13.1 Report of the meeting of the Working Group on the Dotation 313
  - 13.2 Draft Resolution M 313
  - 13.3 Secondment of staff from NMIs to the BIPM 314
  - 13.4 Draft Resolution C 314
  - 13.5 Voting on Draft Resolution M 314
- 14 Proposals by delegates **315** 
  - 14.1 Celebration of the 125th anniversary of the Metre Convention **315**
  - 14.2 Establishment of an International Metrology Day 315
  - 14.3 Search for candidates to replace Dr T.J. Quinn as Director of the BIPM, on his retirement at the end of 2003 **316**
- 15 Renewal of half of the International Committee **316** 
  - 15.1 Rules in the Metre Convention relating to membership of the CIPM **316**
  - 15.2 The present situation **317**
- 16 Votes on all Resolutions **318**
- 17 Other business **319** 
  - 17.1 Visit to the BIPM **319**
  - 17.2 Visit to the depository of the metric prototypes: record **320**
  - 17.3 The Mutual Recognition Arrangement **320**
- 18 Closure of the Conference **321**

# Resolutions adopted by the 21st General Conference 323

Long-term needs relating to metrology (Resolution 1) 325

Mutual recognition of national measurement standards and of calibration and measurement certificates issued by national metrology institutes (Resolution 2) **326** 

Associates of the Conférence Générale des Poids et Mesures (Resolution 3) **327** 

The need to use SI units in studies of Earth resources, the environment, human well-being and related issues (Resolution 4) **328** 

Revision of the *mise en pratique* of the definition of the metre (Resolution 5) **329** 

Requirements for dimensional metrology (Resolution 6) 330

The definition of the kilogram (Resolution 7) 331

Operational primary frequency standards (Resolution 8) 332

Extension of the International Temperature Scale below 0.65 K (Resolution 9) **332** 

Metrology in chemistry (Resolution 10) 333

Metrology in biotechnology (Resolution 11) 334

Special name for the SI derived unit mole per second, the katal, for the expression of catalytic activity (Resolution 12) **334** 

Dotation of the BIPM (Resolution 13) 335

**Appendix A.** Convocation of the 21st General Conference on Weights and Measures **337** 

**Appendix B.** Programme of work and budget of the BIPM for the four years 2001 to 2004 **371** 

List of acronyms used in the present volume 395

Proceedings of the 21st General Conference on Weights and Measures 11-15 October 1999

# Agenda

The provisional agenda of the 21st General Conference (see page 341) is adopted as the final agenda.

## 1 Opening of the Conference

Prof. Guy Ourisson, President of the French Academy of Sciences of the Institut de France, opened the 21st General Conference on Weights and Measures (CGPM) with the following address:

"General Secretary,

Ladies and Gentlemen, Dear Colleagues,

It is a great pleasure to have the privilege of welcoming you to the General Conference. I owe this privilege exclusively to the fact that at the time of your meeting I find myself President of the French Academy of Sciences. It has nothing to do with my scientific competence in your field. I am only a chemist and, as I shall illustrate in a few moments, chemists nowadays are often rather mediocre metrologists.

First of all, I should like to congratulate you on the success of your extraordinary propaganda efforts just prior to the Conference, with reports that the Mars exploration satellite crashed as the result of an error of metrication. Even if the reason for the crash is later found to be different, it is a major publicity coup to have been able to write in all the papers that, had the International System of Units (SI) been used, this expensive accident would have been avoided.

I would also like to thank you for having given me the opportunity to visit Dr Quinn in his small kingdom at the Pavillon de Breteuil. In primary school we of course learnt that such a place existed, but we could not have imagined that it was such an interesting or beautiful working place. Metrologists need to work in a quiet environment, and they have it there. We can be proud to have been able to offer this location to the international community. The Republic sometimes knows how to be cleverly generous with its monarchic heritage.

As a chemist trained in the old school, I believe I understand some of your interests. At an elementary level of course, I learnt to calibrate a weakly damped laboratory balance, to measure optical absorption spectra with a galvanometer, to use a micrometer to measure the position of spectral rays on a photographic plate, to measure optical rotations with an optical polarimeter, to avoid parallax errors by successive approximations when reading a barometer, before measuring a boiling point, to measure melting points with correction for the emergent column, and so on. I note that all these operations are now replaced by simply reading a numerical value from a diode or liquid crystal display. Even if the balance is dirty or badly zeroed, the electronics are faulty, and the working conditions disastrous, a result is always displayed and it can be read and noted, if it can't simply be saved,

and inserted in the text of an article, with as many decimal places as are given on the display. As the Editor of primary chemical journals, I am constantly having to fight against the publication of ridiculous results, for example when otherwise excellent chemists report optical rotations with two or three decimal places, for solutions so dilute that even the first digit is probably meaningless. Far removed from your discussions and decisions during the next few days, even in fields where measurements are essential, often they are of dismal quality. The use of non-metric units, such as psi for pressure, also continues simply because industrial manometers are often US-made. You should not only concern yourselves with definitions, but also give us the arguments for the rational use of measurements, despite the fact that practical improvements have made them so much simpler to realize in everyday laboratory practice.

I hope that the surroundings of the Collège de France will help you to achieve your important programme during your brief stay in Paris, and I wish your Conference much success."

Prof. Kovalevsky, President of the International Committee for Weights and Measures (CIPM), added his thanks to the Administrator of the Collège de France for having put his facilities at the service of the CIPM and the General Conference. He also thanked the French Ministry of Foreign Affairs and the Italian Embassy at Paris for the receptions they were going to host, and the French Ministry of Foreign Affairs for providing simultaneous translation during the Conference. He then took the opportunity to thank the Canadian, Italian, and British Embassies for their communications with the French Ministry of Foreign Affairs concerning plans for construction of a new building on the site of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM), and the French Ministry of Foreign Affairs for their help in obtaining approval of the plans.

Prof. Ourisson then informed delegates that, due to other commitments, he was obliged to leave the Conference, but that Prof. Christian Bordé, physicist, scientific advisor to the Bureau National de Métrologie and Member of the French Academy of Sciences, would replace him for the remainder of the conference.

# 2 Presentation of credentials by delegates

The Convocation requested that details of the composition of each delegation be sent to the BIPM at least two weeks before the opening of the Conference. On arrival, delegates were required to present their credentials from their Government.

# 3 Nomination of the Secretary of the Conference

Prof. Bordé, the new President of the Conference, proposed Dr W.R. Blevin, Secretary of the CIPM, as Secretary of the Conference; this proposal was adopted.

# 4 Establishment of the list of delegates entitled to vote

The Secretary, having examined the credentials of the delegates, proceeded to the establishment of a list, by Member State, of those delegates eligible to vote on behalf of their Governments. The list, in alphabetical order, was as follows:

Argentina J. Valdés
Australia B. Inglis
Austria R. Dittler
Belgium M. Vorhoof

Brazil M.A. Albuquerque de Araújo Lima

Bulgaria T. Štrashimirov

Canada J. Lusztyk

Chile R. Nuñez-Brantes

China Gao Jie

Czech Republic A. Šafařik-Pštrosz
Denmark K. Carneiro
Finland U. Lähteenmäki
France A. Keller
Germany E.O. Göbel
Hungary P. Pataki

India A.K. Raychaudhuri

Italy P. Soardo Japan H. Imai

Korea (Republic of)
Myung Sai Chung
Mexico
H. Nava-Jaimes
Netherlands (the)
T.M. Plantenga
New Zealand
C.M. Sutton
Norway
H. Kildal

Poland K.A. Mordziński

Portugal E.M. de Almeida Farinha

Romania P. Darvariu
Russian Federation L.K. Issaev
Singapore Lam Kong Hong
Slovakia P. Kneppo
South Africa T. Demana

Spain Á. García San Román

Sweden H. Andersson
Switzerland W. Schwitz
Thailand P. Shiowattana
Turkey I. Çelik
United Kingdom S.I. Charik
United States K.H. Brown

Uruguay

Of the forty-eight Member States of the Metre Convention, thirty-eight were represented.

A. Navarro

## 5 Approval of the agenda

The agenda printed in the Convocation (see page 341) was approved. Dr Blevin announced that discussion of Draft Resolution N on the katal would take place after the report by Dr Kaarls, President of the Consultative Committee for Amount of Substance (CCQM), and that a working group on the BIPM dotation would be established after Item 7 of the agenda to consider Draft Resolution M.

The President then asked Prof. Kovalevsky to present his report.

# Report of the President of the CIPM on the work accomplished since the 20th General Conference (October 1995 – September 1999)

Professor Kovalevsky, President of the CIPM, presented the following report:

"In conformity with Articles 7 and 19 of the Rules annexed to the Metre Convention, it is my pleasure as President of the CIPM to report on the work accomplished since the 20th General Conference held in October 1995.

It is now nearly one hundred and twenty-five years since the Metre Convention was signed in Paris by the delegates of seventeen nations. It is now adhered to by forty-eight nations, including all the industrialized nations of the world. In his report to the 20th General Conference, my predecessor, Professor Dieter Kind, traced the development of international metrology from 1875 to 1995. He showed how the need for international metrology has expanded and drew attention to the corresponding developments in the activities carried out under the Metre Convention. These concern not only the BIPM and its programme of work but also the national metrology institutes (NMIs) which provide the main foundation for accurate and reliable measurement worldwide. The 20th General Conference then went on to discuss and adopt eleven Resolutions, three of which have provided the stimulus for important work carried out by the CIPM and BIPM since 1995 and are directly the subject of items on the agenda of the present Conference.

These are Resolution 2 (1995) on worldwide traceability of measurement standards, Resolution 7 (1995) on metrology in chemistry and Resolution 11 (1995) on long-term needs for metrology. In addition, Resolution 10 (1995) required the President of the CIPM to report at this Conference on discussions with the President of the Organisation Internationale de Métrologie Légale (OIML).

In Resolution 11 (1995), the 20th General Conference asked the CIPM:

"to study and report on the long-term national and international needs relating to metrology, the appropriate international collaborations and the unique role of the BIPM to meet these needs, and the financial and other commitments that will be required from the Member States in the coming decades."

In response to this Resolution, the CIPM asked one of its members, Dr W.R. Blevin, to draw up a draft report. Following extensive consultations, a first draft was presented to the CIPM in September 1996 and a further draft was presented in September 1997. The final text adopted by the CIPM at the end of 1997 was published by the BIPM and sent to Member States in August 1998. The full title is *National and international needs relating to metrology: International collaborations and the role of the BIPM. A report prepared by the CIPM for the governments of the Member States of the Convention of the Metre.* 

It is the most far-reaching review of international activities in metrology that has ever been carried out and is of immense importance for the future of the Metre Convention. It will be presented and commented upon by the Secretary of the CIPM under Item 7 of the agenda. Many of its conclusions have already resulted in decisions and action by the CIPM or the BIPM, and others are embodied in the Draft Resolutions presented to this General Conference.

One of the conclusions of this report is that the CIPM should have much closer contacts with the national metrology institutes and with the regional metrology organizations. This has led the CIPM to hold meetings with the directors of the national metrology institutes of the Member States of the Metre Convention. Two such meetings have been organized by the BIPM and taken place in Sèvres: the first in February 1997 and the second in February 1998. The third will take place on Thursday during this Conference. The success of these meetings has clearly shown the need for a forum for the directors to meet outside the formality of a General Conference, where they can discuss matters of common interest amongst themselves and with the CIPM as well as with senior BIPM staff. Such meetings will continue to be held in the future. It was at these two meetings of directors that successive drafts were discussed of an agreement on "Mutual recognition of national measurement standards and of calibration and measurement certificates issued by national metrology institutes", which I refer to here as the MRA.

In 1996 it became clear that there was a rapidly growing need for some sort of worldwide agreement on recognition of national measurement standards. This was implied but not explicitly foreseen in Resolution 2 (1995) of the 20th CGPM on the worldwide traceability of measurement standards. The need for a mutual recognition arrangement in metrology stems from the need to provide a firm metrological foundation for the increasing number of mutual recognition agreements related to calibration, testing and accreditation. Discussions had taken place at meetings of the regional metrology organizations (RMOs) on the possibility of regional agreements with a view to linking these regional agreements at some time in the future. A proposal was made at the 1997 meeting of directors that a more efficient and cost-effective solution would be a worldwide agreement under the auspices of the CIPM. This was approved in principle by the directors and intense discussions took place during the year that followed. The draft MRA that resulted from the 1998 meeting was initialled by the directors of the NMIs of thirty-nine Member States of the Metre Convention and forms the basis of the text to be offered for signature on Thursday 14 October 1999. For legal reasons related to the formal status of international agreements, we have now called our document an "arrangement" rather than "agreement" to make it clear that it is not a legally binding document. The technical basis for the MRA is a programme of key comparisons of national measurement standards now being carried out by the Consultative Committees, the RMOs and the BIPM. More than seventy key comparisons are now in progress and the full list, including details of quantity, range, starting and finishing dates, pilot institutes and participants, is available on the BIPM website (www.bipm.org). At the six Consultative Committee meetings that have taken place this year, the progress of the key comparisons, the calculation of the key comparison reference values and degrees of equivalence have provided much of the subject for discussion. Considerable effort went into the preparation of a document entitled Guidelines for CIPM Key Comparisons. This is now used in all of the CIPM key comparisons and similar documents, closely following the Guidelines, are being adopted by the RMOs for their own key comparisons. The importance of consistent estimates of the uncertainty of a measurement has been highlighted by the need for the results of key comparisons carried out by the Consultative Committees and those carried out by the RMOs to be linked in a quantitative manner. The importance of proper estimates of uncertainty is emphasized in the Guidelines. It is stated that a result will not be included in a comparison unless it is accompanied by an uncertainty supported by a full uncertainty budget. Perhaps one of the most significant consequences of the key comparison programme is that NMIs are now required to be much more rigorous in their evaluation and reporting of uncertainties. This is a wholly positive effect!

In February 1999 a discussion meeting on the key comparisons took place in Sèvres, attended by some eighty representatives of NMIs on Consultative

Committees. The aim of the meeting, which was successfully achieved, was to examine in detail the application of the *Guidelines* within the context of the MRA.

The final presentation of the results of key comparisons and the calibration and measurement capabilities of NMIs will be through a database, known as the BIPM Key Comparison Database (KCDB), which will in due course be maintained at the BIPM. The development of the database is being carried out by the NIST in collaboration with the BIPM and is expected to be ready by November 1999.

For each participant, the result of the comparisons is expressed as a "degree of equivalence", giving the difference from the reference value, and the associated uncertainty. It is listed in Appendix B of the MRA.

While the key comparisons are executed by the Consultative Committees, the RMOs and the BIPM, an important task is the drawing up and analysis of the calibration and measurement capabilities of the NMIs to go into Appendix C of the MRA. This is coordinated by a new Committee set up by the CIPM in the context of the MRA and known as the Joint Committee of the Regional Metrology Organizations and the BIPM (JCRB). The JCRB has met three times, most recently in July 1999, and has a key role in the operation of the MRA. The responsibilities foreseen in the MRA for the RMOs have led each of them to set up structures within their own organizations to deal with the execution of key comparisons and the evaluation of the measurement and calibration capabilities of their member institutes to be included in Appendix C of the MRA. The RMOs have responded to this and indeed we have seen the formation of a new RMO, the Middle East Metrology Organization (MENAMET), and much increased activity in the Inter-American Metrology System (SIM) and in the Southern African Development Community Cooperation in Measurement Traceability (SADCMET). The requirement in the MRA for quality systems to be established in NMIs led to considerable discussion and reflects a significant change in the attitudes that up to now have existed in many NMIs as regards their independence and prerogatives. It is no longer possible, for example, for an NMI to maintain that its measurements are by definition correct by virtue of its position as the national standards institute. The implementation of quality systems in so many industrial and government organizations has forced most national metrology institutes to follow suit. The experience of those that have already done so is that, although the initial cost of setting up such a system can be high, the benefits in terms of confidence in the subsequent operation of the institute are evident. Overall, it is clear that the MRA is having a major effect on the NMIs and that it will be of considerable importance for international metrology. It will provide a firm metrological foundation for many wider agreements related to trade and regulatory affairs and will demonstrate that NMIs are fulfilling the role set for them by

governments. It will also show in a clear and public way that the ensemble of NMIs is a cost-effective way of ensuring reliable measurements worldwide.

The development of the MRA has highlighted the need to find a way of linking to the SI the metrological activities of a much larger number of States than are at present Member States of the Metre Convention. We cannot be unaware that world trade demands traceability of measurements to the SI in all trading nations of the world. We have to accept, however, that there are many smaller or less affluent States that would find it difficult to pay even the minimum annual subscription necessary to be a Member State of the Metre Convention (0.5 % of the BIPM dotation). The CIPM takes the view that the General Conference should take responsibility for providing a mechanism of establishing links to the SI from the measurement systems of all States and Economies, including those that are not Member States of the Metre Convention. Participation in the MRA through the RMOs appears to be a way of doing this. Some formal link to the BIPM is, however, necessary and some financial contribution must be made to cover the costs. The Metre Convention has no provision for a category of Associate but, inspired by the OIML Convention, the CIPM proposes that the 21st General Conference create a category of Associates of the General Conference. Associate States and Economies would be eligible to participate in the MRA in a specified way. This proposal, which is supported by the French Government as depository of the Metre Convention, is embodied in Draft Resolution C which will be presented for discussion under Item 9 of the agenda.

In Resolution 10 (1995), the 20th General Conference invited the President of the CIPM, together with the President of the OIML, to identify ways of achieving increased cooperation and effectiveness in the achievement of their objectives and the use of their resources. A joint working group met several times and was later joined by representatives of the International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC). A report on this activity will be presented under Item 10 of the agenda.

#### 6.1 The Consultative Committees

Another of the recommendations of the report on long-term needs related to metrology was that the range of matters covered by the Consultative Committees should be increased to cover all areas where there is a need for international coordination and where this need is not already met by another body. The CIPM has identified three new fields where such a need exists: the first comprises acoustics, ultrasound and vibration; the second is hardness; and the third is fluid flow, including viscosity. The need for international coordination of measurement standards in the first of these has been shown to be sufficiently urgent and important that the CIPM has created a new Consultative Committee for this field: the Consultative Committee for

Acoustics, Ultrasound and Vibration (CCAUV). For hardness, fluid flow and viscosity, the CIPM has created working groups within an existing Consultative Committee, the Consultative Committee for Mass and Related Quantities (CCM). One of the decisions of the CIPM resulting from the study on long-term needs for metrology was that the traditional titles of a few of the existing Consultative Committees did not adequately reflect the breadth of their work. This tended to strengthen the dangerous misconception existing in some quarters that the work of the BIPM is narrow and purely scientific, with little relationship to the practical needs of metrology. For example, the traditional title Consultative Committee for the Definition of the Metre (CCDM) did not reflect the much broader activities of that Committee in length measurements and dimensional metrology. In consequence, the CIPM, in September 1997, amended the titles (and acronyms) of four of the Consultative Committees. In addition to the CCDM, which became the Consultative Committee for Length (CCL), the Consultative Committee for Electricity (CCE) became the Consultative Committee for Electricity and Magnetism (CCEM), the Consultative Committee for the Definition of the Second (CCDS) became the Consultative Committee for Time and Frequency (CCTF), and the Consultative Committee for Standards of Ionizing Radiation (CCEMRI) became the Consultative Committee for Ionizing Radiation (CCRI).

The membership of the Consultative Committees was examined by the CIPM at its meetings in 1996 and 1997. In 1996 the International Committee drew up the following statement on the criteria for membership of Consultative Committees:

"Membership of Consultative Committees is decided by the CIPM in consultation with the Presidents of the Consultative Committees and the Director of the BIPM. Laboratories invited to be members of a Consultative Committee are those already recognized internationally as most expert in the field. This normally requires that they:

- be national laboratories charged with establishing national standards in the field;
- be active in research and have a record of publications in research journals of international repute;
- have demonstrated competence by a record of participation in international comparisons organized either by the Consultative Committee, the BIPM or a regional metrology organization.

In addition to laboratory members, Consultative Committees may include as members:

 named individuals whose knowledge and competence in the field are such that they can provide valuable assistance to the Consultative Committee even though they do not come from a laboratory meeting the requirements for membership; • international unions or other international organizations whose advice or expertise would be helpful to the Consultative Committee.

The Presidents of Consultative Committees may from time to time invite observers to meetings, including representatives of appropriate laboratories that are not yet members.

In general, the national metrology institute of each Member State of the Convention of the Metre wishing to participate can expect to be a member or an observer of a least one Consultative Committee."

Experience since 1996 has shown that the key comparisons and the prospect of the MRA have increased very significantly the interest in the activities of the Consultative Committees and that more and more NMIs are applying for full membership or observer status. The CIPM welcomes this development since it broadens the base of the activities carried out under the Metre Convention. The creation of the category of observer member has been particularly welcomed by the NMIs of the smaller Member States.

Since 1995 there have been nineteen meetings of Consultative Committees, which is almost double the number of meetings held in the previous four-year period. This reflects the increase in activity of the Consultative Committees driven in large part by the key comparisons. There has also been a feeling among members that the Committees should, in any case, meet more frequently to match the increased need for international activity in metrology that is itself the driving force behind the MRA.

I now come to brief summaries of the work of each Consultative Committee, summaries that will be described in more detail later in the agenda by the President of each Committee.

The CCDM, subsequently renamed the CCL, met in 1997 and proposed a revision of the practical realization of the definition of the metre. The proposal was approved by the CIPM and is the subject of Draft Resolution E (see page 355). The importance of dimensional metrology for high-technology manufacturing industry has stimulated the CCL to embark on a much wider programme in this area than in the past. The CCL Working Group on Dimensional Metrology is now very active and a number of key comparisons are in progress. Draft Resolution F (see page 356) refers to dimensional metrology.

The CCM met in 1996 and again in 1999. The CCM, with its working groups in the fields of mass, force, and pressure, covers a very wide range of metrology almost all of which is close to industrial applications. A particularly successful activity carried out by the pressure working groups is the regular organization of an international conference on pressure metrology that takes place close to the meeting of the CCM. The CCM Working Group on Force has for many years carried out what are essentially key comparisons, as a result of which the transition to the new key comparison regime has been particularly easy. In addition to these permanent working

groups, a CCM Working Group on the Avogadro Constant has been created at the request of a number of NMIs collaborating in a worldwide project to redetermine the Avogadro constant using a method based on the properties of single-crystal silicon. The objective of this work is to provide a possible new definition of the kilogram and is the subject of Draft Resolution G (see page 357). In order to extend the worldwide unification and coordination of measurements in areas that are not yet in the domain of activities of the BIPM, in 1998 the CIPM created two new working groups under the auspices of the CCM. One is the *ad hoc* Working Group on Hardness whose members include the International Measurement Collaboration (IMEKO), the International Organization for Standardization (ISO) and the OIML, the objective being to unify the hardness scales currently in use. The other working group is concerned with flow and viscosity, and its first meeting in July this year gathered many representatives of NMIs already engaged in these fields.

The CCDS, now the CCTF, met in 1996 and 1999. The work of the CCTF, and indeed the work of the BIPM in this field, is strongly driven by the rapid advances in physics, particularly in atomic spectroscopy. Recent advances in our ability to examine cold atoms and trapped ions is leading to new primary frequency standards having an accuracy of at least one, or perhaps two, orders of magnitude better than the classical caesium standards. Draft Resolution H (see page 358) addresses this point. While these are not yet operational standards, it is clear that before too long there will be a number of these new standards in operation around the world. Until this year, it was believed that the regular time comparisons providing the BIPM with data for the calculation of International Atomic Time (TAI) were sufficient to provide adequate comparison material, and that no key comparisons were needed. But in 1999 the CCTF decided that the advent of these very accurate new standards necessitates direct comparisons and proposed the initiation of key comparisons of frequency standards. This poses the challenge of finding adequate means for their comparison and also of improving the regular multi-way time links that provide the data for the calculation of TAI. The demand for ever-increasing accuracy in time measurement reflects the large commercial investment that already exists in global navigation systems. In addition to the Global Positioning System (GPS) and the Global Navigation Satellite System (GLONASS), a number of new so-called overlay systems are in preparation that will lead to the complete adoption of satellite navigation systems for civil aviation. All of these will require atomic time scales of the highest accuracy and reliability. At the 1999 meeting of the CCTF a letter was drafted and sent by the Director of the BIPM to the major satellite navigation organizations, drawing their attention to the importance of using TAI as the time scale for all these new systems. In 1998, a joint project was begun with the International GPS Service (IGS) on the use of GPS for precise time comparisons using the techniques developed for geodesy relying on GPS phase and code data. This is an important initiative

and brings in many members of the CCTF. In 1997, a joint project was also begun with the International Astronomical Union (IAU) on the application of general relativity to space-time reference systems. This project originated from the CCDS Working Group on the Application of General Relativity to Metrology, which completed its work in 1997.

The CCE, now the CCEM, met in 1997 and is due to meet again in 2000. The field of electricity is one that underwent radical change through the introduction of the quantum-based standards for the volt and the ohm in 1990. Since then, the BIPM has carried out many direct comparisons of national representations of Josephson standards and, more recently, of quantum-Hall-effect resistance standards. These comparisons have been made by carrying the BIPM standards to NMIs. In addition, the CCE identified a set of key comparisons that were initiated at the 1997 meeting and which are due to be completed in time for the meeting of the CCEM in 2000. The breadth of the field of electrical standards, including dc, lowfrequency ac and high-frequency ac, is one that has always required a relatively large number of international comparisons, a fact reflected in the choice of about a dozen dc and low-frequency key comparisons and rather more high-frequency comparisons. The latter are organized by the CCEM Working Group on Radiofrequency Quantities (GT-RF), which has been in existence since 1963. The field of electricity and magnetism is one of great industrial and commercial importance and the work of the CCEM in maintaining an accurate and reliable international network of links between NMIs will continue to be its primary aim. The Committee has established a working group on key comparisons that met in July 1999 in preparation for the meeting of the CCEM in 2000. Let us note that the determination of the Avogadro constant is not the only avenue to a new definition of the kilogram. The CCEM has a working group on electrical methods to monitor the stability of the kilogram, in particular the watt balance which compares an electromagnetic force with a weight.

The Consultative Committee for Thermometry (CCT) met in 1996 and is due to meet again in 2000. At its meeting in 1996, the Committee designated six key comparisons with a view to their completion in time for the next meeting, then foreseen for 1999. In fact, the 1999 meeting has been postponed until 2000 because the key comparisons were not yet ready to be discussed by the CCT in full session. In looking at past comparisons that could be used as the basis for provisional equivalence, it was found that very few comparisons have been made since the mid-1980s when a large amount of work was done in preparation for the adoption of the International Temperature Scale of 1990 (ITS-90). This accounts for the relatively heavy load of comparisons now under way. The CCT is also working on an extension to lower temperatures of the ITS-90. It is planned to extend the present lower limit of 0.6 K to a few millikelvins using the melting pressure of helium as thermometric parameter. Draft Resolution I (see page 360) refers to this. A joint working group of the CCT and the Consultative

Committee for Photometry and Radiometry (CCPR) is comparing methods of determining high temperatures based on the alternative techniques of radiation thermometry as defined in the ITS-90 and of absolute spectral radiometry based on recently developed radiometric methods using a cryogenic radiometer as reference. Also under the auspices of the CCT, a working group on humidity standards was created in 1994 and has begun to carry out some pilot comparisons in preparation for designating key comparisons in this important field.

The CCPR met in 1997 and 1999. At the 1997 meeting a set of six key comparisons was chosen and initiated. At the 1999 meeting three of these were presented as completed and the results approved by the Committee. These are now ready to be included in Appendix B of the MRA and in the KCDB. The analysis of the results of most of the CCPR key comparisons is particularly complex, as most of the measurements resulting from these comparisons are spectral data that cover a wide range of wavelengths. Since it is not easy to find a simple way to express the degrees of equivalence, the Committee has chosen to include the data individually for each wavelength. It is for the user to choose the wavelength or range of wavelengths that are of importance for a particular application. The almost universal adoption of the cryogenic radiometer by NMIs as their reference has led to a significant improvement in accuracy and consistency of national radiometric scales. One area that still needs improvement, however, is the ultraviolet (UV) region where comparisons show much larger differences between national scales than elsewhere. In view of the importance of UV measurements for human health and safety and for certain environmental measurements, the CCPR has identified the UV as a priority area for future work.

The CCEMRI, now the CCRI, met in 1996, 1997 and 1999. The CCRI continues to work through its three Sections: Section I on photon dosimetry, Section II on radionuclides and Section III on neutron dosimetry. International comparisons have always played a large part in the activities of the CCRI and continue to do so now as key comparisons. A notable development in recent years has been the extension of the need for dosimetry comparisons to higher energies as hospitals increasingly use accelerators to provide therapeutic photon beams. To meet this need without equipping the BIPM with an accelerator, which is not a feasible proposition, the CCRI has devised a method using a set of ionization chambers that operate at both low and high energies. Comparisons using the first of these new chambers are now under way. The CCRI decided that international equivalence in radionuclide measurements can be demonstrated through the results of the International Reference System for radionuclides (SIR), which has been operated by the BIPM since 1975. The SIR has recently been extended to include β-emitters using the method of liquid scintillation counting.

The Consultative Committee for Amount of Substance (CCQM) has met annually since it was created in 1993 and has very rapidly made an impact on the vast subject of metrology in chemistry. There is now no doubt that the community of analytical chemistry, at one time wholly unconcerned by the need to link measurements to the SI, is now fully aware of the problem and is beginning to take note of the work of the CCQM and of other international initiatives linked to it. The range of work now being carried out under the auspices of the CCQM is increasing at a rapid rate. At its 1999 meeting the Committee identified some sixteen potential key comparisons, of which nine are in progress. The results of three key comparisons presented and approved by the Committee at its 1999 meeting should very soon be ready to be entered into Appendix B of the MRA and the KCDB. I draw your attention to Draft Resolution J (see page 362) which deals with metrology in chemistry. As an extension to the work on analytical chemistry, it is now clear that metrology in the closely related field of biotechnology will soon become important and this is addressed in Draft Resolution K (see page 363).

The new CCAUV met for the first time in 1999, following a preparatory meeting of an *ad hoc* group in 1998. In 1998 the CIPM decided to create this new Consultative Committee after considering the report of its *ad hoc* working group and the requests from a number of NMIs that concerted international action was needed in the field of acoustics, ultrasound and vibration. The working group itself identified a number of international comparisons, provisionally identified as key comparisons, and initiated some of them. The new Consultative Committee includes experts not only from NMIs but also from the ISO and International Electrotechnical Commission (IEC), two organizations that have in the past been active in promoting international coordination in these fields and both of which supported the creation of a Consultative Committee. This extension of the range of work under the auspices of the Consultative Committees follows the recommendation that this should happen in the report on long-term needs referred to earlier in my report.

The Consultative Committee for Units (CCU) met twice since the last Conference, in 1996 and 1998, and approved a 7th edition of the SI Brochure, which was published in 1998. Two Draft Resolutions stemming from the work of the CCU are presented, namely Resolution L, on the neper and the bel (see page 364), and Resolution N on a special name for the derived SI unit mole per second, the katal (see page 366). The latter is in response to a request from the International Federation of Clinical Chemistry and Laboratory Medicine (IFCC). The work of the CCU is of critical importance for the SI. Although the main development of the SI took place in the 1960s and 1970s, there remains from time to time the need to modify or update parts of it. The two Draft Resolutions presented to this Conference are examples. The discussions that precede any proposal to change the SI are often complex and subtle. It is becoming increasingly difficult to find highly experienced scientists who are qualified and interested in taking part in these discussions. There is no longer the attraction for younger physicists that was present when the system was being developed, but without younger scientists taking an interest there is a danger that changes to the SI will lack the secure foundation that only experience and deep understanding can give. This will remain a problem for the future and I ask directors of NMIs to encourage some of their brightest young scientists to develop an interest in the subject of units. They should be reminded that a deep understanding of units and physical quantities is an essential guide to clear thinking in physics.

#### 6.2 The CIPM

I come now to the composition of the CIPM. At the meeting of the CIPM that took place at the close of the last Conference in October 1995, a new bureau was elected that included Luigi Crovini as Deputy Secretary. It was understood by all that he would soon take the important post of Secretary of the CIPM. Sadly it was not to be, for a few weeks after the 20th Conference he died at the early age of fifty-eight and the CIPM lost one of its most highly respected members. At the time of his death Luigi Crovini was Director of the Istituto di Metrologia G. Colonnetti (IMGC) in Turin. He was also President of the CCT, in which Committee he had played an important role in the development of the text of the ITS-90. In his memory, his colleagues in the thermometry community put together a special issue of *Metrologia* devoted to thermometry (*Metrologia*, 1996, 33, No. 4).

In October 1996, on the announcement of the resignation of Dieter Kind, who had been President since 1984 and member of the CIPM since 1976, I was elected President, Dr Bill Blevin, Secretary and Dr Katharine Gebbie and Dr Kozo Iizuka, Vice-Presidents. Josef Skákala had resigned as Vice-President in 1995 and from the CIPM in 1996. Both Dieter Kind and Josef Skákala were elected Honorary members of the CIPM. Other resignations from the CIPM since the last General Conference are those of Kai Siegbahn, Jacques Vanier, Yuri Tarbeev, Rafael Steinberg and Peter Clapham. Kai Siegbahn was elected an Honorary member of the CIPM.

To fill these eight vacancies new provisional members were elected by the CIPM, under Article 14 (1875) of the Rules annexed to the Metre Convention, are Prof.-Dr Ernst Göbel, President of the Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB, Braunschweig, Germany), Prof. Sigfrido Leschiutta, President of the Istituto Elettrotecnico Nazionale Gallileo Ferraris (IEN, Turin, Italy), Dr Roy VanKoughnett, Director General of the Institute for National Measurement Standards (INMS) of the National Research Council of Canada (NRC, Ottawa, Canada), Dr Lev Issaev, Gosstandart (Moscow, Russian Federation), Dr Hüseyin Ugur, Director of the Ulusal Metroloji Enstitüsü (UME, Gebze-Kocaeli, Turkey), Dr Andrew Wallard, Deputy Director of the National Physical Laboratory (NPL, Teddington, United Kingdom), Dr Chung Myung Sai, Director of the Korea Research Institute of Standards and Science (KRISS, Taejon, Republic of Korea) and

Dr Joaquín Valdés from the Instituto Nacional de Metrología Industrial (INTI, Buenos Aires, Argentina). According to Articles 7 (1875) and 8 (1921) of the Rules annexed to the Metre Convention these provisional elections must be presented to the next General Conference for confirmation, along with another name drawn by ballot to bring the total number of members of the CIPM for election or re-election to nine. These elections will take place under Item 15 of the agenda (see page 316).

The CIPM at its meeting in 1997 considered the criteria for election to the CIPM. The rules in the Metre Convention relating to membership of the CIPM are as follows: membership of the CIPM is treated in Article 8 (1921) of the Rules annexed to the Metre Convention, election to the CIPM in Article 14 (1875) of the Rules, and election of the officers of the CIPM in Article 9 (1921) of the Rules. The role of the General Conference in confirming elections to the CIPM is treated in Article 7 (1875) of the Rules. Rules of procedure for the CIPM are laid out in Articles 11 (1921), 12 (1921) and 13 (1875) of the Rules annexed to the Convention.

In summary, as regards membership, the Convention simply requires that each of the eighteen members be of a different nationality and that on the death or resignation of a member the vacancy be filled by an election carried out by correspondence among the remaining members and confirmed by a vote at the next General Conference.

In 1983 the 17th CGPM accepted the report of the working group established by the 16th CGPM in 1979 to examine proposals for changing the Metre Convention. One of these proposals was to increase the number of seats on the CIPM to equal that of the number of Member States of the Convention, and for members to be the delegates of their governments. The CGPM working group recommended that no change should be made in the constitution of the CIPM either in respect of the number of seats or in the independence of the members, who remain individual members and not delegates of their governments. It did recommend, however, that at the time of election the CIPM take steps to ensure that the candidate, if elected, would be acceptable to his or her government. A copy of the report of the CGPM working group is available at the BIPM. It was never published in full, but copies were sent to all member governments at the time.

In 1981 the CIPM decided that the curricula vitae of all candidates proposed for election must be presented and discussed at a meeting of the CIPM before any particular candidate is proposed for election. In the past, such discussions occasionally took place by correspondence.

The principles currently followed by the bureau and the CIPM in making elections are the following:

 Persons proposed for election are always of a high standing in their country and have experience qualifying them to take part in the work of the CIPM.

- One member of the CIPM is always of French nationality. This recognizes
  the role of France as the originator of the metric system and depository of
  the Metre Convention.
- One member comes from each State paying the maximum contribution.
- One member is generally expected to come from each State paying a contribution of 2 % or above.
- Efforts are made to maintain a reasonable balance between regions and also to ensure the presence of a small number of members from those States paying the minimum contribution.
- Candidates from Member States three or more years in arrears with their payments to the BIPM are not considered for election.

The CIPM expressed the view that the present composition of the CIPM is in accord with the principles laid out above. These principles are publicly available on the BIPM website and the CIPM encourages potential candidates to make themselves known to one of the CIPM members whose addresses are available on the same site.

Since 1980, there has been a rapid change in membership. None of the present members was on the CIPM in 1980, two (the President and Secretary) were members in 1985, three (including K. Iizuka, Vice-President) were members in 1990, four were members in 1992, seven in 1993 and, as we have seen, ten in 1995 at the time of the last General Conference. Thus nearly half of the membership has changed since 1995 and practically all since 1990. It is the opinion of the CIPM that the length of time individual members remain on the CIPM is becoming too short and it will soon become difficult to find Presidents of Consultative Committees who are present for more than two meetings of their Committee, a state of affairs that is not desirable for the efficient running of the Consultative Committees. If this tendency for short-term membership continues it will become difficult to find members who can serve on the bureau of the CIPM for long enough to develop a consistent policy, a situation that could lead to serious difficulties.

Before coming to the activities of the BIPM, I must mention an important event that will occur four years from now. As the present Director, Dr T.J. Quinn, will then reach his retirement age, the CIPM decided to initiate a call for candidates and defined a selection procedure in such a way that the selected candidate could get acquainted with the work during at least one year, preferably two, before taking over as Director. The vacancy notice was finalized by the CIPM and is being distributed during this meeting of the General Conference.

#### 6.3 The BIPM

At each General Conference, Member States are required to examine the work of the BIPM and proposals for the programme to be carried out in the next four-year period, then to approve a corresponding budget. These are Items 12 and 13 of the agenda. A very full discussion on the work and prospects for development of the BIPM is given in the report on long-term needs already referred to frequently in my report. Here I give a brief summary of the work carried out in the laboratories of the BIPM since the last General Conference, i.e. covering the period October 1995 to September 1999. I remind you that each year the Director prepares for the CIPM a report on the progress achieved which is published in the report of the meeting of the CIPM and sent to Member States. In addition, a formal annual report is sent to the governments of Member States in the March of each year, giving full details of the financial and administrative operation of the BIPM for the previous year. The financial accounts of the BIPM are audited and the report of the auditor is presented to the annual meeting of the CIPM. According to Article 3 (1875) of the Metre Convention, the BIPM operates exclusively under the direction and supervision of the CIPM which is itself under the authority of the General Conference made up of delegates of Governments of the Member States. The CIPM takes great care that Member States are fully informed of all of its decisions related to the BIPM and of all the work performed by the BIPM.

Since 1995, the work of the BIPM has been strongly influenced by the implementation of the key comparisons identified by the Consultative Committees. This has included direct participation in some of them, acting as pilot institute in others, and for those within which it is not directly engaged, the BIPM provides a central secretariat as required. Each of the Consultative Committees has an Executive Secretary, the head of one of the scientific sections of the BIPM. I draw your attention once again to the BIPM website (www.bipm.org), which includes a full description of the activities carried out under the Metre Convention including the CGPM, the CIPM, the Consultative Committees and the BIPM as well as the complete text of the SI Brochure and access to the recent issues of Metrologia. An easy way is provided of purchasing by credit card all of the BIPM publications and a selected set of publications of the ISO and the International Union of Pure and Applied Chemistry (IUPAC) concerned with quantities and units. In addition to the formal publications of the BIPM, since 1998 occasional newsletters containing up-to-date information on the work of each of the scientific sections and a general newsletter on the activities of the BIPM and the CIPM have been prepared. Examples of the BIPM publications are available for delegates at this Conference and I encourage you to take copies.

Publications of wide general importance to which the BIPM has in the past made significant contributions are the *Guide to the Expression of Uncertainty in Measurement* (GUM) and the *International Vocabulary of*  Basic and General Terms in Metrology (VIM). Both of these were published by the ISO on behalf of the seven international organizations responsible for the text, namely the BIPM, IEC, IFCC, ISO, IUPAC, the International Union of Pure and Applied Physics (IUPAP) and the OIML. At the time, the work was carried out by the ISO/TAG 4. By common agreement among the seven organizations it was decided that an independent common working group formed by the seven organizations would provide a better forum for future revisions of both of these documents and, if necessary, for the preparation of others. In 1997, therefore, a new Joint Committee for Guides in Metrology (JCGM) was created. At the first meeting of the JCGM two working groups were set up: one for the revision of the GUM and the other for the revision of the VIM. Work is now under way in these two working groups. The first chairman of the JCGM is the Director of the BIPM. Another important activity of the BIPM is that of editing and publishing Metrologia, the international journal on scientific metrology. During the years 1995-1998, 4 volumes (about 2500 pages) were published, including refereed papers and results of international comparisons.

The scientific work of the BIPM falls into three categories, each one essential. These are: (a) calibrations for NMIs of Member States; (b) international comparisons, now key comparisons; and (c) research that maintains the professional scientific competence without which (a) and (b) would not be possible. It is of course these scientific activities that make the staff of the BIPM competent also to carry out their scientific secretarial activities for the Consultative Committees of the CIPM. The challenge for the Director and senior scientific staff of the BIPM is to identify those areas of research that can be carried out with the limited resources available. It is notable that over the past twenty years the type of research necessary for activities (a) and (b) has changed significantly. Metrology is now much closer to the frontiers of science than it used to be. This means that research in metrology is itself at the leading edge of science and therefore requires an appropriately qualified staff. In 1978, 17 % of the staff had a Ph.D. or equivalent, whereas in 1999 this proportion has risen to 34 %. The total number of permanent staff at the BIPM has fallen from 65 on 1 January 1995 to 62 on 1 January 1999. I refer you to the document "Programme of work and budget of the BIPM for the four years 2001 to 2004" (Appendix B, see pages 371-393) for more details of staff numbers and their evolution over the years. The present reduction has been made to face up to the need to develop the BIPM's scientific work while maintaining an essentially constant budget in real terms. Small changes in emphasis have therefore been made and advantage has been taken of the relatively large number of retirements that have taken place in the past few years. Since 1 January 1996 there have been fifteen retirements (nearly a quarter of the total staff), of which eight took place in 1998. This has allowed a considerable renewal of the staff and excellent young candidates have been found. Among the twenty-nine professional scientific staff there are eleven different nationalities from all over the world. The programme presented under Item 12 is thus a balanced one that takes account of the needs expressed by the NMIs, the staff expertise, and the institute facilities and financial resources available. In 1998, the CIPM, following another of the recommendations in its report on long-term needs, decided to establish a small programme of work at the BIPM in metrology in chemistry. After discussions at meetings of the CCQM and wide consultations among expert laboratories, the Director proposed a programme of metrology in the analysis of gas mixtures. The programme of metrology in chemistry will require the recruitment of up to four specialized staff, which will bring the total number of permanent staff back to what it was in 1995. It is planned to begin this programme in 2000 after the refurbishment of part of the ionizing radiation building which will be made available by the removal of parts of the mechanical workshop to a new building that is now under construction.

In 1983 the CIPM proposed to the General Conference a long-term plan for the provision of new buildings at the BIPM. Included were a laboratory building for the laser work, completed in 1984, a building for a library and offices, completed in 1988 and, finally, a building for the mechanical workshop. This final stage of the programme is now under way and will house some offices and meeting rooms as well as the mechanical workshop. It is due to be completed in the year 2001 and will at last give the BIPM upto-date facilities for the workshop. Until now workshop facilities have been a continuing source of worry to the CIPM because of their inadequacy and failure to meet modern standards of safety. It has also been possible to plan for the installation of a small laboratory for measurements in chemistry in space to be made available by the move of the workshop to the new building. On this occasion, I want to thank publicly the Embassies of several Member States, and the French Ministry of Foreign Affairs for the help they have given the BIPM in finalizing the project and arriving at a design satisfactory to all parties concerned.

#### Work of the BIPM

My next and final item is the report on the activities carried out in the laboratories of the BIPM during the four years from October 1995 to September 1999, a very active and successful period.

#### Length

1995/1996: Two stabilized argon lasers, one using the frequency-modulated-sideband and the other the third-harmonic technique, were compared. The measured frequency difference was less than the measurement uncertainty. This was an important result since it indicated that no frequency changes are introduced when the laser stabilization technique is changed. The first tests

on radiation from a frequency-modulated doubled Nd:YAG laser at  $\lambda \approx 532$  nm confirmed its potential as a future recommended radiation, justifying the priority put on its development this year. The modulation transfer technique has been tried with success on He-Ne lasers at  $\lambda \approx 543$  nm; these lasers will also be compared with others at  $\lambda \approx 543$  nm stabilized using the usual third-harmonic technique. Collaboration continued with the École Normale Supérieure (ENS), the Institut National de Métrologie of the Bureau National de Métrologie (BNM-INM) and the Laboratoire Primaire du Temps et des Fréquences of the BNM (BNM-LPTF), France: an absolute frequency determination of the 5S-5D twophoton transition in rubidium at  $\lambda \approx 778$  nm was carried out in January 1996 with a combined uncertainty of 2 kHz (5 parts in 10<sup>12</sup>). The priority given to the frequency-doubled YAG lasers has led the BIPM to reduce its activity on CO<sub>2</sub> lasers at  $\lambda \approx 10.6 \,\mu\text{m}$ . Using the BIPM FG5 absolute gravimeter, measurements were made at the various stations used during international comparisons of absolute gravimeters and the results were more consistent than those obtained using relative gravimeters at the time of the last international comparison.

1996/1997: Two important grouped laser comparisons at  $\lambda \approx 633$  nm were completed. One with the laboratories of the North American Metrology Cooperation (NORAMET) took place at the Centro Nacional de Metrología (CENAM) in Mexico and involved lasers from the CENAM (Mexico), the National Institute of Standards and Technology (NIST), the Joint Institute of Laboratory Astrophysics (JILA, United States) and the NRC (Canada). The other took place at the National Institute of Metrology (NIM, China) and involved the KRISS (Rep. of Korea), the NIM, the National Research Laboratory of Metrology (NRLM, Japan) and the Standards and Calibration Laboratory (SCL, Hong Kong). These two comparisons completed a series extending over the past four years that links some forty laboratories from all the regional metrology organizations active in this field: the Asia-Pacific Metrology Programme (APMP), the Cooperation in Metrology among the Central European Countries (COOMET), the European Collaboration in Measurement Standards (EUROMET), and the NORAMET. All of these comparisons were made by reference to the BIPM lasers and most of them by taking our lasers to national laboratories where grouped comparisons took place. Development of new laser systems continued, particular effort being given in this year to the frequency-doubled Nd:YAG laser at  $\lambda \approx 532$  nm.

1997/1998: Increased effort was devoted to the development of the frequency-doubled Nd:YAG laser stabilized on the iodine transition at  $\lambda \approx 532$  nm, the aim being to produce a portable system that will provide high reproducibility for international comparisons. Developmental work also continued on the compact laser system using a three-mirror cavity for the wavelength  $\lambda \approx 543$  nm. Although interest in comparisons at the traditional wavelength of  $\lambda \approx 633$  nm remained high, no large-scale comparisons were carried out in this year. Instead, a series of bilateral comparisons took place

in which emphasis was placed on maintaining the high performance of the BIPM reference lasers. Following further investigations at the BIPM on iodine-stabilized extended-cavity diode lasers at  $\lambda \approx 633$  nm, an international comparison of such lasers from five national laboratories was planned towards the beginning of 1999. As a result of the decision to transfer the scientist engaged in this work to the Electricity section, the programme on diode lasers was much reduced by the end of 1998. The research on infrared lasers at wavelength  $\lambda \approx 3.39 \,\mu m$  continued following the purchase and delivery in July 1998 of a laser from the Lebedev Institute (Russian Federation), with preparations in hand for comparisons of frequency chains of the PTB (Germany) and the JILA (United States). The small activity in nanometrology continued with the development of a laser interferometer diffractometer using a three-wavelength method. This interferometer was designed to measure short periodic line scales having line spacings of some 270 nm. In November 1997, the fifth international comparison of absolute gravimeters took place at the BIPM involving fifteen absolute and fourteen relative gravimeters. The evaluation of the results was started.

1998/1999: International comparisons mainly concerned lasers working at the recommended wavelengths of  $\lambda \approx 3.39 \ \mu m$  and  $\lambda \approx 633 \ nm$ . The 3.39  $\mu m$ BIPM laser built by the Lebedev Institute was compared at the JILA with another laser from the Lebedev Institute. With this laser the BIPM took part in a series of comparisons whose goals were the absolute frequency calibration of (He-Ne)/CH<sub>4</sub> transportable systems, mainly lasers built by the Lebedev Institute, and the comparison of the PTB and BNM-LPTF frequency chains. The first comparison of iodine-stabilized extended diode lasers at  $\lambda \approx 633$  nm, announced the previous year, was carried out in January 1999; eight national laboratories took part, and the frequency stability was found to be better than that usually obtained with He-Ne lasers stabilized on very strong iodine transitions. Beat-frequency measurements between our two commercial infrared YAG lasers vielded a frequency stability, expressed as an Allan standard deviation, of  $2 \times 10^{-13}$  for a 100 ms sampling time, although some concern was caused by the detection of lowfrequency instabilities in the IR lasers themselves. Work at this wavelength was held up because the two YAG lasers developed faults that the manufacturer was unable to resolve. In the field of nanometrology, a preliminary international comparison of fine line scales was started between the Office Fédéral de Métrologie (OFMET, Switzerland), the PTB and the BIPM. Following the cessation of work at the BIPM in the field of line scales and end gauges, we were pleased to donate the two principal instruments used for many years, namely, the photoelectric and interference SIP comparator and the Tsugami interferometer, to the CENAM (Mexico) and the National Institute of Standards (NIS, Egypt), respectively. A great deal of time was spent in the final preparation for publication of the 1997 mise en pratique of the definition of the metre. This work was carried out in collaboration with the CCL working group set up just for this purpose. The

final text including appendices has appeared in the CCDM report (1997) and in *Metrologia* (1999, **36**, 211-244).

#### Mass

1995/1996: The international comparison of 1 kg stainless-steel standards initiated by the CCM continued, the BIPM acting as pilot laboratory. Fifteen laboratories took part in the comparison. The stability of the transfer standards appeared to have been adequate during the first year of the comparison. In parallel with this work, the Mass section continued an extensive search for possible biases due to the balance used. The continuing studies of anelasticity in metals were focused on torsion strips. A special property of torsion strips that may prove exploitable in measurements of the gravitational constant was rediscovered. This property is absent from torsion fibres, conventionnally used to measure this constant. A prototype apparatus to test the applicability of this property was constructed and showed promising results.

1996/1997: The international comparisons of 1 kg standards in stainless steel were almost completed. The new flexure-strip balance underwent commissioning tests; although sub-microgram repeatability had already been achieved, a few simple modifications were expected to improve this performance. The expertise developed in the study of Cu-Be strips under tension was exploited in the construction of a novel torsion balance to determine the Newtonian gravitational constant, *G.* A new hydrostatic apparatus for measuring densities was designed and its construction begun.

1997/1998: The final round of the international comparison of 1 kg standards in stainless steel was completed. A draft report was sent to participants. The 1 kg prototype standards of the BIPM were recalibrated with respect to prototype No. 25. This exercise is carried out at intervals of about five years and serves to monitor the change in mass of those prototypes that, for the sake of stability, are not cleaned. The flexure strip balance known as FB-2 was fully commissioned. The mean standard deviation of one day's measurements was about  $0.03 \, \mu g$ . The observed day-to-day variations in mass between two standards was about  $0.1 \, \mu g$ . It was not clear whether these variations, which are extremely small, represented variations in the masses themselves or imperfections of the balance. The prototype torsion balance designed to measure G was servo-controlled, as a result of which noise sources could be explored in a more detailed way. Based on this work, an improved model was designed and its construction started.

1998/1999: The Draft B report of the key comparisons of 1 kg standards in stainless steel was approved by the participants and a summary was presented to the CCM in May of 1999. The CCM called for preparations to begin for a repeat comparison, again piloted by the BIPM. A new 1 kg balance was acquired for use in maintenance and dissemination of the unit of

mass. Our research balance, FB-2, continues to function well and is used for studies of air density and the stability of silicon artefacts. Measurements of *G* improved steadily. In order to cope with a growing workload in the area of basic services in mass and density, the Mass section was strengthened in April 1999 by the transfer of Dr L.F. Vitushkin from the Length section, although a substantial part of his time will continue to be devoted to maintaining the BIPM competence in gravimetry. In addition, a new assistant was recruited and joined the BIPM Mass section in September 1999.

#### Time

1995/1996: The reference time scales TAI and Coordinated Universal Time (UTC) were computed regularly and published in the monthly *Circular T*. Since January 1996, following a decision of the CCDS, TAI and UTC were calculated at intervals of five days, instead of the ten days previously used, to allow more efficient prediction of TAI and UTC for real-time needs. The receipt of data from primary frequency standards of significantly increased accuracy reinforced the need to improve all aspects of the calculation of TAI, from the comparison of clocks to the detailed treatment of the data at the BIPM.

1996/1997: The medium-term stability of TAI, expressed in terms of an Allan standard deviation, was estimated to be  $1.3 \times 10^{-15}$  for averaging times of about forty days and this improvement was largely due to increasing use by national laboratories of the new and much improved HP 5071A caesium clocks. From October 1996 to September 1997, our estimation of TAI accuracy was mainly based on results from two primary frequency standards, PTB CS2 and NIST-7, the primary standard PTB CS3 not yet having proved its reliability. No data were received from the BNM-LPTF caesium fountain after May 1996. An important part of our research activity dealt with time comparison studies using common views of GPS and GLONASS satellites observed with multi-channel receivers.

1997/1998: The medium-term stability of TAI, expressed in terms of an Allan deviation, continued to improve. It was estimated to be  $1.0 \times 10^{-15}$  for averaging times of about forty days. From October 1997, the estimation of TAI accuracy continued to be based mainly on results from seven primary frequency standards: the classic PTB standards CS1, CS2 and CS3, the ultra-accurate caesium fountain LPTF-FO1, and the optically pumped standards CRL-01, NIST-7, and NRLM-4. An important part of the BIPM activity dealt with time comparison studies using simultaneous common-views of GPS and GLONASS satellites, and frequency comparisons based on measurements of the carrier-phase of GPS signals. Additional research work was dedicated to the search for new pulsars and to the extension of the relativistic framework for the realization of coordinate times.

1998/1999: The medium-term stability of TAI, expressed in terms of an Allan deviation, was estimated to be about  $0.6 \times 10^{-15}$  for averaging times of twenty to forty days. The accuracy of TAI is based on six primary frequency standards: the three classic PTB standards CS1, CS2 and CS3, operating continuously, and three optically pumped standards CRL01, NIST-7 and NRLM-4. As a consequence of the increase in the number of primary standards and their improved stability, the scale unit of TAI is estimated to match the SI second to within 5 parts in 10<sup>15</sup> since early 1998. An important part of our research activity deals with studies of time and frequency comparisons using navigation satellite systems such as GPS and GLONASS, with particular emphasis on multi-channel multi-system techniques, and on the use of GPS carrier-phase measurements. Additional research work has been dedicated to space-time reference systems, particularly to the relativistic framework for defining and realizing coordinate times. Other research subjects are pulsars, future clocks in space, and atom interferometry. Following the transfer of Dr C. Thomas in November 1998 to the new post of coordinator of the KCDB, a new head of the Time section, Dr E.F. Arias, has been recruited and is due to take up the post in November 1999.

#### Electricity

1995/1996: Two comparisons of 1 V Josephson voltage standards using the BIPM transportable apparatus took place, at the NIM (China) and the Statens Provningsanstalt (SP, Sweden). The transportable quantum Hall effect (QHE) resistance standard apparatus, including cryostat, magnet and resistance bridge, was taken to the PTB (Germany) where the third on-site comparison of QHE standards was carried out. The results demonstrated agreement between measurements made with the two systems to within a few parts in 10<sup>9</sup> with a combined relative standard uncertainty of about the same value. The transportable Josephson effect and the transportable QHE apparatus were both capable of providing traceability between laboratories with uncertainties reduced by one order of magnitude or more compared with those obtained using conventional travelling standards. An important development was in the programme of bilateral comparisons of electrical standards. For this purpose, an order was placed for 1  $\Omega$  travelling standards made by the National Measurement Laboratory (CSIRO-NML, Australia), and Zener-diode voltage standards, to be sent from the BIPM to participating laboratories for bilateral comparisons. Considerable progress was made in the assembly of an impedance bridge to link the quantized Hall resistance (QHR) to the impedance of the capacitors that will act as the BIPM's reference standards.

1996/1997: An important piece of work this year was the completion of the impedance bridge to link the quantized-Hall resistance to the impedance of standard capacitors. This was tested by comparing the results of accurate PTB determinations of a capacitance ratio, nominally of 10:1, with the

results of measurements made here using the new impedance bridge. This comparison was not completed this year but preliminary results indicated agreement to within a few parts in 10<sup>8</sup>, a very satisfactory outcome. Also this year, we took our equipment to the IEN (Italy) for a comparison of 1 V Josephson standards. Excellent results were obtained, comparable with those obtained in the previous direct comparisons of Josephson standards.

1997/1998: Highlights of this year's activities included a new comparison of 1.018 V Josephson standards at the Centro Español de Metrología (CEM, Spain) and a novel three-way comparison of 10 V Josephson standards at the PTB with the participation also of the SP. A comparison of QHR standards took place at the NPL (United Kingdom). A calibration chain was successfully established between the QHR and a bank of standard capacitors, allowing calibration of 10 pF and 100 pF capacitors with respect to  $R_{K-90}$ with a total relative standard uncertainty of about 4 parts in 10<sup>8</sup>. Studies of the temperature and pressure dependence of Zener-diode-based voltage standards meant that it became possible to correct certain errors of as much as several parts in  $10^7$  in bilateral comparisons and calibrations. The use of BIPM Zener travelling standards was in full operation for bilateral comparisons. Similarly, five  $10 \text{ k}\Omega$  standards and two  $1 \Omega$  standards belonging to the BIPM became available for such comparisons. Following initial studies of six new 1  $\Omega$  resistors obtained from the CSIRO in February 1998, they too became available for bilateral comparisons.

1998/1999: The work this year has been marked by a considerable increase in comparison activity. At the highest level of accuracy, the fifth on-site comparison of QHR standards, carried out with the NIST (United States), was very successful. A preliminary analysis of the data indicates agreement in the measurement of the resistance of a 100  $\Omega$  standard with respect to the OHR of 1.2 parts in 10<sup>9</sup> with a combined standard uncertainly of 2.0 parts in 10<sup>9</sup>. The twenty-second BIPM on-site comparison of Josephson standards was carried out with the Slovenský Metrologický Ústav (SMU, Slovakia) in May 1999. This has been a particularly active year for our programme of bilateral comparisons using Zener-diode travelling standards; a half-dozen of these were carried out, most using BIPM Zeners. Through these comparisons over the past two years we established solid links for dc voltage standards to four regional metrology organizations: the APMP, COOMET, EUROMET and the SIM/NORAMET. Our studies of the QHR at kHz frequencies have confirmed the existence of a small linear frequency dependence, although very recent work carried out here with Dr B. Kibble (invited researcher) indicates that this can be suppressed. Firm progress has been made towards reducing the heating effect that limits the amplitude of ac current in QHR measurements of metrological quality. Studies of the noise and stability of Zener-diode voltage standards and of nanovoltmeters has revealed the presence of correlations as a result of which we have begun to use the Allan variance to describe the measurement scatter. We have applied a number of different methods of time-series analysis to detect and quantify correlations

in a series of measurement results. These methods can be used in a wide range of metrology applications.

#### Radiometry, photometry, thermometry and pressure

1995/1996: Following the decisions of the 1994 meeting of the CCPR, the BIPM was the pilot laboratory for two international comparisons in the fields of radiometry and photometry. One concerned cryogenic radiometers, the other the luminous responsivity of photometers. For the comparison of cryogenic radiometers, which is an indirect comparison, fourteen so-called tunnel trap detectors were constructed at the BIPM. In conjunction with the existing reflection traps, these acted as transfer instruments for the comparison. The BIPM cryogenic radiometer was taken, for the first time, to another laboratory, the PTB (Germany), where a satisfactory comparison was carried out with a cryogenic radiometer from another manufacturer. Work began on a radiometric realization of the candela based on the cryogenic radiometer. In the field of thermometry, the international comparison of water triple-point cells was completed; results were presented to the CCT in September 1996. Although most laboratories appeared to agree to within their standard uncertainties, generally about 0.1 mK, some larger differences were observed and the stability of the cells was not as good as expected. Following a decision of the CCM to begin an international comparison of pressure standards in the atmospheric pressure range, in which the BIPM will participate, the BIPM purchased a ceramic-piston pressure balance for use in the comparison.

1996/1997: Most of the work this year was devoted to the international comparisons approved by the CCPR in 1994. For the BIPM this meant piloting two comparisons, one on the responsivity of cryogenic radiometers by means of trap detectors, scheduled for completion in 1998, and the other on the luminous responsivity of photometers, completed in the summer of 1997. The first direct realization of the candela was achieved at the BIPM: four commercial photometers, modified by fitting them with calibrated apertures purchased from the NPL (United Kingdom), were calibrated as illuminance meters so providing a direct radiometric realization of the candela. Previous representations of photometric units maintained at the BIPM were based on a group of lamps for which the average output was linked to past international comparisons. When the result of the new realization was compared with those obtained during the international comparison of photometers and with the candela maintained on lamps since 1985, the agreement was excellent. This new realization, and future similar ones based on the BIPM cryogenic radiometer, will improve the stability of the candela maintained at the BIPM.

1997/1998: Work continued on the international comparisons initiated by the CCPR for which the BIPM was the pilot laboratory: the comparison of

cryogenic radiometers was completed, and the comparison of the luminous responsivity of photometers neared completion. This year much more effort than in recent years was applied to work related to photometry. This was stimulated in part by the luminous flux comparison but also by new possibilities opened up by the application of cryogenic radiometry. A realization of the candela based on the cryogenic radiometer showed satisfactory agreement with the candela maintained for many years on a set of lamps. Taking advantage of pioneering work at the NIST (United States), and with the help of Dr Y. Ohno, a guest worker from the NIST, an independent realization of the lumen was conducted at the BIPM using an integrating sphere. Results indicated that the reflectance of the surface coating of the integrating sphere was rather low and had a large temperature coefficient. The pressure balance purchased for a key comparison of pressure standards organized by the CCM was submitted to a preliminary characterization using the BIPM primary manobarometer, in collaboration with the NPL. In the area of thermometry the BIPM participated, at the gallium point only, in a key comparison of temperature standards organized by the CCT and piloted by the NIST.

1998/1999: Work has again been focused upon international comparisons, with the completion of a comparison of cryogenic radiometers and two key comparisons in photometry; reference values for the latter were adopted by the CCPR. The BIPM is the pilot laboratory for the key comparison of spectral responsivity in the visible region, preparations for which are under way. A new measurement facility using black-body radiation has been set up and is being characterized along with a system for the measurement of aperture areas. The BIPM also took part in the CCT key comparison of long-stem standard platinum resistance thermometers (SPRTs) and the CCM comparison of medium pressure measurements.

#### Ionizing radiation

1995/1996: The section's work continued to be dominated by international comparisons in x-ray dosimetry,  $\gamma$ -ray dosimetry and radioactivity, and by the need to calibrate secondary standards for countries having no primary standards. In dosimetry, supporting research work was carried out to improve the determination of the correction factor for electron loss and photon scatter in free-air chambers, and so to determine ion recombination coefficients for various ionization chambers. Six comparisons of air kerma were made: one in the soft x-ray beam, two in the <sup>137</sup>Cs beam and three using the <sup>60</sup>Co source. Final measurements were made in Japan for the international comparison of neutron fluence measurements which use Bonner spheres as transfer instruments. This comparison was due to be finished by the end of 1997. In the field of radioactivity measurements, the trial comparison, involving six laboratories, of measurements of <sup>204</sup>Tl was completed and the full-scale comparison planned to begin before the end of 1996. The results of a trial

comparison of measurements of the activity of <sup>192</sup>Ir were analysed. The BIPM participated in an EUROMET comparison of measurements of the activities of <sup>63</sup>Ni and <sup>55</sup>Fe. During the year, nine laboratories sent ampoules for standardization by the SIR. A new study was begun to identify and quantify radionuclides that may contaminate the ampoules used in international comparisons of the activity of radionuclides. With the retirement of J.W. Müller, the long series of studies at the BIPM on counting statistics come to an end with a short note on the determination of prime numbers.

1996/1997: Recent meetings of the three Sections of the CCEMRI emphasized a continuing need to improve the traceability of measurements in ionizing radiation. In the field of x- and  $\gamma$ -ray dosimetry new comparisons, carried out by the BIPM with a number of other laboratories, showed results in close agreement with comparisons made up to fifteen years previously. International comparisons of activity measurements once again showed themselves to be useful in revealing unsuspected problems in the standardization of nuclides for which measurements are relatively easy. The extension of the SIR to  $\beta$ -emitters is expected to be fully operational after completion of the very promising comparison of activity measurements of  $^{90}$ Sr solutions, under way this year.

1997/1998: The national laboratories showed a significant increase in interest in new comparisons of their standards with those of the BIPM in the field of x- and  $\gamma$ -ray dosimetry and in new measurements of equivalent activity using the SIR. Several studies were made at the BIPM to improve measurements of quantities in dosimetry and to extend certain measurements to higher energies. In radioactivity, the calibration of the Ge(Li) detector, including an analysis of the influence of the non-uniformity of the ampoules used in the SIR, led to an accurate determination of the impurity level in ampoules and a consequent increase of coherence in the SIR data.

1998/1999: This has been a busy year for photon dosimetry comparisons. One of the consequences of the forthcoming MRA is that all the NMIs participating in Section I of the CCRI requested a BIPM bilateral comparison. This year eleven comparisons have been completed in air kerma and two in absorbed dose. In addition, twenty-six calibrations have been made for secondary standards laboratories. In the field of photon dosimetry, Monte-Carlo calculations have been carried out for electron-loss and photon-scatter correction factors for free-air chambers operating in the range from 10 kV to 300 kV. Much of the equipment for dosimetry is old and a programme of renewal has begun; in particular a new series of graphite ionization chamber standards has been acquired. We are still awaiting the delivery of a new <sup>60</sup>Co source and the long delay in obtaining approval from the French authorities for the transport of the source to the BIPM has been a considerable inconvenience. In the radionuclide field, the international comparison of activity measurements of <sup>204</sup>Tl has been completed and the

results were presented to the meeting of CCRI Section II in June 1999. The pilot international comparison of activity measurements of  $^{152}$ Eu has started and the ampoules were measured in the SIR before they were dispatched to participants. A significant number of new results have been entered into the SIR this year and a monograph containing the entire set of data registered since the creation of the SIR in 1976 is in the final stages of preparation. These data will be used to provide information on equivalence of national standards in this field for the MRA. Various studies are under way or completed on aspects of the operation of the SIR and its extension to  $\beta$  emitters using liquid-scintillation counting. Among these are the detection of radioactive impurities in ampoules submitted for the SIR and the implementation of the triple-to-double coincidence ratio counting method.

#### Calibrations

In addition to the extensive range of international comparisons and supporting research work outlined above, calibrations are carried out for many of the national metrology institutes of the Member States of the Metre Convention. In 1995/1996 fifty-six Certificates and two Study Notes were issued by the BIPM, followed in 1996/1997 by fifty-seven Certificates and eight Study Notes, in 1997/1998 by fifty-five Certificates and three Study Notes and in 1998/1999 by fifty-seven Certificates and one Study Note.

#### **Publications**

Since October 1995 the following have been published:

20th Conférence Générale des Poids et Mesures (1995), Proceedings, 230 pp.

Comité International des Poids et Mesures, Reports of meetings, T. 63 (84th meeting, 1995), 220 pp.; T. 64 (85th meeting, 1996), 219 pp.; T. 65 (86th meeting, 1997), 354 pp.; T. 66 (87th meeting, 1998), 279 pp.

Annual Report of the BIPM Time Section, Vol. **8** (1995), 156 pp.; Vol. **9** (1996), 162 pp.; Vol. **10** (1997), 143 pp.; Vol. **11** (1998), 141 pp.

Consultative Committee for Electricity, 20th meeting (1995), 76 pp.; 21st meeting (1997), 135 pp.

Consultative Committee for Photometry and Radiometry, 14th meeting (1997), 80 pp.

Consultative Committee for Thermometry, 19th meeting (1996), 104 pp.

Consultative Committee for Units, 12th meeting (1996), 68 pp.; 13th meeting (1998), 59 pp.

Consultative Committee for the Definition of the Second, 13th meeting (1996), 81 pp.

Consultative Committee for the Definition of the Metre, 9th meeting (1997), 163 pp.

Consultative Committee for Mass and Related Quantities, 6th meeting (1996), 47 pp.

Consultative Committee for Amount of Substance, 2nd meeting (1996), 38 pp.; 3rd meeting (1997), 47 pp.; 4th meeting (1998), 87 pp.; 5th meeting (1999), 95 pp.

Consultative Committee for Standards of Ionizing Radiation, 14th meeting (1996), 140 pp.; 15th meeting (1997), 227 pp.

Circular T (monthly), 6 pp.

Le BIPM et la Convention du Mètre, reprint, 1998, 63 pp.

Le Pavillon de Breteuil : bref historique de 1672 à nos jours, reprint, 1998, 19 pp.

The International System of Units (SI), 7th edition, 1998, 152 pp.

National and international needs relating to metrology: International collaborations and the role of the BIPM, 1998, 132 pp.

To these publications must be added 50 BIPM reports and about 180 articles in scientific journals or conference proceedings, and *Metrologia* volumes 33, 34, 35 and 36."

On completion of Prof. Kovalevsky's report, the President of the Conference invited questions and comments from delegates.

Dr Plantenga (the Netherlands) noted that the names of several Consultative Committees had been changed to reflect their broadening areas of work, and expressed concern that increasing pressure was being placed on the Consultative Committees and the BIPM.

Prof. Kovalevsky replied that the problem was recognized and should be borne in mind when restrictions of the BIPM budget were being considered.

Dr Quinn, Director of the BIPM, remarked that the increased activity of the Consultative Committees represented an additional burden on the national metrology institutes, and the greater number of Consultative Committee meetings of course added to the workload of the BIPM. He reported that this year more Consultative Committee meetings than ever before had been held, noting that since January 1999 over five hundred delegates had attended meetings at the BIPM. He reassured Dr Plantenga that he did not foresee a major problem for the BIPM in the future, but said that he would return to this issue during his presentation of the programme of future work of the BIPM (Item 12 of the agenda).

# 7 Report of the CIPM on national and international needs relating to metrology

Dr W.R. Blevin presented the report *National and international needs* relating to metrology: International collaborations and the role of the BIPM. A report prepared by the CIPM for the governments of the Member States of the Convention of the Metre, introduced by Prof. Kovalevsky under Item 6 (see page 224).

This important document has been widely distributed and is available on the BIPM website (www.bipm.org); it is included with this report.

Dr Blevin summarized the broad content as follows.

Numerous issues of concern to national governments continue to increase the demand for international uniformity of measurement and are raising the importance of accreditation and international recognition of measurement and testing services. These issues include: the strong trend towards globalization of world trade; the move to international co-manufacture of goods; the greater technical complexity of most products and services; and the increased concern for health, safety and environmental matters. Recent trade agreements between nations and regions specifically require all signatories to accept the results of measurements and tests performed by any other party. This increased emphasis on the importance to trade of the equivalence of measurement and testing services will have far-reaching effects on national and international measurement systems. This is the background against which future national needs relating to metrology and those for international collaboration are assessed. Aspects of metrology that call for continued, often strengthened, international collaboration include: agreements on the definition and realization of the units of measurement, establishment of national measurement standards of demonstrable international equivalence, laboratory accreditation, legal metrology and documentary standards. It is essential that there be multilateral collaboration in these fields at both global and regional levels.

The report stresses that the programmes undertaken with the authority of the Metre Convention have been of considerable value and concludes that most current programmes need to be continued. There is, however, a widely held view that the BIPM and the Consultative Committees of the CIPM must now do more to help the national metrology institutes of the Member States demonstrate the degree of equivalence of their national measurement standards. This has already been taken up by the CIPM and the BIPM by the introduction of CIPM key comparisons of measurement standards, the

coordination of these with similar comparisons arranged by regional metrology organizations, and the development of the MRA.

The role of the Consultative Committees is to be strengthened considerably, with more active work programmes between meetings. The criteria for membership of the Committees have been reviewed and clarified, and observers will be admitted to meetings so that a larger number of Member States may participate. More specific terms of reference are to be prepared for each Committee, and a member of the BIPM scientific staff has been assigned to each Committee to serve as its Executive Secretary. The areas of metrology covered by some Committees are to be broadened, with the formation of one or more additional Committees, so that collectively they cover the principal fields of metrology in which collaboration between the national metrology institutes is important for the establishment of international equivalence between standards. Extensions to cover the fields of acoustics, ultrasound, vibration, hardness, fluid flow and viscosity have been proposed and have already been taken up by the CIPM, but there are many other fields in which, sooner or later, it will be necessary to establish worldwide equivalence of standards and measurements. The BIPM is uniquely placed to identify such emerging needs and to initiate appropriate international collaboration.

Dr Blevin added that it was vital that the areas of work of the Consultative Committees continue to evolve, and that as some fields were added, others would be given lower priority.

Many global and regional bodies are now concerned with basic or applied aspects of metrology. At the global level, the BIPM has undertaken to collaborate more actively with the ILAC, ISO, OIML, and the IEC: at the regional level it will collaborate with the regional metrology organizations. An initiative already taken by the CIPM is the creation of the JCRB, chaired by the Director of the BIPM.

Strategies have recently been adopted which allow the BIPM to provide some assistance to developing countries with a view to strengthening their national measurement systems, most particularly by raising the profile of measurement as a significant component in economic development. Some of these strategies involve close collaboration with the OIML, the RMOs and the IMEKO.

In its report, the CIPM lays out the role to be undertaken by the BIPM in the early decades of the 21st century. This is accompanied by a list of twenty-one specific decisions concerning the future activities of the BIPM and the Consultative Committees. There is an ongoing need for the BIPM to undertake new programmes from time to time, either in response to new requirements set by the Member States or to take advantage of progress in science and technology. The impact of such new programmes on the BIPM budget depends largely on the balance between the need for new staff and the

resource savings that can be achieved by terminating or curtailing selected current activities, or by improving efficiency. The long-term building programme developed for the BIPM in the early 1980s is nearing completion and no need is foreseen for the construction of new buildings within the next few decades.

The report ends with an examination of the financial commitments required from the Member States of the Metre Convention, including future needs for funding of the BIPM in the light of foreseeable developments in its activities and taking account of economic restraints now imposed by most Member States. This part of the report is taken up under Item 12 of the agenda.

Dr Blevin concluded by saying that the 88th meeting of the CIPM (October 1999) had agreed that the study of long-term needs was important and should continue, and that the present report would be updated in the future.

Questions were then invited from delegates.

Dr Kildal (Norway) opened the discussion by asking whether there had been any developments regarding the proposal to house the ILAC secretariat at the BIPM. Dr Blevin replied that discussions had been held with senior ILAC officers, who had agreed that a close relationship between the BIPM and the ILAC would be beneficial. The ILAC was not yet ready, however, to make a decision concerning the eventual location of its secretariat. Dr Quinn added that discussions had been held with the French Ministry of Foreign Affairs regarding the statutory conditions concerning possible housing of the ILAC secretariat at the BIPM. The CIPM is now awaiting the ILAC's response.

Prof. Bordé suggested that for the time and frequency work it might be interesting for the BIPM to establish relations with space agencies. Prof. Kovalevsky replied that indeed the CIPM was becoming involved with aspects of space science, and drew attention to Recommendation 1 (CI-1999) adopted at the 88th meeting of the CIPM, concerning future global navigation satellite systems and the UTC and TAI time scales. He thanked Prof. Bordé for his comment and promised that the CIPM would study the issue.

Dr Quinn also mentioned his involvement with the Satellite Test of the Equivalence Principle (STEP) project, a proposed investigation in space for a test of the equivalence principle. For some years the BIPM has been studying the fabrication of Pt-Ir masses and the variations in density across them. The present proposal is that masses for the STEP project would probably be fabricated at the PTB (Germany).

On behalf of the CIPM, Dr Blevin then read Draft Resolution A (see page 347) concerning long-term needs relating to metrology. Dr Sutton (New Zealand) expressed concern that "degree of equivalence" was not adequately

defined and suggested that the emphasis should be purely on the establishment of a mutual recognition arrangement. Prof. Kovalevsky said that the bureau of the CIPM would consider modifying the wording, but it was decided that the Resolution did not imply any particular definition of "degree of equivalence". In fact, after further consideration the bureau of the CIPM decided against proposing any changes and Draft Resolution A was subsequently adopted as Resolution 1 (see page 325) with one abstention (New Zealand).

Dr Blevin then proposed a list of twelve Member States to form a working group on the BIPM dotation, whose task would be to meet during the morning of 13 October in order to consider Draft Resolution M (see page 369) and make a recommendation to the Conference. This list was accepted with the addition of Denmark whose delegation indicated that it would also like to participate. The list of members of the working group and a report of their discussions are presented under Item 13.1 (see page 313).

Dr Inglis (Australia) expressed his strong support for the BIPM's proposed programme of work, noting that he considered the proposed level of funding absolutely essential.

# 8 Worldwide traceability of measurement standards

On the invitation of the President, Dr Quinn then proceeded to discuss the traceability of national measurement standards and to present Draft Resolutions B and D (see pages 349 and 354, respectively).

Resolution 2 of the 20th General Conference laid the foundation for an important initiative concerning the worldwide mutual recognition of the national measurement standards maintained by national metrology institutes and the calibration and measurement certificates issued by them. The requirement for worldwide traceability of measurement standards is now universally accepted. The problem faced by NMIs was how to achieve this while avoiding an unmanageable number of bilateral agreements on equivalence of measurement standards. It was clear that within regional groups of cooperating national metrology institutes, multilateral agreements could be envisaged. It was thought that a worldwide scheme could then be set in place through bilateral agreements between regional groups.

At the first meeting of directors of NMIs in February 1997, a proposal was made by the Director of the BIPM that an attempt be made to move directly towards a worldwide agreement rather than a network of regional agreements. This generated much discussion and through subsequent correspondence a broad consensus was reached that such a worldwide agreement should be attempted. After extensive consultation with directors of NMIs and discussion at the meeting of the CIPM in September 1997, a draft agreement was presented to directors at their second meeting in February 1998. Following some further amendments a draft text was initialled by the directors or senior representatives of the NMIs of thirty-nine Member States, with a view to reaching agreement on a final text for signature at a meeting of directors to be held at the time of the 21st General Conference. The draft text initialled by directors was sent to Member States' diplomatic representatives in Paris in May 1998 in order to inform Member Governments officially of this proposal. It was later amended, but only in detail, after further consultation with directors before a final text was prepared in August 1999 for signature in October 1999.

Reference was made in the draft text to the JCRB. The CIPM created this Joint Committee in September 1997 and it held its first meeting in February 1998 under the chairmanship of the Director of the BIPM.

Dr Quinn then presented Draft Resolution B (see page 349), updating the text to include the new word "arrangement" wherever appropriate. Dr Göbel (Germany) expressed his support for the MRA and thanked the Director for his efforts. Dr Sutton (New Zealand) added his thanks, and congratulated the Director on the speed with which the arrangement was being put into place.

There then followed a discussion in which it was made clear by Dr Quinn that the MRA is not a binding agreement and was never intended to be one. He ended by saying that various minor revisions to the text of the MRA had been made over the past year to make this clear. It was then proposed by Dr Sutton that the Draft Resolution be modified to encourage all States, not just the signatories of the MRA, to use the MRA as a means of establishing traceability of their own national measurement standards.

After a minor adjustment of the wording to take account of the New Zealand comments, Draft Resolution B was approved unanimously as Resolution 2 (see page 326).

The MRA was signed in Paris on 14 October 1999 at a meeting of directors of the national metrology institutes of Member States of the Metre Convention. The directors of the national metrology institutes of thirty-eight Member States of the Convention and representatives of two international organizations signed the document. The text of the MRA is included in this volume. The text and list of signatories of the MRA are also available on the BIPM website (www.bipm.org).

Dr Lam (Singapore) suggested that the BIPM should draft a press release on the MRA and urge Member States to follow suit. Dr Quinn replied that such action should be taken by the NMIs rather than by the BIPM.

Dr Quinn also presented Draft Resolution D (see page 354), concerning the need to use SI units. This resolution was adopted unanimously, without changes, as Resolution 4 (see page 328).

# 9 Admission of Associates of the General Conference

Prof. Kovalevsky then turned to the proposal to admit Associates of the General Conference. He reported that the development of the MRA had highlighted the need to find a way to link to the SI the metrological activities of a much larger number of States than are at present Member States of the Metre Convention. World trade increasingly demands that measurements in all trading nations of the world be traceable to the SI, but there are many smaller or less affluent States that would find it difficult to pay even the minimum annual subscription necessary to be a Member State of the Metre Convention (0.5 % of the BIPM dotation). Since the exclusion of countries could be considered to constitute a technical barrier to trade, the CIPM holds the view that the General Conference should take responsibility for providing a mechanism to establish links to the SI from the measurement systems of all States and Economies, including those that are not Member States of the Metre Convention. Participation in the MRA through the RMOs appears to be a way of doing this. Some formal link to the BIPM is, however, necessary and some financial contribution must be made to cover the costs. The Metre Convention has no provision for a category of "Associate" but, inspired by the OIML Convention, the CIPM proposes that the 21st General Conference create a category of Associates of the General Conference, aimed particularly at smaller states who might be unable to pay a full contribution to the Metre Convention. This proposal, which is supported by the French Government as depository of the Metre Convention, is embodied in Draft Resolution C (see page 351).

Prof. Kovalevsky reminded delegates that the aim of the MRA was to establish international equivalence of measurements and traceability of measurements to the SI, indications of which will be demonstrated to the world via the KCDB. Access to the database will be unrestricted, but as

things stand now only signatories of the Metre Convention will have the right to take part in the key comparisons and have their calibration and measurement capabilities included therein.

Associate status would give States and Economies the right to take part in the General Conference as non-voting observers, to participate in the MRA, and to have their results included in the KCDB. They would not, however, benefit from the other advantages of membership of the Metre Convention. For example, Associates of the General Conference and their national metrology institutes would not benefit from:

- provision by the BIPM of standards, including Pt-Ir kilograms;
- free calibrations by the BIPM of a range of national measurement standards;
- participation in CIPM and BIPM comparisons;
- active participation in Consultative Committees and at General Conferences;
- the possibility for a national to be elected to the CIPM;
- attendance at meetings of directors of national metrology institutes.

He added that at its 88th meeting (1999) the CIPM had decided that Member States in arrears with their contributions must repay their debts to their fellow Member States before they can apply for Associate status.

Prof. Kovalevsky then presented Draft Resolution C (see page 351) for discussion. He accepted the suggestion by Dr Carneiro (Denmark) that "worldwide measurement system" should be replaced by "worldwide measurement infrastructure".

Dr Castelazo (Mexico) raised the issue of a Member State in arrears with its contributions and unable to repay its debts immediately. Would such a State be excluded from General Conferences? Prof. Kovalevsky affirmed this was the case and added that the CIPM had carefully considered this issue and concluded that the debts, which are debts to all Member States, could not simply be written off by the CIPM. Instead, as agreed by the CIPM in 1998, arrangements were being sought with the debtor States to repay the debts in instalments, over a number of years. The decision to exclude a Member State from a General Conference must be presented to the State in question at least six months before the Conference.

Dr Sutton (New Zealand) queried the proposal to include international scientific unions and other international organizations as Associate organizations. Prof. Kovalevsky explained that this would put technical cooperations with other international organizations on an official footing, thus helping to improve the efficiency of contacts. Dr Quinn stressed the importance of close contacts, particularly with organizations such as the IFCC and IUPAC although he recognized the difficulties that might arise in selecting appropriate international organizations. Dr Brown (United States) asked whether there were any restrictions concerning which international organizations and unions could become Associates. Prof. Kovalevsky replied

that the bureau of the CIPM will reconsider the inclusion of international organizations in the light of this discussion.

Mr Érard (France) noted that the Institute for Reference Materials and Measurements (IRMM) undertakes calibrations and asked whether, if it wishes to participate in the MRA, it should also sign the agreement. Prof. Kovalevsky replied that the IRMM was already a member of a Consultative Committee, and Dr Quinn stressed the distinction between Associates of the General Conference and signatories of the MRA. Associates of the General Conference will be able to sign the MRA. The IRMM and the International Agency for Atomic Energy (IAEA) have been invited to sign the MRA as international organizations.

Mr Faber expressed his congratulations to the CIPM on behalf of all Member States of the OIML. Prof. Kovalevsky replied that in the next item of the agenda he would be discussing the special relation between the CIPM and the OIML, and said that Mr Faber's presence at the meeting demonstrates that the OIML is already invited to the General Conference!

After minor rewording to remove the possibility of international organizations becoming Associates, Draft Resolution C was adopted as Resolution 3 (see page 327), with one abstention (Spain).

# 10 Relations with the Organisation Internationale de Métrologie Légale

Prof. Kovalevsky made the following declaration.

"I remind you that Resolution 10 (1995) of the 20th General Conference invited the President of the CIPM together with the President of the Comité International de Métrologie Légale (CIML) to appoint a joint working group to identify ways of achieving increased cooperation and effectiveness in the achievement of their objectives and the use of their resources, including, but not limited to, the possibility of merging the two organizations. The same Resolution also invited the CIPM, having received the report of its President, to advise Member States of the Metre Convention of the outcome of the discussions and of its opinion as to whether further action should be taken.

Three meetings were accordingly organized between the bureaus of the CIML and the CIPM, in 1996, 1997 and 1998. At the first meeting, it was

decided that the ILAC would be invited to participate, in as much as traceability problems are at the core of the relationships between the Metre Convention and the OIML, so that a close cooperation between these three organizations would be profitable for society as a whole.

Before presenting the results and the present status of the relationship between these two organizations, it seems appropriate to outline how both parties have moved towards a closer relationship, in accordance with the wishes of the General Conference.

First of all there was a communication from the French Ministry of Foreign Affairs informing Dr Quinn and myself "that the French Government would be favourably disposed to a modification of the Metre Convention to allow incorporation of those activities currently covered by the OIML". In the same document we find the following sentence: "The position taken by the French Ministry of Foreign Affairs is that the question is worth posing and that, after having considered the situation, the Ministry would back up what would in effect be the taking over of the OIML by the Metre Convention".

Bearing in mind this proposal, the CIPM concluded that in principle there were three routes to a single intergovernmental metrology organization: (1) create a new intergovernmental convention; (2) maintain, but modify, one of the two conventions; (3) maintain, unmodified, one of the two conventions.

The CIPM, after deliberation, concluded that only the last two options were viable, because of the huge political difficulties which would be involved in the creation and signature of a new convention. It agreed on the third one but did not completely rule out the second one. Moreover, should one of these two solutions be adopted, the CIPM proposed to create under its auspices a Committee for Legal Metrology, comprising the representatives of the States or institutions now full members of the OIML or members of the Metre Convention. This Committee would be responsible to the CIPM.

Having been informed of this response of the CIPM, the Ministry of Foreign Affairs at the 20th General Conference gave a more qualified statement than it had at first: "The French Government would view favourably a closer relationship between both organizations created by these conventions in view of a possible merging according to means yet to be fixed".

I remind delegates that, in French, "éventuel" does not mean, as it does in English, a final well-defined objective, but instead "possible, contingent, liable to happen".

One can see that the idea of bringing together both organizations had evolved since the original proposal, and it is in this light that the 20th General Conference voted for Resolution 10 (1995) as mentioned above. At its 30th meeting, the CIML adopted a similar resolution.

The OIML's point of view differed from that of the CIPM, however, in that it did not consider it possible to merge both organizations without modifying the Metre Convention. Meanwhile the CIPM, on further consideration, moved away from the above-mentioned second solution owing to increasing fears about diplomatic difficulties and time-consuming delays relating to signature of even a modification of the Convention, with the additional risk that diplomats would modify what the metrologists would like to see included; the CIPM further noted that the expected increase in efficiency or reduction in cost would not justify the effort involved. This all being contradictory to the position of the OIML, the idea of a merger was at least provisionally abandoned.

It is nevertheless true that the third proposal of the CIPM, that of the creation of a Committee for Legal Metrology within the Metre Convention, remains valid, and we remain ready to discuss the specifics. It is indeed a difficult problem because Member States of the OIML do not necessarily want to assume the cost of membership of the Metre Convention if they do not think the related advantages are useful to them. One can think of solutions, however, made possible by the flexibility of the Metre Convention and the scope left to the CIPM to interpret it. As with the creation of Associates of the General Conference, for example, we could also envisage Associates to the Committee for Legal Metrology, which would not involve many countries: seventeen members of the OIML are not members of the Metre Convention and nine members of the Metre Convention are not members of the OIML. The invitation to install the Committee for Legal Metrology at the BIPM remains valid. The door is thus not closed forever and the file could be reopened in a few years' time.

These discrepancies have not prevented the OIML and the CIPM from moving closer together by means of common actions. The OIML and the Metre Convention worked together with other institutions to write the VIM prepared jointly with the GUM. The JCGM, mentioned in the report of the President, is currently revising these works in a combined effort led by the OIML and the BIPM. Another very successful joint effort concerns our relations with developing countries. In collaboration also with IMEKO, a major symposium on the role of metrology in economic and social development was organized in Braunschweig in June 1998. Seventy-nine countries and seventeen international or regional organizations attended. On this occasion Cameroon, a Member State of the Metre Convention that ceased many years ago to participate in our activities, resumed contact with the BIPM and reintegrated itself into the Metre Convention.

Returning to the subject of cooperation with the OIML, a number of points have been evoked but not yet followed up. I feel that the perspectives resulting from the extension of the domains covered by the CIPM as well as the implementation of the MRA open new areas where collaboration between the OIML and the CIPM would be fruitful. Through its TC10/SC5

group the OIML participates in the CCM Working Group on Hardness. The growing interest of the CIPM in the measurement of gas and liquid flow should be of considerable interest to the OIML, because of the importance in the legal field of trade in fluids (petrol, domestic gas, etc.). There will be other examples, even though the CIPM policy is not to take the initiative in fields already covered adequately by other bodies.

As regards the MRA, which will ensure the equivalence of standards and measurement certificates of the signatory institutes, the consequences for export and import controls are obvious, as are they also for the technical coherence of national rules.

In conclusion, in reply to Resolution 10 (1995) of the 20th General Conference, the CIPM informs Member States of the Metre Convention that it has launched actions with a view to improving collaborations with the OIML, that the prospects are good for the future, but that for the time being there is no reason to pursue further the possible merging of the two bodies."

Following the declaration of Prof. Kovalevsky, Mr Faber stated that he hoped the CIPM and the OIML would continue to investigate possible future joint actions. Dr Imai (Japan) added that the APMP welcomed the discussions between the OIML, the ILAC and the CIPM.

# 11 Reports of Presidents of Consultative Committees

# 11.1 The Consultative Committee for Length

Dr Chung Myung Sai, President of the Consultative Committee for Length (the Comité Consultatif des Longueurs, CCL), previously the CCDM (the Comité Consultatif pour la Définition du Mètre), presented his report on the work of the Committee, together with Draft Resolutions E, on the revised *mise en pratique* of the definition of the metre (see page 355), and F, on requirements for dimensional metrology (see page 356).

The CCL held its 9th meeting at the BIPM on 16, 17 and 18 September 1997.

Although the BIPM and the NMIs have held various comparisons to maintain traceability, world trade and accreditation agreements now demand a much larger scope of formal, documented evidence of equivalence of national measurement standards, and in particular, the equivalence of routine calibration services. The CCL recognized such new demands to establish key comparisons that will provide the technical basis for the MRA. The key comparisons, which test a laboratory's ability in length measurements, should not just be a test of a primary standard, but should also test the work in general to support mutual recognition of calibration certificates. For the optimal selection and execution of the comparisons the following criteria have been established by the CCL Working Group on Dimensional Metrology (WGDM):

- A key comparison should challenge a key technique in that area, be important to the community of NMIs, provide an optimal link to regional comparisons, satisfy accreditation needs, and be repeated at selected intervals.
- (2) Artefacts used in a key comparison should exhibit availability (and be replaceable if damaged), good performance in previous comparisons, industrial relevance, demonstrated stability, and be a challenge to measure.
- (3) Participating laboratories should provide this measurement (now or in the future) as a calibration service, have measurement uncertainties below a certain level, not get their traceability elsewhere for components of the measurement which make a major contribution to the uncertainty of the measurement, and be willing to participate in the regional comparison.

Applying these criteria, the WGDM has identified six key comparisons in dimensional metrology, which are planned to start before or in 2000. The key comparisons, pilot laboratories and proposed start dates are the following:

- CCL-K1: gauge blocks, OFMET (Switzerland), March 1998;
- CCL-K2: long gauge blocks, NPL (United Kingdom), September 1999;
- CCL-K3: optical polygons, Council for Scientific and Industrial Research (CSIR, South Africa), July 1998;
- CCL-K4: cylindrical diameter standards, NIST (United States), September 1998;
- CCL-K5: CMM step gauge and ball bar, PTB (Germany) and NIST, March 1998;
- CCL-K6: CMM 2D ball plate, CENAM (Mexico), January 2000.

The WGDM met in San Diego in July 1998 and again at the BIPM in September 1999.

In addition to the key comparisons in dimensional metrology, the CCL endorsed the ongoing BIPM laser comparison at the wavelength of 633 nm using He-Ne iodine-stabilized lasers as a key comparison, provisionally designated BIPM.L-K1. Since the last General Conference, NMIs of some thirty Member States have participated in these comparisons.

The CCL discussed the basis for modifications to the 1992 mise en pratique (the practical realization) of the definition of the metre, including proposals for new recommended radiations. The following are some of the important comments in the discussion: new improved measurements of the iodinestabilized frequency-doubled Nd:YAG 532 nm radiation will soon reduce its relative uncertainty below the current level of  $7 \times 10^{-11}$ , and the high signalto-noise of this laser's control signal has made it popular with many laboratories involved in developing systems. Two laboratories reported preliminary measurements of the laser-cooled trapped strontium ion transition at  $\lambda \approx 674$  nm, which demonstrated the potential of trapped ions for future high-accuracy references. The two-photon transition in rubidium  $(\lambda \approx 778 \text{ nm})$  is an attractive laser system because it is based on laser diodes and can be made portable. The 1S-2S two-photon transition in hydrogen provides the most accurate reference for short wavelengths ( $\lambda \approx 243$  nm). The CO<sub>2</sub> laser system based on osmium tetroxide ( $\lambda \approx 10 \, \mu m$ ) plays a pivotal role in frequency chains as it links the infrared and visible spectral regions.

A working party formed to compile the revised list of recommended radiations presented a draft to the CCL meeting. The list of radiations is divided into two parts. It was agreed that they all have equal status for the realization of the metre. The reason for the division is to separate older standards from new ones. The older standards are clearly declining in use, so it is inadvisable to build new equipment based on these standards.

The CCL supported the proposed changes to the *mise en pratique*: (1) to include the definition of the metre and the three methods for realizing the metre in the introduction; (2) to revise the existing calcium frequency; (3) to include five new radiations in the list of recommended radiations. One of the other changes is the publication of recommended values for spectral lamp radiations that are still currently in use. Following approval by the CIPM, the revised *mise en pratique* was published in *Metrologia* (1999, **36**, 211-244).

Based on the favourable replies received in response to a questionnaire distributed by the BIPM, a new working group on the *mise en pratique* has been formed. This working group will be asked to consider the contents of the *mise en pratique* and propose future changes, make proposals for key comparisons, and look into the preparation of a database of stabilized-laser frequencies.

The CCL discussed the work at the BIPM. Regarding the issue of a replacement for the iodine-stabilized He-Ne laser at  $\lambda \approx 633$  nm, a general discussion concluded that the 633 nm laser will remain useful while commercial laser interferometers and low-cost secondary standards are based on this wavelength. Rival laser systems are the frequency-doubled Nd:YAG at  $\lambda \approx 532$  nm and the diode laser stabilized on the two-photon transition in rubidium at  $\lambda \approx 778$  nm. Another possible area of work is in frequency synthesis through collaboration with the other laboratories in Paris. Dimensional metrology is too large a field for the BIPM to become involved

in. It was suggested that the BIPM should continue to concentrate on transportable standards for disseminating the metre, but an activity in nanometrology would be appropriate.

It was agreed that the next CCL meeting would take place in the year 2001.

Prof. Bordé thanked Dr Chung for his report and commented on how rapidly the field was evolving, mentioning also its close link with the work of the time and frequency community. He highlighted the recent advances made towards infrared and ultraviolet measurements, using CO<sub>2</sub> and H<sub>2</sub> lasers, respectively. However, he expressed concern that, although the H<sub>2</sub> standard was included in the revised *mise en pratique*, such measurements are very difficult and currently only one laboratory in the world can realize a standard at this frequency. He suggested that Prof. Klepner, Massachusetts Institute of Technology (MIT, United States), who has achieved Bose-Einstein condensation on H<sub>2</sub>, could also be asked to realize a standard at this wavelength. He then mentioned recent measurements of the <sup>1</sup>S–<sup>2</sup>S transition in hydrogen, made with the French Cs standard, and called for further investigations in this area.

Dr Chung thanked Prof. Bordé, following which Dr Quinn responded that the CCL Working Group for the *Mise en Pratique* had considered very carefully all transitions included in the guidelines for the practical realization of the definition of the metre. Only well-established wavelengths could be included. The inclusion of a number of wavelengths now at the frontier of progress, however, acts as encouragement for future work (on fundamental constants).

Draft Resolution E was approved unanimously as Resolution 5 (see page 329).

Prof. L.K. Issaev (Russian Federation) proposed the inclusion of "including nanometrology" in the last sentence of the recommendation of Draft Resolution F. Dr Chung agreed that there was much interest in nanometrology, but said that the definition of nanometrology was not yet ready. He was continuing discussions with Dr Quinn and Mr Chartier (BIPM) and a working group would soon be established.

The opinions of other delegates on whether or not to include "nanometrology" explicitly were divided, and the discussion continued when Draft Resolution F was put to the vote. Dr Sutton (New Zealand) felt that, since nanometrology was already mentioned explicitly in the third point of "considering", it was not necessary to include it explicitly under "recommends". Dr Valdés (Argentina) argued that, since many countries develop standards in response to the CGPM's resolutions, nanometrology should be mentioned explicitly. Dr Carneiro (Denmark) agreed that inclusion of nanometrology would underline the importance of support for

nanometrology. Dr Molinar (Italy) emphasized that nanometrology was a large technical area and development of instrumentation required much effort. Dr Schwitz (Switzerland) expressed concern that mention of one specific field might imply exclusion of others. Dr Brown (United States) suggested that, rather than changing the "recommends", the word "inclusively" could be added to the third point of "considering". This proposal was supported by Mr Charik (United Kingdom).

Dr Blevin rounded off the discussion by reminding delegates that it was for the NMIs to interpret the CGPM resolutions. He then called for a vote on the two suggested rewordings: the explicit mention of nanometrology under "recommends", and the addition of "inclusively" under "considering". The latter was carried and the former rejected. The modified form of Draft Resolution F was adopted as Resolution 6 (see page 330) with one abstention (Spain).

#### 11.2 The Consultative Committee for Mass and Related Quantities

Dr K. Iizuka, President of the Consultative Committee for Mass and Related Quantities (the Comité Consultatif pour la Masse et les grandeurs apparentées, CCM), presented his report on the work of the Committee and Draft Resolution G on the definition of the kilogram (see page 357).

Since the 20th General Conference, the CCM has held two regular meetings separated by an interval of three years; the 6th meeting occurred in May 1996 and the 7th meeting in May 1999. Since its creation in 1981, the CCM has dealt with problems encountered in the improvement of the standards of mass, density, force and pressure. As the technologies concerned with these standards are very different from each other, the actual scientific activities of the CCM have been promoted by the working groups organized for respective quantities (mass, density, force, high pressures, medium pressures and low pressures). As a result, the role of the CCM is to review the work of the working groups and to investigate new problems which are not covered by the existing working groups. Responding to proposals made by member countries, the CCM has created two more working groups since 1995. The first is the Working Group on the Avogadro Constant, the formation of which was already reported in the last General Conference. The second is the ad hoc Working Group on Hardness, which started its activities in 1998. In the following, the activities of each working group since the last General Conference are summarized together with some supplementary remarks on the decisions made by the CCM itself.

# Mass

Following the third periodic verification of national prototypes of the kilogram by the BIPM completed in 1992, the Working Group on Mass

Standards organized an international comparison of 1 kg secondary standards of stainless steel prepared by the BIPM as the pilot laboratory. The roundrobin comparison of two stainless steel standards among fourteen national laboratories was finished and the report is now under preparation according to the *Guidelines for CIPM Key Comparisons*. At the same time, the group discussed the necessary comparisons to ensure the mutual agreement of mass standards over a wider range and chose as such six levels, at 100 mg, 2 g, 20 g, 500 g, 1 kg and 10 kg, for the key comparisons. As the comparison of 1 kg standards had already been started, the comparison of the other five levels of mass was organized by the PTB (Germany) as the pilot laboratory and is now in the final stages. At the 7th CCM meeting in 1999, it was decided to add a 50 kg standard as another key comparison. In addition to the above-mentioned key comparisons, the results of regional comparisons are now being compiled.

Apart from the key comparisons, the Working Group on Mass Standards is continuing various studies, including the effects of the cleaning method, the stability of Pt-Ir prototypes and stainless steel standards, the determination of the density of ambient air, and the evaluation of the magnetic properties of weights.

The informal Balance Club has been organized on the occasion of each CCM meeting to exchange information on current activities of metrology laboratories on the development of new balances. At the last meeting, the topics were the flexure-strip prototype balance developed by the BIPM, the watt balance under development at the OFMET (Switzerland), and a number of developments in other laboratories.

#### Density

The main task of the Working Group on Density has been the formulation of the new density table of pure water. After lengthy investigations on the absolute determination of the density and thermal expansion of pure water, the group has finalized the new table for the temperature range from 0 °C to 40 °C. Other topics were the regional comparison of density measurements of air, hydrostatic measurements of the volume of solid artefacts, and the determination of the absolute density of mercury. Regarding the key comparison for density standards, it was agreed to organize a round-robin comparison of silicon artefacts and the protocol is being prepared by a group of three laboratories.

#### Force

The Working Group on Force has undertaken numerous international comparisons in the past and has decided to enter the results of comparisons made since 1986 into the KCDB for the MRA. As for CIPM key

comparisons, the group decided to organize new comparisons in the force ranges up to 10 kN, 100 kN, 1 MN and 4 MN, according to the capacity of standard machines of the participating laboratories. These comparisons will be organized in two groups, each group calibrating two transducers using the specified procedure but with the first group calibrating at two levels and the second group at only one level. It is hoped that the number of participating laboratories will be less than ten. The whole comparison should be completed in 2003.

As well as the comparisons, the group will discuss the method of evaluation of uncertainties in the calibration and especially those of the standard realized by the build-up system.

#### Low pressures

Since this working group was formed by merging the working groups on low pressures and very low pressures in 1991, it has prepared comparisons in the ranges from  $10^{-7}$  Pa to  $10^{-3}$  Pa and from 1 Pa to 1 kPa, both of which were identified as key comparisons at the 6th meeting of the CCM in 1996. The former comparison was started in January 1999 by circulating three Bayard-Alpert ionization gauges and two spinning rotor gauges among six laboratories and is scheduled to be completed in September 2000. The latter comparison is organized in two groups, one for European laboratories and the other for Asian ones; two capacitance diaphragm gauges and two micromachined resonant silicon diaphragm gauges are being used in either absolute or differential mode. This comparison was scheduled to be completed by September 1999. In fact, the working group had previously made comparisons in the ranges from  $10^{-7}$  Pa to  $10^{-3}$  Pa and  $10^{-4}$  Pa to 1 Pa and already published these results. However, the group recognizes only the latter in the KCDB.

#### Medium pressures

In this pressure range, a number of laboratories participated in comparisons in the range from 10 kPa to 140 kPa which took place between 1983 and 1995. The results have been confirmed by each laboratory for use in the KCDB. The group is also considering linking the results of regional comparisons made by the APMP and EUROMET with the above CIPM key comparisons. In the meantime, a new key comparison in the range from 10 kPa to 120 kPa in both absolute and gauge modes is in progress by circulating a gas-operated piston gauge. The measurements are expected to be completed by July 2000.

# High pressures

This working group has also made a series of comparisons since its creation. Recent activity has been focused on the following two comparisons: (1) a comparison of calculated effective areas determined by diameter measurements of two piston-cylinder units and a gas- and gauge-mode pressure comparison with the same units in the range from 50 kPa to 1 Mpa; (2) a gas- and gauge-mode pressure comparison in the range from 80 kPa to 7 MPa. The final report of the first comparison is almost completed, whereas that of the second will be presented early in 2000. The working group also evaluated the past CIPM and regional comparisons and concluded that the comparison of liquid pressure up to 100 MPa, which was reported in *Metrologia* (1991, **28**, 419-424), could be entered in the KCDB and that the regional comparisons of liquid pressure from 0.5 GPa to 1 GPa could also be included if connected together. The group also confirmed that it should focus its activity on a new key comparison of liquid pressure at 100 MPa.

#### Combined activity of the working groups on pressure

The three working groups on pressure jointly organized the third conference on pressure in Turin in May 1999 (CCM Third International Conference: Pressure Metrology from Ultra-High Vacuum to Very High Pressures). They also held combined meetings on the occasion of the CCM meetings and discussed the plan of future key comparisons of pressure standards. As a result, a conclusion was reached to retain the previously selected six key comparisons for the moment and to add comparisons of gauge-mode gas pressure from 10 kPa to 120 kPa and of gauge-mode oil pressure between 10 MPa and 100 MPa, both having been accepted by the CCM.

Apart from the key comparisons, the CCM adopted the declaration to issue warnings on the use of overprecise conversion factors for pressure units, in view of the uncertainties of the densities of liquids being used for manometers and the value of the gravitational acceleration.

# The Avogadro constant and the future redefinition of the kilogram

The determination of the Avogadro constant is needed to improve the accuracy of the table of fundamental constants. It is also expected to lead to the realization of a new definition of the kilogram instead of relying on the prototype kilogram in the future. The working group, created as an *ad hoc* group in 1994, now meets once every year as a standing working group under the CCM.

Since the last General Conference, the group has made great efforts to sort out the problems to be solved in order to reduce the relative uncertainty to the order of 10<sup>-8</sup>. It has been confirmed that the relative uncertainties of

measurements of the density and lattice spacing of silicon single crystals are now coming down to the order of 10<sup>-8</sup> and the major remaining problem could be the difference in the molar mass of different silicon crystals, although this is still not confirmed. The uncertainty due to this factor and other problems involved in the redetermination of the constant will be investigated at the working group meeting in September 1999.

Besides the determination of the Avogadro constant, there are a few other potential ways for monitoring the stability of the international prototype of the kilogram which are being investigated by a working group under the CCEM. As the progress made in the development of such methods is of great interest to the CCM, it has decided to propose Draft Resolution G (see page 357) to the General Conference in order to encourage the national laboratories to make efforts to refine their experiments linking the unit of mass to fundamental or atomic constants with a view to a future redefinition of the kilogram.

# Hardness

The hardness of a material is defined in a practical way by referring to specified testing methods. In this sense, the value of the hardness is expressed as a conventional number, which is not necessarily based on a strictly physical law although it has a well-understood physical meaning. However, in the field of engineering, hardness is of great importance in quality control and the traceability of hardness standards has been established in each country. As there are strong requirements for the establishment of international traceability and since hardness standards are maintained in many national measurement laboratories, the CIPM has decided to undertake an international comparison of hardness standards with the collaboration of the specialized working groups of other international organizations, particularly the IMEKO/TC 5, ISO/TC 164/SC 3 and OIML/TC 10/SC 5. It therefore created an *ad hoc* Working Group on Hardness in 1998 with members including representatives from the above organizations.

In response to a questionnaire produced by the group, many NMIs expressed their interest in an international comparison of Rockwell, Vickers and Brinell hardness standards. It has therefore been decided to organize round-robin comparisons of these hardness standards. As some work has already been done on Rockwell cone hardness by the ISO/TC 164/SC 3, the working group will investigate the availability of the data for the KCDB. At the same time, it is preparing for the comparison of the evaluation of Rockwell cone indenters and the comparison of Vickers hardness standards.

Prof. Bordé thanked Dr Iizuka for his presentation and invited discussion on the best directions for future work, and the consequences for the BIPM in the light of new possibilities. He initiated the discussion by considering determinations of the Avogadro constant,  $N_A$ , and asking if it was feasible to produce spherical Si crystals without defects. Dr Iizuka replied that the results of recent determinations of  $N_A$  by the Si sphere method differ by 3 parts in  $10^6$ . The quality of the crystal sample used affects the measurement of both the molar mass and the molar density. The CCM Working Group on the Avogadro Constant initially suspected that the origin of the difference between the molar mass values determined by the IRMM and a Beijing institute lay in the crystal quality. However, both laboratories measured the same crystal, so the difference must instead be caused by their measurement methods. Crystal quality is also an important issue, however, and the working group has decided to repeat a series of measurements with a common set of crystals. Dr Iizuka hopes that the method will yield a more accurate value of the Avogadro constant.

Prof. Bordé then asked about methods of measuring atomic mass, mentioning the free-fall experiment at Stanford and the watt balance experiments at the NIST, the NPL and the OFMET. Dr Iizuka replied that recent progress in the development of moving-coil watt balances had led to a proposal by Taylor and Morr (NIST) to redefine the kilogram in terms of atomic mass, and that watt balances promise to provide a stable method of control. Dr Quinn agreed that the watt balance appeared to be more promising than the Si sphere method for a future redefinition of the kilogram, commenting that the BIPM might also be interested in beginning activity in this area. The watt balance method involves the simple equilibration of gravitational and electromagnetic forces, based on the Kibble method, and should, in principle, yield a relative uncertainty of the order of 10<sup>-9</sup>. In contrast the Si method appears to have several difficulties that rapidly become intractable as uncertainties at the level of a few parts in 10<sup>8</sup> are approached: it requires measurement of molar mass (currently achievable only at the IRMM, although the Chinese institute can measure relative molar mass), molar density (complicated by the Si oxide layer), crystal defects and the lattice constant, as well as extremely accurate manufacture and dimensional metrology.

Prof. Göbel (Germany) said that he agreed that the watt balance method was the most promising, but added that he was not pessimistic about the Si method. He noted that the Si oxide layer could be prepared with a known thickness, and mentioned an alternative approach being developed for measuring molar mass, based on prompt neutron emission.

Dr Schwitz (Switzerland) reported on the watt balance being set up at the OFMET, saying that they hoped to obtain results with an uncertainty of 1 part in 10<sup>8</sup> in 2000 or 2001. Dr Blevin responded that the Swiss programme was extremely important. A definition of the kilogram based on the watt balance method could not rival the existing kilogram artefact if the method was too complicated or the equipment existed only at one or two

laboratories. Such a situation was too precarious, and the method could be lost completely by a change in management strategy in the institutes concerned.

When put to the vote, Draft Resolution G was approved unanimously as Resolution 7 (see page 331).

# 11.3 The Consultative Committee for Time and Frequency

Prof. S. Leschiutta, President of the Consultative Committee for Time and Frequency (the Comité Consultatif du Temps et des Fréquences, CCTF), previously the CCDS (the Comité Consultatif pour la Définition de la Seconde), presented his report and Draft Resolution H on operational primary frequency standards (see page 358).

This report reflects the major activities of the BIPM Time section as well as the CCTF and its member laboratories in the period 1995-1999. Since time and frequency devices or methods play some new or unexpected roles in today's society, this report also mentions these aspects.

The report covers the following points: the second and TAI, primary frequency standards, time-scale formation and the establishment of TAI, the future of UTC, comparisons between remote clocks, time scales used in technology, new uses of time references and some events pertaining to time and frequency metrology.

#### The second and International Atomic Time

The primary frequency standards operating in the NMIs and in other timing institutions strive to create a time interval as close as possible to the SI second, but this "second" must be disseminated and information about the "date" has to be provided. These last two features are achieved by constructing a time scale that is materialized by clocks and driven by frequency standards. The task of the NMIs is to obtain via physical experiments the "best" realization of the SI second and to construct a local time scale.

The task of the BIPM is to create a reference time scale, called TAI, based on the readings of the clocks of the NMIs. The goal of the BIPM, via its Time section, is to construct TAI in order to obtain both the accuracy of the time interval and the best possible long-term stability, at the same time making TAI widely available.

The recognized success in reaching these goals is largely due to Dr Claudine Thomas who led the BIPM Time section for eight years. Since the 13th CCDS meeting, Dr Thomas has been in charge of the KCDB, the

central component of the new system of mutual recognition arrangements between the NMIs.

Dr Elisa Felicitas Arias, currently Director of the Naval Observatory in Buenos Aires and Professor of Astronomy at the University of La Plata, will take over the position of Head of the Time section in November 1999. Dr Gérard Petit, of the BIPM staff, is acting as interim Head of the Time section.

#### Primary frequency standards

A matter of concern, expressed and reiterated in the past by the CCDS/CCTF and the CIPM, has been the small number of primary frequency standards of laboratory type operating and evaluated in the NMIs. For about ten years, until 1995, the accuracy of TAI was based on two primary clocks developed at the PTB (Germany). The situation was improved at the time of the previous General Conference when an optically pumped primary standard went into operation at the NIST (United States) with an accuracy of 1 part in 10<sup>14</sup>, similar to the two standards operating at the PTB. Other "classical" caesium standards, i.e. with a thermal beam of atoms, were in various stages of development but with an accuracy of about 1 part in 10<sup>13</sup>.

Moreover, the CCDS had always recommended tests of alternative configurations in order to overcome the limitations of the classical design and to detect systematic effects. A breakthrough occurred at the ENS and at the BNM-LPTF (France), both in Paris: an old idea – to observe the atoms in free fall – was rejuvenated using a "fountain" of cold Cs atoms. A relative uncertainty of  $1.4 \times 10^{-15}$  was reported at the last CCTF meeting, with a large potential for improvement.

By 1999, the situation has definitely improved, at least in terms of the amount of research performed in the NMIs on different caesium devices, as can be seen by inspection of the following table listing the number of activities now in progress in fourteen laboratories.

Primary Cs frequency standards					
Thermal beam, magnetic preparation and detection	Thermal beam, optical pumping	Fountain of cold atoms	Beam of slow atoms	High field	Maser
4	3	15	3	1	1

Several laboratories are studying frequency standards based on other atom transitions (calcium, magnesium, mercury, ytterbium) and dual caesium-rubidium cold atom fountains are now being tested.

It is planned to evaluate some of the caesium fountains in the next few years. It is worthwhile recalling that a primary frequency standard is indeed a very complex device, that the expertise needed is not commonly available, and that a learning period must be planned. Experience dictates that the construction of a primary and state-of-the-art standard requires the activity of skilled and dedicated researchers and that the completion period is near to ten years.

While the progress in developing primary standards is very satisfactory, one should not forget that the ultimate objective is to use them to maintain and improve the accuracy of TAI. This implies that the primary frequency standards must be maintained over many years as operational facilities. This means that considerable resources should be devoted by the NMIs to this task. The objective of Draft Resolution H (see page 358) presented at this Conference is to request that such efforts be implemented.

Nevertheless, the availability of devices with an accuracy better than  $10^{-14}$  and possibly  $10^{-16}$ , has raised at least four other problems: black-body effects, general relativity, the expression of the uncertainties in primary frequency standards and, in the more distant future, a possible new definition of the SI second.

Concerning the black-body effects, in response to Recommendation S 2 (1996) of the 13th CCDS meeting, two laboratories, the PTB and BNM-LPTF, have devoted experiments to this study. At the PTB a shift in relative frequency of  $-17.9 \times 10^{-15}$  with a standard uncertainty of  $1.6 \times 10^{-15}$  was measured for black-body radiation at 300 K, in close agreement with the theoretical prediction of  $-16.9 \times 10^{-15}$ . Similar results were obtained at the BNM-LPTF.

Concerning general relativity, a Joint Committee on General Relativity for Space-Time Reference Systems and Metrology, promoted by the BIPM and the IAU, was created in 1997 to study problems related to the application of general relativity to space-time reference systems and metrology at large. A report of the studies hitherto performed and in progress was presented by its Chairman, Dr G. Petit of the BIPM, during the CCTF 14th meeting in 1999; a summary of this report is included in the associated proceedings. The CCTF asked Dr Petit to remain abreast of the activities of the IAU, the International Union of Geodesy and Geophysics (IUGG) and other related bodies on these matters and to keep the CCTF informed.

A discussion on the expression of uncertainties in primary frequency standards will be covered in the next section.

With regard to a possible new definition of the SI second, participants at the the 14th CCTF meeting agreed in recognizing the vitality of the present simple definition that has allowed forty years of progress from a relative accuracy of  $10^{-9}$  with the Essen device in 1955 to the  $10^{-16}$  that now seems

within reach, at least under conditions in space (there are plans to put a cold caesium beam standard on the International Space Station).

The CCTF also decided to propose Recommendation S 1 (1999), on the *mise* en pratique of the definition of the second, to the CIPM to enhance further the clarity of the definition for those designing and operating primary realizations of the second. This Recommendation states that the measurements should be corrected for the velocity of atoms with respect to the clock reference frame, for magnetic and electric fields including ambient background black-body radiation, for spin-exchange effects and for other possible perturbations.

# Expression of the uncertainties in primary frequency standards

During the 1996 meeting of the CCDS, discussion was engaged on how the GUM should be applied to measurements involving frequency standards. A working group led by Dr R. Douglas carefully considered the question and decided to concentrate its activity on the problem of expressing the uncertainty in comparisons using primary frequency standards which are the top end of a traceable chain for frequency. During the 1999 CCTF meeting further discussions led to Recommendations S 2 (1999) on stating uncertainty in comparisons involving primary frequency standards and S 3 (1999) on the comparison of primary frequency standards.

The spirit of these two Recommendations is that the GUM should be followed, but only where appropriate, and that sufficient detail of how the total uncertainty was arrived at should be published in order that it can be fully understood by all users and also, if necessary, revised *post factum* by an end user on the basis of new information and understanding.

## Time-scale formation, establishment of TAI

As pointed out previously, the construction of TAI is the principal task of the BIPM Time section. A number of refinements have been introduced over the past few years, such as a shorter interval of calculation (one-month instead of two-month blocks of data), more frequent access to TAI (every five days instead of ten days), and a change in the weighting method in order to allow better discrimination between the performances of the best participating clocks.

As a consequence of these measures, the average relative frequency stability of TAI was reduced from a value of  $2.6 \times 10^{-15}$  over 1995 (averaging time of forty days) to  $6 \times 10^{-16}$  over 1998-1999 (averaging time twenty to forty days). At the beginning of 1999 the estimated relative accuracy of TAI was  $(-0.4 \pm 0.4) \times 10^{-14}$ .

The choice and implementation of an algorithm for the construction of a time scale is a more complicated process than one might imagine and is strongly dependent on the desired feature of the time scale, the characteristics of the clocks forming the local time scales, and the time-transfer methods. The last mentioned problems are addressed by the CCTF Working Group on TAI led by Prof. Pâquet.

As several laboratories have developed their own algorithms for computing national time scales, and thus the expertise is available, the CCTF considered it appropriate to establish within the Working Group on TAI a sub-group devoted to time-scale formation. The terms of reference were adopted and the BIPM will participate in these activities.

#### Coordinated Universal Time UTC

About thirty years ago, the present form of UTC was proposed and introduced by the International Telecommunication Union (ITU), via its Commission 7 (Standard Frequency and Time Signal Services) of the International Radio Consultative Committee (CCIR).

The main characteristic of UTC is its lack of uniformity due to the presence of leap seconds, introduced whenever necessary, usually one every one to two years, in order to take into account the slowing of the Earth's rotation. By this means, a compromise was reached between two classes of users: the first comprises physicists, engineers and some astronomers, who need a uniform time scale and consequently base their activity on TAI; for the second class of users (including some astronomers, and some navigation and geodesy users) the time signals should also preserve information about the angular position of the Earth.

The compromise reached is the following: a leap second is introduced so that the difference between UTC and UT1 (a rotational astronomical scale that represents closely the angular position of the Earth) will not exceed 0.9 s. In the period 1972-1999, 22 leap seconds were introduced.

The formal adoption of UTC at that time was made after consultation with the Bureau International de l'Heure (BIH)\*, the IAU, the IUGG, the International Union of Radio Science (URSI), the International Association of Lighthouse Authorities (IALA), the International Civil Aviation Organization (ICAO), the International Maritime Organization (IMO) and other bodies concerned.

<sup>\*</sup> The responsibilities of the former BIH were transferred in part to the Time section of BIPM for international time-scale formation and in part to the International Earth Rotation Service (IERS) for the topics pertaining to the rotation of the Earth; for instance, the IERS is responsible for the amount and date of the leap second introduction.

The situation has been altered profoundly with the introduction of satellite navigation systems based on atomic clocks, so that nowadays the continuation of UTC and especially of the leap second is in question. This problem was discussed during the April 1999 meeting of the CCTF and a number of options were identified; the BIPM Director was asked to raise the problem in a letter to all the parties concerned, at the same time recommending the use of TAI where a time scale without discontinuity is needed.

# Comparison and dissemination of time scales

The dissemination of local time scales is performed directly by the NMIs by various methods and with different levels of performance. Comparisons with the utmost accuracy and precision are performed at the BIPM and NMIs to study frequency standards and to use time-transfer measurements for the construction of TAI.

No suitable method is currently available for comparing primary frequency standards kept in remote laboratories that takes into account their individual performances. Indeed, such comparisons would only be based on the data from commercial clocks with which these are compared locally.

Time comparisons play a fundamental role in the activities of the BIPM and it is essential that the staff of the Time section maintain a sound knowledge and practical experience of known and newly proposed methods and techniques used to compare clocks, because this is the only way to detect the systematic errors that implicitly affect each method or technique.

In the four-year period covered by this report, three items were considered: the consolidation of the well-known use of time codes based on atomic clocks on board navigation satellites, the recognition of the timing capabilities of a two-way microwave method using communication satellites and the introduction of an approach using the carriers emitted by navigation satellites.

# Time codes emitted by GPS and GLONASS satellites

Time comparisons using the time codes emitted by the GPS are still the backbone behind the formation of TAI, with some fifty time services observing satellites in accordance with programmes regularly established by the BIPM for the different geographical areas. The comparisons use the so-called "common-view" technique, in which the same satellite is observed at the same time by several laboratories. In this manner several sources of error are eliminated or partly compensated, including the intentional degradation in accuracy introduced for reasons of military security.

The regular and widespread practice of these comparisons has allowed the identification of some additional causes of error, such as thermal effects on cables and antennae, or unexpected vagaries of the delay introduced by each receiver. The BIPM itself has performed studies on the thermal effects and is circulating a receiver to monitor the variations in delay in the receivers used by the various NMIs.

While the use of GLONASS satellites presents some potential advantages, in that no intentional degradation in performance is included, there are also some problems to be solved, one of which is the paucity of receivers able to track GLONASS or both GPS and GLONASS.

The CCDS established a sub-group on GPS-GLONASS time-transfer standards and the findings and recommendations of this working party can be found in the report of the 14th meeting of the CCTF (1999).

In summary, under the best experimental conditions, even with calibrations of the time delays within the receivers, operational time comparisons yield a level of uncertainty somewhere between 1 ns and 3 ns and this can be 2-3 times poorer when no calibrations are performed.

At any rate, the problems encountered with some equipment still in use in the laboratories could be alleviated by the introduction of new multichannel and multi-code (GPS-GLONASS) receivers. Based on these findings, the CCTF at its last meeting decided to submit to the CIPM Recommendation S 4 (1999) in which it is proposed that necessary studies be undertaken to allow the use of multi-channel and multi-code GPS and GLONASS time receivers, with steps also for the formation of TAI.

## Time transfer using a two-way method via communication satellites

Two-way satellite time and frequency transfer (TWSTFT) via communication satellites presents some interesting features. Adopting the two-way approach, some components in the total uncertainty budget are eliminated or reduced; for instance, with some assumptions, the position of the satellite is not needed. The equipment is not unduly expensive and can be collocated with the clocks to be compared. Finally, the method offers a remarkable potential in precision (not accuracy) since, under operational conditions, the comparison errors are about 1/100 of the period of the code. In well-controlled links, such as that between the Technical University Graz (TUG, Austria) and the NMi Van Swinden Laboratorium (NMi-VSL, the Netherlands), a standard deviation of 200 ps was observed over averaging times of 1 hour and a peak-to-peak variation of approximately 1 ns detected over two years.

In 1993, the CCDS established a working group on TWSTFT that met four times during the period 1996-1999, addressing a number of topics and organizing research and experiments. The findings and recommendations of

this working party can be found in the report of the 14th meeting of the CCTF (1999).

To summarize, TWSTFT is a mature technique; it has demonstrated full operational capability for three years, finds widespread use in about twenty timing laboratories, and can provide a time transfer comparable with GPS with the additional advantage of being fully independent of the commonview technique which is currently the sole means of time transfer contributing to the formation of TAI.

For these reasons the CCTF at its last meeting decided to submit to the CIPM Recommendation S 7 (1999) which proposes that necessary studies be undertaken to allow the incorporation of TWSTFT data into the construction of TAI.

# Techniques using the carriers emitted by navigation satellites for time transfer

The new idea is to compare the satellite and station clocks using the phase of the carriers instead of the codes. The comparison precision is astonishing, since it is in the region of 10 ps; the problem is to transform the precision of the phase measurements to a corresponding accuracy in the time comparisons. However, it should allow the realization of frequency comparisons with unprecedented accuracy.

Under the initiative of the International GPS Service (IGS) a joint IGS/BIPM Pilot Project was established in 1997; following a period of intense activity, its conclusions were presented at the 14th meeting of the CCTF in April 1999. About twenty-five research groups are presently involved in the Pilot Project, more than half being timing laboratories. From the treatment of the data a great deal of useful information is derived such as precise satellite orbits, satellite clock data, receiver clock data, receiver coordinates and ionospheric corrections.

The potential of this technique is relevant and should be fully investigated for time and frequency applications; consequently the CCTF at its last meeting decided to submit to the CIPM Recommendation S 5 (1999) in which the action of the joint IGS/BIPM Pilot Project is supported and a number of actions recommended.

#### Other time scales used in technology

Currently some satellite systems are in development with the objective of enlarging the use of existing systems such as GPS or GLONASS (for instance in the civil aviation services) and designing different navigation systems. Common features for all these developments are the use of atomic clocks (some hundreds are planned) and the construction of dedicated time

scales. Similar developments on a smaller scale are under way in the field of telecommunications.

A diffusion of time-ordered systems is in principle welcome because any global navigation satellite system is potentially a source of time information, but it must be designed carefully because a non-controlled or non-organized proliferation could lead to ambiguities.

The former CCDS with its Recommendation S 4 (1996) listed some guidelines that are followed by both the GPS and GLONASS systems. The CCTF at its last meeting decided to reiterate this concern, in accordance with the CIPM Recommendation S 6 (1999) in which some guidelines are proposed, and asked the Director of the BIPM to approach the bodies that are promoting the above-mentioned developments.

#### New uses of time references

The diffusion of new national and international communication networks in which personal computers have access to other computers or services has raised a number of problems that to some extent are in the realm of legal metrology, but are also of relevance for the NMIs and indirectly for the BIPM.

This type of problem stems from the increasing use of so-called "electronic commerce" or investments on the stock-exchange markets via personal home computers. The problem to be solved is called "time-tagging" or "time-stamping", i.e. to insert the "date" of the transaction; usually an uncertainty of one second is considered to be sufficient. Consequently the problem is not a scientific or technical one, but legal and commercial. In some countries, commercial organizations provide this kind of service with a sort of "selective availability" plus cryptographic protection; they require traceability from the national timing laboratory or use the navigation satellite system GPS directly as a reference.

#### Some events pertaining to time and frequency metrology

The implementation of the MRA being signed at this General Conference will involve the selection and the organization of a large number of key comparisons. The results of a key comparison will have to be approved by the appropriate Consultative Committee before they can be included in the KCDB. This topic was discussed during the last CCTF meeting in April 1999.

In 1996, the CCDS deemed that the actual construction and dissemination of the existing TAI/UTC meet the general needs for time comparisons and are globally in accordance with most of the *Guidelines for Key Comparisons*. Therefore, no key comparison was proposed. However, this decision

overlooked the problem of frequency comparisons and it was decided at the last CCTF meeting that some key comparisons should be selected in the domain of frequencies. Nevertheless, some problems remain open, such as the choice of key comparisons. Moreover, no generally agreed protocol is available for expressing uncertainties in a calibration certificate in the time and frequency area. To study these kinds of problems the CCTF decided to form an *ad hoc* group, led by Dr G. de Jong, charged to study the consequences for the CCTF of the MRA key comparisons system and to recommend appropriate actions.

Prof. Leschiutta then read Recommendation 1 (CI-1999) on future global navigation satellite systems:

The Comité International des Poids et Mesures,

#### considering that

- the International Committee already recommended "that the reference times (modulo 1 second) of satellite navigation systems with global coverage be synchronized as closely as possible with UTC" and "that the reference frames for these systems be transformed to be in conformity with the ITRF", Recommendation 1 (CI-1996),
- both the GPS and GLONASS systems follow these guidelines,
- these systems are now widely used for time and frequency comparisons,

# recommends that

- all global navigation satellite systems be designed so that it is possible to use their signals for time and frequency comparisons,
- these systems broadcast, in addition to their own System Time (ST):
  - 1. the time difference between ST and a real-time realization of UTC and TAI;
  - 2. a prediction of the time differences between ST and UTC and TAI,
- manufacturers develop receivers and processing systems designed for time and frequency comparison purposes.

Prof. Kovalevsky stipulated that this recommendation was distributed for information only; it had been adopted by the CIPM at their 88th meeting the previous week and a vote for its adoption could not be taken at this General Conference. All Draft Resolutions proposed for vote must be distributed six months before the General Conference.

Prof. Bordé thanked Prof. Leschiutta for his presentation and invited questions. Dr Schwitz (Switzerland) asked how many new-generation clocks are in operation and how many contribute to TAI. Prof. Leschiutta replied

that twenty-seven new-generation clocks are under construction but that none of them are yet operational. He hoped that between two and four would be functional as frequency standards, not clocks, before the end of 1999. He anticipates an initial relative uncertainty of the order of  $10^{-14}$ , which with continued effort should possibly reach  $10^{-15}$ , and perhaps even  $10^{-16}$ . Such continued research was very important.

Prof. Bordé noted that the BNM-LPTF (France) had developed a transportable clock with a relative uncertainty of 10<sup>-15</sup>. This offers for the first time the possibility of transporting such a highly accurate clock for direct comparison with another, and he suggested that this experiment should be considered the prototype for a key comparison of frequency standards at the level of a part in 10<sup>15</sup> or better. He then turned attention to PHARAO (a space frequency standard using cold atoms) as a means of comparing clocks around the planet, suggesting that their use could reduce the relative uncertainty of TAI from 10<sup>-15</sup> to 10<sup>-16</sup>. He remarked that it was also essential to have good local oscillators. The development of cryogenic clocks of the highest possible spectral purity was very important.

Prof. Leschiutta agreed that the development of clocks of the highest possible spectral purity was important, since their high short-term stability would permit investigations of the stability of the fundamental constants. He said that a great deal of effort was being made in the development of different clocks.

Draft Resolution H was approved unanimously and adopted as Resolution 8 (see page 332).

# 11.4 The Consultative Committee for Electricity and Magnetism

Prof. E.O. Göbel, President of the Consultative Committee for Electricity and Magnetism (the Comité Consultatif d'Électricité et Magnétisme, CCEM), formerly the CCE (the Comité Consultatif d'Électricité), presented his report.

Since the last General Conference the CCEM met once, in June 1997. It discussed matters related to the fundamental constants and the SI, including the work on electrical methods to monitor the stability of the international prototype of the kilogram and the status of the least-squares adjustment of the fundamental constants. Of particular interest to the CCEM is the work involving improvements in the knowledge of  $K_J$  and  $R_K$ , the Josephson and von Klitzing constants. The metrological use of single-electron tunneling devices (SET) was another topic of discussion. The prospect of carrying out accurate measurements of the quantized Hall resistance at frequencies in the kHz range is of great current interest as evidenced by the creation of the CCEM Working Group on ac Measurements of the QHR. The important problem of the present and future sources of arrays of Josephson junctions

and quantum Hall samples was discussed. The importance of key comparisons in electricity and magnetism was already evidenced in 1995 when the CCE Working Group on Key Comparisons was formed. Key comparisons were, of course, a main subject of discussion at the meeting and the CCEM drew up a list of key comparisons in electricity. In the domain of high-frequency electrical quantities, the GT-RF carries out a vigorous campaign of key comparisons and a report on their work was presented to the CCEM. Finally, the CCEM reviewed the activities of the Electricity section of the BIPM.

The report of the CCEM Working Group on Electrical Monitoring of the Stability of the Kilogram by Electrical Means summarized the status of the different measurements and the relative uncertainties. To judge the progress toward this goal, it should be borne in mind that, to monitor the stability of the kilogram, the relative uncertainty in the independent determination of its mass should be about 1 part in 10<sup>8</sup> or less.

The relative uncertainty of the mass levitation experiment is presently about 2 parts in 10<sup>6</sup> and it is hoped that future improvements can reduce this to the level of 1 part in 10<sup>7</sup>. The experiment to measure the Avogadro constant using a silicon artefact was recently reviewed by the CCM Working Group on the Avogadro Constant. The experimental values of the Avogadro constant determined from different silicon single crystals agree within a relative uncertainty better than  $10^{-7}$ . For the absolute determination with the same or improved uncertainty more accurate absolute values of the lattice spacing, volume of the crystal, and in particular molar mass are still needed. The PTB (Germany) is conducting an experiment using a mass spectrometer to accumulate an accurately measurable mass of gold deposited by a current of the order of 0.1 mA. The current will have to be increased by at least a factor of ten to achieve a relative uncertainty below 1 part in 10<sup>6</sup>. Concerning watt balance experiments, the NIST (United States) moving coil watt measurement has achieved a relative uncertainty of  $9 \times 10^{-8}$  and the results are consistent with those obtained in 1988 by the NPL (United Kingdom). Several new experiments include the OFMET (Switzerland) watt balance which uses a considerably different approach: the moving and weighing parts of the experiment are separated from each other and the permanent magnet is suspended from the balance, which is a modified commercial instrument.

At that time the Committee on Data for Science and Technology (CODATA) least-squares adjustment of the values of the fundamental constants was nearing completion. Combining values of  $K_J$  from determinations of various constants available in 1988 with some more recent ones, and taking into account the recent recalculation of the fine structure constant together with new determinations of the Avogadro constant and the gyromagnetic ratio of the proton, a value of  $K_J$  was obtained that is in excellent agreement with the adopted value of  $K_{J-90}$  and the uncertainty assigned to the difference between  $K_{J-90}$  and  $K_J$ .

Concerning  $R_{\rm K}$ , new data include the revised value of the fine structure constant; new determinations of  $R_{\rm K}$  via calculable capacitors and a new determination of the low-field gyromagnetic ratio of the proton were combined with other fundamental constants to estimate its value. The adopted value of  $R_{\rm K-90}$  was still in excellent agreement with the experimental data. Today, the new CODATA adjustment is finished. It shows that  $R_{\rm K-90}$  is within a few parts in  $10^8$  of the 1999 estimate of  $R_{\rm K}$ . This result will probably lead the CCEM to consider reducing the uncertainty assigned to the difference between  $R_{\rm K-90}$  and  $R_{\rm K}$ . The uncertainty of  $K_{\rm J-90}$  with respect to  $K_{\rm J}$  should also be examined, although at the present time the case for reducing this uncertainty may be less apparent.

Studies of the reproducibility of the QHR as a function of device material, the QHR plateau number and the sample geometry show it to be independent of these parameters within a relative uncertainty of  $4 \times 10^{-10}$ . Concerning possibly anomalous QHR values observed on some Si-MOSFET devices, the CCEM concluded that these probably arise from imperfections in the quantization of the Hall resistance that can be detected by applying the CCEM guidelines for QHR measurements. The CCEM concluded that the guidelines are still applicable at the highest levels of accuracy.

Recent progress on the metrological use of SET has been made using an SET pump scheme to measure accurately the charge on cryogenic capacitors. Another promising experiment is the achievement of a one-thousandfold increase in current by transporting single electrons across a device by surface acoustic waves operating at 2 GHz.

A major activity in electrical metrology today is to link accurately the QHR to capacitance. Two approaches have been used. The first involves dc measurements of the QHR and linking resistance to capacitance via a chain that includes a resistor having sufficiently well-known reactive impedance component so that the difference between its resistance measured at dc and that measured at ac is accurately known. The second approach is to measure the QHR directly at a frequency in the kilohertz range. Today, several laboratories have achieved relative uncertainties of a few parts in 10<sup>8</sup> in capacitance values linked to the QHR via the first approach. The second approach has encountered a problem. When measured at kilohertz frequencies, the QHR appears to differ from the dc value by one part in 10<sup>7</sup> or more. Furthermore, the Hall resistance plateaus appear to narrow and develop undesirable structure as the frequency increases. Given these problems, the newly created CCEM Working Group on ac Measurements of the QHR aims to foster cooperation among researchers in order to resolve these problems and to develop eventually a set of guidelines for the accurate measurement of the QHR at ac.

The CCEM is aware of the dangers of a shortage in the supply of metrological-quality QHR samples and of arrays of Josephson junctions. Several NMIs are successfully making small quantities of QHR samples. On a larger scale, in 1995 the Laboratoire Central des Industries Électriques (BNM-LCIE, France) organized a EUROMET project to arrange for the fabrication of suitable QHR samples by the French industrial laboratory that had produced 350 samples in a BIPM/EUROMET project in 1990. In July 1998, 440 GaAs/AlGaAs heterostructures were delivered. Nineteen metrology laboratories have now received samples and test results indicate that the yield of good samples is above 60 %.

As for arrays of Josephson junctions, several NMIs are producing them with success in small quantities. Others have successfully transferred or are presently transferring the fabrication technology to industrial firms. (Remark: as far as I know, so far only the NIST has successfully transferred to the firm Hypres. At the PTB we are in the process of implementing the technology transfer but I would not state that it has been successfully completed yet. I recall that Dr Endo from the Electrotechnical Laboratory (ETL, Japan) mentioned the transfer of technology for making 1 V arrays to a small Japanese industrial firm. They had supplied one of these to the BIPM but as far as I know no other laboratories used them. The firm did not produce 10 V arrays.)

Since its creation in 1927 as the first Consultative Committee of the CIPM, the CCE/CCEM has maintained a keen interest in international comparisons and so when the concept of key comparisons was introduced it moved quickly to establish a list. At the meeting in 1997, the CCE agreed to reconfirm the key comparison list as a basis for establishing the equivalence of national electrical standards and measurements. It also agreed that the key comparisons and their periodicity might not be sufficient to fulfil the requirement of traceability and that from time to time supplementary comparisons might be necessary.

Finally, in 1995 the CCE agreed to begin two new dc and low-frequency comparisons.

The CCEM Working Group on Key Comparisons met at the 1998 Conference on Precision Electromagnetic Measurements (CPEM'98) to refine the list of key comparisons and to work towards establishing a list of interim key comparison results based on international comparisons carried out by the CCEM or by the BIPM before the key comparison scheme was put into place. It met again on 6-7 July 1999 to establish the list of comparisons to recommend to the CCEM for consideration as interim key comparisons and for inclusion in the KCDB. It recommended as interim key comparisons three dc and low-frequency comparisons, as well as six comparisons of the GT-RF. It also recommended seven BIPM key comparisons that are carried out on a continuous basis for inclusion in the KCDB.

From the perspective of the MRA and the *Guidelines for Key Comparisons*, the Working Group discussed in detail Draft B of the recently completed

10 pF capacitance comparison and decided to request some modifications to the report. This was followed by a discussion of possible new comparisons in resistance and capacitance at values different from those under way or completed. It approved a proposal to organize a CCEM meeting of experts in magnetic metrology to discuss the organization of comparisons in this area. The meeting concluded with a discussion of the organization of the CCEM and its working groups.

The GT-RF met in June 1997 to discuss the list of key comparisons in its area. It considered the recommendations of its sub-group on key comparisons that met in Braunschweig (Germany) at the CPEM'96. At that time, four comparisons had been completed since the last General Conference, three were nearly finished, seven were in progress, three new comparisons were approved and possible topics for future comparisons were discussed.

The GT-RF met again on 7 July 1998 in Washington DC (United States) at the CPEM'98. Two more comparisons were completed. The progress of the ongoing comparisons was discussed as well as topics for future comparisons. One new comparison was approved at that meeting.

The GT-RF last met on 30 June 1999. It recommended to the CCEM six previously completed comparisons as interim key comparisons. After reviewing two completed comparisons and the progress of the twelve comparisons not yet completed, it decided to carry out two new comparisons. Finally the GT-RF identified five topics for consideration as possible future key comparisons.

Key comparisons are clearly an important activity of the CCEM; some forty key comparisons are either finished or under way. The BIPM key comparisons in electricity are carried out on a continuous basis and represent a considerable amount of work; since the last General Conference seven onsite comparisons of Josephson standards, three on-site comparisons of QHR standards and twenty bilateral comparisons of resistance and voltage standards via conventional travelling standards have been completed.

Prof. Bordé thanked Prof. Göbel for his presentation and invited questions from the floor. Dr Carneiro (Denmark) drew attention to the fact that, although the quantum Hall effect can be measured with a relative uncertainty of about 10<sup>-9</sup> in NMIs, the uncertainty passed on to the end user is very much greater. He asked if the CCEM had considered what might be done to improve the efficiency of the dissemination of electrical units. Prof. Göbel replied that the larger uncertainty transferred to the end user did not yet pose a problem. The CCEM's priority has been to reduce the uncertainty of the measurements at the highest level, and the next step will be to improve the transfer standards and thus dissemination to the end user.

Dr Witt (BIPM) commented that significant progress has already been made at the BIPM in the accuracy of voltage transfer standards. By correcting for the pressure coefficient, temperature coefficient and 1/f noise curve of a BIPM travelling Zener standard, the results obtained have been improved by one order of magnitude.

Prof. Bordé asked whether it was possible to verify Ohm's law on a quantum-mechanical basis. Prof. Göbel responded that this was a key question. The Josephson constant and the von Klitzing constant are macroscopic quantum effects, but to verify Ohm's law it is also necessary to develop a quantum-based current constant. He hopes that this will be achieved by means of SET devices, and lent his support to continuing studies.

# 11.5 The Consultative Committee for Thermometry

Dr K.B. Gebbie, President of the Consultative Committee for Thermometry (the Comité Consultatif de Thermométrie, CCT), presented her report and Draft Resolution I on the extension of the International Temperature Scale below 0.65 K (see page 360).

The CCT has met once since the last General Conference. In addition to the reports of the working groups, discussions concerning the ITS-90 focused on non-uniqueness, on the reproducibility of the fixed points, on questions relating to the interpolating instruments, on new information on  $(T-T_{90})$ , and on the uncertainty of the realization of ITS-90. A further discussion on temperature scales below 1 K and the possible extension of the ITS-90 below 0.65 K resulted in a recommendation of the CCT to the CIPM concerning the increasing importance of these measurements. A second recommendation focused on the importance of temperature measurements above 2500 K.

A second meeting of the CCT, scheduled for June 1999, was postponed until the spring of 2000. After discussion with the Chairmen of the CCT working groups, Terry Quinn and the President of the CCT decided that it would be better to hold the meeting when the results of the key comparisons were ready for discussion and approval by the CCT.

#### Defining fixed points and interpolating instruments

The effort here focuses on improving techniques for realizing the fixed points of the ITS-90 and for interpolating instruments, on studying non-uniqueness and on updating *Supplementary Information for the International Temperature Scale of 1990*.

Two papers on the ITS-90 have appeared in *Metrologia*. The first paper discusses the purpose of an international temperature scale and presents some concepts that are basic to the ITS-90, including those of non-

uniqueness and temperature fixed points underlying the scale. The second paper recommends techniques for comparisons, at the highest levels of accuracy, of fixed-point cells that are used for contact thermometry. An additional paper discusses the influence of impurities on fixed-point temperatures.

Investigations continue on the stability of high-temperature standard platinum resistance thermometers, on non-uniqueness, on the fixed points and their realizations, and interpolation methods for the ITS-90.

A revised version of Supplementary Information for the International Temperature Scale of 1990 is in preparation.

## Secondary fixed points and techniques of approximation to the ITS-90

Two main tasks related to this activity have been completed: publication of a new list of secondary fixed points and a revision of thermocouple and industrial platinum thermometer reference tables. The chief remaining task is the revision of the monograph *Techniques for Approximating the International Temperature of 1990*.

#### International equivalence of temperature measurements

The tasks here focus on collecting information on regional and bilateral comparisons, organizing suitable comparisons between regional groups at the highest level of accuracy, and establishing procedures for estimation of uncertainties.

A meeting of some members of Working Group 3 and members of the laboratories piloting temperature key comparisons was held in Bratislava at the SMU (Slovakia) in April 1999, and a subsequent meeting was held in June 1999 at the Nederlands Meetinstituut (NMi, the Netherlands).

Most of the key comparisons are still in progress. None of the results are ready yet for approval by the CCT. Discussions revealed that there is not yet a clear consensus on (1) what calibration services should be included in Appendix C of the MRA, (2) how these services are to be determined to be "consistent" with results in Appendix B, and (3) what additional comparisons, if any, are necessary to support Appendix C declarations on industrial thermometers such as thermocouples.

A meeting of Working Group 3 together with representatives of pilot laboratories of the CCT key comparisons will take place at the NIST (United States) on 17 and 18 January 2000.

Thermodynamic temperature determinations and extension of the ITS-90 to lower temperatures

Activities here are in three areas:

1) Study of determinations of thermodynamic temperature T and differences  $(T - T_{90})$ 

Few new determinations have been published since 1996, but a notable paper on acoustic thermometry in the range 217 K to 303 K by Moldover and colleagues at the NIST (*J. Res. Natl. Inst. Stand. Technol.*, 1999, **104**, 11-46) shows departures of up to 4.6 mK from the ITS-90, with significant implications for the accuracy of the scale at higher and lower temperatures.

Several experiments are planned in a number of laboratories including, for example, a continuation of the NIST work up to 800 K, noise thermometry at the Measurement Standards Laboratory (MSL, New Zealand) up to 693 K and at the PTB (Germany) up to 1830 K, spectral or total radiation thermometry at the NPL (United Kingdom), PTB and elsewhere, and gas thermometry in various ranges below 300 K, by constant volume, dielectric constant and Rayleigh scattering means, at the NMi, PTB and NPL, respectively.

Such experiments are long-term, and a clearer picture of the accuracy of the ITS-90 will be slow to emerge. Meanwhile a theoretical analysis of the resistivity of platinum is being refined at the MSL to test the consistency of the experimental results obtained.

2) Study of the <sup>3</sup>He vapour pressure scale below 3 K

Experiments in <sup>3</sup>He vapour pressure thermometry have been carried out at the NIST and the NMi, and are in progress at the PTB. The difficulties and differences increase as the temperature falls, but it is important to establish the accuracy of the ITS-90 at its current lower limit, and to obtain an accurate correlation between <sup>3</sup>He vapour pressures and melting pressures, which are needed for the extension of the scale.

# 3) Study of temperature scales below 0.65 K

The objective of this activity is to make a recommendation to the CCT regarding the extension of the ITS-90 down to 1 mK. Progress in developing a <sup>3</sup>He melting pressure relation was reviewed at a workshop held in Leiden (the Netherlands) in September 1998. The differences between the scales developed at the PTB and at the NIST and the University of Florida are considerable at the lowest temperatures, and have since been extensively analysed using thermodynamic calculations. No firm conclusions have yet been reached, and it is not clear whether agreement on a provisional melting pressure equation will be achieved before the meeting of the CCT in April 2000.

A meeting of the Working Group 4 is planned for 20 and 21 January 2000 at the NIST.

## Thermodynamic temperature determinations for high-temperature black bodies

An *ad hoc* joint CCT/CCPR working group is exploring the relative merits of using the ITS-90 or absolute radiometry for the measurement of the thermodynamic temperature of a high-temperature black body. The ITS-90 recommends that such measurements be made by monochromatic radiation thermometry and reference to any one of the silver, gold or copper freezing points. A number of radiometrists, however, prefer to use alternative methods such as absolute measurement of the radiant flux in a well-characterized spectral band using a cryogenic radiometer, or measurement of the ratio of radiant fluxes in two or more spectral bands at a single temperature.

In its preliminary report for the 1996 CCT meeting, the working group concluded that for routine applications the ITS-90 methods are currently a little more accurate and easier to use than those of absolute radiometry, but that for an expert in both fields, absolute radiometry can be marginally more accurate. Both methods are ultimately expected to yield the same accuracy.

Small-scale international comparisons of filter radiometers and of black bodies are now under way, with the NPL and the NIST acting as pilot laboratories.

### Humidity measurements

In response to the increasing demands from industry for humidity standards and the growing importance of such measurements and standards in national laboratories, a working group on humidity measurements was established in 1994. Since then the group has focused its effort on the first of its four tasks, namely the organization of an international comparison of humidity generators (dew-point standards), which is now well under way. Regional comparisons in the APMP, the EUROMET and the SIM will be followed by one in which the RMOs are fully linked to the CIPM comparisons.

In EUROMET, two NPL dew-point transfer standard hygrometers, which together cover the range from -75 °C to 80 °C, have been circulated among eight national laboratories: the Centre Technique des Industries Aérauliques et Thermiques (CETIAT, France), the IMGC (Italy), the Instituto Nacional de Técnica Aeroespacial (INTA, Spain), the Mittatekniikan Keskus (MIKES, Finland), the NMi (the Netherlands), the NPL (United Kingdom), the OFMET (Switzerland) and the PTB (Germany). Results of the comparison have been reported at the International Symposium on Humidity and Moisture held at the NPL in April 1998.

As part of the current phase of the international comparison, comparisons using an INTA precision dew-point transfer standard have been conducted among the national laboratories at the INTA, NIST, NPL and the PTB. Results of a bilateral comparison between the INTA and the NIST standard generators in the range from  $-70\,^{\circ}\text{C}$  to  $20\,^{\circ}\text{C}$  were also reported at the International Symposium.

In the SIM, the NIST will provide a precision dew-point hygrometer for use as a transfer standard for comparison among three national laboratories: the CENAM (Mexico), the Instituto Nacional de Metrologia, Normalização e Qualidade Industrial (INMETRO, Brazil) and the NIST (United States).

In the APMP, a comparison is being conducted among the national laboratories at the Centre for Measurement Standards (CMS, Taiwan), the KRISS (Rep. of Korea), the NML (Australia), the National Research Center for Certified Reference Materials (NRCCRM, China), the NRLM (Japan), Singapore Productivity and Standards Board (SISIR, Singapore) and the Standards and Industrial Research Institute (SIRIM, Malaysia). An NRLM precision dew-point hygrometer is being used as a transfer standard.

Dr Gebbie then paid homage to Prof. Luigi Crovini, who died suddenly on 21 October 1995 at the age of 58. Luigi participated in all CCT meetings since its 9th meeting in 1971 until the 18th in 1993, at which he was President for the first time. At the time of his death, he was Director of the IMGC, a Director of the Consiglio Nazionale delle Ricerche (CNR), and Secretary Designate of the CIPM. His scientific interests were wide and his many publications in refereed journals include articles not only on temperature measurement and temperature scales, but also on the thermal properties of materials, noise measurement, humidity measurement and various aspects of the theory of measurement. Throughout the 1980s Prof. Crovini played a key role in the development of the ITS-90, and in the short time he was President of the CCT he initiated studies on the implementation of the ITS-90 and its extension to lower temperatures. A special issue of *Metrologia* (1996, 33, No. 4) has been dedicated to his memory.

Draft Resolution I on the extension of the ITS-90 to lower temperatures was then approved unanimously as Resolution 9 (see page 332).

### 11.6 The Consultative Committee for Photometry and Radiometry

Dr A.J. Wallard, President of the Consultative Committee for Photometry and Radiometry (the Comité Consultatif de Photométrie et Radiométrie, CCPR), presented his report.

Since the 20th General Conference the CCPR has met twice, holding its 14th meeting at the BIPM on 10-11 June 1997 and its 15th meeting, also at the BIPM, on 24-26 March 1999. The main issues of concern to the Committee during its formal meetings were the selection of key comparisons to be carried out in support of the MRA and maintaining the momentum of its working sub-groups.

### Key comparisons

At its 14th meeting the CCPR identified six key comparisons, based on the recommendations of a working group led by Dr A.C. Parr (NIST, United States). These are:

**Spectral irradiance** (CCPR-K1) between 250 nm and 2500 nm. The pilot laboratory is the NPL (United Kingdom) with the work expected to be carried out between April 1999 and May 2000. One interesting aspect of this comparison is that it will enable the CCPR to evaluate the performance of FEL and type II Polaron lamps as well as to assess the effects, if any, on these two types of lamps which result from hand-carrying or from conventional transportation. These aspects of this comparison will help advance a closely argued discussion on the relative merits of the two types of source.

**Spectral responsivity** (CCPR-K2). This is a comparison of detector performance split into three wavelength ranges:

- near infrared (900 nm-1600 nm): the NIST is the pilot laboratory for this comparison, scheduled to finish by August 2000;
- visible (300 nm-1000 nm): the BIPM pilots this comparison which is due to start in January 2000 and be completed by June 2001;
- ultraviolet (200 nm-400 nm): starting in July 2000, this comparison is led by the PTB (Germany) and will finish in 2001.

The comparison repeats a similar spectral responsivity comparison reported to the last General Conference but it is timely as many laboratories now use cryogenic radiometers. Also, in the last comparison only the wavelength range from 250 nm to 1000 nm was used.

**Luminous intensity/responsivity** (CCPR-K3.a and CCPR-K3.b). Two related comparisons of luminous intensity and responsivity are based on comparisons launched in 1994 by the CCPR at its 13th meeting. One is a lamp-based comparison of luminous intensity and the other a detector-based photometric comparison led respectively by the PTB and the BIPM. These comparisons were both completed in 1999. The results will be discussed later in this report.

**Luminous flux** (CCPR-K4). Linked closely to the luminous intensity comparison, the PTB, as pilot laboratory, has now completed the comparison. The results will be discussed later.

Spectral diffuse reflectance (CCPR-K5). The NIST is the pilot laboratory for this comparison which will be confined to the visible region, where careful specification of the measurement conditions is required. The comparison will begin early in 2000. In preparing for this comparison, the CCPR noted that several laboratories are using goniophotometers rather than the older integrating-sphere-based approach to diffuse reflectance and that anomalous results had been found. A small sub-group of laboratories has agreed to investigate this.

**Spectral regular transmittance** (CCPR-K6). This comparison was chosen because of the subject's increasing importance in, for example, the pharmaceutical, glass, plastics and drinks industries. The comparison will be piloted by the BNM-INM (France). The filters to be used have been selected and the timing will be coordinated with that of CCPR-K5.

### Other CCPR comparisons

The CCPR has launched three supplementary comparisons, which are:

**Spectral radiance** (CCPR-S1). This comparison, piloted by the All-Russian Research Institute for Optophysical Measurements (VNIIOFI, Russian Federation), is expected to be completed by November 1999. It covers the range 220 nm to 2200 nm and will exploit new, high-performance, black-body references as well as a range of lamps.

Aperture area (CCPR-S2). This is an important comparison which will test laboratories' capabilities and techniques for the measurement of apertures themselves, often a critical factor in many other measurements. The comparison was initially delayed because of the relocation of facilities at the pilot laboratory, the NIST.

**Cryogenic radiometers** (CCPR-S3). In this comparison which finished in 1999, seventeen cryogenic radiometers have been compared successfully indirectly by using transfer detectors.

### Analysis of key comparisons

At its 14th meeting, the CCPR decided to establish a small working group, under the chairmanship of the President, to oversee the receipt and analysis of CIPM key comparison reports, as well as reports of key comparisons or supplementary comparisons from RMOs. Its initial meetings were timed to coincide with major related events such as NEWRAD and CORM conferences. In these meetings there was considerable debate over how best to tackle the analysis of results in photometry and radiometry, especially the

issues of "outliers" and the options for evaluating a reference value when a quantity has a high spectral dependence.

These meetings, with the help of considerable e-mail and other correspondence, enabled a meeting of the CCPR Key Comparison Working Group to be held on the day before the 15th meeting of the CCPR. This preparatory discussion allowed the group to reach the following consensus: on the assumption that the laboratories in key comparisons had agreed on robust uncertainty budgets for each participant, a mean derived from individual results weighted by the square of the inverse uncertainty would be statistically robust. The CCPR aims to achieve this ideal arrangement in due course, but acknowledged that some comparisons already under way had not always had full uncertainty budget analyses. For the completed comparisons, the CCPR accepted the working group's recommendation to set by consensus a state-of-the-art cut-off uncertainty where individual participants had claimed very low uncertainties.

This approach was adopted for the photometric key comparisons (i.e. not those with a spectral dependence) so that the final results could be calculated for reports in preparation for publication, and data could be prepared for inclusion in the KCDB.

The working group recognizes that it must tackle the difficult issue of spectrally dependent data in time to give guidance to pilot laboratories and participants in these comparisons.

In the meantime and for all future comparisons the CCPR will, however, insist on full uncertainty budgets with appropriate careful analysis, critical assessment and discussion between comparison participants.

The future work of the working group will cover RMO comparison data where the comparisons have been carried out in accordance with the procedures approved in the MRA.

### Air-UV Radiometry Working Group

The work of this increasingly important group continues. New source and detector techniques, as well as new requirements are emerging and the CCPR is keen to encourage the exploitation of detectors such as cryogenic radiometers at synchrotrons or electron storage rings which, in the short-wavelength UV region, can provide an interesting alternative to the use of x-ray dosimetry sources for calibrations.

Since the last General Conference the working group has continued its comparisons of spectral radiance between 200 nm and 400 nm. These measurements show close agreement in the wavelength region around 200 nm, where the results of the NIST, the PTB and the NPL all agree within one standard deviation. Despite clear evidence for ageing effects, it also revealed that deuterium lamps could be used for comparisons and for

maintenance of a relative spectral power distribution rather than as an absolute scale. Spectral radiance measurements proved more satisfactory than those of spectral irradiance, where results were somewhat worse than those reported in the 1992 comparison.

In this area as in others, detector-based methods have continued to improve and advance, as evidenced in the several special meetings and workshops that have been held, notably at the PTB and around the NEWRAD meetings. Pt-Si photodiodes show improved stability and can now be regarded as providing acceptable transfer standards, especially in the range from 200 nm to 400 nm, while filtered radiometers can achieve relative uncertainties of less than  $5 \times 10^{-3}$ . The group has been asked to continue its studies and will be presenting a proposal for a new work plan to the 16th meeting of the CCPR.

### CCT/CCPR Working Group

The CCT/CCPR Working Group had planned comparisons of temperature measurements using filter radiometers with special reference to the gold point temperature. The work has been delayed as a result of the heavy load already placed on NMIs by the key comparison programme.

### Concluding remarks

The CCPR continues to note that there are special needs in laboratories using laser sources for power measurements in relation to applications in, for example, the fabrication of high-resolution microcircuits, and new requirements in optical computing employing fibre optics and opto-electronics. In identifying these requirements, the CCPR comes close to the interests of other Consultative Committees, especially the CCEM. The Presidents of the CCPR and CCEM had briefly reviewed the potential for a common interest after the 14th CCPR meeting but did not identify a pressing need that was not then covered or, as was the case for optical power meters, being handled at the RMO level. At its 15th meeting, however, the CCPR accepted the NIST's offer to review the field and to report back.

The Committee's interests continue to be stimulated by the increasing numbers of cryogenic radiometers in the world's national metrology institutes and we note that accuracies better than a few parts in 10<sup>4</sup> are regularly achieved. These therefore are now dominating the techniques in the visible and infrared. New high-temperature black bodies are also offering new capabilities and detector-based transfer standards are challenging existing source-based scales. The field is vibrant in technology and promises to provide challenges to national metrology institutes for the foreseeable future.

Finally, and as President only since 1996, I wish to pay tribute to my predecessor, Dr William Blevin. As an acknowledged world expert, he not only made substantial personal contributions to the field but steered the CCPR over fourteen years during which there were many notable advances, including a redefinition of the candela as a direct result of his proposal.

The CCPR will hold its 16th meeting in 2001.

Prof. Bordé thanked Dr Wallard and brought up the difficulty of comparing the intensities of coherent and incoherent light. Dr Wallard agreed that this was an important issue. He said that many laboratories now use coherent (laser) sources over a wide wavelength range. One problem with non-coherent sources is that the intensity of the beam varies across the surface of the detector.

## 11.7 The Consultative Committee for Ionizing Radiation

Prof. G. Moscati, President of the Consultative Committee for Ionizing Radiation (the Comité Consultatif des Rayonnements Ionisants, CCRI), formerly the CCEMRI (the Comité Consultatif pour les Étalons de Mesure des Rayonnements Ionisants), presented his report.

Ionizing radiation plays an important role in many fields of science and technology. The accurate measurement of ionizing radiation is most important in radiotherapy applications, but other medical and industrial applications make heavy demands on metrological services and measuring levels of activity in the environment is becoming increasingly important for many governments. High levels of activity (from TBq to PBq) are used in radiotherapy, for gamma radiography, food preservation, medical instrument sterilization and in the nuclear industry, together with high dose levels (from Gy to MGy) both from radionuclide sources and from linear accelerators; medium levels of activity are used in radiopharmaceuticals and for brachytherapy sources (from MBq at diagnostic levels to GBq at therapy levels) with corresponding medium dose levels (from mGy to Gy), the lower values also being delivered from diagnostic x-ray equipment; low levels of activity (from Bq to kBq) and of dose (µGy to mGy) are needed for example for evaluating contamination in the environment and for personal dosimetry. Taken together, these applications call for measurements covering a wide range of radiation types, energies and doses.

While the measurement uncertainty required by the users in these fields is modest in relation to other fields of metrology (from 1 % for radiotherapy to 10 % for the environment), the need to achieve the defined accuracy is crucial, as failure can be life-threatening. In the national metrology institutes, the uncertainties must be of at least an order of magnitude better than those for calibration laboratories which themselves need to be better than the end

user requirement. No single measurement method covers all the types, energies, activities and doses of radiation which are of interest, so a broad range of techniques must be maintained to link the measurements to SI units. As well-characterized ionizing radiation is difficult to produce and many parameters must be measured, ionizing radiation metrology is an important and heavy load on the NMIs. The CCRI fulfils a key role in bringing together representatives of the world's ionizing radiation metrology institutes. The work initiated by the CCRI, both at the BIPM and elsewhere, provides a secure and permanent link between ionizing radiation measurements and the SI.

Since the 20th General Conference, the CCRI has met three times and each of its three Sections has met twice. Section I (X- and  $\gamma$ -rays, electrons) met from 14 to 16 April 1997 and 26 to 28 May 1999; Section II (Radionuclide measurements) from 23 to 25 April 1997 and 31 May to 2 June 1999 and Section III (Neutron measurements) from 21 to 22 April 1997 and 31 May to 1 June 1999. The then designated CCEMRI met on 27 and 28 June 1996, 7 and 8 July 1997 and the CCRI met on 3 June 1999. Since its meeting in 1997, the CCRI has been reduced in size to include just its President and the Chairmen of the three Sections, together with the Director of the BIPM and the Executive Secretary. The meeting now lasts less than a day and the new format seems to work well.

In the report which follows, the work of the CCRI, which is closely linked to the corresponding activity of the BIPM, is described in Section order.

### X- and γ-rays, electrons

The measurements made at the BIPM in the field of dosimetry are of two complementary types: international comparisons approved by the CCRI and calibrations based on established and maintained standards. To support this work there is a continual programme of research and development of measurement standards and techniques.

The ongoing activity in comparisons and calibrations against the BIPM standards for air kerma and absorbed dose to water is considered a priority by the CCRI. Since 1995, over thirty comparisons of primary standards involving more than twelve countries have been carried out. This major increase in interest by the NMIs stems from the MRA developed during this period. Section I decided on the comparisons that should be included in the KCDB and agreed that primary standards should be compared with the BIPM at least every ten years. It was also agreed that the values determined by the BIPM standards will be used as the key comparison reference values for all dosimetry comparisons.

For national laboratories which maintain secondary standards, calibrations are made periodically and this work has involved over forty ionization chambers from twelve countries. The International Atomic Energy Agency

(IAEA) in cooperation with the World Health Organization (WHO) coordinates a network of Secondary Standards Dosimetry Laboratories (SSDLs) established in seventy-two countries which significantly extends the traceability of radiotherapy and indeed other dosimetry ranges. The IAEA's dosimetry references are traceable to BIPM standards, periodic calibrations of its reference instruments (ionization chambers, thermoluminescent dosimeters) being carried out in the BIPM radiation beams.

Primary standards for radiotherapy and radiation protection are maintained using x-ray beams and sources of  $^{60}$ Co and  $^{137}$ Cs  $\gamma$ -rays. The  $^{60}$ Co source used for radiotherapy-level standards is due to be replaced this year, having decayed to an unacceptably low level. With the proposed increase in activity from 40 TBq to 170 TBq, a new radiation safety and monitoring system has been designed and installed. A planned replacement programme for the measuring equipment and the x-ray installations has also started and should be completed within four years.

Various parameters linked to primary standards and to comparisons and calibrations have been investigated, among them the calculation (using Monte Carlo codes) of electron-loss and photon-scatter correction factors for free-air ionization chambers of various designs used as national standards, the relationship between air kerma and absorbed dose to water for various secondary standards, and the influence of irradiation conditions on the calibration of ionization chambers in terms of absorbed dose to water.

High-energy beams of photons and electrons from linear accelerators are increasingly used in radiotherapy and indeed in industry. A transportable transfer system for comparisons between the NMIs has been developed based on ionization chambers. Six institutes have expressed an immediate interest. For absolute dosimetry, a graphite calorimeter has been donated by the Institut Universitaire de Radiophysique Appliquée (IRA-OFMET, Switzerland) and a modern data acquisition system is being developed to measure absorbed dose in high-energy x-ray beams (up to 20 MeV).

### Radionuclide measurements

The activity measurements performed at the BIPM in collaboration with Section II include both absolute and relative measurements. Absolute measurements concern international comparisons in which aliquots of a radioactive solution are distributed among the participants; relative measurements concern the SIR to which samples of any  $\gamma$ -emitting radionuclide within a given range of activity, are submitted by national standards laboratories for comparison against the  $^{226}$ Ra reference sources at the BIPM.

During the period covered by this report, Section II undertook international comparisons of the quasi-pure beta-particle emitters <sup>90</sup>Sr and <sup>204</sup>Tl. The results of the <sup>90</sup>Sr comparison are satisfactory. A detailed analysis of the <sup>204</sup>Tl results showed significant discrepancies in the results and a working group

has been formed to review the standardization methods used and any influencing factors. Problems concerning the standardization of <sup>192</sup>Ir were also highlighted and it was agreed to investigate these before continuing with the full international comparison. A comparison of <sup>152</sup>Eu activity measurements is under way and new comparisons of <sup>89</sup>Sr and <sup>238</sup>Pu are planned for the year 2000. The results approved by Section II for absolute activity comparisons will be included in the KCDB. Some comparisons are more than ten years old but it was felt important to maintain these results.

The SIR plays a role of increasing importance in efforts to improve worldwide quality assurance through the international equivalence of national activity measurements. A total of 762 ampoules had now been measured which has produced 535 independent results for 59 gamma-ray emitters including some radioactive gases. The extension of the SIR to pure beta emitters measured at the BIPM using the liquid scintillation technique developed by the Centro de Investigaciones Energéticas, Medioambientales y Tecnológicas (CIEMAT, Spain) and the NIST (United States) has been successful but a system to maintain reproducibility over extended periods will be necessary. The measurement of short-lived radionuclides is under consideration. Section II agreed that the results of the SIR which are directly traceable to primary standards methods will be used to produce the key comparison reference values for the MRA. The SIR continues to serve as a calibration system for laboratories that use secondary or derived methods for radionuclide standardization. A monograph describing the entire SIR is in preparation for publication.

The SIR ionization chamber efficiency curve has been re-evaluated and the results are being published. A gamma spectroscopy system, based on a Ge(Li) detector, has been developed at the BIPM and has already proved its usefulness in identifying possible impurities and measuring their activities in ampoules submitted to the SIR. A hyperpure Ge detector has been purchased and a system with better resolution is consequently being realized. A triple-to-double coincidence ratio method for absolute activity measurements is being developed and should provide a useful addition to the absolute measurement methods available at the BIPM.

A stable and reproducible standard ionization chamber, realizable by any NMI at any time, is under development at the NPL (United Kingdom) as a project of Section II. The incorporation of such a chamber into the SIR would provide initially a back-up instrument and, once proved, could eventually replace the SIR ionization chambers. Having identical chambers at each NMI should ultimately facilitate comparisons of gamma emitters, particularly of short-lived radionuclides, and enable many more comparisons to be conducted.

#### Neutron measurements

The main activity of Section III has been an international comparison between six national institutes of measurements of 24.5 keV neutron fluence. Such neutrons may be generated by filtered reactor beams, Sb-Be  $(\gamma,n)$  radioactive sources, and reaction of proton beams on Sc targets. The comparison involved the circulation of a set of three Bonner spheres with a common <sup>3</sup>He proportional counter detector. The BIPM was involved in the stability checks of the transfer instrument between each institute's measurement. Once the measurement uncertainties have been fully evaluated, the weighted mean will be used as the key comparison reference value. The results will be published in *Metrologia*.

Comparisons of neutron measurements have now been made from 24.5 keV to 14.7 MeV over several selected energies. Section III decided that as neutron comparisons take many years to complete, all its past comparisons, dating back to the 1960s, should be indicated in the KCDB but no degrees of equivalence will be determined until each comparison is repeated. Plans are under way for new key comparisons: of thermal neutron fluence rates by circulating a set of  $^{10}$ B ionization chambers as transfer instruments; of monoenergetic fast neutron fluence rates with each participant taking its standard to the PTB so that all the measurements can be made within a short time frame; and of radionuclide neutron source emission rates using an  $^{241}$ Am-Be ( $\alpha$ ,n) source circulated to the participants.

Since the neutron work at the BIPM ceased in August 1995 the equipment and reference standards have been returned to the original owners or given to laboratories with a particular interest in the field; for example, the Bonner spheres and the <sup>3</sup>He proportional counters have been returned to the NPL and the Mn bath is now installed at the Instituto de Radioproteção e Dosimetria (IRD) in Brazil.

Prof. Bordé thanked Prof. Moscati for his presentation and invited questions. Dr Wallard asked why only provisional results were available for CCRI key comparisons. Dr Allisy-Roberts (BIPM) explained that the description "provisional" indicated only that the results had not yet been published. Dr Ugur said that he was pleased to see that the <sup>60</sup>Co comparisons covered 65 % of the world population, but asked what the policy of the CCRI is regarding non-member countries. Prof. Moscati replied that the CCRI supports the Member States of the Metre Convention, and that RMOs extend the coverage to other countries. With the introduction of Associate States, this will be extended. In response to a question from Dr Leitner (Austria), Dr Allisy-Roberts said that at the last meeting of CCRI Section I it had been decided not to include dosimetry measurements in the list of CCRI key comparisons but they would instead be included as a supplementary comparison.

#### 11.8 The Consultative Committee for Amount of Substance

Dr R. Kaarls, President of the Consultative Committee for Amount of Substance (the Comité Consultatif pour la Quantité de Matière, CCQM), presented his report and Draft Resolutions J and K, on metrology in chemistry and biotechnology (see pages 362 and 363).

### The mole and metrology in chemistry

Since the 20th General Conference, the CCQM has met every year (14-15 February 1996, 20-21 February 1997, 19-20 February 1998 and 8-12 February 1999). The interest shown by the NMIs and their associate institutes in the field of metrology in chemistry has increased very much over the last five years.

In many countries the NMIs have started or intensified activities in this field. As investments in appropriate equipment, in particular that needed to carry out primary measurements, can be considerable and specialized knowledge in chemistry is needed, the NMIs in several countries have established close cooperation with other leading laboratories in their respective countries.

The rapidly increased interest in metrology in chemistry is certainly triggered by the requirements of trade and industry for reliable and traceable measurement data. Also the requirements of society with respect to such areas as health, safety and the protection of the environment have necessitated more accurate and traceable measurements in chemistry. Trade agreements as concluded under the World Trade Organization (WTO) and agreements between accreditation bodies have to be underpinned by reliable and traceable measurements. Technical barriers to trade have to be avoided.

In the field of chemical measurements an enormous amount of work still has to be done in order to arrive at a more satisfactory situation. Therefore the interest to join in the work of the CCQM and its working groups is great and has led to many requests for at least observer status in the CCQM. Parallel to this development one can observe increased activities in this field by the RMOs.

The CCQM has established good cooperation with regional and global organizations active in the field of metrology in chemistry like the Cooperation on International Traceability in Analytical Chemistry (CITAC), the IUPAC, IFCC and the ISO-REMCO.

At the 20th General Conference in 1995 a report was presented on the first actions and results by the CCQM and its predecessor, the CIPM Working Group on Metrology in Chemistry which was created in 1992. Since then considerable progress has been achieved, a strategy has been developed, priorities set and a framework of studies and key comparisons agreed and implemented.

### Results of studies and comparisons

The CCQM has continued its considerations and discussions on what are the primary methods to apply, what are primary reference materials and more generally about the role of certified reference materials.

A liaison has been established with the JCGM Working Group on the VIM in order to discuss some definitions of terms which fulfil the needs of the chemical society and which can be understood by this society.

Documents and protocols have been finalized and published which describe the primary methods of isotope dilution mass spectrometry, coulometry, gravimetry, titrimetry and determination of freezing point depression (differential scanning calorimetry).

In the meantime some other potentially primary methods, such as nuclear magnetic resonance (NMR) spectroscopy, are under study.

The following comparisons have been carried out:

many cases even an order of magnitude better.

- Lead in water sample: pilot laboratory the NIST (United States)
  This comparison is partly a repetition of the study carried out during the starting period of the CCQM. A better guidance document has been written and more detailed preparations were carried out before the real comparison took place. Now the results are very satisfactory, demonstrating that all eleven participants were able to demonstrate comparability to within ± 1 %.
- Gas mixtures CO, CO<sub>2</sub>, NO, SO<sub>2</sub> in nitrogen, and three compositions of natural gas: pilot laboratory the NMi (the Netherlands)
   This large series of comparisons has been completed. The results have demonstrated that satisfactory comparability between the participating NMIs and traceability to the SI can be well achieved to within ± 1%, in
- pp'-DDE in iso-octane by isotope dilution mass spectrometry (IDMS) The results at higher mass fractions (4.74  $\mu$ g/g) showed satisfactory agreement (within  $\pm$  1 % of the reference value) between all the ten participating institutes. However, at lower mass fractions (0.072  $\mu$ g/g), a wider spread in the results of the participating institutes has been observed; six of the ten participating institutes agreed to within  $\pm$  1 % of the reference value.

In all cases it became clear that more harmonization in the statement of measurement uncertainty has to be obtained.

## Organization of the work of the CCQM

In order to organize the work to be carried out by and under the CCQM in an efficient and effective way and taking into account the consequences of the MRA, the CCQM has created five working groups, being:

- Working Group on Key Comparisons, chaired by the NIST;
- Working Group on Organic Analysis, chaired by the NIST;
- Working Group on Inorganic Analysis, chaired by the Laboratory of the Government Chemist (LGC, United Kingdom);
- Working Group on Gas Analysis, chaired by the NMi;
- Working Group on pH, chaired by the PTB.

### Working Group on Key Comparisons

The CCQM distinguishes between its work in studies and key comparisons.

Studies do not only include relevant research and development projects but also trial comparisons as a first exercise for potential new key comparisons.

Since the area of metrology in chemistry is very extensive, the CCQM has concluded that it has to set priorities. Thus, only those key comparisons will be defined and carried out which are central for a certain chemical area, are interesting from the point of view of metrology, and have a great impact for trade, industry or society.

Also, the CCQM has started to define a more lengthy programme of studies and key comparisons. The framework adopted by the CCQM covers the following areas:

- Health: clinical diagnostic markers
- Food: pesticide residues, toxins in food, drinking water
- Environment: water, air, global warming gases, point-source emissions, contaminants in soils/sediments/incinerator ash, metals in biological tissues, toxic metals in recycled plastics
- Advanced materials: semiconductors, metal alloys, polymers and plastics, catalysts
- Commodities
- Forensics
- Pharmaceuticals
- Biotechnology
- General analytical applications: purity of materials, calibration solutions, isotopic standards

So far, nine key comparisons are ongoing or have been planned and twenty studies have been carried out or have been planned.

The list of comparisons and studies submitted to the CCQM is published in the report of the 5th meeting of the CCQM (1999) in Table 1 (pp. 86-89), and the list of key comparisons (K) and pilot studies (P) of the CCQM, completed, ongoing or planned, is given in Table 2 (pp. 42-43).

### Working Group on Organic Analysis

Over the course of the past year the work to be carried out by this working group became well structured.

At the last CCQM meeting, results of studies and comparisons were presented and progress was reported on the following issues:

- NMR spectroscopy of mixtures, which potentially may be a primary method to be applied in the area of organic compounds in liquid mixtures. The results were promising and the study will be continued.
- pp'-DDE in corn oil comparisons demonstrated promising comparability between the participating institutes, especially at higher concentration levels. Key comparisons of this type in cod liver oil have been planned again for the next period.
- Studies on the characterization of pure organic substances by a variety of purity assessment techniques. These studies have been very useful in identifying the issues which need to be resolved in future studies of this type.
- Cholesterol in human serum comparisons demonstrated satisfactory results for clinical analysis but not directly as an exercise to demonstrate equivalence among the NMIs. Further comparisons will be organized.

## Working Group on Inorganic Analysis

Projects in this field also became much more structured over the last year.

Results of studies and comparisons were presented and progress reported on the following issues at the last CCQM meeting:

- Characterization of pure inorganic substances like NaCl, KCl and K<sub>2</sub>Cr<sub>2</sub>O<sub>7</sub> by different methods led to the conclusion that there is a need to formulate much more precisely the analytical procedures and procedures of handling the samples (for example the drying procedure).
  - Also there is a need to define much more precisely which methods are usable for which compounds and which ranges, taking into account the intended use of the compound under examination.
- Isotope dilution mass spectrometry of Cd and Pb in natural fresh water samples demonstrated good progress in establishing traceability and comparability between the participating NMIs. Moreover, since this key comparison was connected to comparisons organized by the IRMM including a large number of analytical laboratories in different countries,

it also demonstrated a good way of establishing traceability directly for field laboratories. The results of these field laboratories, however, are in many cases disappointing and made clear that much more training and education at the level of secondary reference laboratories and field laboratories is highly needed.

## Working Group on Gas Analysis

This working group has been very active since the beginning and has demonstrated that in the area of gas analysis very good results can be achieved in establishing worldwide traceability. The following progress was reported:

- The results of the major exercise starting in 1993, involving analysis of six important groups of gas mixtures (CO in nitrogen, CO<sub>2</sub> in nitrogen, NO in nitrogen, SO<sub>2</sub> in nitrogen and three types of natural gas) demonstrated good comparability.
- Comparisons of CO, CO<sub>2</sub> and C<sub>3</sub>H<sub>8</sub> (automotive gases) in nitrogen were recently completed.
- A comparison of ethanol in air has just begun, and comparisons of benzene, toluene and xylene in N<sub>2</sub> or air are planned.
- Studies and comparisons on global warming gases and air quality are in preparation.

### Working Group on pH

This working group has not yet carried out any comparisons or studies pending on a discussion on pH scales by the IUPAC. The IUPAC working group on this issue has now reached a consensus, so that the CCQM Working Group on pH will now start a key comparison involving pH determinations in two phosphate buffer solutions.

This working group will also consider comparisons in the field of electrical conductivity of solutions.

### General issues

Over the last four years the CCQM has discussed several issues of general importance.

Terminology: One of the difficulties faced by the CCQM is the
difference in terminology and understanding between the physical and
chemical communities. The CCQM is actively trying to bridge this gap,
to redefine, to "translate" or to explain certain concepts like primary
standard, primary method and primary reference material.

- Measurement uncertainty: In all cases of (key) comparisons carried out
  so far the calculation and statement of measurement uncertainty
  appeared to be a difficult and unclear issue. As a consequence it is still
  difficult to come to conclusions with respect to the equivalence between
  the participating NMIs. Therefore the CCQM will organize a special
  workshop for its members and participants in the comparisons by the end
  of 1999 at Sèvres.
  - More generally it can be concluded that the concept of measurement uncertainty is not yet fully explained and accepted by the chemical community. In this respect the work done by the Eurachem and CITAC by creating guidance documents for the calculation of measurement uncertainty in quantitative chemical analysis is very useful.
- Reference value of a key comparison: The meaning and role of the reference value of a key comparison and the possibility of transferring this value to regional comparisons have been discussed. The CCQM concluded that in many cases the transfer cannot be done directly. This means that, apart from the results of key comparisons, further measures need to be implemented to assure and demonstrate the competence of NMIs to disseminate traceability. The implementation of quality systems and introduction of peer review visits are useful tools for building up confidence in the capabilities and competence of the NMIs.
- Certified reference materials: The role of certified reference materials has been discussed. It was generally agreed that primary or certified reference materials can be used as national measurement standards, but that finally measurement technologies and capabilities, like primary methods, have to be developed much further and more fundamentally in order to establish worldwide traceability to stable anchor points like the SI and to be able to satisfy the rapidly growing needs of trade, industry and society in the field of measurements in chemistry.
- BIPM programme of metrology in chemistry: The CCQM concluded that it is essential that the BIPM build up its own fundamental knowledge in the field of metrology in chemistry in order for it to become a competent partner in the international community of chemists and to assist clearly in the establishment of a worldwide system of traceability and comparability in the field of measurements in chemistry. Therefore the CCQM has advised the CIPM to establish a chemical metrology activity at the BIPM, which will make it possible to develop the necessary knowledge and skills to contribute to the basic principles of traceability in the field, to be practical and of added value to the NMIs by being able to deliver services underpinning traceability and to be seen and recognized by the chemical community as a key player in this respect. The installation of a laboratory in the field of gas analysis has been welcomed by the CCQM and is seen as a good starting point for some future possible fundamental developments.

- Qualitative analysis and identification: One of the great difficulties in
  analytical chemistry is the identification of what one is really measuring
  and the certainty with which one can state that the measurement result is
  really the defined measurand. In many cases also the measurand is not
  well and completely enough defined. This issue will be on the agenda of
  the CCQM in the next few years.
- *Viscosimetry*: Several NMIs have also suggested the organization of studies and comparisons concerning viscosimetry. In September 1999 a meeting was organized at the BIPM in Sèvres to investigate the problems, needs and possibilities for further activities in the area.

### The katal and the SI

The CCQM endorsed the proposal of the CCU to adopt as a derived unit in the SI the unit "katal" (abbreviation "kat") to denote mol/s when expressing enzyme activity.

The original proposal was submitted to the CCU by the IFCC and the CCQM added a recommendation that when the katal is used the measurand must be specified by reference to the measurement procedure, which must identify the indicator reaction.

Draft Resolution N (see page 366) is presented by the CCU on behalf of both Consultative Committees.

# Draft CGPM resolutions on metrology in chemistry and metrology in biotechnology

Over the past several years much more awareness with respect to traceability of measurements in chemistry has been perceived by those directly or indirectly concerned in the results of measurements in chemistry. Several regional and international organizations now have this issue on their agenda and have published or will publish papers and guidance documents with respect to traceability, comparability, measurement uncertainty, and the quality and role of certified reference materials.

Among these organizations one can mention the CITAC, Eurachem, IAEA, ISO-REMCO, and IUPAC, while others, such as the Association of Official Analytical Chemists (AOAC), are considering the issue.

The need to eliminate measurement-related technical barriers to trade in general as part of trade agreements under the WTO requires much more attention from the NMIs. In particular the areas of food science, pharmaceuticals, environment and advanced materials require a better, more accurate and traceable base of measurement standards in chemistry. Also the

quality of life and the costs of environmental and health decisions require more careful and accurate control. A long-term stable and sufficiently accurate measurement system, delivering worldwide traceability and comparability, is an essential requirement for realizing the goals set by society, trade and industry.

This requires the full, efficient and coordinated support of the NMIs. Since time and money should not be wasted it is recommended that the NMIs cooperate where feasible with other analytical chemical laboratories having key responsibilities in certain areas like health, food, the environment, and forensic or general chemical analysis.

The same considerations apply to the area of biotechnology. Society becomes more and more aware about the importance of accurate (fit for purpose) and internationally traceable measurements in chemistry and the enormous burden of costs involved in false measurement results. Regulations on in-vitro measurements now have a traceability requirement (for example in Europe). The fast-growing importance of bioscience and technology in human health, food production, forensic medicine and the protection of the environment make it clear that an adequate metrological infrastructure is highly needed in order to realize reliable measurement results based on the SI. National and international cooperation with all parties concerned is necessary. Draft Resolutions J and K were prepared in this light (see pages 362 and 363).

Prof. Bordé thanked Dr Kaarls for his presentation and invited questions from the floor. Mr Faber (OIML) remarked that chemical metrology was a new discipline in many national metrology laboratories, warning that the CCQM should be wary of beginning activities in too many fields, because new activities required a large investment. He suggested that the work of the CCQM would be better spread over a number of different laboratories in order to lighten the load on the NMIs. Dr Kaarls responded that the distribution of work was a matter for the national governments, but agreed that the involvement of other key laboratories (other than the NMIs) was essential. He added that it was important that the RMOs also take this into account.

Prof. Bordé asked if Dr Kaarls had a list of top priorities to which Dr Kaarls replied that he had many. The highest priority was to launch the key comparisons listed in his report. The CCQM had chosen areas with a direct impact on society and in which it was likely that results could be achieved.

Draft Resolution J was approved unanimously as Resolution 10 and Draft Resolution K approved with one abstention (South Africa) as Resolution 11 (see pages 333 and 334 respectively).

## 11.9 The Consultative Committee for Acoustics, Ultrasound and Vibration

Dr A.J. Wallard, acting President of the Consultative Committee for Acoustics, Ultrasound and Vibration (the Comité Consultatif de l'Acoustique, des Ultrasons et des Vibrations, CCAUV), presented his report.

At its 87th meeting in September 1998, the CIPM agreed to establish a new Consultative Committee to cover the fields of acoustics, ultrasound and vibration. This resulted from recommendations of a working group of the CIPM chaired by Dr Andrew Wallard.

The working group concluded that:

- There is a growing industrial, scientific and medical activity in these areas worldwide.
- Consultations with interested parties in the NMIs and from the ISO and the IEC reveal strong support for a coordinated activity by the BIPM.
- NMIs are keen to coordinate their research.
- Five key comparisons should be initiated.
- A new Consultative Committee would have strong support from NMIs.
- A special issue of *Metrologia* devoted to acoustics, ultrasound and vibration would be welcomed.

The CIPM accepted these findings and agreed to the formation of the CCAUV. The Committee held its first meeting in July 1999 under Dr Wallard's presidency and with Dr Allisy-Roberts (BIPM) as Executive Secretary. The participants presented their interests in the various fields and discussed the criteria for membership. The Director of the BIPM was asked to write to the NMIs asking them to declare an interest in full or observer status for the CIPM to consider in drawing up a list of members of the new Consultative Committee.

The five key comparisons proposed by the CIPM working group were endorsed and one more was planned:

- CCAUV.A-K1: comparison of sound pressure in air measurements from 63 Hz to 8 kHz;
- CCAUV.A-K2: comparison of sound pressure in air measurements at specific power-line frequencies (20 Hz, 50 Hz, 63 Hz);
- CCAUV.W-K1: comparison of sound pressure in water measured using hydrophones, from 1 kHz to 500 kHz;
- CCAUV.U-K1: comparison of ultrasonic power at various levels;
- CCAUV.U-K2: comparison of ultrasonic pressure measured using membrane hydrophones from 1 MHz to 15 MHz;

 CCAUV.V-K1: comparison of piezoelectric accelerometers from 40 Hz to 5 kHz.

The field is, therefore, well covered and there is good regional participation either from NMIs or, particularly in the case of underwater acoustics, nominated laboratories which hold the national standards.

There was agreement on how the RMOs could extend the CIPM key comparisons. The members present were also able to identify relevant RMO comparisons that could be prepared for analysis by the CCAUV and subsequent inclusion in the KCDB where appropriate.

Strong links with the IEC and ISO were established through the common membership of nominated individuals who were invited to act as liaison persons between the CCAUV and the appropriate IEC and ISO Technical Committees.

The CCAUV has agreed to meet in 2001 but a working group to deal with the analysis of key comparisons could meet earlier if there are completed comparisons for it to consider.

There were no questions from the floor.

### 11.10 The Consultative Committee for Units

Prof. I. M. Mills, President of the Consultative Committee for Units (the Comité Consultatif des Unités, CCU), presented his report and Draft Resolutions L, on the neper, and N, on the katal (see pages 364 and 366, respectively).

During the last four years the CCU has met three times, in February 1995, April 1996, and in September 1998. The most notable event for the CCU in this period was the preparation and publication of the 7th edition of the SI Brochure, which is the definitive publication from the BIPM on the SI. The 7th edition was published in June 1998, and representatives at the General Conference will have received a copy. The revision of the SI Brochure at intervals of six or seven years is a major responsibility of the CCU, and the 7th edition replaces the 6th edition which was published in 1992.

The meetings in February 1995 and April 1996 were mainly concerned with the preparation of the new edition of the SI Brochure. As with the previous two editions, the text is presented in both French and English. The new edition includes all decisions of the General Conference and the CIPM made since 1991, and also some further amendments made by the CCU.

Some changes of style have been introduced with the intention of making the Brochure more user-friendly to our international readership. The historical introduction and the discussion of the context of the SI have been expanded, including a note on SI units in the framework of general relativity. A section on units for dimensionless quantities has been introduced. The chapter on

units outside the SI has been significantly revised: after emphasizing the advantages of using SI units, the brochure now presents factual information on non-SI units without necessarily deprecating their use. Tables are provided classifying non-SI units into those that are accepted for use with the SI [Table 6] (such as the minute and the hour as units of time), those accepted for use whose values are obtained experimentally [Table 7] (such as the electronvolt), those currently accepted for use to satisfy the needs of special interests [Table 8] (such as the nautical mile, the ångström, and the barn), and those of more historical interest whose use is now discouraged [Tables 9 and 10]. For the first time a decimal point is used as the decimal marker in the English text, and a decimal comma in the French text. An entirely new chapter is introduced (Chapter 5) describing how to write the names and symbols for quantities and units, mainly taken from the recommendations of ISO/TC 12 in the ISO Standard 31, *Quantities and Units*.

At the meeting in September 1998 a number of new issues were discussed concerning further changes to the SI that have been proposed to the CCU by various bodies. Two of these have been recommended for further action by the CCU, approved by the CIPM, and now appear before the General Conference for your approval as Resolutions L and N. They concern recommendations for two new special names for coherent derived SI units, namely the neper (a dimensionless unit equal to one, used to express values of logarithmic decrement or attenuation) and the katal (equal to a mole per second, used to express values of catalytic activity). The neper is recommended because it is illogical not to include it when the radian is accepted as an SI unit, and the katal (which has already been in use for many years) because it is already widely used in clinical chemistry and to exclude it from the list of SI units may represent a danger to human health, as in the case of the becquerel, the gray and the sievert.

Other issues discussed at the 1998 meeting, but on which either the CCU or the CIPM decided to take no further action at the present time, were the following:

- We considered the possible extension of the SI prefixes from their present range of 10<sup>24</sup> to 10<sup>-24</sup>, to encompass 10<sup>48</sup> to 10<sup>-48</sup>. However, the CCU decided that such an extended range would be rarely used, and the advantages were outweighed by the possible confusion that it would introduce.
- We considered the possibility of changing the symbols for the prefixes for kilo, hecto and deca from k, h, and da to K, H and D.
- We considered the possibility of a name and symbol for the unit one (perhaps the uno, symbol U) to allow the use of prefixes on the unit for dimensionless quantities (such as microuno, μU, rather than the widely used ppm).

- We considered the possibility of revising the wording of the definitions
  of the base units of the SI, in order to achieve a standard form for all the
  seven definitions in line with modern thinking, in place of the historical
  wording which is different for each of the base units.
- We eventually reached the decision not to make any of these changes for the time being, however, although we shall keep all possibilities under review. The reason is that the CCU feels that changes to the SI should be kept to a minimum, and should only be made when there are very strong reasons for change. The SI is of worldwide importance, and to make many small changes at frequent intervals may lead to confusion amongst our many different users.

Draft Resolution N was presented on behalf of the CCU and the CCQM. Prof. Mills said that the CCU received many proposals for special names for derived units. They had been persuaded to recommend adoption of the katal because this unit is widely used in medical applications and prohibition of its use could cause difficulties for medical technicians, creating a possible danger to human health. Moreover, its adoption will serve as encouragement to the medical community to use the SI (see also Draft Resolution K, page 363).

Dr Plantenga (the Netherlands) stated that he considered the katal to be a useful addition to the SI, but questioned why the recommendation restricted its use to the fields of biochemistry and medicine. Prof. Mills agreed that the katal could be used in other applications, notably chemical kinetics, but reiterated the advice of the CCQM and CCU that its use should be restricted to medical applications. Dr Quinn added that, in general, use of the base units of the SI is preferred – in this case mol s<sup>-1</sup> – rather than katal. Dr Blevin drew a parallel with other special names adopted within the SI for derived quantities related to ionizing radiation, and Dr Carneiro (Denmark) added that he supported the use of special names under special circumstances, in which case the purpose should be identified when the units are presented.

After minor rewording of the section "decides" to take into account the view that the use of the katal should not be restricted exclusively to medicine, Draft Resolution N was adopted as Resolution 12 (see page 334). Italy and Poland abstained.

Prof. Mills then presented Draft Resolution L on the neper and the bel (see page 364). He explained that in expressions such as that for a decaying harmonic oscillator,

$$f(t) = \exp(-\gamma t) \cos(\omega t) = \text{Re} \left[ \exp(-\gamma t + i\omega t) \right],$$

the quantities  $\gamma t$  and  $\omega t$  are dimensionless. In expressing values for these quantities, however, it is customary to give them the unit "neper" and "radian" respectively, although since the quantities are dimensionless both the neper and the radian are actually equal to one. Thus the neper is used for expressing the value of logarithmic decrement of field quantities using

natural logarithms, and the radian is used for expressing the value of the angle appearing as the argument of trigonometric quantities. The neper has, of course, been used for many years, although it has not seen frequent use. The more commonly used unit of logarithmic decay is the bel, or its submultiple the decibel, based on logarithms to the base ten, and generally used for power quantities.

Prof. Mills explained that the CCU believes that it is not logical to include the radian as an SI unit, but to exclude the neper, when both occur in a similar way in the argument of the exponential function in equations such as that above. The CCU also believes that the neper and not the bel is the coherent SI unit for expressing the value of logarithmic decay, just as the radian and not the degree is the coherent SI unit for expressing the value of angles. This Draft Resolution was approved by the CIPM at its meeting in 1998.

This Draft Resolution was then discussed by the General Conference. Doubts were expressed about some aspects of the resolution. Prof. Giacomo, Emeritus Director of the BIPM, pointed out that neither the neper nor the bel are derived SI units in the usual sense, since they cannot be defined as algebraic combinations of SI base units in the normal manner, unlike the radian and steradian. Prof. Giacomo also observed that in practice the names neper and bel, which are both used to express the value of a number, are actually used to convey information on the nature of the quantity concerned, because the names used for the quantities in practice never mention either the fact that a logarithm is used or the base of this logarithm. Units should not be used in this way. He also suggested that although the use of the base "e" is more natural in relation to the exponential function used to describe physical phenomena, the use of the base ten might be regarded as more natural in relation to expressing the values of numbers.

The President of the Conference, Prof. Bordé, also expressed some doubts about the resolution, noting that in the spectroscopic application of the decaying harmonic oscillator, the quantity  $\omega$  appears as the angular frequency and  $\gamma$  as the half linewidth of the corresponding spectral line, suggesting that the unit used for expressing the values of  $\omega$  and  $\gamma$  should actually be the same rather than being radian per second and neper per second respectively as suggested by this resolution.

In view of the doubts expressed in the discussion, Prof. Mills suggested that it would be better to withdraw the resolution on this occasion, and await further consideration. He emphasized that he still believed, as did the CCU, that the neper should eventually be adopted as an SI unit, but he did not wish to press the resolution at this time while a number of members of the General Conference expressed such reservations about it.

The Conference accepted this course of action and Draft Resolution L was withdrawn.

## 12 Programme of future work at the BIPM

Dr T.J. Quinn, Director of the BIPM, presented a detailed programme of the work to be carried out at the BIPM during the years 2001 to 2004.

The text of the programme proposed by the International Committee is reproduced in Appendix B (see pages 371-393).

## 13 Annual dotation of the BIPM

### 13.1 Report of the meeting of the Working Group on the Dotation

Dr Blevin reported that the Working Group on the Dotation met during the morning of Wednesday 13 October. It comprised the delegations from Argentina, Canada, China, Czech Republic, Denmark, France, Germany, Italy, Japan, the Russian Federation, Singapore, the United Kingdom, and the United States.

### 13.2 Draft Resolution M

The Working Group on the Dotation held a lengthy discussion about the BIPM's financial situation, its work programmes and its plans for the future. Careful consideration was given to Draft Resolution M (see page 369), which concerns the BIPM dotation for the years 2001-2004. The CIPM's proposition was to maintain the dotation in real terms at the level agreed by the 20th General Conference for the year 2000. The Draft Resolution included an increase of 2 % per year in monetary terms to allow for expected inflation.

Although each Member State on the working group reported that it would not vote against the levels of dotation in Draft Resolution M if these were put to the General Conference, the working group nevertheless considered that the 2 % allowed for inflation was a little too high according to the latest economic predictions, and that 1.5 % would be a more appropriate

increment. The working group therefore recommended to the General Conference a modified form of Draft Resolution M, based on 1.5 % instead of 2 % increments. The working group supported a changeover from the gold franc to the euro. In the modified draft the recommended dotations are expressed in euros as well as in gold francs, as recommended by the working group.

### 13.3 Secondment of staff from NMIs to the BIPM

The working group suggested that some NMIs, particularly the larger ones, might be willing to augment the BIPM's scientific staff by sending appropriate staff on secondment to the BIPM as guest workers, chiefly at the expense of the NMIs.

### 13.4 Draft Resolution C

The working group agreed unanimously with the CIPM that any Member State or past Member State of the Metre Convention in arrears with its subscription should be able to become an Associate State or Economy of the General Conference only after full payment of its arrears.

## 13.5 Voting on Draft Resolution M

Draft Resolution M was passed as Resolution 13 (see page 335) with no votes against and two abstentions (Germany and the United States).

Prof. Göbel reported on behalf of the German delegation that they were very pleased and satisfied with the work done at the BIPM since the last General Conference and with the future work programme presented by the Director of the BIPM. However, the German Government had decided that its contribution to all international and intergovernmental organizations would be held constant nominally, and the German delegation was therefore obliged to abstain from voting for Draft Resolution M. Prof. Göbel confirmed that the German Government continues, however, to support the work of the BIPM.

Similarly Dr K. Brown explained that present legislation requires the United States Government to follow a policy of zero nominal growth in the assessments of international organizations. This policy applies to all international organizations across the board, even to specialized technical and scientific agencies like the BIPM. Despite their abstention in the vote on Draft Resolution M, the United States delegation conveyed their Government's continued support of the BIPM's work programme.

## 14 Proposals by delegates

Prof. Kovalevsky reminded participants that the Convocation requested that Member States inform the CIPM at least six months before the General Conference of their wishes or any proposals that they would like to submit for consideration. This is in order that the CIPM can abide by the decision of the 9th General Conference (Resolution 10, 1948), that "(1) the wishes or proposals thus deposited will be distributed by the bureau of the CIPM to all Member States of the Convention at least four months before the opening of the Conference so that delegates may receive the necessary instruction and authority; (2) all other wishes and proposals will be presented to the Conference only if the CIPM has had time to study them and has approved them".

Prof. Kovalevsky reported that no formal proposals had been received from Member States, but that he would like to submit three items for discussion.

### 14.1 Celebration of the 125th anniversary of the Metre Convention

May 2000 sees the 125th anniversary of the Metre Convention and the CIPM wishes to mark the occasion by organizing a day of colloquia presented by Nobel Prize winners who have contributed to developments in metrology. The French Academy of Sciences has offered to host this event jointly with the CIPM. In order to facilitate arrangements, the CIPM suggests that the celebrations should be scheduled to coincide with the next CIPM meeting, and that a meeting of directors of the national metrology institutes of the Member States of the Metre Convention should be held at the same time. The dates will be fixed to be during the week of 16-20 October 2000. The French Ministry of Foreign Affairs will host an evening reception for participants at the colloquium.

## 14.2 Establishment of an International Metrology Day

The CIPM has decided that 20 May should be celebrated internationally as Metrology Day, to be listed in the register of worldwide days. Prof. Kovalevsky encourages NMIs to make the most of this day to promote their metrological activities.

# 14.3 Search for candidates to replace Dr T.J. Quinn as Director of the BIPM, on his retirement at the end of 2003

Prof. Kovalevsky reminded delegates that, in accordance with the Metre Convention, the Director of the BIPM is appointed by the CIPM. He explained how the CIPM intends to approach the recruitment of a new director to replace Dr Quinn when he retires at the end of 2003. He called on delegates to circulate widely the prepared job announcement, calling for applications before 15 April 2000. A jury comprising the bureau of the CIPM will consider the candidates and report to the CIPM at their next meeting (in October 2000), when the appointment will be decided by the CIPM.

### 15 Renewal of half of the International Committee

In conformity with Articles 7 (1875) and 8 (1921) of the Rules annexed to the Metre Convention, half of the membership of the International Committee must be proposed for renewal by secret ballot at the General Conference. Incoming provisional members (those who in the case of vacancies have been provisionally elected since the last Conference) are first; others must be selected by lot from among the remaining members of the International Committee.

Before proceeding to the vote, Dr Quinn made a few remarks on the rules relating to membership and elections to the CIPM and the practice followed by the Committee in selecting candidates for membership. He began by describing the rules laid out in the Convention.

## 15.1 Rules in the Metre Convention relating to membership of the CIPM

Dr Quinn essentially reiterated the remarks made by Prof. Kovalevsky in his report concerning the rules in the Metre Convention pertaining to criteria for membership of the CIPM: each of the eighteen members must be of a different nationality and on the death or resignation of a member the vacancy should be filled by an election carried out by correspondence among the remaining members to be confirmed by a vote at the next General Conference.

## 15.2 The present situation

The present distribution of members of the CIPM is shown in the following table. The information given in each column is the following:

- A. RMOs;
- B. Number of Member States in each of the regions covered by the RMOs;
- C. Total dotation from the Member States in each region, as a percentage of the total;
- D. Number of members of the CIPM from each region and in parentheses what this number represents as a percentage of the total membership;
- E. Dotation from those Member States having a member on the CIPM, as a percentage of the total dotation.

Not included in this table are Cameroon, the Dominican Republic, the Democratic People's Republic of Korea and Iran. Under the heading SIM are also given the sub-regions of NORAMET and SURAMET which together include all the Member States in the Americas. It may be that the numbers of States shown for one or two RMOs are no longer up to date, but this does not alter significantly the overall picture presented by this table.

As mentioned by the President in his report (see 6.2), nearly half of the membership has changed since 1995 and almost all since 1990.

Table relating to membership of the CIPM

Α	В	С	D	E
RMO	No. of Member States	Dotation (% of total)	No. of CIPM members/and	Dotation/CIPM Member States (% of total)
			(% of total)	
EUROMET	19	54	7 (39)	40
COOMET	3	3.2	1 (6)	2.2
SIM	8	20	4 (22)	18
NORAMET	3	15	2 (11)	14
SURAMET	5	5	2 (11)	4
APMP	10	18	5 (28)	15
SADCMET	1	0.6	0 `	0
MENAMET	3	1.7	1 (6)	0.66

In summarizing his presentation, Dr Quinn drew two main conclusions: first, that the membership of the CIPM fairly represents the Member States in terms of geographical distribution and financial contribution; and second, that the length of time individual members remain on the CIPM is becoming too short. He reiterated the concerns expressed by Prof. Kovalevsky over

short-term membership of the CIPM and the difficulties that could lie ahead for efficient operation of the CIPM and its Consultative Committees.

The following members (the eight new members since the 20th General Conference and a ninth name drawn by lot during the 88th meeting of the CIPM, October 1999) were proposed for election or re-election by the 21st General Conference: E.O. Göbel, L.K. Issaev, S. Leschiutta, O. Lounasmaa, Myung Sai Chung, H. Ugur, J. Valdés, R. VanKoughnett and A.J. Wallard.

Mrs Serre (France) and Mr Castelazo (Mexico) acted as scrutineers of the ballot. All nine proposed members were elected with a large majority. A total of seven votes were cast for other candidates: Prof. Boháček (Czech Republic), 1 vote; Dr de Almeida Farinha (Portugal), 1 vote; Dr Carneiro (Denmark), 4 votes; and Dr García San Román (Spain), 1 vote.

### 16 Votes on all Resolutions

Draft Resolution A was adopted as Resolution 1 with 1 abstention (New Zealand).

Draft Resolution B was adopted as Resolution 2 unanimously.

Draft Resolution C was adopted as Resolution 3 with 1 abstention (Spain).

Draft Resolution D was adopted as Resolution 4 unanimously.

Draft Resolution E was adopted as Resolution 5 unanimously.

Draft Resolution F was adopted as Resolution 6 with 1 abstention (Spain).

Draft Resolution G was adopted as Resolution 7 unanimously.

Draft Resolution H was adopted as Resolution 8 unanimously.

Draft Resolution I was adopted as Resolution 9 unanimously.

Draft Resolution J was adopted as Resolution 10 unanimously.

Draft Resolution K was adopted as Resolution 11 with 1 abstention (South Africa).

Draft Resolution L was withdrawn.

Draft Resolution M was adopted as Resolution 13 with 2 abstentions (Germany and the United States).

Draft Resolution N was adopted as Resolution 12 with 2 abstentions (Italy and Poland).

The final texts of the Resolutions are presented on pages 323-336.

### 17 Other business

Dr Castelazo (Mexico) asked a question concerning the recommended decimal separator in English texts: the decimal point or decimal comma? He noted that the CIPM had decided in 1997 to use the decimal point in English language texts published by the BIPM. He remarked that the WTO had ruled that international standards should be used wherever possible, and that ISO 31 specifies that only the comma should be used. This discrepancy is causing much confusion and he suggested that perhaps both the point and the comma should be considered acceptable as was the case in the past, as long as no punctuation (other than a fine space) was inserted between groups of three digits. Dr Quinn replied that discussions on this issue were under way within the ISO TC12.

In response to a question from the Swiss delegate, Dr Schwitz, Dr Blevin confirmed that the non-SI units bel and decibel were unaffected by the Conference's decision to withdraw Draft Resolution L on the neper, and were still accepted for use with the International System (as detailed in Table 6 of the SI brochure).

Finally Dr Quinn reported that, following the meeting of directors of national metrology institutes held in February 1998, the BIPM had copyrighted the two BIPM logos.

### 17.1 Visit to the BIPM

Delegates to the General Conference were invited to visit the laboratories of the BIPM on Wednesday 13 October 1999. They had the opportunity to visit the laboratories, examine the projects and facilities, and talk to the physicists, who presented their work.

## 17.2 Visit of the depository of the metric prototypes: Record

On 13 October 1999, at 16:00, in the presence of the President of the CIPM, the Director of the BIPM and the representative of the Curator of the Archives de France, the visit to the depository of the metric prototypes at the Pavillon de Breteuil took place.

The three keys necessary to open the depository had been assembled: the key entrusted to the care of the Director of the BIPM, the one deposited at the Archives Nationales in Paris which Mrs Arnauld, Director of the Archives Nationales, had brought, and finally the one kept by the President of the CIPM.

The doors of the vault having been opened as well as the safe, we observed the presence in the safe of the international prototype of the kilogram and its official copies.

The following indications on the measuring instruments placed in the safe were noted:

temperature: 22.25 °C maximum temperature: 23.5 °C minimum temperature: 20.5 °C relative humidity: 60 %

The safe as well as the doors of the vault were then locked.

The Director For the Curator The President of the BIPM, of the Archives Nationales, of the CIPM,

T.J. Quinn Mrs M.P. Arnauld J. Kovalevsky

### 17.3 The Mutual Recognition Arrangement

The Mutual Recognition Arrangement was signed on 14 October 1999 by the directors of the NMIs of the Member States of the Metre Convention.

### 18 Closure of the Conference

The President of the Conference closed the meeting by thanking the Administrator of the Collège de France for having made his facilities available for the Conference. He also expressed his thanks to Dr W.R. Blevin, for having acted as Secretary of the Conference, and all the members of the bureau of the CIPM; Dr T.J. Quinn and the ensemble of the BIPM personnel, particularly Mrs F. Joly and the BIPM secretariat; the French Minister of Foreign Affairs and Mrs Serre; all the speakers, particularly the presidents of the Consultative Committees for their presentations; and the translators. He said that it had been a great pleasure to be present at the Conference, and that many important decisions had been taken. He reminded delegates that the next General Conference would take place in four years' time, in October 2003.

On behalf of all present, Prof. Kovalevsky in turn thanked the Conference President, Prof. Bordé, for having chaired the meeting in such an excellent manner.

Resolutions adopted by the 21st General Conference on Weights and Measures

## Long-term needs relating to metrology

#### Resolution 1

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### considering

- Resolution 11 of the 20th General Conference, which requested the International Committee to study and report on the long-term needs relating to metrology,
- the study which was completed in 1997 after extensive international consultations,
- the resultant report, entitled *National and international needs relating to metrology: International collaborations and the role of the BIPM*, which was sent by the International Committee in 1998 to the governments of the Member States,

**welcomes** the many decisions made by the International Committee as a consequence of the study and, in particular

- the progressive broadening of the terms of reference of the Consultative Committees to cover the principal fields of metrology where collaboration between the national metrology institutes is important, not only in physics and engineering but also in other disciplines such as chemistry and biotechnology,
- the strengthening of the role of the Consultative Committees and the admission of observers to their meetings to enable more Member States to participate,
- the emphasis on evaluating and publishing the degree of equivalence of
  national measurement standards of the Member States and on the
  establishment of an associated mutual recognition arrangement of
  national measurement standards and of calibration and measurement
  certificates issued by national metrology institutes,
- the introduction of periodic meetings with the directors of the national metrology institutes of the Member States,
- the statement by the International Committee of the role of the Bureau International des Poids et Mesures (BIPM) in the early decades of the 21st century,
- the increased collaboration of the BIPM with related international organizations, especially the regional metrology organizations, the International Laboratory Accreditation Cooperation and the Organisation Internationale de Métrologie Légale,
- the considerable progress already made by the International Committee in implementing its decisions,

**notes** the discussion in the report of the International Committee of the long-term financial commitments required from the Member States,

**thanks** the many organizations and individuals who have contributed to the study and the report of the International Committee.

## Mutual recognition of national measurement standards and of calibration and measurement certificates issued by national metrology institutes

#### Resolution 2

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures.

## considering

- Resolution 2 of the 20th General Conference concerning worldwide traceability of measurements,
- the rapidly increasing emphasis on the need to demonstrate international equivalence of measurements and test results related to trade,
- the increasing number of mutual recognition arrangements and agreements being negotiated internationally concerning calibration and testing services,
- that the calibration and testing services in each nation depend on a national metrology institute both for their measurement standards and for traceability to the International System of Units (SI),

**recognizes** that mutual recognition of the national measurement standards and the calibration services of the national metrology institutes is necessary in order to provide the basis for mutual recognition of calibration and test services generally,

#### welcomes

- the initiative taken by the International Committee in drawing up a mutual recognition arrangement related to national measurement standards and to calibration and measurement certificates issued by national metrology institutes,
- the decisions of those Member States that have already given authority to the director of the designated national metrology institute in their country to sign the arrangement,

#### invites

 all other Member States of the Metre Convention to participate in the arrangement by giving authority to the director of the designated national metrology institute in their country to sign the arrangement,

- all Member States to make every effort to implement the arrangement and to encourage other authorities in their country to recognize the equivalence of national measurement standards and calibration and measurement certificates thereby demonstrated,
- all States to use this arrangement as the basis for recognizing the national measurement standards and calibration and measurement certificates of signatory national metrology institutes.

#### Associates of the Conférence Générale des Poids et Mesures

#### Resolution 3

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures.

#### considering that

- the worldwide measurement infrastructure, based on the International System of Units (SI) used in almost every aspect of modern society, rests on the universal application of the decisions of the General Conference,
- all States, not only those that are Member States of the Metre Convention, engage in measurements which are related to trade and need to be traceable to the SI,
- States which are not Member States of the Metre Convention are at present excluded from the activities of the Convention.
- Member States of the Metre Convention support the world's measurement system by devoting considerable financial resources to the Bureau International des Poids et Mesures (BIPM) and to their own national measurement systems,
- many smaller States would have difficulty in allocating funds sufficient to meet the cost of membership of the Metre Convention,

#### decides

- to assume a responsibility for providing those States and Economies not yet members of the Metre Convention with the means to establish links to the world's measurement system so as to provide recognition of the traceability of their measurements to the SI,
- that an important link can be through participation in the mutual recognition arrangement related to national measurement standards now operated by the International Committee,

 that participation in the arrangement for such a State or Economy should be by the association of their national metrology institutes with a regional metrology organization that is a member of the Joint Committee of the Regional Metrology Organizations and the BIPM,

## and consequently decides

- to invite such States and Economies to take part in the General Conference as Associates, thereby establishing the connection with the Member States of the Metre Convention necessary for them to participate in the mutual recognition arrangement,
- that Associate States and Economies of the General Conference participate in the Conference through the appointment of non-voting observers,
- that Associate States and Economies shall pay an annual subscription to
  the BIPM to meet the cost of providing the services that the International
  Committee may make available to them; the annual subscription of each
  Associate State or Economy will be determined from its UN
  contribution, as for Member States but with a minimum equal to 0.05 %
  of the annual dotation of the BIPM,
- that a State or Economy wishing to become an Associate may do so by application to the Director of the BIPM, either directly or through its Embassy in Paris, and by the payment of the first annual subscription,
- that an Associate State or Economy three years in arrears with its subscription cease to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

## ■ The need to use SI units in studies of Earth resources, the environment, human well-being and related issues

### Resolution 4

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### considering that

- the effects on the geosphere and biosphere of industrial and commercial
  activities and of many other human pursuits, as well as natural
  phenomena, and the consequences for human health and well-being are
  the subject of major studies worldwide,
- governments are increasingly faced with decisions of great economic and political significance concerning the regulation of these activities,
- the policies of governments are influenced by studies depending critically on accurate and mutually compatible measurements often requiring very large economic investments,

- much of the important scientific evidence required for decisions by governments comes from measurements of small changes in certain key parameters, measurements sometimes extending over several decades,
- certain critical measurements have traditionally been made in ad hoc units, based upon special instrumentation or procedures, and not in the well-characterized and internationally agreed SI units,
- experience over many years has shown that measurements not directly linked to the International System of Units (SI) cannot be relied upon in the long term, cannot be compared with similar measurements made elsewhere and do not adequately bring out possible relationships with measurements made in other scientific disciplines,
- increasing demands for reliability in measurements made for medical and therapeutic purposes are leading to more demanding regulation in these areas,

**recommends** that those responsible for studies of Earth resources, the environment, human well-being and related issues ensure that measurements made within their programmes are in terms of well-characterized SI units so that they are reliable in the long term, are comparable worldwide and are linked to other areas of science and technology through the world's measurement system established and maintained under the Metre Convention.

### ■ Revision of the mise en pratique of the definition of the metre

#### Resolution 5

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### recalling that

- in 1983 the 17th General Conference adopted a new definition of the metre,
- in the same year the General Conference invited the International Committee
  - to draw up instructions for the practical realization of the metre (the *mise en pratique*),
  - to choose radiations which can be recommended as standards of wavelength for the interferometric measurement of length and draw up instructions for their use,
  - to pursue studies to improve these standards and, in due course, to extend or revise these instructions,

• in response to this invitation the International Committee made recommendations in 1983 and again in 1992 concerning the practical realization of the metre,

## considering that

- science and technology continue to demand improved accuracy in the realization of the metre.
- since 1992 work in national laboratories, the Bureau International des
  Poids et Mesures and elsewhere has substantially improved the
  reproducibility of radiations which are suitable for the practical
  realization of the metre,
- such work has also substantially reduced the uncertainty in the determined values of the frequencies and vacuum wavelengths of some of these radiations.
- a revision of the list of recommended radiations is desirable for many applications, which include not only the direct realization of the metre by means of optical interferometry for practical length measurement, but also spectroscopy, atomic and molecular physics and the determination of fundamental constants,
- the accuracy already achieved and advances now foreseeable in certain space-time measurements require the practical realization of the definition of the metre to be considered in the context of the theory of general relativity,

**welcomes** the adoption by the International Committee in 1997 of a revised *mise en pratique* of the definition of the metre,

and **recommends** that national laboratories pursue experimental and theoretical research on optical wavelength and frequency standards, including the development of new techniques for the comparison of different standards over a wide range of wavelength and frequency to improve yet further the experimental basis of the International System of Units.

## Requirements for dimensional metrology

## Resolution 6

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

## considering that

- requirements for advanced dimensional metrology continue to increase,
- tolerances in high-technology manufacturing continue to fall and that in some areas they are already at the limit of what is possible today,

- the range over which such requirements exist extends inclusively from the domain of nanotechnology to the domain of geophysics,
- many different areas of metrology call upon realizations of SI derived units that themselves include the metre,
- the most demanding requirements in dimensional metrology often call
  for the realization of the metre by the simplest and the most direct way
  possible using stabilized lasers,
- to provide for the future and to ensure that the world's metrological system is capable of meeting future demand, continued basic research is essential.

**recommends** that national laboratories maintain a wide research base in length metrology that includes the maintenance and development of techniques to meet the diverse and growing demands in the field of dimensional metrology.

## ■ The definition of the kilogram

#### Resolution 7

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

### considering

- the need to assure the long-term stability of the International System of Units (SI),
- the intrinsic uncertainty in the long-term stability of the artefact defining the unit of mass, one of the base units of the SI,
- the consequent uncertainty in the long-term stability of the other three base units of the SI that depend on the kilogram, namely, the ampere, the mole and the candela,
- the progress already made in a number of different experiments designed to link the unit of mass to fundamental or atomic constants,
- the desirability of having more than one method of making such a link,

**recommends** that national laboratories continue their efforts to refine experiments that link the unit of mass to fundamental or atomic constants with a view to a future redefinition of the kilogram.

## Operational primary frequency standards

### Resolution 8

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### considering

- the importance of maintaining an adequate number of primary frequency standards to assure the accuracy and long-term stability of International Atomic Time (TAI),
- that new primary standards are being developed using new technology,
- that these new standards are significantly more accurate than the traditional primary standards upon which TAI and Coordinated Universal Time (UTC) have been based in the past,
- that in consequence, the accuracy of TAI and UTC will rapidly become dependent on these new standards,
- that considerable resources are required to maintain primary frequency standards as operational facilities to assure the accuracy of TAI,

**requests** national metrology institutes and other laboratories developing new primary standards, to make every effort to provide the human and other resources necessary to maintain as operational facilities these new standards upon which the accuracy of TAI and UTC will be based.

## ■ Extension of the International Temperature Scale below 0.65 K

## Resolution 9

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

## considering that

- many important research activities are in progress at temperatures below 0.65 K,
- these researches require an accepted temperature scale which closely represents thermodynamic temperatures,
- the direct measurement of thermodynamic temperature is often difficult and time-consuming at temperatures below 0.65 K down to a few millikelvins, but at temperatures much lower than this direct measurements once again become feasible,
- considerable work has already been accomplished towards the development of a temperature scale for the range from 0.65 K down to 1 mK based on the melting pressure of <sup>3</sup>He,

**invites** the International Committee to prepare a <sup>3</sup>He melting pressure equation as a function of thermodynamic temperature to serve as the basis for an extension of the International Temperature Scale of 1990 (ITS-90) below its present lower limit of 0.65 K.

## ■ Metrology in chemistry

### Resolution 10

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures.

**recalling** Resolution 7 of the 20th Conférence Générale des Poids et Mesures on metrology in chemistry,

## considering

- the worldwide development of trade agreements under the World Trade Organization,
- the need to eliminate metrology-related technical barriers to trade particularly in the areas of food science and pharmaceuticals,
- that many environmental and public health decisions are based on measurements in chemistry,
- that the development of worldwide traceability is still far from complete for measurements in chemistry,

## recommends that national metrology institutes

- continue to initiate and coordinate national activities in the field of metrology in chemistry, in close cooperation with other relevant bodies,
- in collaboration with the International Committee, work to define the areas of priority and essential international comparisons which are key to the traceability of measurements in chemistry, both worldwide and within regions.

## ■ Metrology in biotechnology

### Resolution 11

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### considering

- the growing importance of biotechnology in human health, food production, forensic medicine and the protection of the environment,
- the need to make accurate measurements traceable to the International System of Units (SI) in these fields,
- the lack of an adequate metrological infrastructure to ensure such traceability,

#### recommends national laboratories

- to consider developing programmes related to the measurement of quantities important in biotechnology,
- to collaborate with the international scientific unions and the international organizations concerned in the establishment of an adequate international measurement infrastructure to ensure traceability to the SI in measurements in biotechnology.

## ■ Special name for the SI derived unit mole per second, the katal, for the expression of catalytic activity

#### Resolution 12

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

## considering

- the importance for human health and safety of facilitating the use of SI
  units in the fields of medicine and biochemistry,
- that a non-SI unit called "unit", symbol U, equal to 1 μmol·min<sup>-1</sup>, which is not coherent with the International System of Units (SI), has been in widespread use in medicine and biochemistry since 1964 for expressing catalytic activity,
- that the absence of a special name for the SI coherent derived unit mole per second has led to results of clinical measurements being given in various local units,
- that the use of SI units in medicine and clinical chemistry is strongly recommended by the international unions in these fields,

- that the International Federation of Clinical Chemistry and Laboratory Medicine has asked the Consultative Committee for Units to recommend the special name katal, symbol kat, for the SI unit mole per second,
- that while the proliferation of special names represents a danger for the SI, exceptions are made in matters related to human health and safety (15th General Conference, 1975, Resolutions 8 and 9, 16th General Conference, 1979, Resolution 5),

**noting** that the name katal, symbol kat, has been used for the SI unit mole per second for over thirty years to express catalytic activity,

**decides** to adopt the special name katal, symbol kat, for the SI unit mole per second to express catalytic activity, especially in the fields of medicine and biochemistry,

and **recommends** that when the katal is used, the measurand be specified by reference to the measurement procedure; the measurement procedure must identify the indicator reaction.

## ■ Dotation of the BIPM

#### Resolution 13

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

### considering

- the importance of the work carried out by the Bureau International des Poids et Mesures (BIPM) and the services it renders to Member States of the Metre Convention,
- the considerable efforts made by the BIPM to enhance the efficiency of its operation, and its commitment to continue these efforts,
- the conclusions of the report *National and international needs relating to metrology: International collaborations and the role of the BIPM*,
- the decision of the International Committee, based on this report, to broaden the responsibilities of the BIPM,
- the recommendation in the report that, in recognition of the difficult economic situation now existing in many Member States of the Metre Convention, the BIPM annual dotation be held constant in real terms during the quadrennium 2001-2004 at the level determined by the 20th General Conference for the year 2000,

### noting that

- on 1 January 1999, the new currency, the euro, came into operation in most States of the European Union and the rates of exchange between the euro and their currencies were definitively fixed,
- on 1 January 2002, most of today's European currencies, including the French franc, and thus the gold franc, will disappear,

### decides that

- henceforth the currency to be used in voting the annual dotation for the BIPM will be the euro,
- the fixed part of the annual dotation of the BIPM will be increased in a way such that the sum of the fixed part and the complementary part (defined by Article 6, 1921) of the Rules annexed to the Metre Convention (1875) shall, for those States members of the Metre Convention at the time of the 21st General Conference, be

8 697 000 euros in 2001 (31 440 039 gold francs)

8 828 000 euros in 2002 (31 913 610 gold francs)

8 960 000 euros in 2003 (32 390 796 gold francs)

9 094 000 euros in 2004 (32 875 212 gold francs).

## Appendix A

Convocation of the 21st General Conference on Weights and Measures

Note: The text of the present Convocation was sent to Member Governments in December 1998. A Draft Resolution on the katal was added in April 1999. At the General Conference many of the Draft Resolutions were modified and the final adopted versions are given on pages 323-336. Throughout the Convocation the document on the mutual recognition of national measurement standards is referred to as an "agreement", in fact it was decided to call it an "arrangement" and this is reflected in the final text of the Resolutions.

# Convocation of the of the 21st General Conference

The 21st *Conférence Générale des Poids et Mesures* is hereby convoked for Monday the 11th of October 1999 at 10:00

at the Centre de Conférences Internationales\*, 19 Avenue Kléber, Paris 16<sup>e</sup>.

#### **Constitution of the 21st General Conference**

Convention du Mètre (1875): Article 3\*\*

"The operation of the Bureau International shall be under the exclusive direction and supervision of a *Comité International des Poids et Mesures\*\*\** which latter shall be under the control of a *Conférence Générale des Poids et Mesures\*\*\*\** to be composed of the delegates of all the contracting Governments."

Rules annexed to the Metre Convention (1875): Article 7

"The General Conference, mentioned in Article 3 of the Convention, will meet in Paris on the convocation of the International Committee at least once every six years.

Its task is to discuss and to initiate measures necessary for the propagation and improvement of the metric system, and to sanction new fundamental metrological determinations which may have been made between its meetings. It will receive a report of the International Committee on the work accomplished and will proceed, by secret ballot, to the renewal of half of the International Committee.

Votes at the General Conference take place by States: each State has the right to one vote.

The members of the International Committee have the right to take part in the meetings of the Conference. They may at the same time be delegates of their Governments."

\*\*\* Often referred to in this document as CIPM or International Committee.

<sup>\*</sup> The Centre de Conférences Internationales being closed for refurbishment, the President of the French Academy of Sciences had used his good offices to allow the 21st CGPM to take place exceptionally at the Collège de France.

<sup>\*\*</sup> BIPM translation.

<sup>\*\*\*\*</sup> Often referred to in this document as CGPM or General Conference.

#### Place and dates of sessions of the 21st General Conference

All the sessions will take place at the

Centre de Conférences Internationales\*

19, avenue Kléber, Paris 16<sup>e</sup>

in a room offered by the Ministère des Affaires Étrangères de France with simultaneous translation in French and English.

First session,	Monday	11 October 1999	at	10:00
Second session,	Monday	11 October 1999	at	15:00
Third session,	Tuesday	12 October 1999	at	09:30
Fourth session,	Tuesday	12 October 1999	at	15:00
Fifth session,	Friday	15 October 1999	at	09:30
Sixth session,	Friday	15 October 1999	at	15:00

A visit to the Bureau International followed by a reception at the Pavillon de Breteuil will take place on Wednesday 13 October at 15:00. It is foreseen that the General Conference Working Group on the Dotation of the BIPM will meet at 09:30 on Wednesday 13 October and that a meeting of directors of national metrology institutes of the Member States will take place on Thursday 14 October starting at 09:30 and lasting all day. The meetings of the Working Group on the Dotation and of directors will take place at the Centre de Conférences Internationales. The meeting of directors is not, formally, a part of the General Conference and will be chaired by the President of the International Committee.

It is expected that most of the main points of the agenda up to and including Item 11 will be dealt with in sessions one to four and that sessions five and six will mainly be concerned with the programme and budget of the BIPM and voting on all the Resolutions.

<sup>\*</sup> As was said before, the CGPM finally met at the Collège de France.

## Provisional agenda of the 21st General Conference

- 1 Opening of the Conference
- 2 Presentation of credentials by delegates
- 3 Nomination of Secretary of the Conference
- 4 Establishment of the list of delegates entitled to vote
- 5 Approval of the agenda
- 6 Report of the President of the International Committee on work accomplished since the 20th General Conference
- 7 Report of the CIPM on national and international needs relating to metrology
- 8 Worldwide traceability of measurement standards
- 9 Admission of Associates of the General Conference
- 10 Relations with the Organisation Internationale de Métrologie Légale
- 11 Reports of Presidents of Consultative Committees
- 12 Programme of future work at the BIPM
- 13 Annual dotation of the BIPM
- 14 Proposals by delegates
- 15 Renewal of half of the International Committee
- 16 Votes on all Resolutions
- 17 Other business
- 18 Closure of the Conference

## Notes on the principal points of the agenda

Note on Draft Resolutions: the place in the Convocation at which the Draft Resolutions are presented does not necessarily reflect the position in the agenda at which they will be discussed or voted upon. In all cases, votes on the Resolutions are taken on the last day of the Conference after all discussion has been completed.

## 1 Opening of the Conference

The 21st General Conference is taking place four years after the preceding Conference. The practice of having quadrennial General Conferences is now well established, since such a periodicity provides sufficient opportunity for Member States to review the important activities carried out under the Convention while not being so frequent that the administrative and other costs of running a General Conference are prohibitive.

## 2 Presentation of credentials by delegates

To help in the efficient organization of the Conference, it is desirable that the BIPM be informed of the composition of each delegation at least two weeks before the opening of the Conference.

Delegates entitled to vote at the Conference are required, on arrival, to present credentials from an appropriate authority of their Government.

## 6 Report of the President of the International Committee on work accomplished since the 20th General Conference

Article 19 of the Rules annexed to the Metre Convention stipulates that "The President of the International Committee will give the General Conference an account of the work carried out since the time of the last meeting".

In his report the President will introduce the important developments that have taken place in the affairs of the Metre Convention since the 20th General Conference. Many of these were initiated at the 20th General Conference: the report on the long-term needs for metrology (Resolution 11), the proposed mutual recognition agreement on measurement standards (linked to Resolution 2) and discussions on relations with the Organisation Internationale de Métrologie Légale (Resolution 10). Each of these features

has an agenda item at the present Conference and almost all of the important matters for discussion and decision at the 21st General Conference are related to or stem from one or other of these items. The period since the 20th General Conference has been one of unprecedented activity in the affairs of the Metre Convention.

The report on national and international needs relating to metrology was transmitted to Member States in August 1998. It is the most far-reaching review of international activities in metrology that has ever been carried out and is of immense importance for the future of the Metre Convention. It will be presented and commented upon by the Secretary of the CIPM under Item 7 of the agenda. Many of its conclusions have already resulted in decisions and action by the CIPM or the BIPM, and others are embodied in the Draft Resolutions before this General Conference.

One of the conclusions of this report is that the CIPM should have much closer contacts with the national metrology institutes and with the regional metrology organizations. This led the CIPM to hold meetings with the directors of the national metrology institutes of the Member States of the Metre Convention. Two such meetings have been organized by the BIPM and taken place in Sèvres, the first in February 1997 and the second in February 1998. The third will take place in Paris on Thursday 14 October 1999 during the week of the 21st General Conference. The success of these meetings has clearly shown the need for a forum for the directors to meet outside the formality of a General Conference, and to discuss matters of common interest amongst themselves and with the CIPM and senior BIPM staff. Such meetings will continue to be held in the future.

In addition, the CIPM decided to create a Joint Committee of the Regional Metrology Organizations and the BIPM (JCRB). This Joint Committee met for the first time in February 1998.

In consultation with the directors of the national metrology institutes, the CIPM took the initiative in the development of a mutual recognition agreement concerning national measurement standards and calibration certificates issued by national metrology institutes. Resolution 2 of the 20th CGPM laid the formal basis for this agreement. It has been initialled by the directors of the national metrology institutes of thirty-nine Member States of the Metre Convention. The CIPM invites the 21st General Conference to recognize this agreement, which is the subject of Item 8 of the agenda.

To restrict participation in this agreement to States that are members of the Metre Convention may be interpreted as a technical or political barrier to trade. The CIPM is aware of the fact that for many countries the annual contribution to the BIPM is a financial burden even though significant benefits accrue. It is, therefore, proposing to the Conference under Item 9 in the agenda, the creation of a category of Associates of the Conference. One of the aims of creating such a category of Associates is so that a formal link can be made with those States that do not yet wish or are unable to join the

Metre Convention so that they can take part in the mutual recognition agreement and thereby extend traceability of measurements to the SI.

The CIPM report on national and international needs relating to metrology, in considering the role of Consultative Committees of the CIPM, concluded that the range of metrology covered by Consultative Committees should be increased to cover all areas where there is a need for international coordination and where this need is not already met by another body. The CIPM has identified three new fields where such a need exists: acoustics, ultrasound and vibration comprise the first, hardness is the second and fluid flow including viscosity, is the third. The need for international co-ordination of measurement standards in the first of these has been shown to be sufficiently urgent and important that the CIPM has created a new Consultative Committee for this field, the Consultative Committee for Acoustics, Ultrasound and Vibration (CCAUV). For hardness, fluid flow and viscosity, the CIPM has created working groups within an existing Consultative Committee, the Consultative Committee for Mass and Related Quantities. One of the decisions of the CIPM resulting from the study on long-term needs for metrology was that the traditional titles of a few of the existing Consultative Committees had not adequately reflected the breadth of their work. This had tended to strengthen the dangerous misconception existing in some quarters, that the work of the BIPM is narrow and purely scientific, with little relationship to the practical needs of metrology. For example, the traditional title Consultative Committee for the Definition of the Metre (CCDM) had not reflected the much broader activities of that Committee in length measurement and dimensional metrology. In consequence, the CIPM, in September 1997, amended the titles (and acronyms) of four of the Consultative Committees. In addition to the CCDM, which became the Consultative Committee for Length (CCL), the Consultative Committee for Electricity (CCE) became the Consultative Committee for Electricity and Magnetism (CCEM), the Consultative Committee for the Definition of the Second (CCDS) became the Consultative Committee for Time and Frequency (CCTF), and the Consultative Committee for Standards of Ionizing Radiation (CCEMRI) became the Consultative Committee for Ionizing Radiation (CCRI). The acronyms in English continue to follow the names in French.

In 1983 the CIPM proposed to the General Conference a long-term plan for the provision of new buildings at the BIPM. Included were a laboratory building for the laser work, completed in 1984, a building for a library and offices, completed in 1988 and, finally, a building for the mechanical workshop. This final stage of the programme is now under way and will house some offices and meeting rooms as well as the mechanical workshop. It is due to be completed in the year 2001 and will at last give the BIPM upto-date facilities for the workshop. Until now workshop facilities have been a continuing source of worry to the CIPM because of their inadequacy and failure to meet modern standards of safety. It has also been possible to plan

for the installation of a small laboratory for measurements in chemistry in space to be made available by the move of the workshop to the new building. Finally, the President will report on the work of the BIPM since the 20th General Conference.

## 7 Report of the CIPM on national and international needs relating to metrology

Resolution 11 of the 20th General Conference asked the CIPM:

"to study and report on the long-term national and international needs relating to metrology, the appropriate international collaborations and the unique role of the BIPM to meet these needs, and the financial and other commitments that will be required from the Member States in the coming decades."

In response to this Resolution, the CIPM asked one of its members, Dr W.R. Blevin, to draw up a draft report. Following extensive consultations, a first draft was presented to the CIPM in September 1996 and a further draft was presented in September 1997. The final text adopted by the CIPM at the end of 1997 was published by the BIPM and sent to Member States in August 1998. The full title is *National and international needs relating to metrology: International collaborations and the role of the BIPM. A report prepared by the CIPM for the governments of the Member States of the Convention of the Metre.* Copies are available from the BIPM. This most important document has been widely distributed and is available on the BIPM home page on the world wide web (www.bipm.org). The report and its conclusions are presented to Member States for discussion. The broad content of the report can be summarized as follows:

Numerous issues of concern to national governments continue to increase the demand for international uniformity of measurement and are raising the importance of accreditation and international recognition of measurement and testing services. These issues include: the strong trend towards globalization of world trade; the move to international co-manufacture of goods; the greater technical complexity of most products and services; and the increased concern for health, safety and environmental matters. Recent trade agreements between nations and regions specifically require all signatories to accept the results of measurements and tests performed by any other party. This increased emphasis on the importance to trade of the equivalence of measurement and testing services will have far-reaching effects on national and international measurement systems. This is the background against which future national needs relating to metrology and future needs for international collaboration are assessed. Aspects of metrology which call for continued, often strengthened, international collaboration include: agreements on the definition and realization of the

units of measurement, establishment of national measurement standards of demonstrable international equivalence, laboratory accreditation, legal metrology and documentary standards. It is essential that there be multilateral collaboration in these fields at both global and regional levels.

The report stresses that the programmes undertaken with the authority of the Metre Convention have been of considerable value and concludes that most current programmes need to be continued. There is, however, a widely held view that the BIPM and the Consultative Committees of the CIPM must now do more to help the national metrology institutes of the Member States demonstrate the degree of equivalence of their national measurement standards. This has already been taken up by the CIPM and the BIPM by the introduction of BIPM key comparisons of measurement standards, the coordination with these of similar comparisons arranged by regional metrology organizations, and the development of the mutual recognition agreement (see Draft Resolution A).

The role of the Consultative Committees is to be strengthened considerably, with more active work programmes between meetings. The criteria for membership of the Committees have been reviewed and clarified, and observers will be admitted to meetings so that a larger number of Member States may participate. More specific terms of reference are to be prepared for each Committee, and a member of the BIPM scientific staff has been assigned to each Committee to serve as its Executive Secretary. The areas of metrology covered by some Committees are to be broadened, and one or more additional Committees may be established, so that collectively they cover the principal fields of metrology in which collaboration between the national metrology institutes is important for the establishment of international equivalence between standards. Extensions to cover the fields of acoustics, ultrasound, vibration, hardness, fluid flow and viscosity were proposed and have already been taken up by the CIPM, but there are many other fields in which, sooner or later, it will be necessary to establish worldwide equivalence of standards and measurements: the BIPM is uniquely placed to identify such emerging needs, and to initiate appropriate international collaboration.

Many global and regional bodies are now concerned with basic or applied aspects of metrology. At the global level, the BIPM has undertaken to collaborate more actively with the International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC), the Organisation Internationale de Métrologie Légale (OIML), the International Organization for Standardization (ISO) and the International Electrotechnical Commission (IEC): at the regional level it will collaborate with the regional metrology organizations. An initiative already taken by the CIPM is the creation of the JCRB, chaired by the Director of the BIPM.

Strategies have recently been adopted which allow the BIPM to provide some assistance to developing countries with a view to strengthening their national measurement systems, most particularly by raising the profile of measurement as a significant component in economic development. Some of these strategies involve close collaboration with the Organisation Internationale de Métrologie Légale, the regional metrology organizations and the International Measurement Confederation (IMEKO).

In this report, the CIPM lays out the role to be undertaken by the BIPM in the early decades of the twenty-first century. This is accompanied by a list of twenty-one specific decisions concerning the future activities of the BIPM and the Consultative Committees. There is an ongoing need for the BIPM to undertake new programmes from time to time, either in response to new requirements set by the Member States or to take advantage of progress in science and technology. The impact of such new programmes on the BIPM budget depends largely on the balance between the need for new staff and the resource savings that can be achieved by terminating or curtailing selected current activities, or by improving efficiency. The long-term building programme developed for the BIPM in the early 1980s is nearing completion and no need is foreseen for the construction of new buildings within the next few decades.

The report ends with an examination of the financial commitments required from the Member States of the Metre Convention, including future needs for funding of the BIPM in the light of foreseeable developments in its activities and taking account of economic restraints now imposed by most Member States. This part of the report is taken up under Item 12 of the Draft agenda. The CIPM proposes the following Draft Resolution A concerning the report:

## ■ Long-term needs relating to metrology

#### Draft Resolution A

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

## considering

- Resolution 11 of the 20th General Conference, which requested the International Committee to study and report on the long-term needs relating to metrology,
- the study which was completed in 1997 after extensive international consultations.
- the resultant report, entitled National and international needs relating to metrology: International collaborations and the role of the BIPM, which was sent by the International Committee in 1998 to the governments of the Member States.

welcomes the many decisions made by the International Committee as a consequence of the study and, in particular

 the progressive broadening of the terms of reference of the Consultative Committees to cover the principal fields of metrology where collaboration between the national metrology institutes is important, not only in physics and engineering but also in other disciplines such as chemistry and biotechnology,

- the strengthening of the role of the Consultative Committees and the admission of observers to their meetings to enable more Member States to participate,
- the emphasis placed on evaluating and publishing the degree of equivalence
  of national measurement standards of the Member States and on the
  establishment of an associated mutual recognition agreement related to
  national measurement standards and calibration certificates issued by
  national metrology institutes,
- the introduction of periodic meetings with the directors of the national metrology institutes of the Member States,
- the statement by the International Committee of the role of the BIPM in the early decades of the 21st century,
- the increased collaboration by the BIPM with related international organizations, especially the regional metrology organizations, the International Laboratory Accreditation Cooperation and the Organisation Internationale de Métrologie Légale,
- the considerable progress already made by the International Committee in implementing its decisions,

**notes** the discussion in the report of the International Committee of the long-term financial commitments required from the Member States,

**thanks** the many organizations and individuals who have contributed to the study and the report of the International Committee.

#### 8 Worldwide traceability of measurement standards

Resolution 2 of the 20th General Conference laid the foundation for an important initiative which has resulted in a draft worldwide mutual recognition agreement of national measurement standards maintained by national metrology institutes and calibration certificates issued by them. The requirement for worldwide traceability of measurement standards is now universally accepted. The problem faced by national metrology institutes was how to achieve this while avoiding an unmanageable number of bilateral agreements on equivalence of measurement standards. It was clear that within regional groups of co-operating national metrology institutes, multilateral agreements could be envisaged. It was then thought that a worldwide scheme could be set in place through bilateral agreements between regional groups.

At the first meeting of directors in February 1997, a proposal was made by the Director of the BIPM that an attempt should be made to move directly towards a worldwide agreement rather than a network of regional agreements. This generated much discussion and through subsequent correspondence a broad consensus was reached that such a worldwide agreement should be attempted. After extensive consultation with directors of national metrology institutes and discussion at the meeting of the CIPM in September 1997, a draft agreement was presented to directors at their second meeting in February 1998. After some further amendment a draft text was initialled by the directors or senior representatives of the national metrology institutes of thirty-nine Member States, with a view to reaching agreement on a final text to be signed at a meeting of directors to be held at the time of the 21st General Conference. The draft text initialled by directors was sent to Member States diplomatic representatives in Paris in May 1998 in order to inform Member Governments officially of this proposal.

Reference is made in the draft agreement to the JCRB. The CIPM created this Joint Committee in September 1997 and it held its first meeting in February 1998 under the chairmanship of the Director of the BIPM.

The President of the CIPM will report to the Conference on the latest situation regarding the mutual recognition agreement and will propose that the General Conference adopt the following Draft Resolution B:

## Mutual recognition of national measurement standards and calibration certificates issued by national metrology institutes

#### Draft Resolution B

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

## considering

- Resolution 2 of the 20th General Conference concerning worldwide traceability of measurements,
- the rapidly increasing emphasis on the need to demonstrate international equivalence of measurements and test results related to trade,
- the increasing number of mutual recognition agreements being negotiated internationally concerning calibration and testing services,
- that the calibration and testing services in each nation depend on a national metrology institute both for their measurement standards and for traceability to the SI.

**recognizes** that mutual recognition of the national measurement standards and the calibration services of the national metrology institutes is necessary in order to provide the basis for mutual recognition of national calibration and test services generally,

#### welcomes

 the initiative taken by the International Committee in drawing up a mutual recognition agreement related to national measurement standards and calibration certificates issued by national metrology institutes,  the decisions of those Member States that have already given authority to the director of the designated national metrology institute in their country to sign the agreement,

#### invites

- all other Member States of the Metre Convention to participate in the agreement by giving authority to the director of the designated national metrology institute in their country to sign the agreement,
- all Member States to make every effort to implement the agreement and to ensure that all authorities in their country recognize the equivalence of national measurement standards and calibration certificates thereby demonstrated.

#### 9 Admission of Associates of the General Conference

The development of the mutual recognition agreement, treated in Item 8 of the agenda of this Conference and the subject of Draft Resolution B, has highlighted the need to find a way to link to the SI the metrological activities of a much larger number of States than are at present Member States of the Metre Convention. We cannot ignore that world trade increasingly demands traceability of measurements to the SI in all trading nations of the world. We have to accept, however, that there are many smaller or less affluent States that would find it difficult to pay even the minimum annual subscription necessary to be a Member State of the Metre Convention (0.5 % of the BIPM dotation). The CIPM takes the view that the General Conference should take a responsibility for providing a mechanism to establish links to the SI of the measurement systems of all States and Economies including those that are not Member States of the Metre Convention. Participation in the mutual recognition agreement through the regional metrology organizations appears to be a way of doing this. Some formal link to the BIPM is, however, necessary and some financial contribution must be made to cover the costs. The Metre Convention has no provision for a category of "Associate" but, inspired by the OIML Convention, the CIPM proposes that the 21st General Conference create a category of Associates of the General Conference. Associate States and Economies would be eligible to participate in the mutual recognition agreement in a specified way. This proposal, which is supported by the French Government as depository of the Metre Convention, is embodied in the following Draft Resolution C:

#### ■ Associates of the Conférence Générale des Poids et Mesures

#### Draft Resolution C

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### considering that

- the worldwide measurement system, based on the International System of Units (SI) used in almost every aspect of modern society, rests on the universal application of the decisions of the General Conference,
- all States, not only those that are Member States of the Metre Convention, engage in measurements which are related to trade and need to be traceable to the SI,
- States which are not Member States of the Metre Convention are at present excluded from the activities of the Convention,
- Member States of the Metre Convention support the world's measurement system by devoting considerable financial resources to the BIPM and to their own national measurement systems,
- many smaller States would have difficulty in allocating funds sufficient to meet the cost of membership of the Metre Convention,

and further **considering** the need to maintain close relations with the international scientific unions and other international organizations whose work is related to metrology,

#### decides

- to assume a responsibility for providing those States and Economies not yet
  members of the Metre Convention with the means to establish links to the
  world's measurement system so as to provide recognition of the traceability
  of their measurements to the SI.
- that an important link can be through participation in the mutual recognition agreement related to national measurement standards now operated by the International Committee,
- that participation in the agreement for such a State or Economy should be by the association of their national metrology institutes with a regional metrology organization that is a member of the Joint Committee of the Regional Metrology Organizations and the BIPM,

## and consequently $\boldsymbol{\mathsf{decides}}$

- to invite such States and Economies to take part in the General Conference as Associates, thereby establishing the connection with the Member States of the Metre Convention necessary for them to participate in the mutual recognition agreement,
- to invite international scientific unions and other international organizations pursuing activities related to those of the Metre Convention also to take part in the General Conference as Associate Organizations,

- that Associate States, Economies and Associate Organizations of the General Conference participate in the Conference through the appointment of non-voting observers,
- that Associate States and Economies shall pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the International Committee may make available to them; the annual subscription of each Associate State or economy will be determined from its UN contribution, as for Member States but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.
- that a State or Economy wishing to become an Associate may do so by application to the Director of the BIPM, either directly or through its embassy in Paris, and by the payment of the first annual subscription,
- that an Associate State or Economy three years in arrears with its subscription cease to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

## 10 Relations with the Organisation Internationale de Métrologie Légale

Resolution 10 of the 20th General Conference invited the President of the CIPM together with the President of the CIML to appoint a joint working group to identify ways of achieving increased co-operation and effectiveness in the achievement of their objectives and the use of their resources, including, but not limited to, the possibility of merging the two organizations. The same Resolution also invited the CIPM, having received the report of its President, to advise Member States of the Metre Convention of the outcome of the discussions and of its opinion as to whether further action should be taken.

As requested by the 20th General Conference, the President of the CIPM and the President of the CIML established a working group which has met three times, in February 1996, February 1997 and February 1998 with a further meeting planned for February 1999. Since 1998, representatives of ILAC have been invited to meetings of the working groups.

Early in the discussion within the working group, it became apparent to the CIPM representatives that a fusion of the two organizations would offer very little scope for improved efficiency in their operations or effectiveness in carrying out their tasks which could not already be attained by co-operation between the separate organizations. A number of ways were identified, therefore, for the two organizations to co-operate more closely and carry out certain actions together and these are already being implemented. The CIPM was informed of this conclusion in 1996.

An important action carried out by the BIPM, IMEKO and the OIML, and organized by the Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB, Braun-

schweig), was a meeting on the metrological needs of developing countries and countries in transition which took place at the PTB in June 1998.

Another joint action of the BIPM and the BIML concerns responsibility for the *International Vocabulary of Basic and General Terms in Metrology* and the *Guide to the Expression of Uncertainty in Measurement*. The responsibility for these two documents has, by common agreement among the seven international organizations concerned, namely ISO, BIPM, IEC, IFCC, OIML, IUPAC, and IUPAP, been transferred from the former ISO TAG-4 to a new Joint Committee for Guides on Metrology (JCGM). The new JCGM comprises the same seven international organizations plus ILAC, is independent of ISO and not, therefore, subject to certain constraints that might have hampered future development of these documents. The secretariat of the JCGM is operated jointly by the BIPM and the BIML. The first chairman of the JCGM is the Director of the BIPM.

The President of the CIPM will give a report on the latest results of the discussions within the Metre Convention/OIML working group.

In response to Resolution 10 of the 20th General Conference, the International Committee advises Member States of the Metre Convention that the International Committee has taken action to improve the cooperation with the OIML but that no further action need be taken by them at present in respect of the suggested fusion of the two organizations.

### 11 Reports of Presidents of Consultative Committees

Reports will be presented by the Presidents of the ten Consultative Committees of the CIPM on work accomplished since the 20th General Conference. Written versions of the reports will be available to delegates at the Conference. The published reports of the meetings of the Consultative Committees cited by the Presidents in their reports are available on the BIPM home page on the world wide web (www.bipm.org).

The following Draft Resolution D, which applies to all areas of metrology, recalls Resolution 1 of the 20th General Conference and once again draws the attention of governments of Member States to the need for critical measurements to be made in SI units:

## I The need to use SI units in studies of Earth resources, the environment, human well-being and related issues

#### Draft Resolution D

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### considering that

- the effects on the geosphere and biosphere of industrial and commercial
  activities and of many other human pursuits, as well as natural phenomena,
  and the consequences for human health and well-being are the subject of
  major studies worldwide,
- governments are increasingly faced with decisions of great economic and political significance concerning the regulation of these activities,
- the policies of governments are influenced by studies depending critically on accurate and mutually compatible measurements often requiring very large economic investments,
- much of the important scientific evidence required for decisions by governments comes from measurements of small changes in certain key parameters, measurements sometimes extending over several decades,
- certain critical measurements have traditionally been made in ad hoc units, based upon special instrumentation or procedures, and not in the wellcharacterized and internationally agreed SI units,
- experience over many years has shown that measurements not directly linked to the SI cannot be relied upon in the long term, cannot be compared with similar measurements made elsewhere and do not adequately bring out possible relationships with measurements made in other scientific disciplines,
- that increasing demands for reliability in measurements made for medical and therapeutic purposes are leading to more demanding regulation in these areas.

**recommends** that those responsible for studies of Earth resources, the environment, human well-being and related issues ensure that measurements made within their programmes are in terms of well-characterized SI units so that they are reliable in the long term, are comparable worldwide and are linked to other areas of science and technology through the world's measurement system established and maintained under the Metre Convention.

## 11.1 The Consultative Committee for Length

The 9th meeting of the Consultative Committee for the Definition of the Metre (re-named the Consultative Committee for Length, CCL) took place in September 1997. Three important matters were treated by the Committee: the first was a revision of the 1992 *mise en pratique* of the definition of the metre; the second concerned the enlargement of the scope of the Committee to take in dimensional metrology; the third dealt with the selection of key

comparisons in the field of length to demonstrate international equivalence of national measurement standards.

The revision of the *mise en pratique* adopted by the CCL, and subsequently approved by the CIPM, reduces the uncertainties given for the wavelengths and frequencies of some of the recommended radiations, includes five new recommended radiations and deletes two radiations that are no longer used. A note was added on the interpretation of the *mise en pratique* of the definition of the metre in the context of general relativity. Draft Resolution E refers to the new *mise en pratique*:

### ■ Revision of the *mise en pratique* of the definition of the metre

#### Draft Resolution E

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures.

#### recalling that

- in 1983 the 17th General Conference adopted a new definition of the metre,
- in the same year the General Conference invited the International Committee
  - to draw up instructions for the practical realization of the metre (the mise en pratique),
  - to choose radiations which can be recommended as standards of wavelength for the interferometric measurement of length and draw up instructions for their use.
  - to pursue studies to improve these standards and, in due course, to extend or revise these instructions,
- in response to this invitation the International Committee made recommendations in 1983 and again in 1992 concerning the practical realization of the metre,

#### considering that

- science and technology continue to demand improved accuracy in the realization of the metre,
- since 1992 work in national laboratories, the Bureau International des Poids et Mesures and elsewhere has substantially improved the reproducibility of radiations which are suitable for the practical realization of the metre,
- such work has also substantially reduced the uncertainty in the determined values of the frequencies and vacuum wavelengths of some of these radiations.
- a revision of the list of recommended radiations is desirable for many applications, which include not only the direct realization of the metre by means of optical interferometry for practical length measurement, but also spectroscopy, atomic and molecular physics and the determination of fundamental constants.

 the accuracy already achieved and advances now foreseeable in certain space-time measurements require the practical realization of the definition of the metre to be considered in the context of the theory of general relativity,

**welcomes** the adoption by the International Committee in 1997 of a revised *mise en pratique* of the definition of the metre,

and **recommends** that national laboratories pursue experimental and theoretical research on optical wavelength and frequency standards, including the development of new techniques for the comparison of different standards over a wide range of wavelength and frequency to improve yet further the experimental basis of the International System of Units.

The extension of the range of activities of the CCL to include dimensional metrology is in response to the need to choose and execute key comparisons in this field. The CCL chose a number of artefacts used as dimensional metrology standards to test the principal techniques in each field. Key comparisons were initiated for gauge blocks, optical polygon angle standards, diameter and form standards, and step-gauges and ball plates for testing coordinate measuring machines. In view of the importance of length metrology for science and high-technology industry, the CIPM proposes the following Draft Resolution to the General Conference:

## ■ Requirements for dimensional metrology

#### Draft Resolution F

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures.

## considering that

- · requirements for advanced dimensional metrology continue to increase,
- tolerances in high technology manufacturing continue to fall and that in some areas they are already at the limit of what is possible today,
- the range over which such requirements exist extends from the domain of nanotechnology to the domain of geophysics,
- many different areas of metrology call upon realizations of SI derived units that themselves include the metre,
- the most demanding requirements in dimensional metrology often call for the realization of the metre by the simplest and the most direct way possible using stabilized lasers,
- to provide for the future and to ensure that the world's metrological system is capable of meeting future demand, continued basic research is essential,

**recommends** that national laboratories maintain a wide research base in length metrology that includes the maintenance and development of techniques to meet the diverse and growing demands in the field of dimensional metrology.

#### 11.2 The Consultative Committee for Mass and Related Quantities

The Consultative Committee for Mass and Related Quantities (CCM) met in May 1996. The CCM continues to operate through its specialized working groups of which there are seven including a working group on the Avogadro constant. Much of the work of the CCM at this meeting and since has been devoted to key comparisons. The Committee chose a number of key comparisons to cover the fields of mass and pressure metrology and the first round of most of these should be completed in time for the next meeting of the CCM due to take place in May 1999. The areas of metrology covered by the CCM have a wide scientific and industrial importance and all of the national metrology institutes of the Member States of the Convention work in these areas. Regular international conferences are held, devoted to the metrology of pressure and force, which are organized by national metrology institutes in co-operation with the corresponding working groups of the CCM or IMEKO. The Working Group on the Avogadro Constant was created at the request of national metrology institutes to co-ordinate the worldwide effort now being made to determine this constant to high accuracy as a way of providing an alternative definition of the kilogram based on atomic masses. The project is still some way from realization but important progress has been made and problems related to the structure and composition of single crystal silicon have been uncovered.

### ■ The definition of the kilogram

### Draft Resolution G

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### considering

- the need to assure the long-term stability of the SI,
- the intrinsic uncertainty in the long-term stability of the artefact defining the unit of mass, one of the base units of the SI,
- the consequent uncertainty in the long-term stability of the other three base units of the SI that depend on the kilogram, namely, the ampere, the mole and the candela.
- the progress already made in a number of different experiments designed to link the unit of mass to fundamental or atomic constants,
- · the desirability of having more than one method of making such a link,

**recommends** that national laboratories continue their efforts to refine experiments that link the unit of mass to fundamental or atomic constants with a view to a future re-definition of the kilogram.

## 11.3 The Consultative Committee for Time and Frequency

The Consultative Committee for the Definition of the Second (now the Consultative Committee for Time and Frequency, CCTF) met in May 1996. Unlike most of the other Consultative Committees which have been busy choosing and executing new key comparisons, the CCTF has been for many years demonstrating the degree of equivalence of national measurement standards through its responsibility for International Atomic Time (TAI). Time and frequency are perhaps the two quantities for which there is the most obvious need for international equivalence at the highest level of accuracy. They are also the quantities for which international comparisons can be made to the highest levels of accuracy. Much of the work of the CCTF continues to be devoted to studies of improvements in TAI, its calculation and diffusion as Coordinated Universal Time (UTC), and theoretical work related to these tasks. Improvements in primary clocks and in the means of comparing time and frequency by satellite have increased the stability and reduced the uncertainties in TAI and UTC by nearly a factor of ten since the last General Conference. The fact that the requirements for precise timing in many applications of navigation and communications are so close to the present limits of what is possible, means that there is a powerful driving force from users for improved accuracy in metrology in this field. It is thus important that new developments in primary frequency standards should result as soon as possible in fully operational standards contributing to TAI and UTC. The following Draft Resolution addresses this point:

## ■ Operational primary frequency standards

#### Draft Resolution H

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

## considering

- the importance of maintaining operational an adequate number of primary frequency standards to assure the accuracy and long-term stability of TAI,
- that new primary standards are being developed using new technology,
- that these new standards are significantly more accurate than the traditional primary standards upon which TAI and UTC have been based in the past,
- that in consequence, the accuracy of TAI and UTC will rapidly become dependent on these new standards,
- that considerable resources are required to maintain primary frequency standards as operational facilities to assure the accuracy of TAI,

**requests** national metrology institutes and other laboratories developing new primary standards to make every effort to provide the human and other resources necessary to maintain as operational facilities these new standards upon which the accuracy of TAI and UTC is based.

The accuracy of the comparisons of national time scales by means of satellites is continuously improving and some of the parameters used in this work are becoming more and more critical. There is a need to co-ordinate as far as possible the various studies of these parameters and this has been addressed by the CCTF.

## 11.4 The Consultative Committee for Electricity and Magnetism

The Consultative Committee for Electricity (now the Consultative Committee for Electricity and Magnetism, CCEM) met in June 1997. Electrical metrology has a broad impact not only on industrial and commercial affairs but also in fundamental physics where the macroscopic quantum effects, namely the Josephson and quantum-Hall effects, have made possible many new measurements directly related to fundamental and atomic constants. The CCEM continues to take a close interest in such experiments and an important part of the discussion at the meetings of the CCEM concerns matters related to fundamental constants and the SI. The CCEM Working Group on Electrical Methods to Monitor the Kilogram was established to advise the CCEM and hence the CIPM on this important matter. So far, the experiments in question have not reached a level of reproducibility that warrant any direct measurements related to the international prototype of the kilogram but expectations are that, in due course, they will. The CCEM also monitors closely direct experiments for the realization of the SI electrical units and receives reports on the progress being made in the development of single-electron tunnelling devices as well as recent work aimed at a better understanding of the quantum-Hall effect. Much effort is now devoted by the members of the CCEM to the execution of the key comparisons in the electrical area. A working group on key comparisons first identified a set of comparisons and is now charged with the responsibility of ensuring that they are carried out and evaluated according to the "Guidelines for CIPM Key Comparisons" drawn up by the BIPM. The same working group is charged with examining past comparisons to identify those completed comparisons that can be used provisionally to demonstrate equivalence of national measurement standards. The CCEM also received a report on the activities carried out by its Working Group on Radiofrequency Ouantities.

## 11.5 The Consultative Committee for Thermometry

The Consultative Committee for Thermometry (CCT) met in September 1996. The principal activities of the CCT continue to be those related to the International Temperature Scale, the ITS-90, and determinations of thermodynamic temperature using primary methods. This was the first meeting since 1989 when the text of the ITS-90 was adopted. It was, sadly, overshadowed by the death of its much loved and highly respected President,

Luigi Crovini, which had occurred in October 1995 shortly after the 20th General Conference.

The CCT examined closely the experience gained by national laboratories since 1990 in the realization of the ITS-90, an experience that has fully justified the immense amount of work that went into the development of the new scale in the 1980s. Further studies need to be undertaken, however, and these are being co-ordinated by the five working groups of the CCT. Included are the organization of the key comparisons in thermometry and the evaluation of past comparisons, studies of the defining fixed points and interpolating instruments, determinations of thermodynamic temperature and the extension of the ITS-90 to temperatures below its present lower limit of 0.65 K, and work on thermodynamic temperature determination for black bodies above 2500 K. The last of these topics is a joint project with the Consultative Committee for Photometry and Radiometry. The CIPM proposes the following Draft Resolution concerning the extension of the ITS-90 to lower temperatures:

#### ■ Extension of the International Temperature Scale below 0.65 K

#### Draft Resolution I

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

## considering that

- many important research activities are in progress at temperatures below 0.65 K,
- these researches require an accepted temperature scale which closely represents thermodynamic temperatures,
- the direct measurement of thermodynamic temperature is often difficult and time consuming at temperatures below 0.65 K down to a few millikelvin, but at temperatures much lower than this direct measurements once again become feasible,
- considerable work has already been accomplished towards the development of a temperature scale for the range from 0.65 K down to 1 mK based on the melting pressure of <sup>3</sup>He,

**invites** the International Committee to prepare a <sup>3</sup>He melting pressure equation to serve as the basis for an extension of the ITS-90 below its present lower limit of 0.65 K.

The CCT also has a working group on humidity measurements, a working group originally created by the CCM. The creation of this working group was a result of the growing industrial importance of accurate measurements of relative humidity and moisture, often at extremes of high and low humidities and moisture levels.

### 11.6 The Consultative Committee for Photometry and Radiometry

The Consultative Committee for Photometry and Radiometry (CCPR) met in June 1997. The main items on the agenda concerned the choice and initiation of the key comparisons in photometry and radiometry. Detailed discussions took place on the procedures for carrying out such comparisons and on how the results should be evaluated and presented. Although much of the effort in national laboratories in recent years has been devoted to improvements in spectral radiometry based upon the wide application of cryogenic radiometers, the important industrial needs for accurate photometric standards were reflected in the choice of key comparisons. These include both radiometric and photometric comparisons. Particular attention is being paid to ultra-violet metrology. The CCPR maintains its liaison with the International Commission on Illumination (CIE), which deals with international co-ordination in, among other things, matters related to colour. Since 1985, members of the CCPR have been at the forefront in organizing a series of conferences with the general title NEWRAD which bring together representatives of the metrology, Earth resources, solar physics and space communities. The success of these conferences has led to the formation of a permanent NEWRAD committee which, although not formally linked to the CCPR, will continue to strive to ensure that the increasingly important radiometric measurements related to Earth resources and solar physics are metrologically soundly based. This has not always been true in the past. Resolution 1 of the 20th General Conference addressed this issue but it has proved difficult to persuade those responsible for such measurements that if their results are to be reliable, traceability to the SI is essential. For this reason the CIPM once again draws attention to this problem in Draft Resolution D.

### 11.7 The Consultative Committee for Ionizing Radiation

The Consultative Committee for Standards of Ionizing Radiation (now the Consultative Committee for Ionizing Radiation, CCRI) met in June 1996 and in July 1997. Accurate measurement standards and traceability to the SI in measurements of ionizing radiation are essential to safeguard human health. The correct dose of ionizing radiation used in radiotherapy for the treatment of cancer can only be assured by accurate measurements traceable to the SI. Adequate protection from ionizing radiation resulting from industrial or scientific use of ionizing radiation also requires accurate traceable measurements. It is the task of the CCRI to assure worldwide traceability of such measurements and hence their reliability. The CCRI operates through three groups known as Section I (radiation dosimetry for x-rays,  $\gamma$ -rays and electrons), Section II (radionuclide measurements), and Section III (neutron measurements). The main tasks of the three Sections are to organize and carry out international comparisons of standards, some of which have already been identified as BIPM key comparisons, and ensure that the primary

standards for the various quantities defined in this field are accurately maintained.

#### 11.8 The Consultative Committee for Amount of Substance

The Consultative Committee for Amount of Substance (CCQM) met in the February of 1996, 1997 and 1998. As a new Consultative Committee, which met for the first time in 1995, the CCQM has tried to establish its visibility as quickly as possible in the worldwide community of analytical chemistry. This it has done with considerable success but not without much effort. It is now clear that the decision of the CIPM to create the CCOM was made at just the right time. The very rapid development in regulations related to international trade has shown that international comparability in analytical measurements is at a level far below what is required. The concept of traceability to the SI is almost unknown in most areas of analytical chemistry and there exists a deep-seated reluctance to change long-standing practices. Even though the CCQM is not alone in working towards the introduction of valid metrology in analytical chemistry, and it is not the group most closely associated with the working chemist, it has now established its own particular role. Among all the organizations working in this field the CCQM is now recognized as the body dealing with the establishment of primary methods of measurement and the co-ordination of metrological work among the national metrology institutes charged with national measurements in chemistry. The CCQM at its most recent meeting chose the first two key comparisons and envisages at least eight others for the near future. The CCQM includes members or observers from Eurachem, the European cooperation in metrology in chemistry, CITAC, a worldwide co-operation in analytical chemistry, and ISO-REMCO as well as IUPAC. It is recognized by all that establishing a sound metrological basis for analytical chemistry comparable with that which exists for most physical measurements will take many years. The CIPM proposes the following Draft Resolutions J and K which draw attention to this important matter:

#### ■ Metrology in chemistry

# Draft Resolution J

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

**recalling** Resolution 7 of the 20th Conférence Générale des Poids et Mesures on metrology in chemistry,

#### considering

 the worldwide development of trade agreements under the World Trade Organization,

- the need to eliminate metrology-related technical barriers to trade particularly in the areas of food science and pharmaceuticals,
- that many environmental and public health decisions are based on measurements in chemistry,
- that the development of worldwide traceability is still far from complete for measurements in chemistry,

#### recommends that national metrology institutes

- continue to initiate and co-ordinate national activities in the field of metrology in chemistry, in close co-operation with other relevant bodies,
- in collaboration with the International Committee, work to define the areas of
  priority and essential international comparisons which are key to the
  traceability of measurements in chemistry, both worldwide and within
  regions.

#### ■ Metrology in biotechnology

#### Draft Resolution K

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### considering

- the growing importance of biotechnology in human health, food production, forensic medicine and the protection of the environment,
- the need to make accurate measurements traceable to the SI in these fields,
- the lack of an adequate metrological infrastructure to ensure such traceability,

# recommends national laboratories

- to consider developing programmes related to the measurement of quantities important in biotechnology
- to collaborate with the international scientific unions and the international organizations concerned, in the establishment of an adequate international measurement infrastructure to ensure traceability to the SI in measurements in biotechnology.

# 11.9 The Consultative Committee for Acoustics, Ultrasound and Vibration

In response to requests from a number of national metrology institutes, the International Committee organized a meeting of experts in March 1998 to examine the need for concerted international action in the metrology of acoustics, ultrasound and vibration. As a result of this meeting, which included experts from the international standardizing bodies ISO and IEC as well as representatives of the national laboratories, the following recommendations were made: (a) that action be taken under the auspices of the Inter-

national Committee for the organization of international comparisons of national measurement standards in these fields and; (b) a Consultative Committee be created.

The CIPM at its meeting in September 1998 considered these recommendations and decided to create a Consultative Committee for Acoustics, Ultrasound and Vibration. The first session of the new Consultative Committee will take place in 1999 and its President will report to the General Conference.

#### 11.10 The Consultative Committee for Units

The Consultative Committee for Units (CCU) met in April 1996 and in September 1998. One of the important tasks of the CCU is to propose to the CIPM the text of the SI Brochure in its successive editions. At its meeting in 1996, the CCU examined a draft of the 7th edition, which incorporated the decision of the 20th General Conference to abolish the class of supplementary units in the SI. The CCU decided to review the text completely and made many small modifications intended to clarify the meaning and render the Brochure more accessible. The 7th edition of the SI Brochure was published in June 1998.

The CCU, at its 13th meeting in September 1998 proposed to the CIPM that the neper be formally accepted as the special name for the dimensionless derived unit "one" for expressing values of logarithmic quantities. The CIPM endorsed this proposal and presents the following Draft Resolution L:

#### ■ The neper and the bel

#### Draft Resolution L

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### considering that

- the natural logarithm is used to define logarithmic decrement, field level and power level in the system of quantities on which the SI is based,
- quantities and quantity equations on which the SI is based become simplified when the natural logarithm is used,
- in particular, for complex quantities the only useful logarithm is the natural logarithm,
- with the use of the natural logarithm, the radian and neper become coupled and thus should be given a comparable status in the SI,
- the 20th General Conference (1995, Resolution 8) decided to interpret the
  then supplementary units in the SI, namely the radian and steradian, as
  dimensionless derived units and consequently to eliminate the class of
  supplementary units as a separate class in the SI,

- the International Committee through the SI brochure, 7th edition (1998), has accepted the neper, symbol Np, as a special name for the coherent SI unit "one", for expressing the values of logarithmic quantities, when using natural logarithms, and also the bel, symbol B, for expressing the values of such quantities, when using logarithms to the base ten, and has emphasized the importance of stating the reference level,
- there is a need to complete the SI in a consistent way by formally adopting
  the special name and symbol for the coherent SI unit "one", unit for
  expressing the values of logarithmic quantities in areas such as acoustics
  and electrotechnology,

**confirms** the decision of the International Committee to accept for use with the International System the name bel, symbol B, and its commonly used submultiple the decibel, symbol dB, when using logarithms to the base ten, and

**decides** to adopt the special name neper, symbol Np, for the SI dimensionless derived unit one, for expressing the values of logarithmic quantities such as logarithmic decrement, field level, or power level, when using natural logarithms.

Note: The Comité International des Poids et Mesures proposed in April 1999 to the 21st General Conference an additional Draft Resolution, Draft Resolution N, related to a new special name, katal, for the coherent SI derived unit mole per second to be used for the expression of catalytic activity.

In making this proposal to the General Conference, the CIPM is acting on the advice of its Consultative Committee for Units (CCU) and Consultative Committee for Amount of Substance (CCQM), both of which have considered the matter and recommended that such a proposal be made.

At its meeting in 1998, the CCU examined a proposal made to it by the International Federation of Clinical Chemistry and Laboratory Medicine (IFCC) requesting that for reasons of human health and safety and to facilitate the use of SI units in clinical chemistry, the name katal be formally adopted by the General Conference as a special name for the SI derived unit mole per second for the expression of catalytic activity. The CCU accepted the arguments of the IFCC and made the appropriate recommendation to the CIPM which in turn examined the proposal at its meeting in September 1998. The CIPM, while accepting the arguments of the CCU, decided to consult its CCQM before making a decision. The CCQM at its meeting in February 1999 recommended that the CCU proposal be accepted. In consequence, the CIPM now makes the following proposal to the 21st General Conference.

# ■ Special name for the SI derived unit mole per second, the katal, for the expression of catalytic activity

#### Draft Resolution N

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures,

#### considering

- the importance for human health and safety of facilitating the use of SI units in the fields of medicine and biochemistry,
- that a non-SI unit called "unit", symbolized U, equal to 1 μmol · min<sup>-1</sup>, which
  is not coherent with the SI, has been in widespread use in medicine and
  biochemistry since 1964 for expressing catalytic activity,
- that the absence of a special name for the SI coherent derived unit mole per second has led to results of clinical measurements being given in various local units.
- that the use of SI units in medicine and clinical chemistry is strongly recommended by the international unions in these fields,
- that the International Federation of Clinical Chemistry and Laboratory Medicine has asked the Consultative Committee for Units to recommend the special name katal, symbol kat, for the SI unit mole per second,
- that while the proliferation of special names represents a danger for the SI, exceptions are made in matters related to human health and safety (15th General Conference, 1975, Resolutions 8 and 9, 16th General Conference, 1979, Resolution 5).

**noting** that the name katal, symbol kat, has been used for the SI unit mole per second for over thirty years to express catalytic activity,

**decides** to adopt the special name katal, symbol kat, for the SI unit mole per second for use in the fields of medicine and biochemistry for the expression of catalytic activity,

and **recommends** that when the katal is used, the measurand be specified by reference to the measurement procedure; the measurement procedure must identify the indicator reaction.

### 12 Programme of future work at the BIPM

A detailed programme of the work to be carried out at the BIPM during the years 2001 to 2004 has been proposed by the International Committee in a document entitled *Programme of future work and budget of the Bureau International des Poids et Mesures for the years 2001 to 2004* which appears in Appendix B (see pages 371-393).

#### 13 Annual dotation of the BIPM

The 20th General Conference decided to increase the annual dotation of the BIPM by 4.5 % per annum from 1997 to 2000. Price increases in France during 1997 and 1998 have been lower than the 2.5 % foreseen at the time of the 20th General Conference and this has helped the BIPM to implement certain of the recommendations made in the report on national and international needs relating to metrology. Of great assistance also has been the fact that in recent years the annual contributions received from Member States have been, on average, close to the dotation voted by successive General Conferences. For example, in the period 1990 to 1997, some 99.4 % of the total dotation voted for this period by the General Conference has been received although yearly fluctuations have been large, in one case exceeding 30 %. Parallel efforts made at the BIPM to improve efficiency by cutting costs where possible and maintaining the same programme but with a smaller number of staff have also borne fruit. The financial situation of the BIPM in 1998 is healthy and in a good position to face up to the future. By careful budgeting, it has been found possible to embark on the construction of the third and final stage of the long-term plan for building, first set out at the 1983 General Conference and referred to in the report of the President of the CIPM. It has also been possible to plan for the installation of a small laboratory for measurements in chemistry in space to be made available by the move of the workshop to the new building. The level of reserves foreseen for the year 2000 is still some 65 % of the annual budget and the increased resources needed by the BIPM pension fund are being provided by the annual budget. All of this is very positive, and the CIPM is pleased to report to governments of Member States that the considerable financial resources given to the BIPM have been well used.

In making proposals to the 21st General Conference for the future funding of the BIPM, however, the International Committee finds itself in a difficult dilemma. It is clear that demands on the services of the BIPM will increase: there will be an increased number of international comparisons; the role of the BIPM Executive Secretaries of the Consultative Committees will increase their work load; the JCRB will require servicing; finally, metrology in chemistry is a rapidly increasing field in which the BIPM must be involved to say nothing of the broad and general increase in international metrology activity driven by the globalization of international trade. The overall impact on the BIPM of the implementation of the mutual recognition agreement is still unclear, although it is bound to be significant. All of this means more laboratory and administrative work, as well as more international conferences and visits so as to develop a deeper understanding and familiarity with the work, needs, and capabilities of national metrology institutes. It is also clear that the majority of governments of Member States are imposing economic restraints on spending such that over the next fouryear period it seems inappropriate to call for an increase in real terms in their contributions to the BIPM.

The CIPM, in its report on long-term needs for metrology, examined the financial situation of the BIPM and made projections of costs extending beyond the next two four-year periods, namely, the periods 2001 to 2004 and 2005 to 2008 for which the dotations will be decided by the 21st and 22nd General Conferences in 1999 and 2003, respectively. After considering several hypothetical scenarios regarding the appropriate level of annual dotation during the decade 2001 to 2010, the CIPM decided to recommend to the 21st General Conference that the annual dotation be held constant in real terms during the quadrennium 2001 to 2004, at the level already determined by the 20th General Conference for the year 2000. It reached this decision in the expectation that, with further careful budgeting, combined with a continuing search for economies and improvements in efficiency, this funding would be sufficient to enable the BIPM to implement the expanded programme for the quadrennium.

In considering the future funding of the BIPM, the CIPM also took into account the other costs to Member States in relation to their participation in the Metre Convention and in the regional metrology organizations. These costs are in addition to the annual payment of the dotation to the BIPM. Some of the CIPM's recent decisions, among them the introduction of key comparisons, the mutual recognition agreement and the broadening of the fields of metrology covered by the Consultative Committees, have the potential to increase these costs somewhat. For tasks such as these, however, which are worldwide in scope and for whose implementation there is general agreement, there is no more cost-effective way of carrying them out than by worldwide collaborative effort. Each Member State is encouraged to contain these additional costs by identifying those technical activities that are most relevant to its national interest and by giving priority to its participation in these. It must be borne in mind, however, that metrology is evolving and expanding in terms of both the number and complexity of its applications, so national programmes in metrology may require progressive extension and modification, the only alternative to additional expenditure being a severe reassessment of the traditional priorities.

The CIPM at its meeting in September 1998 confirmed the conclusion reached in its report on long-term needs for metrology and decided that the dotation requested from governments of Member States at the 21st General Conference for the four years 2001 to 2004 should be constant in real terms and be at the level of the dotation voted by the 20th General Conference for the year 2000.

A careful analysis of predictions for inflation in France has led the International Committee to the conclusion that a constant level of funding in real terms for the period 2001 to 2004 will require an annual increase of the dotation in monetary terms of 2 % starting from the level fixed by the

20th General Conference for the year 2000. This is embodied in Draft Resolution M which follows:

#### ■ Dotation of the BIPM

#### Draft Resolution M

The 21st Conférence Générale des Poids et Mesures.

#### considering

- the importance of the work carried out by the Bureau International des Poids et Mesures (BIPM) and the services it renders to Member States of the Metre Convention.
- the considerable efforts made by the BIPM to enhance the efficiency of its operation, and its commitment to continue these efforts,
- the conclusions of the report National and international needs relating to metrology: International collaborations and the role of the BIPM,
- the decision of the International Committee, based on this report, to broaden the responsibilities of the BIPM,
- the recommendation in the report that, in recognition of the difficult economic situation now existing in many Member States of the Metre Convention, the BIPM annual dotation be held constant in real terms during the quadrennium 2001 to 2004 at the level determined by the 20th General Conference for the year 2000,

#### noting that

- on 1 January 1999, the new currency, the euro, comes into operation in most States of the European Union and the rates of exchange between the euro and these currencies will be definitively fixed,
- on 1 January 2002, most of today's European currencies, including the French franc, and thus the gold franc, will disappear,

#### decides

that the fixed part of the annual dotation of the Bureau International des
Poids et Mesures will be increased in a way such that the sum of the fixed
part and the complementary part (defined by Article 6, 1921) of the Rules
annexed to the Metre Convention (1875) shall, for those States members of
the Metre Convention at the time of the 21st General Conference, be the
equivalent in euros of

31 596 000 gold francs in 2001

32 228 000 gold francs in 2002

32 873 000 gold francs in 2003

33 530 000 gold francs in 2004

 henceforth the currency to be used in voting the annual dotation for the BIPM will be the euro.

### 14 Proposals from delegates

Delegates from Member States are requested to let the International Committee know of their wishes or any proposals they would like to submit to the General Conference as soon as possible, but in any case at least six months before the General Conference, so that, in accordance with the decision of the 9th General Conference (1948), "the wishes or proposals thus deposited will be distributed by the bureau of the Comité to all Member States of the Convention at least four months before the opening of the Conference so that delegates may receive the necessary instructions and authority; all other wishes and proposals being presented to the Conference only if the International Committee has time to study them and has approved them".

#### 15 Renewal of half of the International Committee

In conformity with Articles 7 (1875) and 8 (1921) of the Rules annexed to the Metre Convention, the Conference will proceed by secret ballot to the renewal of half of the membership of the International Committee. Outgoing members are first, those who in the case of vacancies have been provisionally elected since the last Conference, and second, those selected by ballot from among the remaining members of the International Committee. Outgoing members are eligible for re-election.

December 1998 revised April 1999

For the Comité International des Poids et Mesures Pavillon de Breteuil, F-92312 Sèvres Cedex

The Secretary,
W.R. Blevin

The President,

J. Kovalevsky

# Appendix B

Programme of work and budget of the BIPM for the four years 2001 to 2004

Note: Throughout the Convocation and the Programme of work and budget of the BIPM for the four years 2001 to 2004 the document on the mutual recognition of national measurement standards is refered to as an "agreement", in fact it was decided to call it an "arrangement" and this is reflected in the final text of the Resolutions.

#### Introduction

This document provides information on Items 12 and 13 of the provisional agenda of the 21st General Conference (see Convocation of the General Conference, Appendix A, pp. 337-370). Agenda Item 12 concerns the programme of future work at the BIPM and agenda Item 13 concerns the annual dotation, total income and budgeted expenditure, for each of the four years 2001 to 2004.

In its report entitled "National and international needs relating to metrology" sent to Governments of Member States in August 1998, the International Committee (CIPM) laid out the role of the BIPM in the early decades of the 21st century. The Report, included with this volume of the General Conference, lists twenty-one specific decisions made by the CIPM, which directly affect the role of the BIPM. The programme of work which follows should be viewed in the context of these decisions.

The programme of work at the BIPM, Item 12 of the draft agenda of the 21st General Conference, is treated here under the following headings:

- 1 Length
- 2 Mass
- 3 Time
- 4 Electricity
- 5 Radiometry and photometry
- 6 Ionizing radiation
- 7 Metrology in chemistry
- 8 General laboratory and scientific services
- 9 General administrative services
- 10 Buildings and grounds
- 11 Staff
- 12 Contribution to the pension fund

# 1 Length

# 1.1 International comparisons

The main activity of the Length section continues to be the international comparisons of laser frequencies selected by the CIPM as the reference frequencies for the mise en pratique of the definition of the metre. The long series of comparisons at a wavelength of 633 nm using helium-neon lasers stabilized on absorption lines of iodine, an ongoing project since 1972, was selected by the Consultative Committee for Length (CCL) (the former CCDM) at its meeting in 1997 as one of the key comparisons in length metrology. This series will continue since 633 nm remains the wavelength most commonly used by national laboratories in their realization of the definition of the metre. Increasingly, comparisons are made by transporting the BIPM standards to a national metrology institute (NMI) chosen to allow a number of other national laboratories in the region to bring their standards at the same time to the same institute to make a multilateral comparison. International comparisons also take place at other wavelengths, for example  $\lambda \approx 3.39 \,\mu \text{m}$  related to new determinations of the Rydberg constant, or during realizations of the frequency chain from the caesium clock to the visible. In these cases the BIPM will continue to act as a reference laboratory holding stable standards that can be used to link measurements in different laboratories made at different times.

# 1.2 Recommended radiations for the *mise en pratique* of the definition of the metre

Work will continue on the improvement of the stability and reproducibility of transportable laser frequency standards to support the programme of international comparisons mentioned above. It is not possible to work on all of the radiations specified by the CIPM in 1997 for the realization of the metre. However, by careful examination of the needs of national laboratories and by taking account of advances in physics, it is possible to make a reasonable choice of the most advantageous radiation and laser upon which we should concentrate our efforts. At present, and probably for the next four years, it seems likely that the frequency-doubled radiation of the Nd:YAG laser at a wavelength of  $\lambda \approx 532$  nm will be an important area of work. Similarly, considerable progress is being made in the development of diode lasers as frequency standards stabilized on iodine at  $\lambda \approx 633$  nm and rubidium-stabilized diode lasers at  $\lambda \approx 778$  nm. As part of this work, the manufacture of iodine cells for iodine-stabilized lasers manufactured outside will continue and as time permits we shall continue the study of the factors that limit the reproducibility of such cells, in particular the effects and identification of gaseous impurities.

# 1.3 Gravimetry

The accurate measurement of the acceleration due to gravity, g, continues to be required by the geophysics community. The maintenance of the worldwide gravity network, whose reference point A is at the BIPM, requires periodic international comparisons of absolute gravimeters. These are organized by the BIPM in collaboration with the International Union of Geodesy and Geophysics and the International Association of Geodesy. The next such comparison is due to take place at the BIPM in 2001. Improvements of our gravity stations are planned before this comparison. The measurement of g at the BIPM is now made using a commercial absolute gravimeter and, although little research is now carried out here on the development of such instruments, maintenance and operation requires a modest effort that will be continued.

#### 1.4 Dimensional metrology: nanometrology

A small effort will continue in the field of dimensional metrology at the nanometrology level in the development of optical methods of measuring the spacing of line scales.

#### 2 Mass

#### 2.1 Manufacture and calibration of mass standards

The BIPM will continue to supply NMIs of Member States of the Metre Convention with 1 kg platinum-iridium standards made to match the mass of the international prototype within 1 mg. These new prototypes are currently calibrated with an uncertainty of 4 µg and subsequently take part in the periodic calibrations organized by the BIPM. The new diamond-machining lathe presented to the BIPM in 1998 by a Japanese non-profit foundation (Japan Society for the Promotion of Machine Industry), and now in course of commissioning at the BIPM, will be used for the manufacture and adjustment of all these new standards.

Although the principal task of the BIPM with respect to calibrations of mass standards concerns 1 kg Pt-Ir prototypes, calibrations are also made of 1 kg stainless steel standards. These are carried out both for NMIs whose national standards are of stainless steel and for institutes that rely on stainless steel artefacts as secondary standards. The balances and other equipment necessary not only to provide these calibrations but also to provide the calibrations and density measurements of Pt-Ir prototypes must always be maintained at the highest level with the ability to introduce latest technology as soon as it is available. Some of these developments we make ourselves but others are brought in from outside. Linked to the calibration service is the

need to monitor the density of air. New equipment using novel methods as well as classic measurements of pressure, humidity and carbon dioxide content will be required during the period 2001 to 2004. The development will continue of improved methods of measuring the density of materials used in mass standards.

#### 2.2 Balance development

In 1998, the BIPM commissioned its new flexure-strip balance, the FB-2, which is based on flexure strip technology developed at the BIPM during the past fifteen years. Up to eight 1 kg standards can be compared automatically. Optimization of the system for automatic mass exchange has been as important as the flexure design in achieving overall success. The FB-2 balance is operational in both air and vacuum. It has a type A standard uncertainty in the comparison of two 1 kg masses of less than 0.1 µg.

Since it has become clear that the FB-2 is uniquely suited to vacuum weighing and related research, a new commercial balance has been bought for future calibration work. This new balance, made by Metrotec to our specifications, complements the Mettler-Toledo HK 1000MC acquired some years ago to replace the NBS-2 in use since 1970.

# 2.3 Stability of Pt-Ir and other mass standards

The long-term stability of Pt-Ir mass standards is not well understood but is being addressed in experiments designed to monitor the stability of the kilogram. Several promising experiments are under way to do this in terms of fundamental constants of physics. These are all complicated and costly research projects. For the moment, the BIPM has no similar effort. Nevertheless, we take a keen interest in these experiments and participate wherever our expertise can be useful. During the period 2001 to 2004, the FB-2 will be one of the main tools used for research aimed at a better understanding of the surface effects that limit the stability of mass standards in air and also in vacuum.

One feature of all the kilogram experiments is that they are carried out in vacuum. Therefore they all will employ some mass artefact capable of making the transfer between vacuum and atmospheric conditions with low uncertainty. Questions of air buoyancy and surface stability will be of major importance. We expect to study these with the FB-2 balance. At the same time we also recognize the fact that other methods can be used. For instance, we are acquiring a refractometer, recently developed at the BNM-INM, optimized for monitoring changes in air density.

The short-term stability of Pt-Ir mass standards depends in large part on their recent history of cleaning and storage. The Physikalisch-Technische

Bundesanstalt (PTB) has applied ellipsometry to the study of the effects of cleaning and the subsequent growth of surface films. This technique seems particularly useful since it is non-destructive and potentially absolute. We are acquiring equipment to embark upon studies in this area. The techniques will also be applied to surfaces of stainless steel and single-crystal silicon.

### 2.4 Studies of anelasticity and gravitational experiments

The programme of research on the anelastic properties of materials used in balance suspensions, carried on at the BIPM since the 1980's, will continue. It is hoped that time will be found to pursue work on suspensions made from single crystal-silicon, a topic that was started in 1988 but not continued due to lack of time. The measurement of the Newtonian constant of gravitation at present under way is likely to extend into the early part of the period 2001 to 2004.

#### 3 Time

### 3.1 Computation and diffusion of TAI and UTC

Since the 20th General Conference in 1995, the quality of the timing data used for TAI computation has further improved. Around 75 % of the clocks are either commercial caesium clocks of the new type or active, auto-tuned hydrogen masers, and they contribute 89 % of the total weight of TAI. The TAI algorithm has been modified twice: since 1 January 1996 TAI and UTC are calculated for all modified Julian dates ending in 4 and 9 (one point every five days); as of 1 January 1998 the weighting method has been changed to adopt a relative maximum weight of a clock, with the calculation interval of TAI reduced from two months to one. The efficiency and reliability of the data collection, calculation and diffusion of TAI and UTC are continuously kept under review. Further automation is planned of the processes involved, taking advantage of recent developments in electronic communication and data treatment facilities at the BIPM.

As it is now possible to obtain clock comparison data from distant clocks in near real time, the question of the production and diffusion of time scales available in real time that predict UTC as precisely as possible will become very important. We shall have to consider these new applications, whilst maintaining the current status of the reference time scales TAI and UTC.

The introduction of new, more accurate, primary frequency standards has also improved the accuracy of TAI. Most of these are "classical" caesium beam standards, some of them using optical techniques for the excitation and detection of the atoms. The first results of a primary standard using cold atoms in a fountain geometry were submitted in 1995. This is a first step

towards a larger number and greater diversity of frequency standards, as recommended on several occasions in the past by the Consultative Committee for Time and Frequency (CCTF) (then the Consultative Committee for the Definition of the Second, CCDS). In the future we hope to receive data from a larger number of primary frequency standards using cold atoms. As these standards operate only intermittently and over limited periods in time, specialized frequency comparison techniques are needed to compare them with each other and to transmit their accuracy to TAI. More generally, the reduced uncertainties of such standards and their increasing number will require a more detailed understanding of their operation in order to optimize their use in TAI.

#### 3.2 Clock comparisons

Clock comparisons are now carried out employing GPS for all links used for TAI. However, the GPS C/A-code single-channel common view method is now barely precise enough, owing to the improvement in the quality of the clocks and the reduction of the interval between the dates of calculation from ten days to five days. In future it will be necessary to use all GPS or GPS+GLONASS satellites in view and to consider techniques that use the carrier phase or the precise code (P code). Such developments go hand in hand with the now generalized use of precise ephemerides and a better determination of ionospheric and tropospheric corrections. We shall also have to consider the use of two-way techniques in all cases where they will improve the precision; their effective introduction in the calculation of TAI is already imminent. The improved accuracy and stability of new clocks and primary standards (e.g. fountain clocks) will lead to new demands for accuracy in time transfer. In consequence, improved clock comparison techniques must be developed to ensure that their progress matches at least that of the clocks.

#### 3.3 Space-time reference systems

In 1997, the BIPM and the International Astronomical Union (IAU) created a Joint Committee on General Relativity for Space-time Reference Systems and Metrology. The committee aims to present its first resolutions to the CIPM and the IAU in 2000. The improvement of the clocks and the prospect of their operation in space, as well as the refinement in clock comparisons and the link between these techniques and those of space geodesy, open new fields of study calling for collaboration in the areas of fundamental physics and reference systems.

#### 3.4 Dynamical time scales

Timing of millisecond pulsars is one of the experiments that requires reference time scales of utmost long-term stability. On the other hand, it is possible that the stability of pulsar rotation periods will provide information on the very long-term stability of atomic time scales. We shall maintain an interest in this and any other technique that can give rise to dynamical time scales (binary pulsars, solar system ephemerides, etc.)

#### 3.5 Time laboratory

The time laboratory has considerably increased its number and range of both GPS and GLONASS receivers to meet the increasing importance of receiver calibrations for TAI. Maintenance of the equipment at a high level of quality and reliability is necessary in order to meet the increase in calibration requirements. At the same time it is imperative that we gain competence in any new clock comparison technique accessible to the resources of the BIPM.

### 4 Electricity

# 4.1 Maintenance of a representation of the volt, international comparisons and calibrations

The basic reference standards of the BIPM for international comparisons and calibration of voltage standards are 1 V and 10 V Josephson array standards. The ongoing programme of comparisons of national representations of the volt made by transporting BIPM Josephson systems will continue. To date, some twenty such comparisons have been made and these are designated as one of the key comparisons by the Consultative Committee for Electricity and Magnetism (CCEM). For all NMIs including those that do not yet have Josephson arrays as their reference standards, the series of bilateral comparisons using BIPM Zener standards will continue. A small group of BIPM Zener standards is at the disposal of NMIs wishing to participate in bilateral comparisons. Much of the work of the BIPM in this field is aimed at improving the stability, reliability and ease of use of its Josephson standards and understanding more completely the behaviour of its Zener travelling standards. This will continue as will the calibration service for Zener standards sent to the BIPM by NMIs. Very few Weston cells are now sent to the BIPM for calibration.

# 4.2 Maintenance of a representation of the ohm, international comparisons and calibrations

The basic reference standards of the BIPM for international comparisons and calibration of resistance standards are its quantum-Hall resistance standards. The programme of on-site comparisons of quantum-Hall standards will continue but is likely to be less extensive than that for the Josephson standards since travelling wire-wound resistors are relatively much more stable than the comparable voltage standards. The programme of bilateral comparisons of resistance standards using the BIPM travelling standards allows the comparison of laboratories' standards with an uncertainty of about 5 parts in 10<sup>8</sup>. The calibration of resistance standards for NMIs is an important part of our activity and will continue. During the period 2001 to 2004, improvements will be made to the quantum-Hall systems as understanding of the physics of these devices progresses.

#### 4.3 Capacitance standards derived from the quantized-Hall resistance

Since 1998 the BIPM has maintained capacitance standards derived from the quantized-Hall resistance through a chain of impedance bridges. International comparisons of capacitance standards, part of the key comparison series, and calibrations are now part of the BIPM programme. This work requires the measurement of the quantum-Hall resistance at a frequency of 1.6 kHz and in consequence that we participate in the study of the behaviour of quantum-Hall devices at these frequencies.

#### 4.4 Studies of the stability of electrical standards and detectors

We are continuing our use of low-frequency spectral analysis techniques, below 10 Hz, to examine the stability and noise characteristics of nanovoltmeters, detectors, standard cells and Zener-diode standards. The results of a preliminary study carried out in 1998 indicate that this is a powerful method of analyzing many types of measurement data that up to now have not been examined in this way. This work will continue.

# 5 Radiometry and photometry

#### 5.1 Radiometry

The reference standard for all BIPM measurements in radiometry and photometry is the cryogenic radiometer. The development and characterization of stable transfer detectors continue with plans for extension to the infrared and ultraviolet regions of the spectrum.

The sodium heat pipe black-body source operating at a temperature near 1000 °C, due to be installed during 1999, will be used to establish a spectral responsivity scale in the near infrared. Filter radiometers characterized at wavelengths in the visible will be calibrated against the cryogenic radiometer and used to determine the temperature of the black body. From this information and the Planck formula the spectral radiance of the black body can be calculated. This will then be used to calibrate other filter radiometers in the near infrared. Filter radiometers calibrated in such a way at about equally spaced wavelengths allow calibrations to be made at other wavelengths by interpolation. This work will be extended to allow measurements of spectral irradiance referred to the black-body source and hence to the cryogenic radiometer.

Using the diamond-turning lathe at the BIPM, work will begin in 1999, extending through the period beyond 2001, aimed at the accurate manufacture of apertures required in radiometry and photometry, together with the measurement of their cross-sectional areas using novel techniques.

The BIPM will continue to participate, from time to time as the pilot laboratory in some of the key comparisons in radiometry chosen by the Consultative Committee for Photometry and Radiometry (CCPR).

#### 5.2 Photometry

After a transitional period beginning in 1999, the photometric standards of the BIPM will be fully based on the newly-developed detector methods linked to the cryogenic radiometer. In this method, photometers fitted with precision apertures are calibrated spectrally against the cryogenic radiometer to determine their luminous responsivity. Luminous intensity measurements can then be made by placing these photometers at a known distance from a source. These calibrated photometers are also used to determine the luminous flux introduced from an external source into the BIPM integrating sphere. This known flux is then used to calibrate lamps of unknown luminous flux which are placed inside the sphere. The traditional reference standards based on a group of lamps will then cease to be used. It is expected that this will result in a much improved stability and reliability of the luminous flux and the luminous intensity standards at the BIPM. One of the advantages of the new method is that it can be reproduced at any time with little effort. The development and commissioning of this new method will extend into the period 2001 to 2004. The BIPM will continue to provide calibration services of lamps for photometric quantities to NMIs that request them.

The BIPM has been the pilot laboratory for the key comparison of luminous responsivity and will continue to be ready to repeat this and other key comparisons based on lamps, luminous flux and luminous intensity, whenever the CCPR decides that they are necessary.

#### 6 Ionizing radiation

#### 6.1 Dosimetry

A large number of dosimetry comparisons are taking place in the current four-year period as NMIs are updating their dosimetry comparisons, particularly those related to <sup>60</sup>Co, ready for the key comparison database. This trend is likely to continue with comparisons in the x-ray ranges as many of these earlier comparisons are more than ten years old. Periodic calibrations will continue of transfer instruments used as secondary standards by NMIs which have no primary standards. The BIPM also participates in comparisons using passive dosimeters, particularly for the Secondary Standards Dosimetry Laboratories (SSDL) of the International Atomic Energy Agency (IAEA) and the World Health Organization (WHO). The IAEA standard is traceable to the BIPM.

The ionometric standard of absorbed dose to water for <sup>60</sup>Co developed at the BIPM and its comparison with the standards of a number of national laboratories based on other methods will be supplemented by the development of a graphite calorimetric standard during the next four years. This will enhance the robustness of the key comparison results for absorbed dose to water. An international comparison has been organized by the BIPM for NMIs operating high-dose (kGy) facilities. It is likely that this will result in further such comparisons.

The BIPM has developed a transfer system for the comparison of highenergy x-ray beams based on ionometric measurements. A calorimetric standard for high energies is being developed which will ultimately replace the transfer system at these energies. It is anticipated that high-energy comparisons using the BIPM transfer system will be much in demand. Investigations will be undertaken to consider the implications for the BIPM of extending its comparisons to high-energy electron beams.

#### 6.3 Radionuclides

The International Reference System (SIR) continues to expand its database and provide the key comparison reference values particularly for gamma-emitting radionuclides. Pure beta emitters are being sent to the BIPM for analysis and reference values will be available for these in the future. Radionuclides with more complex disintegration schemes require further work before they too can be included. The work on the SIR will continue.

The periodic organization and analysis of comparisons with a specific radionuclide continue to be major tasks for the BIPM. These comparisons are selected by Section II of the Consultative Committee for Ionizing Radiation (CCRI) to satisfy the requirements of the NMIs. Each comparison is linked

through the BIPM to the SIR so that the NMI comparison values can be added to the SIR database.

Research will continue on developing new methods of activity determination such as the triple-to-double coincidence ratio method (TDCR) and on the identification of, and correction for, impurities in radionuclide solutions using hyperpure germanium spectroscopy.

# 7 Metrology in chemistry

The programme of metrology in chemistry approved by the CIPM in 1998 will begin with the refurbishment of laboratory space during the second half of 1999. It is planned to recruit one of the four new staff planned for this work during 2000, and the remaining three during 2001. The detailed plan of activities will be decided in consultation with experts from the Consultative Committee for Amount of Substance (CCQM) during 1999 and 2000 but will be in the field of gas analysis. It is too soon here to give details but the programme will most probably include the preparation of reference gas mixtures by weighing and the analysis of gas mixtures, initially by gas chromatography and in due course by mass spectrometry, with plans for participation in key comparisons as soon as possible.

# 8 General laboratory and scientific services

# 8.1 Mechanical workshop

The transfer of the workshop into the new building (see the notes on Agenda Item 6 in the Convocation, Appendix A) should take place during the year 2001 and thus most of the financial commitment will be engaged before the beginning of the period 2001 to 2004. The new building, which will at last provide facilities for the workshop that meet modern standards of safety and efficiency, should considerably enhance the productivity of the service; at present the workshop is distributed in three different buildings. The use of computer-aided design and numerically controlled machines will continue to be central to the operation of the mechanical workshop. In the new building provision is made for temperature-controlled space for metrology and will house the form and dimension measuring machines now operating in less than ideal conditions. The new diamond-machining lathe presented to the BIPM in 1998 by a Japanese non-profit foundation (Japan Society for the Promotion of Machine Industry) will be used for the manufacture of platinum-iridium prototype kilogram mass standards and other applications where extreme precision in manufacture is required. Insofar as it is possible within the budgetary constraints, the mechanical workshop will continue to be equipped with the most up-to-date and efficient machine tools and

measuring instruments that allow the demanding requirements of a metrology laboratory to be met.

#### 8.2 Temperature and pressure measurements

The capabilities for routine calibrations in thermometry for the room-temperature region and in pressure for the atmospheric pressure range will be maintained for the internal use of other sections at the BIPM.

#### 8.3 Information technology

Within the BIPM there is an increasing need to have an efficient and up-to-date information technology infrastructure. This is required not only for the scientific work but also for internal secretarial and editing functions, for external communication and for the BIPM key comparison database (see below). An important part of the work in the Time section relies on data sent to the BIPM on a regular basis by some sixty laboratories and observatories around the world. It is essential that this data be received in a reliable and efficient way.

We shall continue to provide an up-to-date BIPM web page containing useful information about the BIPM, the Metre Convention, the various Committees of the CIPM and their publications. Useful links to the web pages of NMIs are included. The BIPM web page includes a "mirror" site of the list of CODATA fundamental constants held by the NIST.

### 8.4 The BIPM key comparison database

The mutual recognition agreement of national measurement standards and of calibration and measurement certificates issued by national metrology institutes called for the creation of a single worldwide database that would contain the results of key comparisons. Key comparisons are the technical basis of the agreement. The database is being constructed at the NIST and is in the process of being transferred to the BIPM. It will progressively be updated with the results of key comparisons as they are approved by the Consultative Committees. The key comparisons will be those carried out by the Consultative Committees, by the regional metrology organizations and by the BIPM. It is expected that the database will grow in importance and that developments in its structure and range are to be foreseen. Included in the database will be the calibration measurement capabilities of the participating NMIs.

#### 9 General administrative services

#### 9.1 Finance, personnel and general administration

Finance, personnel and general administration are under the responsibility of one professional helped by three part-time assistants whose combined time is equivalent to a total of 1.7 assistants. The consequent total number of administrative staff today is not significantly larger than it was some thirty years ago and is the absolute minimum required to run these services.

#### 9.2 Secretariat

The secretariat of the BIPM consists of two professionals and two secretaries, the former comprising the secretary-cum-personal assistant to the Director and a librarian who also assists in BIPM publications and translations. New technology is used for all typing and editing work and the internal computer network is, of course, linked to the secretariat. The total number of staff in the secretariat has fallen from five to four over the past five years with the retirement of a third professional who was not replaced. No increase in secretarial staff is foreseen.

#### 9.3 Publications

The publications of the BIPM are an essential part of its activities and all modern means of communication are actively employed. The reports of the meetings of the General Conference, of the CIPM and of the Consultative Committees, and the successive editions of the SI brochure are the main formal publications of the BIPM. Produced in French and English, these are distributed to all Member States, to NMIs and also widely among the metrology community. These documents are on sale from the BIPM electronic bookshop and are available in this form free of charge from the BIPM website. The other main publication of the BIPM is the journal Metrologia, now in its thirty-fifth year of publication. Since 1997 Metrologia has also been published on-line. The electronic version is available free of charge to subscribers to the hard copy. Work is under way to extend the electronic access to earlier volumes, to create a powerful, fully searchable, electronic reference tool. A database containing titles and authors' names from Volume 1 onwards is already available. Metrologia now publishes six issues per year, normally four issues for contributed articles covering a wide range of metrological matters, including international reports that contain summaries of the results of key comparisons, one special issue made up of commissioned review articles covering a special topic and one Conference issue comprising papers from a Conference of metrological interest. On average, Metrologia contains about 600 pages per annual volume although

recent conference proceedings have burgeoned to the extent of almost doubling this figure. The staff responsible for publications is headed by the editor of *Metrologia* and includes the assistant editor of *Metrologia*, part of the time of the librarian and one part-time secretary.

In addition to contributing to BIPM publications, the scientific staff publish the results of their work in refereed journals, including but not exclusively *Metrologia*, and present the results of their work at scientific conferences. In recent years some twenty to thirty publications in refereed journals and a dozen publications in proceedings of conferences are published annually by the BIPM staff.

#### 9.4 Library

The library of the BIPM continues to be a part of the infrastructure of the laboratory essential to the efficient pursuit of the scientific work. The number of journal subscriptions remains essentially constant, but as interest and work evolve the individual journals taken are subject to change. The creation of a new section for metrology in chemistry will require an expansion of the library into this new area, but in order to keep the costs under control this will have to be at the expense of some of the less commonly used journals in the traditional areas of work at the BIPM. Unfortunately, experience has shown that the cost of subscriptions to scientific journals increases at a rate above that of inflation. As a result, the more expensive journals, unless they are considered part of the BIPM core collection, are abandoned. Subscription to Contents journals is an efficient and cost-effective way of keeping abreast of publications not held in the library.

#### 9.5 Travel and transport of equipment

In recent years the cost of travel and transport of equipment has increased from 1.8 % of annual budget in 1990 to about 3.4 % in 1998. This increase arises in large part from the additional costs incurred by the much extended programme of international comparisons made by transporting BIPM reference standards to national laboratories. The costs of transporting iodine-stabilized lasers, Josephson voltage standards and quantum-Hall standards account for most of this increase. The benefits to national laboratories do, however, far outweigh this small increase in cost to the BIPM, so that these and other similar programmes will continue. Administrative costs related to customs formalities can sometimes be heavy but this is part of a wider problem that appears to have no general solution, related to the customs formalities encountered during international exchange of measurement standards. Travel by the scientific staff and the Director to national laboratories, conferences and meetings related to metrology are an essential

part of the activities of the BIPM and will continue. The main cost of such travel is not the direct financial one but the time taken. The number of invitations to take part in meetings and conferences as well to visit national laboratories continues to increase and many must be refused simply for lack of time.

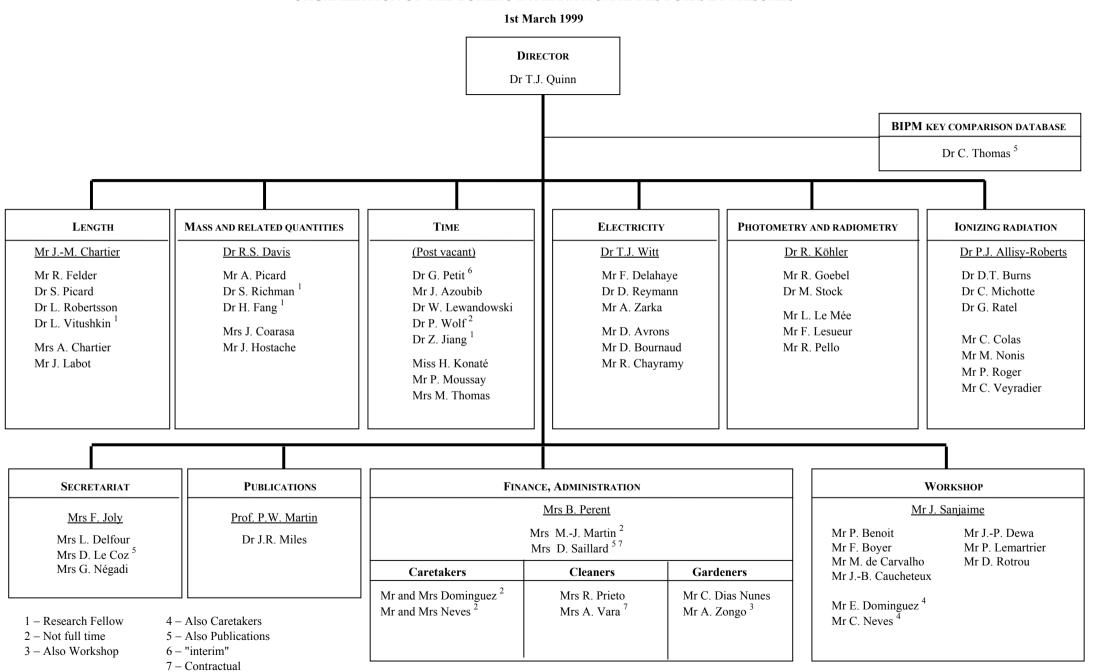
#### 10 Buildings and grounds

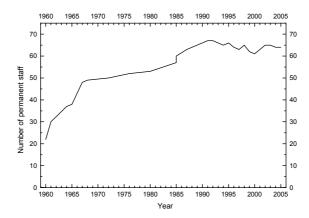
The Pavillon de Breteuil is an historic site and both the Pavillon itself and the grounds must be maintained to a high standard. The maintenance of buildings ranging in date from the time of Louis XIV (the Pavillon de Breteuil) to the present day is not only expensive but requires a wide range of skills and techniques. The maintenance of adequate air conditioning in the laboratories is a major task that requires continual surveillance and updating of equipment but it is one of the essential requirements for today's metrology. The construction of the new building for the workshop, offices and additional meeting rooms, completes the long-term plan for building presented to the 17th General Conference in 1983 and mentioned at every succeeding Conference. There are no future plans for extensions to or construction of buildings at the BIPM. Major renovations of the buildings will, however, continue to be required from time to time either to take account of new requirements resulting from changes in programme, such as the refurbishment of part of the Ionizing radiation building for metrology in chemistry, or simply the updating of old installations.

#### 11 Staff

The total number of full-time equivalent permanent staff employed at the BIPM on 1 January 1999 was 62 (cf. 66 on 1 January 1995). These staff are distributed among the various sections as shown in the organization chart on the following page. The organization chart includes Research Fellows employed for fixed periods, normally two years, and it indicates which staff are part-time and on contract. The evolution in the number of staff since 1960 and its predicted numbers up to the year 2004 are shown in the Figure below. The average age of all staff on 1 January 1999 was 47 years and that of the scientific staff 46 years (cf. 47 on 1 January 1995).

#### ORGANIZATION OF THE BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES





#### 12 Contribution to the pension fund

An actuarial study made in 1994 indicated that the number of BIPM pensioners would double by the year 2010. To prepare for this, the CIPM decided in 1994 to increase the annual allocation to the pension fund each year from 1996 to 2008 by an amount equivalent to 2 % of the salaries.

#### 13 Annual dotation of the BIPM

The Comité International des Poids et Mesures, in the Convocation to the 21st General Conference, asked the Conference to adopt the equivalent in euros of the following dotations for the years 2001 to 2004.

2001: 31 596 000 gold francs

2002: 32 228 000 gold francs

2003: 32 873 000 gold francs

2004: 33 530 000 gold francs.

The justification for these figures is given in detail in the Convocation to the 21st General Conference and need not be repeated here.

In what follows, the projected overall costs are given for the programme of work laid out in this document. The cost headings (operating expenses, laboratories expenditure, staff expenses, etc.) are those used in the financial part of the document entitled "Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes sur la situation administrative et financière du Bureau International des Poids et Mesures" distributed each year to Member

Governments of the Metre Convention. All figures are given in thousands of gold francs\*.

In sections 13.1 to 13.8 that follow laboratory expenditures are listed for the projects outlined in sections 1 to 8 of this document. These are followed by expenses for general services, including publications and travel, section 9, by building maintenance and renovation, section 10, by staff costs, section 11, then finally by pension fund, section 12. In these sections the costs are presented in aggregated form for the four years 2001 to 2004.

Annual budgets for the years 2001 to 2004 are presented in section 13.13. The corresponding breakdown of costs by category is shown graphically in section 13.14. In establishing the budget proposals for each year, additional sums of about 5 % of the total have been included over and above the dotation. These additional sums represent projected income from interest on capital and other minor revenues from calibrations, sale of Pt-Ir prototypes, etc. (see "Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes sur la situation administrative et financière du Bureau International des Poids et Mesures" for recent years).

Estimated costs (1000's of gold francs)

13.1 Length		2 885
International comparisons	580	
Recommended radiations for the <i>mise en pratique</i>		
of the definition of the metre	1 585	
Gravimetry	430	
Dimensional metrology: nanometrology	290	
13.2 Mass		2 472
Manufacture and calibration of mass standards	620	
Balance development	620	
Stability of Pt-Ir mass standards	395	
Studies of anelasticity and gravitational experiments	837	
13.3 Time		1 648
Computation and diffusion of TAI and UTC	660	
Clock comparisons	346	
Space-time reference systems	35	
Dynamical time scales	35	
Time laboratory	572	

\_

<sup>\* 1</sup> gold franc = 1.814 52 French francs. 1 euro = 6.55 957 French francs.

Estimated costs (1000's of gold francs)

	(	8010
13.4 Electricity Maintenance of a representation of the volt, international		3 709
comparisons and calibrations	930	
Maintenance of a representation of the ohm, international		
comparisons and calibrations	1 110	
Capacitance standards derived from the quantized-Hall		
resistance	1 300	
Studies of the stability of electrical standards and detectors	369	
12.5 Dadiamater and photomater		2 885
13.5 Radiometry and photometry Radiometry	2020	2 885
Photometry	865	
1 notometry	803	
13.6 Ionizing radiation		2 472
Dosimetry	1 122	2 1,72
Radionuclides	1 350	
	1000	
13.7 Metrology in chemistry		2 472
13.8 General laboratory and scientific services		5 227
Mechanical workshop	1 648	3 22 7
Temperature and pressure measurements	600	
Information technology	1 879	
The BIPM key comparison database	1 100	
The Bit in key comparison database	1 100	
13.9 General services		14 871
General services	5 673	
Secretariat	2 413	
Publications	1 198	
Library	1 697	
Travel and transport of equipment	3 890	
• • •		
13.10 Buildings and grounds		3 232
13.11 Staff		74 222
Salaries	57 225	
Family and social allowances	11 445	
Social benefit contributions	5 552	
12.12 Danier C. 1		10.021
13.12 Pension fund		18 921

13.13 Budgets for each of the years 2001-2004

Recapitulation of main headings (in 1000's gold francs)

	2001	2002	2003	2004	4 years
A. Staff (13.11)	17 703	18 446	18 907	19 166	74 222
B. Contribution to the					
pension fund (13.12)	4 093	4 557	4 953	5 318	18 921
C. General services (13.9)	3 543	3 623	3 847	3 858	14 871
D. Laboratory expenditure					
(13.1 to 13.8)	5 767	5 883	6 000	6 120	23 770
E. Buildings (13.10)	1 277	1 055	500	400	3 232
F. Miscellaneous and					
contingent	946	404	412	421	2 183
Total	33 329	33 968	34 619	35 283	137 199

# 13.13.1 General services (in 1000's gold francs) (details of 13.9)

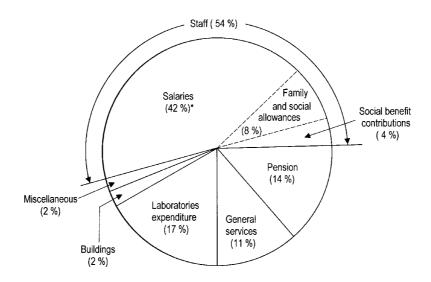
	2001	2002	2003	2004	4 years
Heating, water, electricity	510	525	541	557	2 133
Insurance	110	116	121	127	474
Publications	284	290	296	328	1 198
Office expenses	581	593	622	617	2 413
Travel, transport					
of equipment	938	957	1 040	955	3 890
General maintenance	643	656	732	769	2 800
Library	412	420	428	437	1 697
Bureau of the Comité	65	66	67	68	266
Total	3 543	3 623	3 847	3 858	14 871

# 13.13.2 Laboratories expenditure (in 1000's gold francs) (details of 13.1 to 13.8)

	2001	2002	2003	2004	4 years
Length	700	714	728	743	2 885
Mass	600	612	624	636	2 472
Time	400	408	416	424	1 648
Electricity	900	918	936	955	3 709
Radiometry and photometry	700	714	728	743	2 885
Ionizing radiation	600	612	624	636	2 472
Metrologie in chemistry	600	612	624	636	2 472
Workshop	400	408	416	424	1 648
General laboratory and					
scientific services	867	885	904	923	3 579
Total	5 767	5 883	6 000	6 120	23 770

# 13.14 Graphical representations of projected expenditure for the years 2001-2004

Recapitulation of main headings, including breakdown of staff costs 13.13)



<sup>\*</sup> percentage of total 4 year budget (rounded)

# Liste des sigles utilisés dans le présent volume List of acronyms used in the present volume

# 1 Sigles des laboratoires, commissions et conférences Acronyms for laboratories, committees and conferences

AIEA/IAEA Agence internationale de l'énergie atomique/International

Atomic Energy Agency

AIG/IAG Association internationale de géodésie/International

Association of Geodesy

AISM/IALA Association internationale de signalisation maritime/

International Association of Lighthouse Authorities

AIST Agency of Industrial Science and Technology, Tokyo et

Tsukuba (Japon)

AOAC Association of Official Analytical Chemists

APMP Asia-Pacific Metrology Programme
BIH Bureau international de l'heure

BIML Bureau international de métrologie légale

BIPM Bureau international des poids et mesures/International

Bureau of Weights and Measures

BMwA Bundesministerium für wirtschaftliche Angelegenheiten,

Vienne (Autriche)

BNM Bureau national de métrologie, Paris (France)
BNM-INM Bureau national de métrologie, Institut national de

métrologie, Paris (France)

BNM-LCIE Bureau national de métrologie, Laboratoire central des

industries électriques, Fontenay-aux-Roses (France)

BNM-LPTF Bureau national de métrologie, Laboratoire primaire du

temps et des fréquences, Paris (France)

BRML Bureau roumain de la métrologie légale, Bucarest

(Roumanie)

CC Comité consultatif du CIPM/Consultative Committee of the

CIPM

CCAUV Comité consultatif de l'acoustique, des ultrasons et des

vibrations/Consultative Committee for Acoustics,

Ultrasound and Vibration

CCDM\* Comité consultatif pour la définition du mètre/Consultative

Committee for the Definition of the Metre, voir CCL

<sup>\*</sup> Les laboratoires ou organisations marqués d'un astérisque soit n'existent plus soit figurent sous un autre sigle.

Orgnizations marked with an asterisk either no longer exist or operate under a different acronym

CCDS\*

**CCU** 

	Consultative Committee for the Definition of the Second, <i>voir</i> CCTF
CCE*	Comité consultatif d'électricité/Consultative Committee for
	Electricity, voir CCEM
CCEM	(ex CCE) Comité consultatif d'électricité et magnétisme/
	Consultative Committee for Electricity and Magnetism
CCEMRI*	Comité consultatif pour les étalons de mesure des
	rayonnements ionisants/Consultative Committee for
	Standards of Ionizing Radiation, voir CCRI
CCIR	Comité consultatif international des radiocommuni-
	cations/International Radio Consultative Committee
CCL	(ex CCDM) Comité consultatif des longueurs/Consultative
	Committee for Length
CCM	Comité consultatif pour la masse et les grandeurs
	apparentées/Consultative Committee for Mass and Related
	Quantities
CCPR	Comité consultatif de photométrie et radiométrie/
	Consultative Committee for Photometry and Radiometry
CCQM	Comité consultatif pour la quantité de matière/Consultative
	Committee for Amount of Substance
CCRI	(ex CCEMRI) Comité consultatif des rayonnements
	ionisants/Consultative Committee for Ionizing Radiation
CCT	Comité consultatif de thermométrie/Consultative Committee
	for Thermometry
CCTF	(ex CCDS) Comité consultatif du temps et des
	fréquences/Consultative Committee for Time and
	Frequency

Comité consultatif pour la définition de la seconde/

Units CEI/IEC Commission électrotechnique internationale/International

Comité consultatif des unités/Consultative Committee for

**Electrotecnical Commission** 

Centro Español de Metrología, Madrid (Espagne) **CEM** Centro Nacional de Metrología, Mexico (Mexique) **CENAM** Centre Technique des Industries Aérauliques et Thermiques, **CETIAT** 

Villeurbanne (France)

Conférence générale des poids et mesures/General **CGPM** 

Conference on Weights and Measures

CIE Commission internationale de l'éclairage/International

Commission on Illumination

Centro de Investigaciones Energéticas, Medio-ambientales y **CIEMAT** 

Tecnológicas, Madrid (Espagne)

**CIML** Comité international de métrologie légale

**CIPM** Comité international des poids et mesures/International

Committee for Weights and Measures

CITAC Cooperation on International Traceability in Analytical

Chemistry

CMA/MIKES Mittatekniikan Keskus/Centre for Metrology and

Accreditation, Helsinki (Finlande)

CMI Český Metrologický Institut/Czech Metrological Institute,

Prague et Brno (Rép. tchèque)

CMS/ITRI Centre for Measurement Standards of the Industrial

Technology Research Institute, Hsinchu (Taiwan)

CODATA Consiglio Nazionale delle Ricerche, Turin (Italie)
CODATA Committee on Data for Science and Technology
COOMET Coopération métrologique entre les États d'Europe

centrale/Cooperation in Metrology among the Central

**European Countries** 

CORM Council for Optical Radiation Measurements (États-Unis)
CPEM Conference on Precision Electromagnetic Measurements
CRL Communications Research Laboratory, Tokyo (Japon)
CSIR-NML Council for Scientific and Industrial Research, National

Metrology Laboratory, Pretoria (Afrique du Sud)

CSIRO-NML Commonwealth Scientific and Industrial Research

Organization, National Measurement Laboratory, Lindfield

(Australie)

DFM Danish Institute of Fundamental Metrology, Lyngby

(Danemark)

ENEA Ente per le Nuove Tecnologie, l'Energia e l'Ambiente,

Rome (Italie)

ENS École normale supérieure, Paris (France)
ETL Electrotechnical Laboratory, Tsukuba (Japon)
EUROMET European Collaboration in Measurement Standards

GT-RF Groupe de travail pour les grandeurs aux radiofréquences du

CCEM/CCEM Working Group on Radiofrequency

Quantities

GUM Glówny Urzad Miar/Central Office of Measures, Varsovie

(Pologne)

HUT Helsinki University of Technology, Helsinki (Finlande)

IAEA\* voir AIEA
IAG\* voir AIG
IALA\* voir AISM
IAU\* voir UAI
ICAO\* voir OACI
IEC\* voir CEI

IEN Istituto Elettrotecnico Nazionale Galileo Ferraris, Turin

(Italie)

IERS Service international de la rotation terrestre/International

Earth Rotation Service

IFCC Fédération internationale de chimie clinique/International

Federation of Clinical Chemistry

IGS International GPS Service for Geodynamics

ILAC International Laboratory Accreditation Conference

IMEKO International Measurement Confederation

IMGC Istituto di Metrologia G. Colonnetti, Turin (Italie)

IMO\* voir OMI

INM\* voir BNM-INM

INMETRO Instituto Nacional de Metrologia, Normalização e Qualidade

Industrial, Rio de Janeiro (Brésil)

INN Instituto Nacional de Normalización, Santiago (Chili)
 INTA Instituto Nacional de Técnica Aeroespacial, Madrid (Espagne)
 INTI Instituto Nacional de Tecnología Industrial, Buenos Aires

(Argentine)

IPQ Instituto Português da Qualidade, Lisbonne (Portugal)
IRA Institut universitaire de radiophysique appliquée, Lausanne

(Suisse)

IRD\* voir LNMRI

IRMM Institut des matériaux et mesures de référence, Commission

européenne/Institute for Reference Materials and

Measurements, European Commission

ISO Organisation internationale de normalisation/International

Organization for Standardization

ISO-REMCO Organisation internationale de normalisation, Comité pour

les matériaux de référence/International Organization for Standardization, Committee on Reference Materials

ITU\* voir UIT
IUGG\* voir UGGI
IUPAC\* voir UICPA
IUPAP\* voir UIPPA

JCGM Comité commun pour les guides en métrologie/Joint

Committee for Guides in Metrology

JCRB Comité mixte des organisations régionales de métrologie et

du BIPM/Joint Committee of the Regional Metrology

Organizations and the BIPM

JILA Joint Institute for Laboratory Astrophysics, Boulder CO

(États-Unis)

JV Justervesenet, Oslo (Norvège)

KRISS Korea Research Institute of Standards and Science, Taejon

(Rép. de Corée)

LCIE\* voir BNM-LCIE

LGC Laboratory of the Government Chemist, Teddington

(Royaume-Uni)

LNM/NMI Laboratoire national de métrologie/National Metrology

Institute

LNMRI Laboratório Nacional de Metrologia das Radiações

Ionizantes, Rio de Janeiro (Brésil)

LPTF\* voir BNM-LPTF

MENAMET Middle East Metrology Organization

Metas (ex OFMET) Office fédéral de métrologie et d'accréditation,

Wabern (Suisse)

MIKES voir CMA

MIT Massachusetts Institute of Technology, Cambridge MA

(États-Unis)

MRA Arrangement de reconnaissance mutuelle/Mutual

Recognition Arrangement

MSL-IRL Measurement Standards Laboratory of New Zealand, Lower

Hutt (Nouvelle-Zélande)

NEWRAD New Developments and Applications in Optical Radiometry

Conference

NIM National Institute of Metrology, Beijing (Chine)
NIMT National Institute of Metrology of Thailand, Bangkok

(Thaïlande)

NIMTT National Institute of Measurement and Testing Technology,

Sichuan (Chine)

NIS National Institute for Standards, Le Caire (Égypte)
NIST National Institute of Standards and Technology,

Gaithersburg (États-Unis)

NMI voir LNM

NMi-VSL Nederlands Meetinstituut, Van Swinden Laboratorium,

Delft (Pays-Bas)

NML voir CSIR NML voir CSIRO

NORAMET North American Metrology Cooperation

NPL National Physical Laboratory, Teddington (Royaume-Uni)

NRC-CNRC\* voir NRC

NRC-INMS Conseil national de recherches du Canada, Institut des

étalons nationaux de mesure/National Research Council of Canada, Institute for National Measurement Standards,

Ottawa (Canada)

NRCCRM National Research Centre for Certified Reference Materials,

Beijing (Chine)

NRLM National Research Laboratory of Metrology, Tsukuba

(Japon)

OACI/ICAO Organisation de l'aviation civile internationale/

International Civil Aviation Organization

OFMET\* Office fédéral de métrologie/Eidgenössisches Amt für

Messwesen, Wabern (Suisse), voir Metas

OIML Organisation internationale de métrologie légale

OMC/WTO Organisation mondiale du Commerce/World Trade

Organization

OMH Országos Mérésügyi Hivatal, Budapest (Hongrie)

OMI/IMO Organisation maritime internationale/International Maritime

Organization

OMS/WHO Organisation mondiale de la santé/World Health

Organization

PSB (ex SISIR) Singapore Productivity and Standards Board

(Singapour)

PTB Physikalisch-Technische Bundesanstalt, Braunschweig et

Berlin (Allemagne)

RMO voir ORM

SADCMET Southern African Development Community Cooperation in

Measurement Traceability

SCL Standards and Calibration Laboratory (Hong Kong)
SIM Système interaméricain de métrologie/Sistema

Interamericano de Metrologia

SIP Société genevoise d'instruments de physique, Genève

(Suisse)

SISIR\* Singapore Institute of Standards and Industrial Research

(Singapour), voir PSB

SIRIM Standards and Industrial Research Institute, Shah Alam

(Malaisie)

SMU Slovenský Metrologický Ústav/Slovak Institute of

Metrology, Bratislava (Slovaquie)

SP (ex Statens Provningstanstalt) SP Sveriges Provnings- och

Forskningsinstitut/Swedish National Testing and Research

Institute, Borås (Suède)

SSDL Secondary Standards Dosimetry Laboratories
STEP Satellite Test of the Equivalence Principle Meeting
SURAMET Coopération métrologique sud-américaine (Argentine,

Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay)

TUG Technical University, Graz (Autriche)

UAI/IAU Union astronomique internationale/International

Astronomical Union

UGGI/IUGG Union géodésique et géophysique internationale/

International Union of Geodesy and Geophysics

UICPA/IUPAC Union internationale de chimie pure et appliquée/

International Union of Pure and Applied Chemistry

UIPPA/IUPAP Union internationale de physique pure et appliquée/

International Union of Pure and Applied Physics

UIT/ITU Union internationale des radiocommunications/

International Telecommunication Union

UME Ulusal Metroloji Enstitüsü/National Metrology Institute,

Marmara Research Centre, Gebze-Kocaeli (Turquie)

UN Nations unies/United Nations

URSI Union radioscientifique internationale/International Union

of Radio Science

VNIIM Institut de métrologie D.I. Mendéléev/D.I. Mendeleev

Institute for Metrology, Saint-Pétersbourg (Féd. de Russie)

VNIIMS Russian Research Institute for Metrological Service of

Gosstandart of Russia, Moscou (Féd. de Russie)

VNIIOFI Institut des mesures en optique physique, Gosstandart,

Moscou (Féd. de Russie)

VSL\* Van Swinden Laboratorium, Delft (Pays-Bas), *voir* NMi WGDM Groupe de travail du CCL sur la métrologie dimension-

nelle/CCL Working Group on Dimensional Metrology

WHO\* voir OMS WTO\* voir OMC

# 2 Sigles des termes scientifiques Acronyms for scientific terms

EIT-90/ITS-90 Échelle internationale de température de 1990/International

Temperature Scale of 1990

GLONASS Global Navigation Satellite System

GPS Global Positioning System

GUM Guide pour l'expression de l'incertitude de mesure/Guide to the

Expression of Uncertainty in Measurement

IDMS Spectrométrie de masse avec dilution isotopique/Isotope

**Dilution Mass Spectrometry** 

ITRF Système de référence terrestre spécifié par le Service

international de la rotation terrestre/Terrestrial Reference Frame maintained by the International Earth Rotation

Service

ITS-90 voir EIT-90

KCDB Base de données du BIPM sur les comparaisons clés/BIPM

Key Comparison Database

LPTF-FO1 Fontaine à césium n° 1 du Laboratoire primaire du temps et

des fréquences

NMR Résonance magnétique nucléaire/Nuclear Magnetic

Resonance

PHARAO Projet d'horloge atomique à refroissement d'atomes en

orbite

QHE Effet Hall quantique/Quantum Hall Effect

QHR Résistance de Hall quantifiée/Quantum Hall Resistance
SET Effet tunnel monoélectronique/Single Electron Tunnelling
SI Système international d'unités/International System of Units
SIR Système international de référence/International Reference

System

SPRT Thermomètre à résistance de platine étalon/Standard

Platinum Resistance Thermometer

TAI Temps atomique international/International Atomic Time
TDCR Rapport des coincidences triples aux coincidences doubles/

Triple-to-double Coincidence Ratio Method

TWSTFT Comparaison de temps et de fréquence par aller et retour sur

satellite/Two-way Satellite Time and Frequency Transfer

UTC Temps universel coordonné/Coordinated Universal Time

UV Ultraviolet

VIM Vocabulaire international des termes fondamentaux et

généraux de métrologie/International Vocabulary of Basic and

General Terms in Metrology